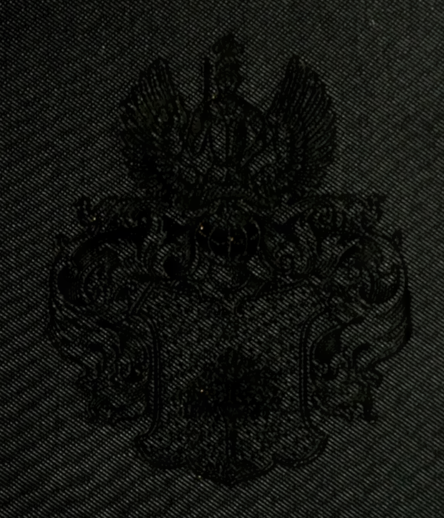

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01271484 6









Wilhelm von Humboldts
Gesammelte Schriften.

Wilhelm von Humboldts Gesammelte Schriften.

Herausgegeben von der

Königlich Preussischen Akademie der Wissenschaften.

Band XI.

Zweite Abteilung:

Politische Denkschriften II.

Berlin
B. Behr's Verlag
1903.

Wilhelm von Humboldts Politische Denkschriften.

Herausgegeben von

Bruno Gebhardt.

Zweiter Band.

1810—1813.



Berlin
B. Behr's Verlag
1903.

Inhalt.



I. Als Gesandter in Wien.

I.—XVII. Aus den Wiener Berichten.

Am 14. Juni 1810 wurde Humboldt zum preußischen Gesandten in Wien ernannt und traf am 22. September an seinem Bestimmungsort ein. Er weilte, einen mehrwöchentlichen Urlaub im Jahre 1812 abgerechnet, bis zum 7. Juni 1813 dort. Aus den ungemein zahlreichen und umfangreichen Berichten, die er während dieser Jahre seinem Hofe abstattete, teilen wir einige Stellen mit, die seine Auffassung der Politik Preußens und Österreichs in dieser kritischen Zeit, der inneren Zustände dieses Landes, der leitenden Persönlichkeiten beleuchten, auch seine Anschauungen von der Politik Frankreichs und Rußlands und von den Vorgängen in Spanien wiedergeben.

I. Aus den Wiener Berichten.

(Dechiffrierte Abschriften im Geh. Staatsarchiv.)

Gegen ein preufsisch-französisches Bündnis.

No. 7. Vienne ce 23 Janvier 1811.

V. M. a daigné me faire connoitre par Son très-gracieux Rescript du 12 de ce mois qu'Elle fait connoitre à l'Empereur Napoléon son désir d'unir la Prusse étroitement avec la France. Je ne sais si une pareille union renfermeroit une véritable alliance offensive et défensive avec la France; mais il est certain que dans ce cas le système politique actuel de la Prusse seroit certainement changé et deviendra tout à fait différent de celui dans lequel j'écrivis mon rapport du 2. Janvier*) où je supposois que V. M.

* *Dort heißt es: Quelque détermination que V. M. prenne, je trouverois toujours bien qu'Elle daignât la communiquer à la Cour d'ici et se concertât en*

n'agissoit que de concert avec les Cours de Vienne et de Pétersbourg. Il est certain aussi que par cette même raison une telle alliance ne laissera que de faire une vive impression tant en Russie qu'ici, où, comme j'ai eu l'honneur de le marquer à V. M., on sent parfaitement l'importance de l'existance et de l'indépendance de la Prusse et qu'il peut venir des moments où il sera dangereux d'avoir pris des engagements trop positifs. Plein de confiance dans l'indulgence bienveillante que V. M. a daigné m'accorder toujours, et accoutumé à Lui parler avec franchise j'ose Lui avouer que je crois qu'il seroit préférable de tâcher d'éviter à contracter une alliance avec la France.

Quelques grands que soyent les malheurs de la Prusse il lui restoit toujours une grande et véritable consolation, celle d'avoir conservé son indépendance, de ne pas être obligée de reconnoître les memes amis et ennemis avec la France et de ne point devoir concourrir à l'exécution de plans aussi peu analogues aux sentiments de V. M. qu'aux véritables intérêts de Sa monarchie.

Il ne me semble pas que les circonstances actuelles soyent déjà assez impérieuses pour abandonner volontairement un aussi bel avantage. L'Empereur Napoléon est occupé en Espagne et le sera encore pour quelque temps. La rupture avec la Russie ne sauroit etre si prochaine, l'Autriche conserve encore son indépendance, elle n'a pas contracté d'alliance avec la France. Sa conduite actuelle est prudente, timide, même vacillante; mais le Cabinet de Vienne ne perd, pas même à présent, de vue la nécessité de tenir peut-être bientôt un autre langage et une autre conduite.

Il m'a toujours paru que la Prusse ne s'étant point étroitement unie avec la France, immédiatement après la paix de Tilsit ne seroit point dans le cas de le faire àprésent, aussi longtemps au moins que l'Autriche ne lui en donne point l'exemple et que l'Indépendance des deux Cours Impériales lui montre encore la possibilité d'une autre existence politique. J'aurois cru jusque là suffisant d'observer strictement les engagemens pris jusqu'ici et de faire soit seule, soit conjointement avec la Cour d'Autriche

---

quelque façon avec elle pour lui donner l'exemple de l'harmonie parfaite qui doit regner entre les seules Cours qui conservent encore une certaine indépendance. Une pareille démarche auroit encore l'avantage de mettre l'Autriche complettement dans son tort, si elle vouloit, en s'isolant entierement, abandonner la Prusse uniquement à ses propres ressources.

des représentations vives et franches à Paris, que la loyauté de la conduite du Gouvernement Prussien l'autorisoit à mettre une confiance illimitée dans celle du Gouvernement françois envers lui.

II. Über Spanien.

No. 15. Vienne ce 17 Février 1811.

Je profite du départ du Sieur de Wulffen, ancien Capitaine au service de Votre Majesté, pour faire parvenir au Departement des affaires Etrangères ci-joint quelques pièces que je n'aurais pas volontiers confiées à la poste et qui sont trop longues pour être chiffrées.

La première est un Extrait que j'ai fait de plusieurs Numéros d'un Journal Espagnol arrivé par la voye de Constantinople ici. Il rend compte des premières séances des Cortès réunis à l'Ile de Leon,*) et quoique Votre Majesté daignera voir qu'il n'y a presque pas une seule discussion qui ait conduit à un résultat vraiment important, il m'a paru intéressant d'indiquer toutes les délibérations de cette Assemblée pour pouvoir se former une idée juste de l'esprit qui y règne et de la manière dont elle traite les affaires. On ne peut s'empêcher en parcourant cet extrait, et plus encore en lisant les procès verbaux eux mêmes, de faire la réflexion qu'on ne saurait s'attendre à des résultats bien grands, et bien salutaires pour la cause des Espagnols de la part de ce Corps, à moins que ses déliberations secrettes ne soyent tout aussi sages, importantes et calculées sur les besoins vraiment urgens du moment, que celles dont on nous donne connaissance, en sont presque le contraire. Mais il paraît en effet que les discussions dont le public reste témoin, ne sont destinées qu'à nourrir son entousiasme et à éviter qu'on ne croye que les Cortès veuillent gouverner l'Etat d'une manière secrette et arbitraire. On n'y voit figurer qu'un petit nombre de Députés plus zélés que sages, et moins éloquens, qu'amateurs de grands mots et de phrases ampoulées; les discussions les plus importantes, comme celles sur l'Amérique, sont interrompues et ajournées comme à dessein, par le Président au moment même où elles allaient être décidées et les déliberations secrettes sont assez fréquentes et longues pour permettre de bien

*) *Am 24. September 1810 traten sie in Cadiz zusammen.*

préparer toutes les affaires et de ne les présenter à la décision publique de l'Assemblée que lorsqu'elles sont venues à leur pleine maturité. Il ne faut pas oublier non plus que nous n'avons que les procès verbaux des premières Séances, où l'envie de se montrer, et l'effervescence démocratique devaient doublement chercher un libre essor. Il est singulier d'observer le mélange d'esprit de démocratie et d'attachement à l'ancienne Dynastie des Bourbons, qu'on rencontre dans ces feuilles. Tandisqu'on ne cesse de parler de souveraineté du peuple, d'égalité parfaite et des droits de l'homme, on trouve, en s'adressant au Cardinal de Bourbon dans „le sang qui circule dans ses veines" un gage de son attachement à la cause publique. Le propos d'un des Députés, où il déclare simplement, que sans la conservation de l'Amérique, l'Espagne est perdue, a un double intérêt dans un moment, où, si la nouvelle du Mexique se confirme, toutes les colonies se sont détachées de la Mère-Patrie; ce qui, historiquement parlant, est sans contredit l'événement le plus marquant de nos temps, et le seul que dès les premières scènes à Bayonne on pouvait prédire avec certitude. — L'apparition du Duc d'Orléans*) et la réception que l'Assemblée lui a faite, ne sont pas moins curieuses. J'ai traduit littéralement l'un et l'autre passage, et il m'a paru bon d'ajouter encore une copie exacte du texte Espagnol de la discussion entière sur l'Amérique, la plus importante et la plus violente de celles dont il est fait mention dans ces feuilles.

La seconde pièce est un apperçu des troupes françaises et espagnoles qui se trouvaient à la fin de l'année dernière en Espagne. Cet apperçu peut servir à l'intelligence des nouvelles que donnent les papiers publics et je n'ai trouvé nulle part une énumération aussi complette des Généraux Espagnols, et des Chefs des Guerillas.

La troisième pièce enfin est une lettre adressée par le commerce de Génève au Ministre de l'Intérieur sur la nouvelle route qu'on assigne au transport des cotons du Levante. Si le tableau qui y est fait de l'état actuel du commerce en France, est intéressant par lui même, il l'est doublement par la hardiesse avec laquelle il est tracé, et par le courage qu'on a eû de le présenter au Gouvernement. Il est en outre consolant pour la Monarchie Autrichienne de voir que cette nouvelle route qui devait détourner

*) *Er war von der Regentschaft aus Palermo berufen, von den Engländern aber zurückgewiesen.*

les cotons de ses frontières, est entourée de difficultés presqu'insurmontables.

III. Zur Charakteristik des Fürsten Metternich.

No. 15. Vienne ce 17 Février 1811.

Je saisis encore cette occasion pour soumettre à Votre Majesté les observations que j'ai faites pendant tout le temps de mon séjour à Vienne sur le caractere et les principes politiques du C. de Metternich. La grande influence que ce Ministre possède et possédera encore longtemps, selon moi, fait que pour juger de la conduite future de la Cour de Vienne il faut nécessairement tâcher de se former, autant que cela est possible, une idée juste de son caractère et de sa façon de penser. Je dis: autant que possible; car je regarde comme une des choses les plus difficiles, si non impossible, de déchiffrer son véritable caractere, et de prédire selon les circonstances, qui ont un grand empire sur lui, ce qu'il seroit capable ou incapable de faire.

Comme le C. de Metternich est connu personnellement à Votre Majesté et à Son Ministère*) je n'ai pas besoin de dire que c'est un homme extrêmement froid et réservé aussitot qu'il veut l'etre avec une facilité apparente et un penchant naturel de causer et de raconter, ayant un empire absolu sur lui même, ne semblant jamais se livrer à aucun sentiment, n'en annonçant jamais, mais étant bien sûr d'exprimer dans tous les traits de sa physionomie toujours la même impassibilité. Sa conduite après cela ne peut être basée que sur des calculs de l'esprit.

Un de ses sujets favoris de conversation est de déclamer contre l'exaltation et l'enthousiasme et aussi souvent qu'il raisonne sur des cas donnés, je ne lui ai jamais entendu discuter que l'intérêt avantageux ou désavantageux que tel ou autre parti peut offrir. Avec ce caractère, il est devenu le successeur d'un homme**) qui, en se méprenant sur ses propres forces et en se chargeant d'une entreprise bien au dessus d'elles, a causé de grands malheurs à sa patrie, qui n'a jamais suivi que l'impulsion de ses sentiments, qui s'est livré sans réserve à une exaltation que des principes nobles

*) *Von der Zeit seiner Gesandtschaft in Berlin 1803—6.*
**) *Graf Stadion.*

et loyaux lui ont inspirée; qui n'est guères accoutumé à se régler sur de simples calculs d'intérêt particulier et de qui même ceux qui le connoissent peu, peuvent dire avec certitude que quelques fussent les circonstances et quels que fussent les dangers dont il a été menacé, il n'auroit jamais fait ce qui fut contraire à sa façon de penser et d'agir.

Il survint que le C. Stadion avoit embrassé une cause qui jouissoit de la faveur du public; et le C. Metternich reçut le Ministère après la paix malheureuse. On lui impute d'avoir fait le mariage de l'Empereur Napoléon et son long séjour à Paris déplut encore plus. Dès lors le C. Metternich perdit entièrement sa popularité et il sera bien difficile qu'il la regagne jamais. On le suppose entièrement dévoué à la France; on le croit capable de tout, si son ambition l'exige. On lui attribue un amour propre démesuré et on cite en tirant toujours le parallèle entre lui et le C. Stadion, que celui-ci ne peut être taxé d'avoir jamais manqué à la vérité, tandisqu'on fait le reproche du contraire au Cte Metternich.

On les accuse enfin tous les deux, et peut-être avec raison, de trop s'être adonné et d'un goût presque frivole à la société et de lui consacrer trop de temps: mais en convenant que le C. Stadion a beaucoup travaillé lui même pendant son Ministère on critise le C. Metternich d'avoir le système opposé en se bornant à revoir et à contrôler l'ouvrage de ses subalternes.

Je sais que ce jugement du public est infiniment trop sévère et même injuste. Je ne crois pas le C. Metternich capable de jamais sacrifier les intérêts de son maitre aux siens propres; et en examinant tout son ministère, je ne vois rien qui autorise la crainte, qu'il pourroit sans nécessité renoncer à l'indépendance de l'Autriche: si son séjour trop prolongé à Paris peut être blâmé avec raison, il n'a du moins pas de suites fâcheuses jusqu'ici. Mais on ne peut nier qu'en le voyant souvent, il ne survienne quelque fois des circonstances, où l'on désireroit de pouvoir sauver sa véracité et il est très malheureux aussi qu'il inspire si peu de confiance dans la fermeté et l'invariabilité de ses principes auxquels on se livreroit volontiers; tandisqu'il éloigne plutôt l'idée que possédant le talent de se faire et de s'accomoder à tout, il sait se régler plus aux circonstances qu'aux principes.

Sans vouloir prononcer sur son caractère, je me fie cependant à ses lumières. Il voit trop bien qu'une alliance avec la France

n'a été avantageuse à aucune Puissance il lui importe de conserver l'indépendance actuelle, quelque précaire qu'elle soit, et il sait trop bien à quel point la Cour et le public répugneroient à voir une union plus étroite avec le Gouv. Franç.

Le but de son ministère sera donc, j'ose presque en être le garant, plutot de se conserver dans la situation présente et de la consolider d'avantage, mais on n'aura pas besoin non plus, comme ce seroit le cas avec un homme d'un caractère prononcé et ferme de l'éloigner de sa place, pour faire adopter, si les circonstances l'exigent ou sembloient l'exiger, un système tout à fait opposé.

Voilà ce qui rendra surtout, si l'on considère que l'urgence du cas peut être considéré pour différens points de vue, la conduite politique de la Cour de Vienne, autant que le C. Metternich sera à la tête des affaires, toujours vacillante, difficile à calculer d'avance et jamais exempte de doutes et d'inquiétudes.

Il faudroit à la vérité à la monarchie Autrichienne un homme vigoureux, doué de courage et de talents nécessaires, entièrement adonné au soin de sauver sa patrie et réunissant par là la confiance de la nation et de la Cour. Mais cet homme ne semble point exister à présent, et le C. Metternich ne jouant lui même que le role d'un temporisateur adroit en politique, me semble préférable de beaucoup à tous ceux qui facilement pourroient lui succéder.

Ayant montré tout récemment qu'il sait déjouer l'intrigue sans même qu'il y paroisse beaucoup et aimant, malgré des goûts qui le portent à l'inactivité, le pouvoir et sa place, je crois qu'il saura se maintenir, quoique un caractère tel que le sien, ne puisse convenir ni à l'Impératrice ni à la plupart des Archiducs et que l'Empereur lui même, très laborieux et trop peut-être, juge avec la plus grande sévérité tous ceux en qui il remarque un goût trop prononcé pour les plaisirs de la société et les distractions en général.

Voilà ce que je dois dire après la plus mûre réflexion et avec la plus grande impartialité sur le C. de Metternich. Je supplie V. M. de croire que je n'ai rien négligé pour l'observer et l'étudier de près. Je suis de ses sociétés habituelles qui, ce qui est assez singulier, sont aussi celles du C. Stadion. J'y passe ordinairement deux à trois soirées de la semaine avec lui et ne manque donc pas d'occasion de le voir et de lui parler.

Quant à sa conduite envers moi, je ne puis assez m'en louer et sous ce rapport encore, ce seroit avec des regrets extrêmes que

je le verrois quitter sa place. Il est plein de bontés envers moi et quoique je croye certain que personne ne puisse se vanter de posséder sa confiance illimitée, il m'a prouvé en plus d'une occasion que ce sentiment ne lui est pas étranger vis à vis de moi.

IV. Vor dem russischen Feldzug.

No. 20. Vienne ce 2 Mars 1811.

L'Autriche doit redouter le moment de cette rupture où elle sera probablement forcée de se déclarer et de prendre un parti; tandisque dans la situation actuelle on peut rester dans un état ambigu et indécis et se bercer de la douce espérance de pouvoir profiter de cet intervalle pour se consolider et pour rétablir ses forces, ou même de voir arriver en attendant des événements qui dispenseroient de la peine de se tirer soi-même des embarras actuels.

Le Comte de Metternich doit redouter doublement une pareille crise, puisqu'elle pourroit lui devenir plus funeste encore. Il aime donc à croire ce qu'il désire et il est bien à présumer que jusqu'au dernier instant, il se défendra contre l'idée que sa Cour sera forcée de se décider pour ou contre un des deux partis.

Ce n'est qu'au moment où l'Empereur Napoléon retirera la plus grande partie de ses trouppes de l'Espagne que ses inquiétudes commenceront vraiment.

A en juger par les sentimens et les intentions, il est facile de prévoir quel parti l'Empereur et son Ministère voudra prendre alors. Mais le pourront-ils? S'ils ont resisté à la séduction, pourront-ils résister aux menaces? Seront-ils préparés à opposer une volonté ferme et énergique aux demandes qu'on pourra leur faire? Profitera-t-on de cet intervalle de repos qu'on a eu, quelque peu de durée qu'on puisse lui supposer encore?

Quand on voit la marche lente, irrésolue et incertaine de toute l'administration intérieure; quand on voit que le recrutement de l'armée décrété au commencement de l'année en est encore au point où il étoit alors; que, comme je le sais positivement, le Gl Radetzky a fait hier encore les plus vives représentations au C. Metternich, on ne peut se dispenser de concevoir des doutes et des inquiétudes à ce sujet.

V. M. aura daigné voir par tous mes rapports que j'ai toujours répété que les véritables dispositions de l'empereur, de sa famille,

de la Cour et du public, ne sont point favorables à l'union apparente avec la France.

Fortsetzung.

No. 21. Vienne ce 6 Mars 1811.

Je n'hésiterai point surtout de dire ceci avec assurance de certitude de la Russie: mais comme cette Cour et celle de Paris ont un intéret évident de s'attacher à celle d'ici, et d'y sonder le terrain: voilà sur quoi les entretiens des Ministres et les communications des Cabinets peuvent rouler. Si ceci paroit étrange dans un moment aussi critique, cela s'explique pourtant parfaitement par la situation particulière de l'Autriche. L'Empereur n'a rien tant à coeur que de conserver sa tranquillité actuelle. Son Ministre des affaires étrangères ne suit pas seulement son système, mais il redoute les crises, il aime à pouvoir se laisser aller sans prendre un parti décisif; il se croit un talent particulier à temporiser, à éviter et à reculer les moments d'explosion.

Les deux Cours de Paris et de Pétersbourg savent et ne dissimuleront pas que le Cabinet Autrichien n'entrera jamais sans répugnance dans les projets de l'une, et sans craindre dans ceux de l'autre. L'Empereur Napoléon sent probablement qu'avec ces dispositions ici il vaudra mieux surprendre que préparer les choses ici. La Russie se trouve par les affaires de la Turquie dans une telle complication d'intérêts avec l'Autriche qu'avant de pouvoir s'unir plus étroitement, il faut éloigner des obstacles qui peuvent donner ombrage, ou même altérer la bonne harmonie.

Voilà, Sire, l'idée la plus claire et la plus précise que je puisse me former de la situation politique de ce moment.

V. Die österreichische Staatsleitung.

No. 32. Vienne ce 13 Avril 1811.

Il n'y a pas de doute qu'il pourroit l'être et que tout en général iroit bien dans la Monarchie Autrichienne, si les trois hommes qui sont à la tète des trois principaux départemens, les Comtes de Metternich, de Bellegarde et de Wallis,*) travaillissent

*) *Graf Friedrich Heinrich v. Bellegarde war Präsident des Hofkriegsrats, Graf Joseph v. Wallis seit 15. Jan. 1810 Präsident der Hofkammer.*

fermement unis ensemble, animés d'un même zèle et concertant bien d'avance toutes leurs mesures. Mais le C. Wallis est trop opiniâtre et ne voit que sa partie isolément; le C. de Bellegarde est trop courtisan et faiblit devant la moindre objection. L'Empereur, le Gl Kutschera*) et même le C. de Metternich ne se vouent pas assez entièrement à la chose publique pour s'éloigner assez du courant des affaires ordinaires et prendre à tâche de sauver et de conserver vraiment l'Etat.

VI. Über Spanien.

No. 48. Vienne ce 6 Juin 1811.

Rien ne saurait être plus intéressant que la question: si l'Espagne, libre de cette guerre et pouvant s'occuper paisiblement de son organisation intérieure parviendrait à un état de calme et de bonheur? ou si l'Empereur Napoléon n'atteindroit pas mieux son but, s'il l'abandonnait quelque temps à elle même? Cette question est d'autant plus importante que la durée et la solidité des liens qui unissent l'Amérique à l'Europe, dépend en grande partie du Gouvernement qui s'établit en Espagne. A en juger par le tableau qu'offrent les pièces**) ci-jointes, il est difficile bien augurer de l'état intérieur de la Péninsule. Depuis les événemens de Bayonne jusqu'au commencement de cette année il s'est opéré visiblement un changement extrêmement mémorable, non pas, je crois, dans les dispositions de la Nation, mais au moins dans les principes qu'on ne craint point de proclamer hautement. Au commencement on ne voulait que reconquérir pour ainsi dire le roi légitime: à présent Ferdinand VII est à peine plus qu'un nom, et on dit publiquement, que quand même il reviendrait, il ne serait que le chef du pouvoir exécutif qui par son essence et par sa nature doit dépendre de l'Assemblée des Cortès, seule dépositaire de la Souveraineté nationale. On aurait cependant tort de rejeter la faute de ce changement entièrement sur les machinations de quelques novateurs. Il est certain, et voilà l'écueil terrible contre lequel la prospérité intérieure et même l'indépendance de

*) *Johann Freiherr v. Kutschera war seit 1805 Generaladjutant des Kaisers.*
**) *Auszüge aus den spanischen Zeitungen Semanario patriotico und El Conciso über die Sitzungen der Cortes bis zum 5. Januar 1811.*

l'Espagne risquent toujours d'échouer un jour, qu'il était impossible de gouverner à la longue une Monarchie au nom d'un Roi qui non-seulement ne peut entretenir aucune communication avec ses sujets, mais dont il est même presque certain qu'il ne reverra jamais sa patrie. La situation actuelle de l'Espagne aurait exigé une régence composée de peu de personnes, et investie d'un pouvoir absolu. Un vice-roi eut sans doute valû beaucoup mieux encore. Mais dès qu'ils ne se trouvaient pas plusieurs individus, ou un seul, exerçant un pareil pouvoir immédiatement apres le départ de Ferdinand VII, il était presqu'impossible d'instituer un gouvernement semblable. La nation se sentant une fois abandonnée à elle-meme, elle devait nécessairement aussi vouloir agir ainsi; et dès qu'il y avait des Assemblées délibérantes, soit Ayuntamientos, ou Juntes, ou Cortès, on s'exposa évidemment à tous les dangers d'une organisation révolutionnaire. Il était impossible aussi de séparer entièrement le Gouvernement provisoire durant la guerre, le seul intéressant à présent du gouvernement futur et stable; on ne pouvait pas se défendre de proposer la question: quel Roi ou quelle constitution prendrait la place, si l'on réussissait à s'affranchir du joug étranger? le seul nom de Ferdinand VII ne pouvait pas être une réponse satisfaisante à cette question, et la nation Espagnole se trouve par conséquent plongée dans l'état malheureux de devoir choisir et se donner elle-même un Gouvernement.

Celui qu'elle a eu depuis le commencement de la guerre et qu'elle a encore à présent, offre deux défauts extrêmement grands, en manquant à la fois et d'unité et de force.

Au moment où l'Espagne fut abandonnée de son Roi, on établit des Juntes, d'abord dans les différentes provinces, ensuite une Junte centrale. La Junte centrale fit place aux Cortès, mais les Juntes provinciales restèrent. L'Espagne très différente en cela de la France, où tout depuis des siècles ne se tourne que vers la capitale, a toujours présenté une grande diversité de droits et coutumes, des moeurs et du caractère même des habitans de différentes provinces, et cette particularité s'est aussi montrée à présent. Le Gouvernement a commencé à s'organiser dans les provinces, et l'organisation provinciale a résisté au changement du pouvoir central.

Les Juntes provinciales et les Cortès dans la marche à laquelle dès leur installation ils ont été entrainés par un parti dominant,

sont animés évidemment d'un esprit très différent. Les premières dirigent leur attention principale sur la guerre, à laquelle elles doivent leur origine; elles ne désirent que de se délivrer des Français et de ravoir l'ancienne Dynastie de leurs Rois; les Cortès étendent leurs vues plus loin: ils veulent tout réformer, et créer, ou une Monarchie constitutionelle, ou peut-être même un Gouvernement Républicain. De là la lutte continuelle dans le sein de l'Assemblée même, entre ce parti des réformateurs ou Républicains et ceux qui, d'accord avec les Juntes provinciales, voudraient que les Cortès ne fussent qu'une Junte centrale plus légitimement instituée et mieux organisée, c'est à dire, une Assemblée provisoire destinée à procurer à la régence par une administration sage et énergique les moyens de reconquérir l'indépendance nationale.

Presque toutes les Séances des Cortès montrent l'activité de ces deux partis. Les prétendus Républicains redoutent l'influence de leurs Adversaires dans l'Assemblée même; ils ne cessent d'insister sur ce qu'il ne doit point y avoir dans les Cortès ni une personne qui dépende du Gouvernement, ni un individu qui vive d'un traitement de l'Etat, ni enfin un membre d'aucune corporation. Ils attaquent indirectement même la composition des Cortès. Comme les A y u n t a m i e n t o s ou Municipalités de certaines villes avaient le droit d'envoyer des députés aux Cortès d'autrefois, on leur a laissé cette prérogative à présent; les Républicains trouvent qu'on a confondu en cela des choses entièrement différentes; ils disent hautement que les Cortès extraordinaires n'ont de commun que le nom avec les Cortès d'autrefois, et n'osent seulement pas pleinement prononcer ce qu'ils pensent, c'est à dire que les Cortès actuels sont une véritable A s s e m b l é e c o n s t i t u a n t e. Cette même diversité d'opinions influe également sur les objets des discussions. Les Républicains ne veulent discuter que des projets de réforme, de nouvelles constitutions, de lois adaptées à nos tems et aux lumières du siècle. Ceux du parti contraire nient la nécessité d'une nouvelle constitution, ils ne craignent pas de dire qu'ils frémissent au seul mot de réforme et de constitution; et ils insistent continuellement sur ce que les seuls objets dont les Cortès doivent s'occuper, sont la guerre et les finances. S'il règne une si grande diversité d'opinions dans l'Assemblée même, le manque d'unité entre elle et la Régence est plus visible encore. Les limites de leurs pouvoirs respectifs ne sont point fixées, ou plutôt les Cortès ne veulent en admettre

aucunes. La Régence ne doit etre qu'une Commission destinée à exécuter leurs volontés. La Régence de son coté garde plutot le silence sur ce point qu'elle reconnaisse cette plénitude de pouvoir dans l'Assemblée, mais si elle évite par là avec beaucoup de sagesse une lutte qui ne saurait etre que funeste, il n'est pas douteux cependant que ces deux corps affaiblissent par cette conduite mutuelle la force que leur action réunie pourrait et devrait nécessairement avoir.

Il est évident que l'état actuel des choses ne saurait durer. Mais s'il est permis de juger sur les données que nous avons, il est à espérer néanmoins que, si la Monarchie peut jamais ravoir son ancienne indépendance, l'organisation vicieuse du Gouvernement actuel ne l'entraînera pas vers sa ruine. Dès que les Cortes actuels paraîtraient dans ce cas sur un théâtre plus étendu, dès que les circonstances ne les relégueraient plus dans un coin de l'Espagne, la nation empechée maintenant par la guerre de leur vouer beaucoup d'attention, se rappellerait que la plupart de leurs Membres ne sont point légitimement élus; ils seraient dissous, ou subiraient des réformes salutaires: et la Nation Espagnole possède trop d'attachement à ses anciennes institutions, trop de bon sens et de calme, pour se laisser entrainer facilement par une effervescence démocratique qu'elle gouterait d'autant moins que c'est la France, sa plus cruelle ennemie, qui lui en aurait donné l'exemple.

Pour le moment actuel il est malheureux certainement pour les Espagnols et leur cause que la Régence ne soit pas appuyée par une Assemblée plus sage et plus énergique: mais il ne parait pas de l'autre coté que la Régence se laisse entraver dans ses démarches par les Cortès. Les prétendus Démocrates Espagnols n'ont pas la marche hardie et entreprenante de ceux en France.

Fortsetzung.

VII. Österreichische Zustände.

Il n'est pas douteux que la Monarchie Autrichienne se trouve réellement et sans la faute des Ministres actuels, depuis la paix de Vienne dans un état de foiblesse qui ne lui permet guères de faire de grands efforts. Cette foiblesse cependant n'aurait été que momentanée, si le Gouvernement avait taché de consolider avec sagesse, vigueur et fermeté les forces que la Monarchie possède encore actuellement. Mais on peut dire qu'il a presque fait le

sont animés évidemment d'un esprit très différent. Les premières dirigent leur attention principale sur la guerre, à laquelle elles doivent leur origine; elles ne désirent que de se délivrer des Français et de ravoir l'ancienne Dynastie de leurs Rois; les Cortès étendent leurs vues plus loin; ils veulent tout réformer, et créer, ou une Monarchie constitutionelle, ou peut-être même un Gouvernement Républicain. De là la lutte continuelle dans le sein de l'Assemblée même, entre ce parti des réformateurs ou Républicains et ceux qui, d'accord avec les Juntes provinciales, voudraient que les Cortès ne fussent qu'une Junte centrale plus légitimement instituée et mieux organisée, c'est à dire, une Assemblée provisoire destinée à procurer à la régence par une administration sage et énergique les moyens de reconquérir l'indépendance nationale.

Presque toutes les Séances des Cortès montrent l'activité de ces deux partis. Les prétendus Républicains redoutent l'influence de leurs Adversaires dans l'Assemblée même; ils ne cessent d'insister sur ce qu'il ne doit point y avoir dans les Cortès ni une personne qui dépende du Gouvernement, ni un individu qui vive d'un traitement de l'Etat, ni enfin un membre d'aucune corporation. Ils attaquent indirectement même la composition des Cortès. Comme les Ayuntamientos ou Municipalités de certaines villes avaient le droit d'envoyer des députés aux Cortès d'autrefois, on leur a laissé cette prérogative à présent; les Républicains trouvent qu'on a confondu en cela des choses entièrement différentes; ils disent hautement que les Cortès extraordinaires n'ont de commun que le nom avec les Cortès d'autrefois, et n'osent seulement pas pleinement prononcer ce qu'ils pensent, c'est à dire que les Cortès actuels sont une véritable Assemblée constituante. Cette même diversité d'opinions influe également sur les objets des discussions. Les Républicains ne veulent discuter que des projets de réforme, de nouvelles constitutions, de lois adaptées à nos tems et aux lumières du siècle. Ceux du parti contraire nient la nécessité d'une nouvelle constitution, ils ne craignent pas de dire qu'ils frémissent au seul mot de réforme et de constitution; et ils insistent continuellement sur ce que les seuls objets dont les Cortès doivent s'occuper, sont la guerre et les finances. S'il règne une si grande diversité d'opinions dans l'Assemblée même, le manque d'unité entre elle et la Régence est plus visible encore. Les limites de leurs pouvoirs respectifs ne sont point fixées, ou plutôt les Cortès ne veulent en admettre

aucunes. La Régence ne doit etre qu'une Commission destinée à exécuter leurs volontés. La Régence de son coté garde plutot le silence sur ce point qu'elle reconnaisse cette plénitude de pouvoir dans l'Assemblée, mais si elle évite par là avec beaucoup de sagesse une lutte qui ne saurait etre que funeste, il n'est pas douteux cependant que ces deux corps affaiblissent par cette conduite mutuelle la force que leur action réunie pourrait et devrait nécessairement avoir.

Il est évident que l'état actuel des choses ne saurait durer. Mais s'il est permis de juger sur les données que nous avons, il est à espérer néanmoins que, si la Monarchie peut jamais ravoir son ancienne indépendance, l'organisation vicieuse du Gouvernement actuel ne l'entrainera pas vers sa ruine. Dès que les Cortès actuels paraitraient dans ce cas sur un théâtre plus étendu, dès que les circonstances ne les relégueraient plus dans un coin de l'Espagne, la nation empêchée maintenant par la guerre de leur vouer beaucoup d'attention, se rappellerait que la plupart de leurs Membres ne sont point légitimement élus; ils seraient dissous, ou subiraient des réformes salutaires: et la Nation Espagnole possède trop d'attachement à ses anciennes institutions, trop de bon sens et de calme, pour se laisser entrainer facilement par une effervescence démocratique qu'elle gouterait d'autant moins que c'est la France, sa plus cruelle ennemie, qui lui en aurait donné l'exemple.

Pour le moment actuel il est malheureux certainement pour les Espagnols et leur cause que la Régence ne soit pas appuyée par une Assemblée plus sage et plus énergique: mais il ne parait pas de l'autre coté que la Régence se laisse entraver dans ses démarches par les Cortès. Les prétendus Démocrates Espagnols n'ont pas la marche hardie et entreprenante de ceux en France.

Fortsetzung.

VII. Österreichische Zustände.

Il n'est pas douteux que la Monarchie Autrichienne se trouve réellement et sans la faute des Ministres actuels, depuis la paix de Vienne dans un état de foiblesse qui ne lui permet guères de faire de grands efforts. Cette foiblesse cependant n'aurait été que momentanée, si le Gouvernement avait taché de consolider avec sagesse, vigueur et fermeté les forces que la Monarchie possède encore actuellement. Mais on peut dire qu'il a presque fait le

ainsi malheureusement qu'il en a agi avec la Cour de Russie en 1807 et 1809, et le même sort pourrait bien attendre à présent celle de Vienne, si elle n'est pas assez ferme et assez sage pour l'éviter. Il faut cependant avouer à l'honneur de l'Empereur François et de son Ministère et nommément aussi du Comte Metternich, qu'ils ont tenu ces dernières années et tiennent encore partout où l'occasion s'en présente une conduite entièrement loyale envers les autres puissances, et on peut espérer avec assurance que la Cour de Vienne ne déviera point de ces principes et n'oubliera point qu'une conduite dirigée par eux rend une Puissance encore respectable lors même que ses forces physiques sont bien loin de pouvoir en imposer comme par le passé.

VIII. Zur politischen Situation Ausgang 1811.

No. 103. Vienne ce 25 Décembre 1811.

La Cour d'ici, bien éloignée d'avoir les moindres vues qui pourroient inquiéter ses voisins, connait très bien les dangers où elle se trouve et le C. Metternich ne se dissimule point la nullité politique dans laquelle la monarchie Autrichienne se trouve dans ce moment: et celle plus grande encore à laquelle elle sera réduite, si une guerre heureuse aggrandissoit l'Empire françois. S'il augure mal de l'Europe, il commence par craindre pour le sort de Sa propre Cour. Si ce sont en partie les circonstances politiques, qui ont empêché que l'Autriche n'a pas pu consolider encore ses forces depuis la paix de Vienne, il sait très bien que la faute en est encore d'avantage à l'administration intérieure et au manque d'unité dans le Gouvernement et il désespère de voir jamais porté un remède efficace à ce mal principal, d'où naissent tous les autres.

Je persiste donc à croire avec certitude que ce ne sont point les intentions et les sentimens de l'Empereur et de Son Ministère, mais uniquement la foiblesse de la Monarchie que la Russie doit craindre et comme cette même foiblesse rend aussi l'Autriche également contraire à tout parti qui exigeroit des efforts, le Cabinet de Pétersbourg peut se flatter que l'Empr Napoléon ne pourra ni ne voudra employer des forces qui seroient . . . . . des dé-

monstrations menaçantes . . . .*) cette répugnance du Cabinet de Vienne de prendre un parti actif à la guerre.

Si cette guerre éclate en effet et si des chances heureuses pour la Russie la laissent indécises pendant quelque temps, il faut avouer aussi que la situation de l'Autriche deviendra de jour en jour meilleur par là même, et, c'est de cette manière qu'on pourra peut-être encore se flatter ici d'être en état de tenir un langage décisif, si, avec énergie et intelligence, on faisoit valoir alors au moins les forces réelles de la Monarchie qui certainement existent encore.

Il est singulier aussi que la Russie, malgré le grand intérêt qu'elle doit avoir de voir observée une stricte neutralité à la Cour d'ici, ne fasse point de démarches pour s'en assurer. Il ne me semble aucunement douteux que si la Cour de Pétersbourg demandoit une explication sur la conduite de l'Autriche dans le cas de la guerre, l'Empereur François ne déclare sa ferme volonté de rester neutre et si on connait le caractère personnel de l'Empereur, une pareille déclaration paroitra très-importante. Il le seroit déjà d'ôter au Cabinet de Vienne l'excuse dont il se servit certainement, en contractant une alliance avec la France qu'il n'étoit pas de sa faute que la Russie ne se fût point ouverte envers elle, mais lui eût laissé complèttement ignorer ses plans et ses desseins.

IX. Österreich beim Beginn des russischen Feldzugs.

Nr. 19. Vienne ce 4 Mars 1812.

Ayant toujours rendu fidellement à V. M. ce que j'ai pu apprendre des sentimens véritables de S. M. l'Empereur et du C. Metternich, je n'ai pas besoin de répéter qu'une alliance avec la France répugne aux idées de ce Souverain et qu'on fait absolument tort à Son Ministre, si on l'y croit disposé. Outre que la Cour de Vienne est forcée même par la situation actuelle peu favorable de Sa Monarchie, à nourrir le vif désir de n'être détournée par rien du soin de sa consolidation intérieure, elle sent parfaitement que sa politique ne peut jamais être à aider la France à s'agrandir encore d'avantage et qu'ainsi il n'y a d'autre salut pour elle, sinon dans le rétablissement d'une espèce d'équilibre en Europe. Ni l'Empereur ni son Ministre ne se font la moindre illusion sur les avantages qu'on pourroit recueillir par des services rendus à l'Emp-

*) *Lücke, unentziffert.*

Napoléon, et nul appas ne seroit assez puissant pour les entraîner dans un système qu'ils savent toujours être pernicieux pour eux, quand même il devroit conduire d'abord à quelques acquisitions momentanées et précaires. Le système du C. Metternich étoit évidemment celui de venir successivement et peu à peu au point où l'Autriche, la Russie et la Prusse auroient pu tenir conjointement un langage ferme qui pût imposer à la France, qui, ménagé avec sagesse et dirigé toujours vers le maintien de la paix et le rétablissement d'une indépendance insensible, juste et équitable auroit probablement arrêté pendant quelque temps les progrès de l'Empr Napoléon vers une domination absolue et universelle. Mes propres rapports attestent dans plus d'un passage qu'il l'a donné assez directement à entendre à la Russie même, avec plus de franchise et plus de courage qu'une prudence timide n'auroit peut-être permis de le faire, vis à vis du Cabinet de Pétersbourg et du C. Romanzoff.

Ces plans du C. de Metternich n'ont pu être réalisés. La Cour de Russie s'est obstinée à s'éloigner de l'Autriche, au lieu de se rapprocher d'elle. Des différends, qui sembloient petits d'abord, ont conduit l'Europe à la veille d'une nouvelle guerre et ont donné par là à l'Empereur Napoléon et un motif et un prétexte de mettre en mouvement toutes les troupes disponibles de la France et de Ses Alliés et d'en inonder l'Allemagne; et le moment terrible de cette crise trouve la Monarchie Autrichienne dans un état de faiblesse et un dénuement intérieur de moyens de tout genre plus grand même qu'il n'étoit immédiatement après la paix de Vienne, où au moins on avait une belle et vaillante armée, désorganisée et presque détruite aujourd'hui.

La suite nécessaire de tous ces événemens est une nullité absolue de l'Autriche, augmentée par trois causes, également puissantes et tristes à la fois. La première est la froideur que la Russie montre à la Cour de Vienne et dont j'ai eu souvent occasion d'entretenir V. M. La seconde est la conduite de la Russie dans ses propres relations avec la France. Quelques eussent été ses sentimens pour l'Autriche, si elle avoit bien fait ses propres dispositions pour la guerre; si elle avoit inspiré par là une certaine confiance à la Prusse et à l'Autriche qu'elle sortît victorieusement de cette lutte, ou qu'au moins elle ne se bornât pas à les abandonner entièrement et avec elles sa propre influence sur l'Europe, et à la soutenir sur ses propres frontières; la Cour de Vienne auroit

pu tenir un langage plus déterminé, même encore dans son état d'épuisement actuel. Le C. Metternich m'a dit plus d'une fois et m'a détaillé sur la carte, que l'Empr Alexandre auroit du avancer d'un coté jusques sur l'Oder et pousser de l'autre une armée sur les frontières de la Galicie et il m'a donné clairement à entendre que si cette démarche auroit mis sa propre Cour dans un tres-grand embarras momentané, on auroit du en être très-satisfait pour la cause générale. Rien ne pouvait être certainement plus pernicieux à l'Europe, que d'inviter pour ainsi dire l'Empr Napoléon à traverser avec ses armées toute l'Allemagne et toute la monarchie Prussienne pour se battre sur les frontières de la Russie.

La dernière cause qui achève l'isolement de l'Autriche est le parti que la force des circonstances a dicté à la Prusse. Personne ne sent plus l'importance politique de la Prusse que la Cour de Vienne et c'est pour cela que les malheurs de la Prusse ont fait constamment dans ces dernières années une impression si forte et si profonde sur l'Empereur et sur ses Ministres.

Dans cette situation des choses, étant entièrement abandonnée à elle même, se trouvant dans l'état le plus désorganisé de finances qu'on puisse imaginer, voyant tous les pays depuis le Rhin jusqu'au Niemen en proie aux armées françaises et à la veille d'être réellement occupés en entier par elles et ne pouvant entretenir que les craintes les plus sinistres sur l'issue de la lutte qui s'engage, la Cour de Vienne ne peut plus penser à s'opposer sérieusement aux volontés de la France. Elle peut tout au plus mettre des nuances à sa complaisance et à sa docilité. Il est vrai qu'on peut dire que la France difficilement jugera à propos d'user de véritables menaces dans ce moment envers l'Autriche, mais moins encore de les réaliser. La Cour de Vienne pourroit donc résister à ses sommations avec quelque succès. Mais alors elle a deux choses également funestes à craindre: ou que l'Empr Napoléon ne respecte plus sa neutralité et force avec ses troupes un passage par les Etats Autrichiens ou qu'il lui fasse sentir son ressentiment après le rétablissement de la paix avec la Russie. La Galicie restera toujours une possession très précaire pour l'Autriche, aussi longtemps que le sort de l'ancienne Pologne ne sera point fixé irrévocablement: et la Cour de Vienne auroit certainement tout à redouter de ce coté là d'un mécontentement de l'Empr Napoléon contr'elle.

Voilà donc pourquoi je crois que si l'Empr Napoléon fait des sommations sérieuses à la Cour de Vienne de s'allier avec lui, on

tâchera bien ici de la détourner de cette idée et prétexter divers motifs de refus; mais qu'on ne portera jamais la résistance aussi loin pour s'exposer à une résistance future de ce Monarque.

Cette opinion qui naît naturellement de la situation même des choses, m'est confirmée par les inquiétudes et j'ose le dire, par une espèce d'abattement moral dans le C. Metternich. Bien loin d'assurer comme il le faisoit, il y a un an ou quinze mois que sa Cour maintiendroit son indépendance et ne se laisseroit dans aucun système étranger à sa véritable politique, il indique aujourd'hui clairement et même avec une franchise qui lui fait honneur qu'elle dépend désormais des circonstances auxquelles elle sera obligée de plier. Je sais de science certaine qu'il s'explique de la même manière envers le Ministre de Russie, de façon que même la Cour de Pétersbourg ne peut point se faire illusion là-dessus.

Malgré cela je crois très-possible, si non probable que la Cour de Vienne ne soit point entrainée dans la guerre contre la Russie, par les deux raisons suivantes: la première est qu'on n'ira jamais ici, ni par une crainte prématurée, ni par une complaisance déplacée, au devant des désirs de l'Emp^{r} Napoléon. Je suis convaincu même qu'on restera à des demandes pressantes, assez calme pour ne pas aller au delà des termes où des circonstances auxquelles il seroit absolument imprudent de s'opposer, entraineront impérieusement. On ne cédera donc qu'au danger réel et véritable, mais bien entendu dans le sens que j'ai développé plus haut. La seconde raison, qui certainement doit rassurer beaucoup, c'est que le C. Metternich travaille certainement dès à présent à prévenir et à détourner des sommations qui pourroient être faites, et que, possédant une grande force à temporiser et à ménager des rapports délicats et qu'il est plus dans son caractère d'employer une opposition négative qu'une résistance positive et ouverte, on peut se flatter qu'il réussira du moins jusqu'à un certain point, dans la tentative. Or il y a deux circonstances qu'il peut faire valoir avec succès. L'une est la faiblesse de la Monarchie Autrichienne et les embarras où l'opposition des Etats de la Hongrie jette le Gouvernement. Il peut dire avec vérité qu'on ne peut faire aucun grand effort ici, et que le plus petit même doit lui coûter extrêmement cher.

L'autre circonstance qu'on peut fair valoir à Paris, s'addresse trop directement aux sentimens personnels de l'Empereur pour qu'il soit aisé de répondre de l'effet qu'elle pourroit produire;

mais il est certain que c'est un avantage immense pour ce souverain, au moment où il s'absentera probablement pour longtemps de Paris et de la France, il y laisse un héritier de son trone et une Impératrice issue d'une haute maison.

J'ai vu par un passage des dépêches du Pr. de Schwarzenberg,*) que l'Empereur Napoléon sait apprécier cet avantage et qu'il en est convenu lui même envers cet Ambassadeur. Il pourra donc y trouver des motifs de reconnoissance pour ménager la puissance à qui il en est redevable.

Pour juger cependant du poids que l'une et l'autre de ces circonstances pourront avoir auprès de la Cour de France, il faudra connoitre surtout les idées de l'Empereur Napoléon et l'importance qu'il attache à une coopération de l'Autriche — et voilà ce qui est entièrement impossible ici. Je ne me permettrai qu'une observation à cet égard. L'Empr Napoléon n'a jamais employé jusqu'ici les forces d'une grande Puissance dans l'intention de faciliter par là ses propres entreprises. S'il a fait coopérer la Russie en 1809, s'il auroit peut-être volontiers fait la même chose avec l'Autriche en 1806, c'étoit plutôt pour brouiller entr'elles les grandes puissances qui restoient encore pour les forcer, pour les intéresser à sa cause, et pour leur ôter même de leur considération politique par leur complaisance envers lui. Or tous ces motifs sont moins puissants dans le moment présent, puisque malheureusement, sans trop s'arroger, il peut prévoir que si la guerre actuelle se termine selon ses désirs, il n'y a plus personne qui pourra opposer une résistance vive et sérieuse à ses volontés.

X. Zum russischen Feldzug.

No. 94. Vienne ce 18 Novembre 1812.

La retraite de l'Empr à Smolensk a fait la plus grande sensation ici. J'ai eu l'honneur déjà de dire à V. M. que le C. Metternich s'attendoit à cet événement; il s'est étonné de ce que les Russes n'ayent point opposé plus d'obstacles à cette retraite de l'armée française. Le C. Metternich autant que je puis m'en appercevoir est persuadé que l'Empr Napoléon se trouve dans une situation critique, mais il croit aussi que son génie et les fautes

*) *Damals österreichischer Botschafter in Paris.*

et les lenteurs de ses ennemis, lui faciliteront les moyens de s'en tirer. Il faut, ce me semble, pour ne point porter de faux jugement, attendre les événemens qui auront lieu à présent. Il est extrêmement difficile de croire que l'Empr Napoléon ne soit allé dans aucun autre but à Moscou, que dans celui d'y répandre l'effroy par le coup éclatant et obtenir une prompte paix. Dès qu'il vit la résolution du Gouvernement Russe de ne point le faire et que l'incendie de Moscou dut lui donner la mesure de sa fermeté, il ne pouvoit plus penser à se maintenir dans une position trop avancée; mais s'il se retire sans une grande perte et sans un véritable échec, si son armée peut prendre ses quartiers d'hiver entre Vilna et Smolensk, cette Campagne au moins l'a mis en possession de la presque totalité des provinces polonaises de la Russie, et la prise momentanée de Moscou priva le Gouvernement Russe des ressources que cette Capitale et ses environs lui offroient, et la détruisant en partie, causa un mal infini et a fait échouer aussi l'expédition Suédoise. Il est vrai d'un autre côté que l'élan que la retraite de l'armée françoise donne aux troupes Russes et au Cabinet de Pétersbourg même et l'impression qu'elle fera sur les troupes françoises et même en France peuvent avoir de suites incalculables, mais il faudra voir aussi si cette impression ne sera pas diminuée par quelque nouveau succès de l'Empr Napoléon et en ce cas, il ne devra craindre ces suites que si l'ennemi sait tirer profit de sa position actuelle. Il faudra donc attendre les prochains rapports.

No. 96. Vienne ce 25. November 1812.

. . . Enfin les circonstances ont bien changé depuis;*) alors probablement la plupart des Cabinets de l'Europe avec lui croyoient que cette guerre se décideroit par quelque coup éclatant et que la Russie seroit disposée à faire la paix promptement qui pour lors pouvoit devenir très pernicieuse à ceux de ses voisins qui auroient négligé de ménager la France. A présent au contraire toute disposition pacifique a disparu en Russie et la guerre a pris le plus singulier caractère; tandisque dans les autres guerres, les forces d'un pais attaqué vigoureusement et avec succès, diminuoient, la Nation Russe déploye premièrement toutes les siennes; que la guerre s'organise par la guerre et que le vainqueur s'affoiblit et se trouve embarassé par ses victoires et ses progrès . . .

---

*) *Seit der Zeit vor dem Feldzuge.*

No. 103. Vienne ce 19 Décembre 1812.

Il semble évident que la France touche au moment de la décadence de sa grandeur, et qu'il ne faut plus qu'une conduite énergique et bien combinée des autres Cours, pour rétablir l'ancien système de l'équilibre et de l'indépendance des autres Puissances de l'Europe; seul propre à assurer la tranquillité générale et le bonheur individuel. La crise commença quelque temps avant que l'Empr Napoléon quitta Moscou, mais son retour à Paris y a mis le comble. Si l'on se place un moment dans la situation des Cabinets ennemis de la France, ils peuvent élever une double question: Faut-il travailler à un anéantissement total du Gouvernement François actuel? — ou faut-il se contenter de faire une paix qui assure pour toujours, ou du moins pour longtemps que la France ne puisse point reprendre sa prépondérance actuelle? Si l'Angleterre et la Russie ont le premier but, je crois qu'on peut dire avec certitude que l'Autriche n'y coopérera point. Ces deux Cabinets pourroient même faire par là, qu'elle se déclarât plus fortement contr'eux. S'il est question seulement d'une paix équitable, la Cour de Vienne fera tous les efforts qui dépendront d'elle pour y contribuer; elle ne craindra pas de s'expliquer avec franchise et énergie vis à vis de l'Empr Napoléon, elle élèvera fortement sa voix, pour le rétablissement d'un ordre des choses plus équitable, et elle pourroit même en venir à l'appuyer par des actions, si elle n'étoit pas suffisamment écoutée. Mais la grande question sera toujours, si elle sera d'accord avec les autres puissances sur les conditions propres à rémédier aux maux, desquels on gémit à présent et il y a toujours à craindre que l'Autriche ne reste en deçà des demandes qu'il faudra faire à la France pour assurer d'une manière stable la tranquillité de l'Europe. Unie à la France par le mariage de l'Archiduchesse et nourrissant toujours une certaine défiance contre la Russie par le contact dans lequel elle se trouve avec cette Puissance du côté de la Turquie et de la Pologne, elle a sous ces deux rapports un intérêt différent des intérêts généraux, et peut par là être plus indulgente et plus condescendante envers la France. Il faut dans le moment présent ajouter encore à ceci, que sa politique étant extrêmement circonspecte, elle pourra aisément vouloir préférer une paix facilement conclue à une paix qui offriroit des avantages plus solides et plus réels. Beaucoup dépendra dans la situation actuelle des choses de la force entraînante

des événements eux mêmes. Si l'Autriche se trouve dans une position particulière pour ses intérêts politiques, la Prusse et le Nord de l'Allemagne peuvent se trouver par les chances de la lutte encore engagées, si le théâtre de la guerre, comme il n'est malheureusement que trop à craindre s'en rapproche et si la Suède fait une expédition en Allemagne. Les suites de ces deux événements sont difficiles à calculer d'avance.

XI. Nach Abschluss des Kalischer Bündnisses.

No. 22. Vienne ce 12 Mars 1813.

Je ne puis m'empêcher d'exprimer à V. M. la joie avec laquelle j'ai vu la manière noble, sage, juste et vraiment grande dans laquelle le Traité d'Alliance est rédigé. Il jette les fondements d'un nouveau système politique en Europe et si la providence bénit la cause des Puissances coalisées, qui est certainement la plus juste et la plus belle pour laquelle jamais les Souverains ayent pris les armes, l'Europe sera dédommagée par une longue tranquillité basée sur des principes de justice et d'équité des maux cruels, auxquels elle a été si longtemps en proye.

XII. Die Stimmung in Österreich.

No. 27. Vienne ce 27 Mars 1813.

Il est difficile d'exprimer avec quel intérêt et avec quelle joie le public d'ici accueille tout ce qui vient de la Prusse dans ce moment, et combien il rend justice à la sagesse et à l'énergie qui caractérisent et s'expriment dans toutes les ordonnances que nous venons de voir et à l'enthousiasme et le patriotisme avec lequel la nation entière seconde les intentions nobles et bienveillantes de V. M. Le C. de Metternich en me parlant avec les plus grands éloges de la Note au Duc de Bassano*) et de la déclaration imprimée au peuple, il a trouvé également belle et neuve l'idée de l'institution de l'Ordre de la Croix de fer.

---

*) *Die sehr umfangreiche Note, die der preußische Gesandte Krusemark Bassano (Maret), dem Minister des Auswärtigen, am 27. März 1813 übergab, enthielt die preußische Kriegserklärung. Sie ist gedruckt bei Fain Manuscrit de 1813, I, 247 ff.*

XIII. Über die Instruktion für den Fürsten Schwarzenberg.*)

No. 28. Vienne, ce 31 Mars, 1813.

Le fond principal de cette pièce est, comme Votre Majesté daignera le voir, l'exposition d'un système d'équilibre en Europe qu'on peut nommer nouveau, puisqu'il exclut tout ce que celui qu'on a prôné et combattu tour à tour, a de vague et d'arbitraire. Basé presqu'en entier sur les rapports imuables de la situation même géographique des Puissances et se restreignant sagement à celles d'entre elles qui se trouvent dans des relations tellement réciproques que leur bien-être et leur existence même en sont entièrement dépendantes, il porte en lui même la garantie d'une tranquillité durable dès le moment qu'il peut être réalisé. En établissant comme un fait incontestable et prouvé par la double expérience des premières coalitions contre la France et de la dernière campagne, que la Russie et la France sont parfaitement à l'abri d'être jamais attaquées avec succès dans leur intérieur, il constitue par là même la nécessité de la force et de l'indépendance des deux Puissances moins grandes et point également invulnérables qu'on peut appeller centrales et des autres plus petites intermédiaires et forme par là une masse qui pourrait assurer encore le repos général quand même des intérêts moins intimé-

*) *Die Instruktion ist abgedruckt bei Oncken, Österreich und Preußen im Befreiungskriege I, 312ff. und 430ff. Sie ist vom 28. März 1813 datiert. Wir heben zum Verständnis des Humboldtschen Berichtes folgendes daraus hervor. Es wird darin die jüngste Vergangenheit seit Beginn der Revolutionskriege und die gegenwärtige Lage, wie sie durch das Bundnis Preußens mit Rußland — „unvermeidliche Folge der Leiden ohne Zahl, deren Beute diese Monarchie seit 1806 geworden ist, und des Ganges des Krieges von 1812“ — entstanden ist, die Position der vier Mächte, von denen Frankreich und Rußland geschützte Grenzen haben, Österreich und Preußen als zentrale Mächte auf allen Seiten den Angriffen ihrer Nachbarn ausgesetzt sind, geschildert; aus dieser Lage entsteht die innigste Interessengemeinschaft zwischen diesen beiden. „Ohne Rivalität unter sich, verknüpft durch die vollkommene Aehnlichkeit ihrer politischen Lage, kann es natürlichere Beziehungen kaum geben als die, welche seit der rastlosen Vergrosserung Frankreichs und seit den Ereignissen des letzten Feldzuges, deren nothwendige Folge das Gefühl der Unverwundbarkeit Russlands war, zwischen Oesterreich und Preussen bestehen,“ und „wenn Oesterreich mitwirkte zur Zerstörung der zweiten Mittelmacht, so würde es ohne Frage sein eigenes Todesurtheil unterzeichnen“.*

ment liés à ce point central feraient naître des luttes particulières. Car c'est ainsi, il me semble, qu'il faut l'expliquer pourquoi le Comte de Metternich exclut de son exposé la Porte et l'Espagne. Il en allègue lui même les raisons; mais il me paraît aussi évident que l'Angleterre vu ses rapports vis à vis de la France, et vu ses possessions d'outre-mer formera un autre sistème auquel l'Espagne appartient éminemment et encore abstraction faite des crises que cette Monarchie a éprouvées dans ces dernières années; tout de même comme la Russie en formerait un troisième vis à vis des Puissances Asiatiques, si ces Puissances se trouvaient à un degré de civilisation propre à permettre l'application de principes politiques à leurs rapports mutuels. Or le seul véritable moyen pour réunir ces différens systèmes, qui ne sauraient en aucune manière rester étrangers l'un à l'autre, fermement ensemble, est de commencer par les séparer, et par borner son action immédiate aux limites naturelles de sa position individuelle. Car il est naturel qu'aussi en politique chaque démarche prenne la nuance du degré d'intérêt que son objet inspire. Cette reflexion m'a paru nécessaire pour déterminer le véritable point de vue dans lequel le Cabinet de Vienne place la question de l'Espagne qui sera certainement une des premières que la Cour de Londres voudra faire agiter. Il ne la regarde pas comme question proprement Autrichienne et appartenante au cercle dans lequel il faut se tenir à présent; mais il me semble bien loin d'être indifférent à sa solution, comme aussi il n'y a aucun doute, qu'elle ne doive inspirer le plus vif intérêt à l'Europe entière.

Le point fondamental de ce système, ainsi exposé, est l'union étroite et inaltérable de la Prusse et de l'Autriche, union si heureusement formée par Votre Majesté et l'Empereur François, cimentée par des preuves de confiance telles que jamais peut-être deux Cours ne s'en sont données d'également convainquantes, et fondée, outre les sentimens personnels des deux Souverains, sur les rapports naturels de leurs Etats, et du moins évidemment depuis l'époque de 1809 sur les voeux et l'assentiment mutuel des deux nations. Cette union assure une force de défense d'autant plus grande à l'Allemagne que laquelle des deux Puissances, de la France ou de la Russie, voudrait l'attaquer, il lui serait toujours également difficile d'envahir en même temps le Nord et le Midi. Je crois en général que dans aucun système politique la Prusse ne saurait jamais être placée aussi avantageusement que dans celui

qui est dévéloppé dans les instructions du Prince de Schwarzenberg. Le pivot de ce sistème est l'Allemagne: dans l'Allemagne meme la Prusse est mise entièrement à l'égal de l'Autriche, son existence, son indépendance, le degré de forces que l'une et l'autre exigent, sont rattachés immédiatement, et comme des conditions indispensables, à la possibilité de la tranquillité et du bien-etre de l'Europe. Former ce système, l'énoncer d'une manière claire et positive à la France, le déclarer être le seul qui puisse assurer une paix durable, et dire que l'Autriche mettra tout son poids dans la balance pour faire conclure une pareille paix, ainsi que cela est fait dans ces instructions, c'est là certainement donner à la Prusse une garantie extrèmement forte de ses dispositions, et des motifs puissans d'assurance pour toutes les chances que les événemens pourraient amener. Car la Cour de Vienne ne voudra, ni ne pourra jamais se départir de ces principes qui découlent de ses propres intérèts les plus chers, et comme ces principes se trouvent dans un accord parfait avec ceux de notre Traité d'Alliance avec la Russie, elle embrasse par là même cette Alliance. De ce côté donc j'ose me flatter que Votre Majesté daignera être entièrement satisfaite des instructions du Prince de Schwarzenberg.

Mais si d'un autre côté on regarde ces instructions non pas comme un exposé des principes politiques de la Cour de Vienne, mais comme devant diriger une démarche positive tendante à mettre au clair les relations de la France avec l'Autriche, et autoriser cette dernière Puissance à accéder à la Coalition dans le cas que l'Empereur Napoléon ne voulut accepter les bases de la négociation future, je ne nie point que j'eusse désiré que ces instructions fussent plus précises, plus déterminées et plus adaptées à ce but en particulier, et c'est là sur quoi s'est portée la discussion dans laquelle nous sommes, le Comte Stackelberg*) et moi, entrés après la lecture de cette pièce. Je dois commencer par dire que je ne trouve dans ces instructions aucun passage qui put le moins du monde prèter à double entente, et tel qu'il y en avait peut-être dans ma dépèche du 9 de ce mois corrigée par le Comte de Metternich. Tout, au contraire, y est parfaitement net et précis. Mais du reste la depèche que je viens de citer prescrivait d'une manière plus déterminée la marche que le Cabinet de Vienne se propose de tenir, tandisque ces instructions

*) *Der russische Gesandte in Wien.*

ne la font que pressentir, comme découlant naturellement des principes exposés, si la rapidité d'une première lecture, et le désir si naturel à notre situation actuelle, de trouver toujours des choses plus rassurantes et plus précises encore ne m'a pas fait échapper des passages par lesquels peut-être cette observation serait démentie. L'Autriche adopte les principes de notre Alliance, elle déclare à la France qu'elle les regarde comme les bases de toute paix stable et équitable; or ces principes ne peuvent point être réalisés sans des sacrifices très-grands de la part de la France; elle exige donc ces sacrifices, elle sépare sa cause de la sienne, et change de système, si la France s'y refuse. Cette marche pressée, mais naturelle, se trouve bien exprimée par le sens total de ces instructions; mais j'aurais cru nécessaire de l'exprimer en entier et comme résumé définitif; et je doute, si ces instructions seules donneront à l'Empereur Napoléon la pleine conviction qu'il faut qu'il rende à l'Allemagne son indépendance entière et condescende à une paix générale, ou qu'il se prépare à se voir déclarer la Cour de Vienne son ennemie. L'agrandissement nécessaire de la Monarchie Autrichienne n'y est point articulé; quant à celui de la Prusse, le rétablissement de cette Puissance dans son état antérieur à l'an 1805 y est en effet énoncé, mais ce passage est plutôt historique, d'ailleurs il est seulement question de son indépendance et de sa force en général. En un mot la seule chose que cette pièce m'ait laissé regretter, c'est qu'elle ne me semble pas propre à faire faire à l'Empereur Napoléon une application du système de la Cour de Vienne au moment actuel assez prompte et assez pressante pour le forcer immédiatement ou à condescendre à ce qui est exigé, ou à mettre l'Autriche dans le cas d'agir contre lui, et c'est pourtant la décision instantanée de cette alternative dans laquelle il me semble, que le salut de l'Europe repose à présent.

XIV. Über den Wittgensteinschen Aufruf.*)

No. 29. Vienne, ce 4 Avril, 1813.

J'ose aussi avouer qu'il me semble difficile de donner son assentiment à la proclamation, qui, même pour le style, manque

*) *Es handelt sich um den 2. Aufruf des russischen Generals Wittgenstein an die Sachsen, datiert Belzig, den 30. März — der erste stammt vom 23. März —, der folgendermaßen beginnt: „Ich betrete Euer Land, um Euch mit Krieg zu überziehen, oder mit Euch vereint um Eure Freiheit, für die Wiederherstellung*

de la dignité qui devrait toujours se trouver dans de pareilles pièces: et il n'y a guères de doute que, si les proclamations que publient les Armées à mesure qu'elles avancent, doivent produire l'impression qu'on désire, et porter le caractère qui convient à chacune des provinces, à qui on les adresse, et parmi lesquelles celles qui obéissent encore à présent à leurs anciens Souverains légitimes, doivent certainement etre traitées d'une manière bien différente des autres, il faudra qu'il y règne non seulement une grande uniformité, mais aussi qu'elles soyent calquées sur les vues politiques que les Cours Alliées auront sur ces différentes Provinces.

XV. Zur politischen Lage in Österreich.

Nr. 38. Vienne, ce 1 Mai 1813.

Il est triste et malheureux qu'il y en (des tergiversations) ait eu déjà tant jusqu'à présent, mais si l'on considère l'organisation de toute la machine administrative ici, l'état des finances et du crédit public, la peur que tous les grands propriétaires ont d'une invasion ennemie et le caractère de l'Empereur qui craint les grandes convulsions et les crises dangereuses et ne voudroit sortir de son état de paix et de tranquillité que lorsqu'il se verra absolument forcé, on comprend quelles difficultés doivent avoir été opposées à celui qui est à la tête des affaires politiques pour parvenir à prononcer même le mot de guerre. J'en ai été témoin moi-meme pour ce qui a été relatif aux finances et à l'éloignement du C. de Wallis. Je ne puis m'empêcher d'avoir la confiance certaine que le C. Metternich veut certainement que sa cour contribue efficacement au rétablissement d'un repos stable en Europe, qu'il voit que cela n'est possible que par la force des armes et comme cela conduit les choses au point où nous les voyons, comme il faut avouer qu'il a commencé lui-même et de son propre mouvement les développemens les plus marquans de cette marche longue et pénible, je crois aussi fermement qu'il réussira à arriver au but et qu'il ne lui faudra plus que peu de temps pour cela. Je ne me

Eurer geschändeten Ehre zu kämpfen. Wählet! Eure Wahl kann Eure Krone in Gefahr bringen, kann einst Eure Kinder bei dem Gedanken an ihre Väter erröthen machen; sie hält Deutschlands gezeitigte Befreiung nicht auf.“ Die sächsischen Vertreter beschwerten sich beim Wiener Hof über diesen Aufruf.

dissimule pas que si l'on examine tous les détails de la conduite actuelle de la Cour de Vienne, on y découvre encore des choses ou difficiles à expliquer ou propres à donner de l'ombrage, mais je croirois négliger mon devoir en y appuyant trop et en ne pas allant droit au but en demandant simplement quel est l'essentiel de la position de l'Autriche et ce qui dans le mode d'agir sur le Cabinet d'ici est vraiment praticable, et en état d'amener un résultat plus favarable. Je supplie V. M. de croire que je ne cesse de travailler dans ce sens, à presser le dénouement que nous attendons si ardemment et à agir sur le C. de Metternich en suivant ses raisonnemens, là où il me semble juste et en les combattant fortement dans le cas contraire. Il est infiniment douloureux, je l'avoue, qu'aussi la présente campagne verra probablement de grands événemens sans que les efforts généraux des puissances coalisées soient déjà secourus par ceux de l'Autriche, mais ce qui peut être consolant, c'est que l'Autriche ne laissera point et ne peut point laisser se décider cette grande lutte sans son intervention efficace, qu'elle prépare pour cela un grand développement des forces et que ses principes politiques ne peuvent pas convenir avec ceux de la France et s'accorderont entièrement avec ceux de V. M. et de l'Emp. Alexandre. Si elle est dans l'impossibilité même physique d'empêcher peut-être des premiers malheurs qui pourtant ne sont pas à prévoir, elle sera là pour appuyer, soutenir et sauver même s'il le faut. Certainement dans tout le cas, qu'avec une coopération efficace de l'Autriche le grand but qu'on se propose doit immarquablement réussir et en peu de temps et que même l'attitude actuelle de cette Puissance offre déjà de grands avantages et même une certaine garantie. C'est pourquoi il me semble extrêmement important qu'outre le soin de presser la Cour de Vienne dans ce moment, on tâche constamment de la lier fermement et étroitement pour la suite et de s'entendre parfaitement avec elle sur tous les points qui pourroient devenir des objets de contestation. Car quand même, comme j'espère certainement, les succès des armées alliées, abrégeroient de beaucoup la guerre même, les arrangemens qui s'en suivront après et qui ne permettront point de passer d'abord nos armes, exigeront l'accord le plus parfait entre les Puissances coalisées à présent et la Cour de Vienne.

Fortsetzung.

Nr. 45. Vienne, ce 16 Mai 1813.

. . . Je supplie Votre Majesté de ne point croire que je veuille dire par là que la retraite de nos armées ait changé les dispositions et les intentions de la Cour d'ici. Je puis dire avec vérité que je n'en vois point de traces jusqu'ici dans mes communications avec le Comte de Metternich. Mais comme le système de l'Autriche ne peut pourtant que se rattacher à celui des Cours alliées, il est naturel, et entièrement indispensable que l'état dans lequel on croit ceux avec qui l'on veut agir conjointement, exerce une influence extrême sur l'assurance avec laquelle on s'avance plus ou moins; il l'est doublement, lorsqu'il est question d'une Cour dont la conduite ainsi que le prouve la marche entière de nos négociations, a toujours été fort prudente et circonspecte. Toutes les démarches de la Cour de Vienne ont toujours eû une tendance visible vers la paix, et quoique les Puissances coalisées ayent certainement nourri ce même désir, on a dû pourtant toujours s'appercevoir de la nuance qu'elles étoient persuadées qu'une guerre vigoureuse pouvoit seule conduire à ce but, tandisque le Cabinet de Vienne s'est flatté, et se flatte encore que le développement de ses forces puisse suffire pour faire rentrer Napoléon en lui-même et amener des négociations satisfaisantes. A mesure que l'idée des forces communes qu'on pourra lui opposer, pourroit diminuer, le désir de tout tenter pour parvenir à la paix, sans entrer proprement en guerre, devroit naturellement devenir plus pressant; et l'on ne sauroit nier que les choses pourroient venir au point, où ce desir atteignât un tel degré que l'Autriche se crût dans la nécessité de proposer qu'on se contentât de conditions de paix moins étendues et moins favorables, et se bornât à poser seulement certaines limites à la prépondérance de la France. Jusqu'ici, je dois le répéter, je n'ai pas de données pour le craindre; mais ce que je viens de dire, sort, ce me semble, de la situation des choses elles-mêmes, et ne devient que plus concluant, lorsqu'on pense, que toutes les personnes qui décident de ces grands intérêts, n'ont pas la même énergie. Tout fait espérer que l'Autriche n'abandonnera point la grande entreprise de donner à l'état politique de l'Europe une forme plus stable, plus juste et plus heureuse. On obtiendra une plus grande ou plus petite partie de ce but, selon qu'on pourra

disposer de plus ou de moins de moyens, et qu'on aura ce courage qui ne ravale point ceux qui existent réellement, et supplée même jusqu'à un certain point à ceux qui manquent. Ce qui est à faire dans ce moment infiniment critique, est donc agir de son côté avec toutes les forces disponibles en les ménageant avec précaution et sagesse, et faire que l'Autriche ne méconoisse point celles qui existent dans la situation physique et morale des Cours Alliées, et qu'elle déploye également les siennes.

Fortsetzung.

Nr. 50. Vienne, ce 27. Mai 1813.

J'ai eu ce matin un entretien . . . avec lui (Metternich) . . . J'ai fait pour lors tous les efforts qui dépendoient de moi pour lui représenter la nécessité urgente que l'Autriche en vienne enfin à agir d'une manière énergique. Je lui ai montré deux moyens de le faire: en insistant sur l'acceptation d'un véritable ultimatum, ou en exigeant, surtout si l'armistice n'étoit pas conclu, que les armées françoises s'arrêtassent dans leurs progrès ultérieurs, jusqu'à ce que l'Empereur Napoléon se soit déclaré sur les bases de la paix. Il a écarté cette idée par la grande probabilité qu'il y avait que l'armistice seroit déjà conclu à l'heure qu'il est. J'ai taché de le ramener toujours au véritable point de vue en lui exposant que dans le fond et dans la réalité des choses, la situation des Alliés, y compris l'Autriche est incomparablement meilleure que celle de l'ennemi, dont même les progrès ne pouvoient conduire à rien qui put forcer à une paix défavorable, devoient échouer contre la persévérance des Puissances coalisées, que d'après les preuves données déjà jusqu'ici, il seroit vraiment coupable de vouloir douter ou de cette persévérance, ou des efforts que fovt les Souverains coalisés, secondés par le zèle et le dévouement de leurs peuples ou de l'esprit qui anime leurs armées et que plus la guerre durera, plus l'Europe entière aura la conviction intime que les Puissances coalisées n'ont d'autre but que la tranquillité de l'Europe, tandisque Napoléon ne tâche qu'à satisfaire son ambition. Je lui ai montré que c'est à ces considérations et non pas aux événemens du moment qu'il faut s'en tenir et qu'on doit trouver dans ces premières, même la garantie certaine de la réussite de l'entreprise pourvu que l'Autriche ne veuille pas elle-même en

désespérer. Je l'ai enfin prié amicalement de penser à sa propre réputation et au jugement qu'on portera un jour de son Ministère.

Fortsetzung.

Nr. 34. Vienne, ce 1 Juin 1813.

. . . Je crois être convaincu que le C. Metternich est résolu et sait que l'Empereur son maître l'est lui-même d'entrer en guerre avec la France, si l'Empr Napoléon ne veut point consentir aux conditions de paix que l'Autriche lui proposera. Je n'ai fait autre chose depuis que j'ai remarqué que les idées sur les conditions étaient devenues plus rétrecies ici, que de tâcher de savoir sur quelles conditions l'Autriche insistera de la manière que je viens d'indiquer. Je crois m'être assuré que les conditions dont on ne se départira point sont: 1° la cessation du Duché de Varsovie; 2° un agrandissement de la Prusse, proportionné à l'état d'indépendance et de force qu'elle doit avoir pour être puissance intermédiaire, propre à maintenir l'équilibre en Europe; 3° un agrandissement de l'Autriche dans les proportions analogues à celui de la Prusse. De ces trois conditions la première peut selon moi, plutôt qu'aucune des autres conduire à une rupture de l'Autriche avec la France, puisque c'est la seule qui n'admet pas de modifications, mais qui doit être accordée ou rejetée en entier; à un certain agrandissement de l'Autriche; il est probable que ne s'y opposant pas, comme d'un autre côté les prétentions ne seront pas énormes ici, je ne puis pas m'imaginer que ce point conduira à de vives contestations. Celui de l'augmentation de la Prusse est sous tous les rapports le plus important et le plus difficile à finir et tout dépend de ce qu'on pourra faire de ce que l'Empr d'Autriche ne se contente pas de trop peu à cet égard. Il ne m'appartient pas de développer des idées particulières là-dessus; le mot d'agrandissement est en lui-même vague et peu déterminé, mais ce qui est beaucoup plus facile à fixer, c'est ce qui est nécessaire pour assurer la tranquillité d'une Puissance. Or celle de la Prusse dépend de la possession de Magdebourg, de l'indépendance de Hambourg et de la certitude que l'Empr Napoléon ne puisse plus faire passer, comme il l'a pu ces dernières années, sur la rive droite de l'Elbe.

Ce sont là des points dont il ne faudra point, selon moi, s'écarter, même dans le cas le moins avantageux. Je crois que

le C. Metternich n'est point entièrement décidé s'il faudra demander la 32me division militaire;*) mais je crois qu'on n'y insistera que lorsqu'on en verra quelques facilités dans les dispositions de l'Empr Napoléon, ou qu'on sera secondé par les événements. Ce qui pourra peut-être servir pour faciliter les négociations avec le Cabinet de Vienne c'est que je crois être sûr qu'il craint beaucoup l'idée que les Puissances coalisées puissent faire la paix ou continuer la guerre sans l'Autriche.

Je regarde comme impossible que la Cour de Vienne puisse vouloir se joindre à la France. Les difficultés principales qui s'opposent aux voeux des Puissances coalisées, viennent de la personne de l'Empereur lui-même. Encore hier le C. de Metternich m'a cité que s'il étoit le Souverain de l'Autriche, il croiroit sa position excellente, mais que comme un Ministre d'Autriche, elle étoit pour le moins bien difficile. Le Gl Duka**) qui accompagne l'Empereur est très contraire à la guerre; c'est lui qui a désorganisé l'armée après la guerre de 1809 pour rendre impossible toute nouvelle guerre dont il regarde même la tentative inutile contre l'Empr Napoléon. Mes voeux les plus ardents accompagnent l'issue des négociations entre le C. Metternich et les Ministres des Cours Alliées; mais j'avoue que la seule chose que je regarderois comme heureuse seroit si les négociations avec l'Empr Napoléon échouent de manière à entrainer l'Autriche dans la guerre. Je ne saurois m'imaginer qu'une paix faite à présent puisse être bonne et durable.

XVI. Die österreichische Staatsleitung.

Vienne, ce 27 août 1814.

Tandis que l'attente du prochain Congrès suspend, à ce qu'il parait, toute activité politique de la Cour de Vienne, on s'y occupe de projets pour une réforme de l'administration intérieure. Rien, en effet, ne saurait être plus nécessaire. Depuis une longue série d'années on manque de Ministres intelligents et zélés pour cette partie, et c'est, sans contredit, dans le peu d'activité qui y a régné, et dans les fautes énormes qu'on a commises dans la gestion des

*) *Das war die durch die Reunionen (s. o. S. 14) einverleibte Nordseeküste.*

**) *P. Freiherr v. Duka war Feldzeugmeister; ein Gegner aller Reformen in Österreich, sehr einflußreich beim Kaiser, in dessen Umgebung er auch während des Befreiungskrieges weilte.*

finances, qu'il faut chercher les causes de la faiblesse dans laquelle se trouve la Monarchie autrichienne, et que quelques grands efforts et les derniers glorieux succès ne peuvent cacher à ceux qui examinent avec attention sa véritable situation. Si l'on ne pense point à changer cet état, si l'on continue à confier l'administration à des personnes incapables ou insouciantes, sa décadence ne sera guère que retardée tout au plus par les agrandissements que la dernière guerre assure à la Monarchie. Le Comte de Wallis*) avait, sans doute, commis de grandes fautes et fait un tort immense à la Monarchie par son opiniâtreté, mais il mettait du moins de la fermeté et de la conséquence à suivre un système une fois adopté. Depuis lui, le Ministère des Finances a été abandonné, pour ainsi dire, à lui-même. Car le Comte Ugarte**) à qui on l'a donné, n'a aucune connaissance de cette partie, n'a jamais été un Ministre actif et est chargé en outre de tout le Ministère de l'Intérieur. On sent qu'on ne saurait laisser les choses dans un pareil état, et le projet qu'on a formé, est de mettre le Comte Stadion à la tête de l'administration intérieure. Le Comte a, comme j'ai eu l'honneur de le marquer à Votre Majesté, décliné toute part aux affaires étrangères, il a refusé également de devenir Président de la Chambre (Hofkammer) ou Ministre des Finances; mais il s'est montré disposé à accepter le Ministère de l'Intérieur et une surveillance générale sur les Finances. Si l'on mettait à la tête de ces dernières le Baron de Wessenberg,***) comme cela n'est pas improbable, on parviendrait au meilleur résultat qu'il est possible d'obtenir sous les circonstances données. Il est vrai que ce que l'état de la Monarchie exigerait proprement, serait un Ministre qui se chargeât en entier et sans restriction aucune de toute l'administration intérieure, qui possédât les talents nécessaires pour cela et qui y vouât son activité entière; mais un pareil individu ne se trouve point, et le Baron de Wessenberg que l'on dit avoir beaucoup de connaissances administratives, réuni avec le Comte de Stadion respecté généralement pour ses lumières et son

*) *S. oben S. 1, 9.*

**) *A. Graf Ugarte, böhmischer und österreichischer Oberstkanzler, seit 1813 Staats- und Konferenzminister, leitete seit dieser Zeit interimistisch das Finanzdepartement, das er 1814 an Stadion abgab.*

***) *Wessenberg war 1809 österreichischer Gesandter in Berlin, dann in München, war zu verschiedenen Missionen gebraucht worden und auf dem Wiener Kongreß zweiter österreichischer Bevollmächtigter.*

intégrité, pourra toujours corriger les abus actuels et parvenir peu à peu à faire valoir les immenses ressources qu'offre cette belle Monarchie. Le Département qui promet déjà à présent de devenir excellent, est celui de la guerre. Le Prince de Schwarzenberg y déploie une grande activité et un courage et une énergie qui lui font le plus grand honneur. Il a soumis à l'Empereur un plan d'organisation de sa partie qui n'est pas encore approuvé, mais qui le sera probablement d'autant plus sûrement que le Prince a déclaré que sans cela il ne pourrait point se charger du nouvel emploi qu'on lui a confié. Le point de ce plan qui trouve le plus de difficultés, mais qui est aussi celui auquel le Prince tient davantage, est que le général Langenau*) soit Chef de l'État-Major, le général Radetzky ayant obtenu l'inspection des troupes de la Galicie. De mettre à une place aussi éminente et par laquelle on peut exercer une aussi grande influence sur l'armée entière, un étranger et qui est un des plus jeunes généraux de l'armée, choque les idées et les habitudes de l'Empereur. Le général Duka**) craint d'ailleurs que le général Langenau ne veuille faire trop de changements dans l'organisation actuelle de l'armée, et le caractère aigre et mordant de ce dernier lui a suscité de nombreux ennemis qui ne laissent pas que de travailler secrètement contre lui. Malgré ces difficultés il est à prévoir que le Prince de Schwarzenberg ne cédera pas et que l'Empereur consentira à la nomination du général Langenau. Si cela est, l'on se flatte que deux années suffiront pour réorganiser l'armée et pour effacer jusqu'aux dernières traces les suites funestes qu'avaient eues les mesures adoptées après la guerre de 1809 pour sa réduction. Il ne faut cependant pas se dissimuler que le Prince de Schwarzenberg aura encore à lutter contre trois grandes difficultés: 1° contre quelques individus que l'Empereur a placés dans le Conseil de guerre au moment de sa nomination, et qu'il ne réussira pas à en éloigner; 2° contre la résistance que lui opposera sans doute le Département des Finances et même celui de l'Intérieur; 3° enfin contre l'influence du général Duka, ennemi juré de toute innovation. Mais la première pourra être écartée en quelque façon par lui, puisqu'il dépend de lui de répartir le travail, ainsi

*) *Der Sachse Langenau stand seit 1813 in österreichischen Diensten als Generalmajor und erfreute sich großen Vertrauens bei Schwarzenberg und Radetzky.*

**) *S. o. S. 34.*

qu'il le juge à propos, entre le Chef de l'Etat-Major et le conseil de guerre. La seconde tombera d'elle-même avec les réformes des Départements intérieurs, sans lesquelles, sans aucun doute, son Département, bien loin de pouvoir régulariser et accélérer la marche des autres, serait lui-meme bientot forcé à se condamner à la même inertie. La dernière enfin ne saurait etre levée, vu la confiance que l'Empereur accorde au général Duka et qu'il mérite même jusqu'à un certain point, si ce général n'exécute point le projet dont il parle quelquefois à présent, de prier l'Empereur de lui donner un emploi militaire dans une province éloignée.

On répandit ces jours derniers dans la ville le bruit de plusieurs nominations à des postes diplomatiques. Ayant pris des informations exactes, je me suis assuré qu'aucune n'est faite jusqu'ici. Mais il peut être regardé comme certain que le Prince de Kaunitz, autrefois Ministre à Copenhague et à Naples, sera Ambassadeur à Madrid et que le Comte Eltz*) est destiné pour aller à Rome. L'Ambassade de Paris est celle qui cause le plus d'embarras, mais on finira probablement par la conférer au Prince Paul Esterhazy,**) et le général Vincent***) sera, dans ce cas, envoyé à Petersbourg. La place de La Haye pourrait bien être donnée au Baron de Binder,†) qui désirerait de l'avoir. Le Comte de Senfft, autrefois Ministre en Saxe, est de retour ici, et il sera presque impossible de ne pas le placer; il le sera peut-être à Munich, puisque le Baron de Wessenberg sortira très probablement de la carrière diplomatique. Je regarde comme certain que le Comte de Zichy restera à Berlin.

Les terres que le Prince de Metternich a reçues de l'Empereur, sont situées près de Belgrade dans le Banat. Elles sont très-considérables et rapporteront, lorsqu'elles seront bien administrées, environ 100000 florins. On en avait offert 750000 florins

*) *E. Graf zu Eltz war von 1794—1800 Gesandter am kursächsischen Hofe, 1801—1808 am spanischen, dann scheint er aus der Diplomatie geschieden zu sein. Gesandter in Rom war er nie. (Mitteilung des Wiener Archivs.)*

**) *War vorher Gesandter in Dresden, dann im Haag.*

***) *War 1814 bis zur endgultigen Organisation Generalgouverneur von Belgien und Holland.*

†) *F. Freiherr Binder von Kriegelstein war 1810—12 Gesandter in Kopenhagen, dann in Stuttgart, während des Krieges dem Hofe attachiert, 1815 ging er nach dem Haag. (Mitteilung des Wiener Archivs.)*

au Prince, s'il avait voulu les rendre. Mais il a naturellement préféré de les garder.

Je suis avec le plus profond respect,

Sire,

de

Votre Majesté

le

très-humble, très-obéissant et très-fidèle serviteur et sujet

Humboldt.

XVII. Die Jesuiten.

Vienne, ce 31 août 1814.

... Le Nonce du Pape*) m'a remis la Bulle émanée pour le rétablissement de l'Ordre des Jésuites, que j'ai l'honneur de joindre pour le Département des Affaires étrangères à ce très-humble rapport, et il m'a parlé à cette occasion beaucoup sur le désir du St. Père que Votre Majesté daignât rétablir également cet Ordre dans Ses Etats, en s'appuyant de l'exemple de Frédéric Second, qui l'avait protégé même après son abolition. Je ne lui ai répondu naturellement que vaguement là-dessus, en lui en représentant les énormes difficultés. Je ne crois point qu'il soit possible de faire revivre jamais dans son ancien esprit une institution créée dans des temps et sous des circonstances entièrement différentes de celles où nous vivons; je crois donc que les craintes et les espérances que l'on conçoit à présent de son rétablissement, sont également vaines. Mais je ne vois néanmoins aucun motif qui pourrait engager un Gouvernement sage et éclairé à introduire de nouveau cet Ordre chez lui, à moins qu'il ne soit assez malheureux de devoir avouer que les écoles publiques fussent même moins bonnes chez lui que ne l'étaient les écoles des Jésuites, ce qui certainement n'est pas le cas et ne le sera jamais dans les Provinces catholiques des États Prussiens.

---

*) *Im Jahre 1814 befand sich kein Nuntius in Wien, wenigstens nennen die Staatshandbücher von 1809—14 keinen; doch galt als solcher der im Oktober 1801 zum Nuntius ernannte Anton Gabriel Severolli, archiepiscopus Petrae, praelatus domesticus et assistens. (Mitteilung des Wiener Archivs.)*

XVIII. Note an Metternich.

18. Januar 1813.

Original im K. u. K. Haus-, Hof- und Staatsarchiv in Wien.

In dem kritischen Augenblick, als die preußische Regierung über ihren Anschluß an Rußland einen Entschluß zu fassen gezwungen war, sandte sie den Oberst von Knesebeck nach Wien, um Österreich zu einer möglichst gemeinsamen Politik zu bestimmen. Am 12. Januar 1813 traf Knesebeck in Wien ein und arbeitete mit Humboldt zusammen die folgende Note aus, die sich zu einer vollständigen Denkschrift über die politische Lage und die Absichten der preußischen Staatslenkung erweiterte. Läßt sich auch bei dem Mangel des Konzepts der Anteil der beiden Verfasser nicht genau sondern, so geht aus dem ganzen Tenor im Vergleich mit den Darlegungen Humboldts in seinen Wiener Berichten hervor, daß der Hauptinhalt und die Form von ihm stammt.

à Vienne ce 18 Janvier 1813.

Les preuves de confiance illimitée que les deux Cours de Vienne et de Berlin se sont données mutuellement, et l'étroite union qui existe entr'elles et qui seroit dictée impérieusement par les raisons politiques les plus importantes, si elle n'étoit pas cimentée d'une manière bien plus heureuse encore par les sentimens réciproques des deux Souverains, ont engagé S. M. le Roi de Prusse à faire une nouvelle démarche pour s'ouvrir sans réserve dans les circonstances difficiles du moment actuel envers Sa Majesté Impériale, et se concerter avec Elle. S. E. Monsieur le Comte de Metternich, Ministre d'Etat et des Affaires étrangères de Sa Majesté Impériale, n'ignore pas que S. M. le Roi a envoyé Son Colonel et Aide de Camp Général, Monsieur de Knesebeck, avec une commission secrète à Vienne. Cet officier a eu l'honneur de Lui remettre une lettre du Roi pour S. M. l'Empereur, et après avoir eu quelques entretiens préalables avec Son Excellence, il s'empresse de s'acquitter, conjointement avec le soussigné Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Prussienne par la présente note des Ordres qui lui ont été donnés.

La tournure que la guerre entre la Russie et la France vient de prendre, a dû réveiller non seulement le voeu ardent, mais aussi l'espérance fondée d'une paix qui, loin d'assoupir seulement pour le moment une lutte désastreuse, puisse asseoir la sûreté de l'Europe sur de nouveaux fondemens, en rendant les Puissances

à leur indépendance politique, et en rétablissant un juste équilibre et un ordre convenable entr'elles. L'Autriche et la Prusse sont celles qui, intéressées principalement au rétablissement d'un pareil ordre, semblent aussi éminemment destinées à le ramener. Leur position géographique même les appelle à régler les destinées de l'Allemagne, et à donner l'impulsion et la direction à ses forces réunies; et l'Allemagne est le seul pays, à qui la Providence paroisse avoir assigné le beau rôle de devoir maintenir l'équilibre parmi les Puissances de l'Europe, sans pouvoir jamais leur donner de trop vives alarmes. Car quel que soit le système politique qu'on adopte, on n'en inventera jamais, où un pareil équilibre soit vraiment assuré, sans qu'il repose sur une indépendance entière de l'Allemagne, et un accord parfait entre les Princes qui y ont des possessions.

S. M. le Roi de Prusse a vu avec la plus vive satisfaction que la Cour de Vienne est pénétrée de ces principes. Elle a été la première qui de son propre mouvement a représenté dans des notes également fortes par leur contenu, et par le ton qui y règne, à celle des puissances en guerre de laquelle il faut avec raison attendre la plus grande opposition au rétablissement d'un système politique plus équitable, qu'il est indispensable de faire la paix, et qu'il est nécessaire d'en faire une générale, et assise sur des bases grandes et larges. C'est même sur ces pièces surtout que la Cour de Berlin fonde son espoir de pouvoir concourir avec Sa Majesté Impériale à l'exécution d'un plan aussi vaste, et aussi digne d'être conçu par une grande puissance et par un Ministre courageux et éclairé; ce sont elles qui ont principalement engagé Sa Majesté Prussienne à faire les démarches actuelles.

Le Roi ne s'est point dissimulé les dangers auxquels peut entrainer l'exécution d'un pareil plan. Jamais grand but n'a été atteint sans de grands efforts; et la résolution ferme et inébranlable d'en venir à une paix durable, peut amener la nécessité de faire une guerre, dont les chances ne sont guères exemptes de périls. Mais il n'y a certainement point d'autre moyen de rémédier aux maux qui affligent l'Europe, et le moment est tel qu'il n'y a aucune puissance qui ne se repentiroit de l'avoir laissé échapper. Sa Majesté Prussienne est donc résolue, si S. M. l'Empereur seconde Ses intentions d'appuyer un pareil plan de toutes Ses forces, et ne craindra point dans ce cas de S'exposer Elle-même et Ses Etats aux dangers de la guerre.

La Cour de Vienne semble avoir vu également que la ferme résolution de donner à l'Europe une paix durable pourroit couter de grands efforts. Elle a ordonné des armemens considérables, et vient de leur donner encore à présent une nouvelle étendue.

Dans ces circonstances où S. M. le Roi de Prusse voit concourir les voeux les plus intimes de Son coeur, et les raisons politiques les plus impérieuses au même but, c'est-à-dire à celui de lier Ses intérêts aussi étroitement que possible à ceux de S. M. l'Empereur d'Autriche, il a donné aux soussignés des instructions dont la tenue générale est, de déclarer que, si Sa Majesté Impériale est résolue d'annoncer aux Puissances belligérantes Sa Médiation armée comme une mesure dictée par Ses intérêts, et présumée agréable pour elles, et d'appuyer cette Médiation d'une manière efficace, le Roi de Prusse est prêt à concourir sur Son invitation à une entreprise aussi belle, et surtout aussi nécessaire avec toutes les forces qui sont à Sa disposition. Il est naturel, qu'on n'oseroit se borner dans un pareil cas simplement à des armemens dans l'Intérieur de la Monarchie, et que l'attitude des puissances médiatrices devroit aussi être rendue imposante par des positions militaires prises adroitement. Mais les circonstances amenées par la fin de la campagne présente sont celles, que 80000 hommes rassemblés sur des points en Allemagne, 30000 envoyés en Italie, et 30000 tenus disponibles pour des mouvemens vers le Nord de l'Allemagne suffiroient sans doute du côté de l'Autriche pour faire une grande impression. Le Roi est également prêt dans ce cas à s'entendre avec la Cour de Vienne sur les bases de la paix, et a aussi étendu sur ce point les instructions des soussignés. Le but essentiel en seroit de rendre à l'Allemagne son indépendance entière, de réparer les torts que les événemens des dernières années ont causés à plusieurs puissances, et d'établir par l'Autriche et la Prusse étroitement unies ensemble, et soutenues par les autres Princes de l'Allemagne, une masse de forces capable de maintenir un juste équilibre entre les puissances de l'Ouest et celles du Nord et de l'Est. Sa Majesté en Se prononçant ainsi, ne Se fait point illusion sur la situation actuelle de Ses Etats; mais les soussignés savent d'après les entretiens qu'ils ont eu l'honneur d'avoir avec S. E. Monsieur le Comte de Metternich, qu'ils n'ont pas besoin de Lui exposer, que la Prusse par sa position géographique et son influence sur le Nord de l'Allemagne, par les relations personnelles du Roi avec l'Empereur Alexandre, par l'énergie du Gouverne-

ment, par ses moyens militaires, encore très-réels, puisqu'on s'est hâté de les réorganiser chaque fois que des circonstances malheureuses leur avoit porté atteinte, enfin par l'esprit de ses habitans, possède encore une force d'action propre à être mise dans la balance.

Les soussignés croient pouvoir se dispenser d'entrer d'avantage dans le détail de leurs instructions. Ils n'en ont même exposé la teneur générale puisque la première loi que S. M. le Roi, leur Maitre, leur ait prescrite, est celle d'une franchise absolue, et puisqu'ils sont persuadés qu'il n'y a rien de si avantageux pour une négociation entre des Cabinets amis et guidés par les mêmes principes, que d'exposer mutuellement sa pensée toute entière. Car d'ailleurs ils sentent parfaitement que le fond de leurs instructions, et le moment dans lequel se trouve la marche progressive que le Cabinet de Vienne semble avoir adoptée pour arriver au même but, ne coincident pas tellement qu'ils puissent se flatter à présent d'une réussite parfaite de leur commission.

La Cour de Vienne a témoigné à la France son désir qu'on en vint à une pacification stable et générale, et lui en a même dépeint la nécessité avec les couleurs les plus fortes; la France a bien accueilli cette démarche, et s'est montrée disposée à rendre le repos à l'Europe; la Cour de Vienne est autorisée à faire les mêmes démarches auprès des Puissances coalisées; elle est sortie par là en quelque façon du rôle de puissance simplement auxiliaire qu'elle jouoit jusqu'ici. Il est naturel à présent que les autres puissances donnent également leur assentiment, qu'une des deux parties prononce les bases de la paix, et que l'autre se déclare sur elles; et ce n'est qu'alors que viendra le moment vraiment décisif. S'il est permis de juger d'après ces premières démarches d'Autriche sur celles qui vont leur succéder, il faut avouer qu'elles sont trop sages, trop bien calculées, et surtout trop énergiques pour qu'on puisse les prendre pour des démarches isolées, et qu'on ne doit pas y voir le premier anneau d'un plan général et vaste, et l'effet d'une résolution formelle de prendre une part réelle et vraiment active aux événemens du jour, et de venir efficacement au secours de l'Europe affligée par des guerres interminables. Si ces suppositions sont fondées, le système de la Cour de Vienne en est donc un qui, par le fond et relativement à son but, convient entièrement avec les intentions du Gouvernement Prussien, mais qui attend son développement total encore du temps et de la marche des évenemens.

Les soussignés croient donc devoir se borner à l'égard de ce plan plus étendu pour le moment simplement à la question:

si la Cour de Vienne alors que des bases de paix seront prononcées, et qu'elle les jugera convenables à la cause commune de l'Europe et à ses intérêts particuliers, est résolue d'agir d'une manière active et énergique avec toutes ses forces militaires pour faire adopter ces bases à la France?

ou sie elle veut se borner à un rôle plus passif, et simplement employer les voyes de la persuasion et des négociations pour faire que ces bases soyent acceptées, sans les appuyer de ses forces militaires?

La Cour de Berlin le regardera comme une nouvelle marque, infiniment précieuse de la confiance de celle de Vienne, si elle voudra s'expliquer sur cette double question.

Si la réponse étoit affirmative pour la première, et que la Cour de Berlin convint également des mêmes bases de la paix, les soussignés répètent qu'ils sont autorisés à déclarer de leur côté un concours parfait du Roi, leur Maitre, à un pareil projet, et munis des pouvoirs nécessaires pour entamer et terminer des négociations là-dessus. Sa Majesté désire du fond de Son coeur de Se lier étroitement à l'Autriche, et Elle préféroit infiniment d'accéder à sa Médiation armée plutôt que de changer entièrement et brusquement de parti ce qui n'est analogue ni à Son caractère, ni à Ses principes. Mais les soussignés conçoivent qu'une pareille négociation, et même la déclaration à son égard peut entrainer des délais avec elle, d'après les démarches que le Ministère Autrichien a faites jusqu'ici, et dont il attend les résultats ultérieurs.

La Prusse malheureusement se trouve dans une situation infiniment pressante, et cette situation oblige les soussignés à en venir avant toute chose à d'autres considérations et à d'autres instances. Bien loin de pouvoir attendre, comme l'Autriche, que sa position mettroit déjà à l'abri, si elle ne pouvoit pas se reposer sur ses armemens; peu de semaines, peu de jours même peuvent suffire pour faire éprouver à Sa Majesté Prussienne les plus cruels embarras, et La forcer à prendre un parti décisif. Les troupes Russes se trouvent déjà sur la Passarge; rien ne peut les empêcher d'arriver aux bords de la Vistule. Si elles dépassent cette rivière, et s'avancent vers l'Oder, si la Cour de Pétersbourg demande au Roi de faire une paix particulière avec elle, et menace, en cas de refus, de ravager ses Etats et d'incorporer la Lithuanie

et la Prusse Orientale, quelle réponse Sa Majesté donnera-t-elle dans une situation aussi pénible?

Il n'est point nécessaire d'achever ce tableau; les circonstances, la situation des choses, les sentiments connus de Sa Majesté, tout parle de soi-même. La seule chose qui dans ce cas pourroit fournir une consolation véritable et une tranquillité entière au Roi, seroit, si la Cour de Vienne en s'entendant avec Lui sur les bases de la paix future, et animée comme Lui, uniquement du désir de la voir conclue, se mettoit en état de faire sa paix particulière d'après son acquiescement avec la Russie, et Lui promettoit le concours le plus actif dès que les troupes Russes, ayant passé la Vistule, s'avanceroient jusqu'à l'Oder.

Mais la situation que les soussignés viennent de dépeindre, est si cruelle que leur premier et plus pressant devoir est celui de tâcher de fournir à leur Cour au moins une base certaine qui puisse guider ses délibérations dans ce cas malheureusement trop facile à prévoir. De la manière dont le Cabinet de Berlin est placé entre les trois grandes puissances du Continent, le point le plus important pour lui, sans même encore parler des affections et des sentimens personnels de S. M. le Roi, est celui d'être entièrement éclairé sur la conduite que tiendra la Cour de Vienne. Toute résolution que les circonstances pourroient déterminer le Gouvernement Prussien à prendre, surtout celle de se lier plus étroitement à l'Autriche, devient dans sa position particulière et rapprochée du théâtre de la guerre et des armées Russes difficile et embarrassante, autant qu'il n'est pas sûr que la Cour de Vienne ne restera point en activité d'alliance avec la France. La Cour de Vienne peut toujours s'attendre aux ménagemens les plus soigneux de la part de la Russie. Cette puissance a un intérêt évident à ne pas lui donner lieu à de justes griefs, et à ne pas la porter par là à prendre une part principale à la guerre. Sa Majesté Prussienne peut espérer à juste titre, et même être sûre de tous les ménagemens et égards, compatibles avec les circonstances, de la part de S. M. l'Empereur Alexandre; mais la position géographique des États Prussiens s'oppose à ces ménagemens, et si les Russes veulent s'avancer au delà de la Vistule, ils doivent faire décider auparavant toutes les questions sur la Prusse, et quelle que soit cette décision, il n'y en a aucune qui n'expose le Roi et Sa Monarchie aux dangers les plus pressans, s'il est réduit à agir

seul, et sans pouvoir se lier à l'Autriche, sans savoir au moins que sa conduite ne sera pas entièrement opposée à la sienne.

Conformément à cette réflexion, et à tout ce qu'ils viennent d'exposer ici, les soussignés se voyent par conséquent obligés de faire les instances les plus vives et les plus pressantes

pour que Sa Majesté Impériale daigne déclarer à S. M. le Roi, leur Maitre, par telle voye qui Lui paroitra la plus convenable, mais d'une manière certaine et précise, que Sa Majesté est résolue à ne plus faire coopérer au renouvellement de la campagne Ses troupes avec les troupes Françoises, ou prendre en général une part active à la guerre contre les ennemis de la France.

Si les soussignés ont bien saisi le système actuel de la Cour de Vienne, une pareille résolution se trouve déjà d'elle-même dans la marche qu'elle s'est proposée, et sur laquelle elle est même déjà entrée en pourparlers avec la France. Car dès qu'elle porte des paroles de paix aux deux parties, qu'elle est autorisée à négocier avec les ennemis de son Allié, et que sous ce rapport sa liberté et sa mobilité entières lui sont rendues, elle prend le role de puissance médiatrice. Mais une Médiation quelconque admettroit-elle jamais la qualité d'Allié d'une des deux parties dans le Médiateur, et que seroit une Médiation qui ne seroit pas forte du caractère d'impartialité dont elle porteroit l'empreinte? Il y a plus. L'Autriche a fait les efforts les plus généreux pour prévenir la guerre actuelle; n'y ayant point réussi, elle a été la première à déclarer à la France que, quand même la continuation de cette guerre ne lui seroit pas impossible, elle ne sauroit cependant la conduire à aucun résultat à la fois décisif et avantageux. L'Autriche elle-même ne peut donc avoir aucun intérêt à y coopérer encore. On peut même dire avec assurance qu'aussi la France a bien plus besoin d'un Médiateur fort et imposant à tous les égards que de l'accroissement de moyens militaires, que lui fournit un Corps auxiliaire.

Les soussignés n'ont ajouté cette réflexion à leur demande que puisqu'il leur importait de prouver à S. E. Monsieur le Comte de Metternich qu'elle n'est en aucune manière étrangère au système de sa Cour qui, comme ils le répètent avec plaisir, semble au fond le même que celui de la leur; mais qu'il leur paroit au contraire qu'elle en découle directement. Sans cependant s'arrêter davantage à cette considération, ils prient Son Excellence de leur permettre d'ajouter encore les deux observations suivantes.

Si les soussignés osent insister au nom de leur Cour sur une pareille déclaration, ce n'est certainement point dans l'intention, qu'elle doive précisément la déterminer dans ses décisions; et beaucoup moins encore lui servir d'appui pour prendre un parti opposé à celui qu'elle suit à présent. Ils sentent parfaitement que même la délicatesse amicale de Sa Majesté Impériale pourrait répugner à donner ainsi l'impulsion dans un cas aussi difficile. Les Gouvernemens, comme les individus, ne doivent prendre conseil que d'eux-mêmes; et c'est aussi ainsi que la Prusse ira au devant des événemens qui l'attendent. Mais les uns et les autres ont pourtant besoin de certaines bases dans leurs délibérations, et si S. E. Monsieur le Comte de Metternich examine bien la situation actuelle du Gouvernement Prussien, Elle ne saura nier qu'il ne peut prendre un parti décisif sans au moins se proposer la question dont il s'agit ici. Or doit-il se contenter de la résoudre d'après des suppositions, ou doit-il y attendre la réponse de la bienveillance et de l'amitié du Souverain même, son voisin et son ami, et qui lui a fourni des preuves multipliées de Ses sentimens?

Si le Cabinet de Berlin est privé d'une pareille base dans ses délibérations, il se trouve, comme les soussignés n'hésitent point à le dire, dans une incertitude entière: Soit alors que les progrès des Armées Russes condamnent la Prusse à une passivité absolue, ou qu'elles la forcent à suivre leur impulsion, cet événement ne peut, aussi politiquement pris, pas être indifférent à l'Autriche, comme le sort du Roi ne l'est certainement pas au Coeur de Sa Majesté Impériale. Une déclaration de cette nature seroit enfin certainement la plus propre à permettre à la Prusse de suivre avec succès le système adopté par la Cour de Vienne, tandisque, aussi longtemps qu'il est dénoué de cette déclaration, ce système ne sauroit offrir une sûreté suffisante à un État qui, se trouvant par les circonstances du moment dans une situation entièrement différente d'elle, doit abandonner la plus grande partie de ses provinces aux ravages de la guerre, en n'en sauvant qu'une très-petite, et qui, s'il continue à fournir un Corps auxiliaire à la France, n'a guères de beaucoup d'autres moyens à disposer.

Il ne reste plus aux soussignés, qu'à prier S. E. Monsieur le Comte de Metternich de porter les réflexions exposées dans cette note à la connoissance de Sa Majesté Impériale, et de La supplier en leur nom de daigner y hâter la réponse en proposition des embarras dont la situation de Sa Majesté Prussienne est environnée.

ils prennent en même temps la liberté de se réserver de revenir dans la suite à la partie principale de leurs instructions, si la nature de la réponse de Sa Majesté Impériale et les circonstances devoient le leur permettre.

Les soussignés profitent de cette occasion pour réitérer à Son Excellence l'assurance de leur haute considération et de leur attachement sincère.

Humboldt m. p. Knesebeck m. p.

A S. E. Monsieur le Comte de Metternich, Ministre d'Etat et des Affaires étrangères de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

XIX. Note an Metternich.

13. März 1813.

(Abschrift als Beilage zu den Berichten Humboldts im Geh. Staatsarchiv.)

Am 28. Februar 1813 wurde der Vertrag von Kalisch abgeschlossen; mit der folgenden Note machte Humboldt dem Wiener Hof die offizielle Mittheilung davon.

Au Comte de Metternich.

A Vienne ce 13 Mars 1813.

Le Soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse, vient de recevoir des ordres de sa Cour dont il s'empresse de s'acquitter envers S. E. Mr. le Ct Metternich, Ministre d'État et des Affaires Etrangères de S. M. Impériale.

Le Soussigné n'a pas besoin de retracer à S. E. le tableau de la situation pénible dans laquelle S. M. le Roi, Son Maitre, se trouvait pendant ces derniers mois, le Cabinet de Berlin ayant toujours eu soin d'informer exactement celui de Vienne de tout ce qui pouvait l'intéresser à cet égard.

La France ne remplissait aucun des engagemens qu'elle avait pris dans les différens Traités conclus avec la Prusse; toutes les réclamations du Ministère du Roi furent vaines; et les Généraux Français se permirent des actes auxquels rien ne les autorisa et qui sont inouïs en pays amis et alliés, même la promesse donnée

par l'Empereur Napoléon de ne plus faire des réquisitions, fut enfreinte peu de momens après qu'elle avait été faite et d'après les Ordres de l'Empereur lui-même.

D'un autre côté les Armées Russes s'approchèrent des frontières de la Prusse, elles les depassèrent et s'avancèrent jusques vers la capitale de la Monarchie. Mais au milieu de ces opérations militaires S. M. l'Empereur de Russie ne troubla point la neutralité de cette partie de la Silésie pour laquelle elle avait été stipulée dans le Traité avec la France.

Dans cette situation, aggravée par les maux auxquels le pays avait déjà pendant les dernières années été en proye, il n'y avait plus un moment à perdre pour fixer le système de la Prusse. L'Empereur Napoléon doit se dire, qu'il n'a rien fait pour la conserver dans le sien; il lui a donné au contraire les motifs les plus puissans pour l'attacher à celui de ses adversaires. Le salut de l'Etat; le voeu de la nation, tout y appelait.

Un Traité de paix, d'amitié et d'alliance entre la Prusse et la Russie a donc été signé le 27 Février*) et ratifié par les deux Souverains; et c'est par ordre exprès de Sa Cour que le Soussigné a l'honneur de le communiquer confidentiellement à S. E. Mr. le Comte de Metternich. Il se flatte que Son Excellence observera avec plaisir que cette communication a été expressément stipulée dans l'article XI du Traité.**) Elle verra également que les principes sur lesquels se fonde ce Traité, sont des principes de paix et de justice et analogues par conséquent à ceux professés publiquement par la Cour de Vienne elle-même.

Sa Majesté le Roi en ordonnant au Soussigné la communication du Traité, lui a enjoint en même temps de témoigner en son nom par l'Organe de S. E. Monsieur le Comte de Metternich à S. M. l'Empereur d'Autriche qu'Il met la plus haute confiance dans les sentimens de S. M. Impériale et qu'Il compte bien certainement que les mesures qu'Il se voit dans la nécessité de prendre, ne troubleront en rien l'intimité et la bonne harmonie qui existent si heureusement entre S. M. l'Empereur et Lui et à la conservation desquelles Il attache tant de prix. Sa Majesté sera toujours

---

*) *An diesem Tage wurde der Vertrag von Hardenberg und Anstett in Breslau gezeichnet, am 28. von Scharnhorst und Kutusof in Kalisch.*

**) *Er lautet: Les articles ci-dessus seront tenus secrets pendant l'espace de deux mois, mais pourront être communiqués immédiatement à l'Autriche, l'Angleterre et la Suède.*

empressée de se concerter avec S. M. Impériale sur tout ce qui regarde les affaires importantes du moment et d'agir d'un commun accord avec Elle, et Sa Majesté aime à se flatter de rencontrer les mêmes dispositions dans S. M. Impériale envers Elle.

Le Soussigné saisit cette occasion etc.

(signé) Humboldt.

XX. Denkschrift für den Kongreſs zu Prag.

15.—18. Juni 1813.

(Eigenhändiger Entwurf im Geh. Staatsarchiv.)

Die folgende Denkschrift sollte die Grundlage für die Instruktion bilden, die den Vertretern Preußens und Rußlands für ihr Verhalten auf dem Kongreß zu Prag, für den zuerst Gitschin in Aussicht genommen war, Richtschnur sein sollte. Aus dem Inhalt ergibt sich, daß ihre Abfassung in die Tage zwischen dem 15. und 18. Juni fällt. Die Verträge mit England waren abgeschlossen am 14. und 15. Juni, also ist dies der terminus a quo; da Humboldt am 23. Juni dem Staatskanzler Hardenberg brieflich eine Umarbeitung der Instruktion, gemäß der inzwischen veränderten Sachlage, ankündigt, so ist dieser Tag der terminus ad quem; da er die Zustimmung Metternichs zu der Forderung „Räumung der Festungen" noch nicht kennt — sie wurde am 14. Juni erklärt — so rückt die Abfassungszeit näher an diesen Termin, und da er am Abend des 18. Juni mit Hardenberg nach Ratiborschütz reiste und die nächsten Tage mit Unterhandlungen ausgefüllt sind, so verengert sich der mögliche Zeitraum auf die Tage zwischen den 15. und 18. Juni 1813. In den ersten Tagen des folgenden Monats arbeitete Humboldt den Entwurf um, ließ die räsonnierenden Absätze weg und stellte bloß genaue Verhaltungsmaßregeln auf. So entstand die kürzere Instruktion (eigenhändiger Entwurf im Geh. Staatsarchiv), deren endgültige Redaktion am 7. Juli oder an einem der folgenden Tage erfolgte; ihre Mitteilung erübrigt sich, da die Veränderungen nur durch die tatsächlichen Ereignisse bedingt waren, die Grundlagen die gleichen blieben.

Projet d'instruction pour les négociations de Gitschin.

Le point de vue duquel il faut regarder les négociations qui vont être entamées àprésent à Gitschin, devient clair, dès qu'on considère attentivement la marche politique que le Cabinet de Vienne a tenu jusqu'ici. Ce Cabinet ayant pris sur lui le rôle d'une médiation armée, il est dans le cas de proposer au Gouvernement François des conditions de paix dont le refus entrainera infailliblement la guerre entre la France et l'Autriche après soi. Il

s'agit, par conséquent, d'une négociation entre la puissance médiatrice et une des parties belligérantes. Mais la Cour de Vienne, par suite des rapports d'amitié qui la lient aux Puissances coalisées, a voulu se concerter auparavant avec elles sur les conditions à proposer à la France; elle a désiré en même tems qu'il s'établit une négotiation plus générale sur les conditions mêmes. Il est donc utile et même nécessaire que des Ministres des Puissances Alliées se trouvent au moment de ces négotiations auprès du Ministère Autrichien pour pouvoir donner sans délai les éclaircissemens que la négotiation principale entre l'Autriche et la France pourra exiger.

C'est pour s'acquitter de cette commission que les sieurs N. N. seront envoyés à Gitschin, et leur premier devoir sera de se placer entièrement dans le point de vue développé ci-dessus. Ils ne se regarderont point comme des Plénipotentiaires chargés de négocier avec la France sous la médiation de l'Autriche, mais comme des Ministres envoyés pour pouvoir être consultés sur les intentions de leurs Cours, et spécialement chargés d'un côté de surveiller la négociation de leurs ennemis avec la puissance médiatrice, d'empêcher cette dernière de s'écarter de la ligne qu'elle a formellement promis de tenir, et de s'opposer de toutes leurs forces à ce que la négotiation ne soit traînée en longueur, et d'un autre côté de faciliter cette négotiation, autant que les intérêts de leurs cours le leur permettent, puisque le voeu sincère des Puissances coalisées est de parvenir le plutôt possible à une paix juste et équitable. C'est là-dessus qu'ils régleront leur conduite entière, et s'ils rencontroient peut-être des Agens François à Gitschin, ils observeront sans aucune affectation, mais avec dignité, la même conduite envers eux que doivent observer des Ministres de puissances en guerre accrédités à la même Cour.

La marche ici prescrite découle de la nature même des choses et des rapports respectifs des puissances qui y sont intéressées; mais elle est rendue indispensablement nécessaire aussi par l'attitude dans laquelle la Russie et la Prusse se trouvent vis-à-vis de leurs autres Alliés, et nommément vis-à-vis de l'Angleterre; et comme ce point est d'une importance d'autant plus grande qu'il touche de près les sentimens personnels et la délicatesse des Souverains engagés dans la grande lutte, il est nécessaire de le développer en entier, avant que d'entrer plus particulièrement dans l'objet de la Mission actuelle.

Rien n'est plus éloigné des sentimens de L. L. M. M. l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse que de faire la moindre démarche qui pourroit paroitre ne pas comprendre aussi les intérêts de leurs Alliés en elle, mais Leurs Majestés croiroient négliger ces intérêts mêmes, s'ils n'employoient pas tous les moyens qui sont en leur pouvoir pour faciliter une négotiation dont le but unique est ou d'obtenir un nouvel Allié puissant, ou d'en venir à un arrangement préliminaire déjà actuellement utile à l'Angleterre et propre à faire réussir celui plus étendu auquel elle doit viser. La marche que l'Autriche a choisie et qu'il n'a point tenu à la Russie et à la Prusse de changer, exige absolument des négotiations avec la France, et ce seroit abandonner au hazard et ces négotiations et l'accession entière de l'Autriche à la Coalition que de vouloir s'exclure entièrement des pourparlers qui vont avoir lieu. L'oeuvre de la pacification générale est en même tems d'une étendue si immense et comprend tant d'intérêts divers en soi que vouloir les réunir tous à la fois par un Congrès général, seroit vouloir prolonger la guerre à toute éternité, ou établir des armistices d'une longueur démesurée et incompatible avec le but de la guerre. Les négotiations actuelles sont, par conséquent, également nécessaires pour la continuation de la guerre et pour la conclusion d'une paix définitive, et elles ne sauroient faire le moindre tort à l'Angleterre, si on garde strictement les intérêts de cette puissance toujours en vue.

Mais pour le faire, il faut s'astreindre rigoureusement à la forme des négotiations entre l'Autriche et la France auxquelles la Russie et la Prusse ne font qu'intervenir pour le bien commun de tous leurs Alliés, et traiter, si même on en vient à un arrangement pacifique, cet arrangement, autant pour son essence que pour sa forme, non pas comme un arrangement *séparé*, mais comme un arrangement *préalable*.

Le but des instructions présentes n'exigeroit guères un développement ultérieur de ces idées; il ne sera néantmoins pas inutile d'ajouter les réflexions suivantes. Si les négotiations actuelles conduisent au résultat de faire accéder l'Autriche à la Coalition, il est évident que l'Angleterre doit savoir gré aux Puissances de ne pas avoir négligé par une fausse délicatesse et un scrupule porté trop loin d'y intervenir. Si, au contraire, il en résultoit un arrangement pacifique, une paix préalable ou, pour ne point se cacher derrière des mots d'un sens équivoque, une veritable paix

continentale, l'Angleterre devroit encore s'en féliciter. Car cette paix auroit été rendue par des puissances alliées avec elle et soigneuses à ménager constamment aussi ses intérêts; il n'y seroit rien entré qui fût contraire à ses vues particulières; tout ce qu'elle renfermeroit, seroit propre à faciliter sa propre paix avec le Gouvernement François; les Puissances alliées avec elle feroient tous leurs efforts pour faire que la paix préalable et, pour ainsi dire, continentale fût suivie par son complément, la paix générale et maritime, et la première même leur auroit donné plus de poids pour pouvoir y réussir. L'Angleterre auroit reconquis par une guerre qui ne lui a coûté presqu'aucun effort jusqu'ici, la communication libre et non génée avec une grande partie du Continent, rendue indépendante; elle verroit la domination de la France affoiblie, et se trouveroit par la réunion de ces deux circonstances dans une situation infiniment plus favorable pour faire aussi sa paix avec la France ou pour continuer la guerre avec succès. Il s'agit seulement de regarder du véritable point de vue l'utilité que l'Angleterre peut retirer des guerres contre la France sur le Continent, pour concevoir la justesse aussi de la première de ces deux thèses. Ce n'est point proprement pour distraire les forces de la France pour l'empêcher de les réunir toutes contre elle que l'Angleterre doit vouloir lui susciter des ennemis sur le Continent. Il y a si peu de points où elle peut être attaquée directement que ce n'est pas là que pour elle gît le danger. Le but des guerres continentales pour l'Angleterre ne peut être que l'affranchissement du Continent de la domination Françoise qui empêche d'ailleurs ses libres communications; du reste, elle doit désirer le repos et la tranquillité du Continent, puisque c'est dans cette situation seule qu'elle peut alimenter son industrie et son commerce. Une bonne paix continentale (car il n'est certainement pas question d'une autre) augmente, par conséquent, tous les moyens de l'Angleterre et en ôte à la France pour lui nuire; et l'un et l'autre doit faciliter la paix maritime. Il ne faut pas oublier non plus que c'est cette dernière seule qui offre de grandes compensations à Napoléon pour les sacrifices qu'elle pourroit lui coûter, tandis qu'il ne peut se décider à ces mêmes sacrifices pour celle sur le Continent qu'en autant qu'il craint les dangers de la continuation de la guerre. C'est aussi l'Angleterre seule qui a des conquêtes à lui restituer. Si donc, supposé toujours que la France doit être portée à de grands sacrifices, la séparation de la paix maritime

de celle sur le Continent peut entrainer des inconvéniens après elle, c'est beaucoup plutôt pour les Puissances du Continent que pour l'Angleterre.*)

Après avoir fixé ainsi le point de vue duquel les négociations de Gitschin devront être regardées tant en elles-mêmes que par rapport aux relations avec l'Angleterre, il faut déterminer d'une manière plus précise l'objet de la Mission présente.

Cette Mission repose entièrement sur la Médiation de l'Autriche; le devoir des Ministres qui en seront chargés, sera donc

1. de faire que la négociation actuelle conduise de la manière la plus prompte et la plus péremptoire possible au résultat de cette Médiation: c'est-à-dire ou à la déclaration de l'Autriche contre la France ou à la conclusion d'un arrangement pacifique préalable;

2. de ne rien négliger pour porter la Cour de Vienne à ne s'arrêter, conformément à son propre intérêt, aux engagemens qu'elle a pris, et aux dispositions infiniment bonnes et amicales qu'elle a témoignées envers les Cours Alliées, qu'à des conditions propres à garantir la durée de la paix par l'indépendance et le renforcement nécessaire des puissances qui ont réunis leurs efforts contre la France; et pour éloigner le cas qui seroit si infiniment douloureux pour les Souverains alliés, de devoir refuser de signer des conditions d'une nature contraire, même au risque de continuer la guerre sans l'Alliance de l'Autriche à laquelle, outre le secours réel qui leur en reviendroit, les sentimens qu'ils nourrissent envers S. M. l'Empereur François, leur fait attacher tant de prix, de laquelle ils ont dû se flatter constamment jusqu'ici d'après les ouvertures de Sa Majesté Impériale Elle-même et sur laquelle ils ont déjà calculé une grande partie de leurs opérations militaires jusqu'ici.

La nécessité de faire cesser le plus promptement possible l'incertitude qui règne encore sur les déterminations futures de la Cour de Vienne, est trop évidente pour avoir besoin d'être démontrée. Elle existe tout autant pour l'Autriche que pour les Cours alliées. Le Comte de Metternich l'a reconnue souvent; il a proposé par cette raison à l'Empereur, son Maitre, de se rendre

*) *Folgende Stelle ist gestrichen: Le plus grand desavantage qui peut naitre pour l'Angleterre d'une paix continentale conclue àpresent seroit que Napoleon pourroit continuer avec plus de vigueur la guerre en Espagne. Mais comme cette guerre l'affaiblit dans une proportion beaucoup plus grande qu'elle ne peut jamais lui etre utile, elle presente par là-meme à l'Angleterre une compensation des sacrifices qu'elle fait pour secourir les Espagnols.*

dans un endroit voisin*) des quartiers généraux des deux Armées en guerre; il a dit plus d'une fois aux Ministres de Russie et de Prusse que, dès que le rassemblement des troupes en Bohême seroit terminé, ce qu'il est effectivement depuis plusieurs jours, la grande question de la guerre ou de la paix devoit être décidée. L'Armistice conclu depuis ne sauroit rien changer à l'urgence de cette décision. Le Cabinet de Vienne a senti ceci lui-même, le Comte de Metternich insiste dans la pièce qui accompagne l'Office du 7, remis au Comte de Nesselrode,**) sur la nécessité de ne point perdre cet intervalle, de presser tout ce qui peut contribuer à recommencer la guerre avec vigueur, invite à envoyer des Militaires à Prague pour se concerter sur le plan de campagne, et promet des pleins pouvoirs pour une convention pour le cas de guerre, qui depuis sont arrivés effectivement. On peut donc se flatter avec raison que le Cabinet de Vienne prêtera lui-même les mains pour faciliter aux Ministres des Cours Alliées de s'acquitter de ce premier point de leur Mission. Il est à supposer par ces mêmes raisons qu'il ne sera point question de propositions d'une prolongation de l'Armistice actuel. Si cependant les Ministres des Cours alliées pouvoient présumer seulement qu'elles seroient faites, ils s'empresseront à représenter l'impossibilité d'une pareille prolongation en montrant que, sans parler des avantages immenses qu'elle donneroit à l'ennemi, elle rallentiroit infailliblement l'ardeur et l'esprit excellent qui animent l'Armée combinée, feroit l'impression la plus défavorable sur la nation, rejetteroit sur les États Prussiens le fardeau de nourrir en entier les Armées Alliées et en partie celle de l'ennemi et diminueroit par là la possibilité de bien faire la guerre, qui pourtant est le seul moyen d'obtenir une paix solide et honorable. Pour éviter aussi que la France ne traine les négociations en longueur et rende par là une pareille

*) *Kaiser Franz weilte seit dem 3. Juni 1813 in Gitschin.*

**) *Das ist das Gitschin-Reichenbacher Friedensprogramm (bei Oncken, Österreich und Preußen im Befreiungskriege, II, 336 f.). Es heißt darin, der Waffenstillstand muß benutzt werden, um die militärischen Maßregeln möglichst zu verstärken und den Feldzugsplan gemeinsam festzustellen. Man schlägt zu diesem Zweck einen militärischen Kongreß in Prag vor. — Dieser wurde später gebildet und bestand aus Schwarzenberg für Österreich, Grolmann für Preußen, Toll für Rußland. — Österreich wird dem Grafen Stadion Vollmachten erteilen, um für den Fall des Krieges mit Rußland und Preußen einen eventuellen Vertrag zu schließen.*

prolongation nécessaire, les Ministres des Cours alliées demanderont que le 1. de Juillet soit le terme auquel la grande question de la paix ou de la guerre doit être décidée; ils n'omettront rien pour engager la Cour de Vienne à accepter elle-même ce terme et à y astreindre le Gouvernement François, et montreront combien les semaines qui s'écouleront de cette époque jusqu'à l'expiration de l'armistice, sont indispensablement nécessaires pour toutes les mesures qu'il faudra prendre de part et d'autre.

Les conditions à proposer par la Cour de Vienne à la France sont renfermées dans Office du 7, remis au Comte de Nesselrode par le Comte de Metternich.*) Ces conditions y sont partagées en deux classes, et l'Autriche veut regarder les unes comme suffisantes pour amener, si elles sont refusées, la guerre entre elle et la France, et soutenir les autres, en employant, comme il y est dit, la même chaleur à les défendre, jusqu'au point de la rupture de la négotiation. Les Ministres des Cours alliées auront donc à cet égard.

1. à engager le Cabinet de Vienne à proposer ces deux Classes de conditions, sans faire remarquer, le moins du monde, au Gouvernement François la distinction qu'il établit entr'elles;

2. à faire tous leurs efforts pour la porter à donner à la première de ces deux classes une étendue plus propre à assurer le but auquel la Cour de Vienne, à la grande satisfaction des Puissances coalisées, a déclaré depuis la fin de l'année dernière de vouloir concourir.

---

* *Allgemeine Bedingungen: 1. Die Auflösung des Herzogtums Warschau. 2. Die Vergrößerung Preußens infolge dieser Auflösung; die Rückgabe von Danzig samt seinem Gebiete. 3. Die Rückgabe der illyrischen Provinzen an Österreich. 4. Die Wiederherstellung der Hansestädte, zum mindesten Hamburgs und Lübecks, und ein wenigstens eventuelles, und mit dem allgemeinen Frieden verbundenes Abkommen über Aufhebung der übrigen Teile der 32. Militärdivision. Diese vier Fragen betrachtet Österreich als Bedingungen sine qua non des Friedens. 5. Der Verzicht auf das Protektorat über den Rheinbund und die Auflösung dieses Bundes. Österreich wird diese Frage mit aller möglichen Wärme unterstützen und sein Andringen bis zum Abbruch der Unterhandlungen treiben. 6. Der Wiederaufbau Preußens in einem größeren Maßstabe als oben ausgedrückt ist, indem es so sehr als möglich (autant que possible) seiner Gebietsausdehnung von 1805 angenähert wird. Österreich wird diese Frage mit derselben Wärme unterstützen wie die vorhergehenden. — Besondere Bedingungen: Ein Übereinkommen zwischen Österreich, Rußland und Preußen über das Gebiet des Herzogtums Warschau.*

Le premier point ne sauroit rencontrer la moindre difficulté. Toute vigueur, toute chaleur avec laquelle on appuyeroit la seconde classe des conditions, seroit évidemment illusion, si le Cabinet François savoit d'avance que l'Autriche finiroit par les abandonner, dès qu'on menaceroit de rompre la négotiation. Le Cabinet de Vienne a certainement en lui-même l'idée que cette distinction doit rester un secret impénétrable entre les Cours alliées et lui. Mais les Ministres de ces Cours devront seulement le prier d'examiner bien mûrement si les communications faites jusqu'ici à l'Empereur Napoléon par le Général Bubna*) ne doivent pas déjà avoir donné au Gouvernement Français quelque soupçon à cet égard, et de tâcher d'y remédier. Ceci seroit possible, à ce qu'il paroît, puisque la distinction que déjà le Général Bubna a été chargé d'établir entre différentes conditions, étoit celle de conditions proposées par l'Autriche elle-même et en égard à ses intérêts directs, et d'autres qu'elle appuyerait comme faites par les Cours alliées. La condition qui a nommément été traitée ainsi par le Général Bubna, est celle de l'abolition de le Confédération du Rhin. Or rien n'est plus facile pour le Cabinet de Vienne que de dire que, cette condition touchant particulièrement sa Cour, comme ayant été revêtue de la dignité Impériale de l'Allemagne, il n'avoit pas trouvé convenable de la proposer lui-même, mais que le cas étoit différent, si cette même condition, présentée par les autres Puissances, acquerroit un caractère de désintéressement et devenoit un témoignage de confiance.

Les Ministres des Cours Alliées devront ensuite insister que les six conditions renfermées dans les deux Classes, qui, puisque l'aggrandissement de la Prusse y est mentionné deux fois, se réduisent proprement à cinq seulement, soyent présentées à la France avec les amendemens**) proposés par leurs Cabinets dans les

*) *Dieser war am 12. Mai in das Hauptquartier Napoleons nach Dresden abgereist, um ihm die Friedensvermittelung Österreichs anzukündigen. Als Grundlagen sollte er bezeichnen: 1. Aufhebung der politischen Existenz des Herzogtums Warschau und Verwendung seiner gegenwärtigen Bestandteile zur Verstärkung der Zwischenmächte; 2. Rückgabe der illyrischen Provinzen an Österreich mit einer guten Grenze gegen Italien; 3. Verzicht Frankreichs auf die überrheinischen Departements in Deutschland. Den Verzicht auf das Protektorat über den Rheinbund sollte Bubna empfehlen.*

**) *Diese Amendements zu den österreichischen Bedingungen wurden von Hardenberg in Konferenzen, die vom 10. Juni an zwischen ihm, Nesselrode und*

protocolles envoyés par le Comte de Stadion à sa Cour, et discuter, s'il le faut, avec la Cour de Vienne ces amendemens mêmes. On peut cependant se flatter que cette discussion ne présentera guères de grandes difficultés. Car l'amendement de l'évacuation des forteresses, fait à l'occasion de l'article de l'aggrandissement de la Prusse, est si indispensable qu'il a été probablement sous-entendu par la Cour de Vienne. Celui fait à l'article de la 32. Division Militaire ne peut, comme traitant d'un arrangement éventuel, rencontrer guères de difficulté auprès de l'Empereur Napoléon. Celui ajouté au 6. article du rétablissement de la Prusse est surtout dirigé contre le sens vague de l'expression: „état approchant autant que possible“, et il est susceptible par là même d'être autrement modifié, comme il sera développé encore davantage ci-après.

En tâchant de se concerter ainsi avec le Cabinet de Vienne sur la teneur des propositions à faire à la France, les Ministres des Cours alliées s'efforceront principalement en même tems de rapprocher les idées de la Cour de Vienne sur la pacification future davantage de celles de leurs Cours à cet égard, pour engager la première à étendre le cercle des conditions desquelles elle ne sait se départir en aucun cas.

Ils commenceront, pour cet effet, à témoigner à la Cour de Vienne combien les Souverains, leurs Maitres, sont sensibles à la part vigoureuse qu'elle a déjà prise jusqu'ici à leurs efforts réunis. Elle a été la première qui a démontré dans des pièces également fortes de vérité et énergiques dans les expressions l'inutilité de la guerre contre la Russie et l'impossibilité pour les puissances intermédiaires d'en tolérer la prolongation; elle a facilité aux Armées Russes l'occupation du Duché de Varsovie par l'ordre donné au Prince de Schwartzenberg de se retirer, et par l'armistice qui ac-

Stadion stattfanden, vorgeschlagen; er verlangte zu Punkt 2 (s. o. S. 55 A.) den Zusatz „die Räumung aller in den preussischen Staaten und im Herzogthum Warschau gelegenen Festungen, welche jetzt noch von französischen Truppen besetzt sind“; zu Punkt 4 die Veränderung: „ein Abkommen über Aufhebung nicht nur der übrigen Theile der 32. Militärdivision, sondern auch aller Staaten des Hauses Braunschweig und Lüneburg“; zu Punkt 6 statt der Worte: „indem es so sehr als möglich seiner Gebietsausdehnung von 1805 angenähert wird“ den Passus „dass der Wiederaufbau Preussens nach dem Stand von 1805 bewirkt werde.“ In seinen Weisungen für Stadion hatte Metternich die Änderungen von 4 und 6 abgelehnt.

compagnoit cette retraite; elle 'a développé à l'Empereur Napoléon la nécessité de rétablissement d'un sistème d'équilibre et d'indépendance générale, entièrement opposé à ses vues d'ambition et d'usurpation, et l'a sommé d'y prèter les mains; elle n'a cessé de s'engager plus ou moins explicitement vis-à-vis des Puissances coalisées à l'y forcer par la voie des armes, s'il s'obstinoit à s'y refuser: elle s'est dégagée de l'Alliance avec la France pour la guerre présente et a résisté à toutes les tentatives de Napoléon de l'y entrainer de nouveau; elle a rassemblé un corps nombreux de troupes en Bohême: elle a déclaré d'une manière catégorique de vouloir entrer en guerre contre la France conjointement avec les puissances coalisées, si l'Empereur Napoléon se refusoit à accéder aux conditions proposées par elle; elle a conclu enfin une convention éventuelle pour le cas de la guerre. Les Cours alliées ont su apprécier tant de gages des intentions amicales de S. M. l'Empereur François envers elles et de sa ferme résolution de coopérer au même but avec elles; elles ont témoigné une confiance entière et illimitée à la Cour de Vienne, elles se sont astreintes rigoureusement à toutes ses formes, l'ont laissé agir dans une pleine liberté, en se reposant toujours sur elle de ce qu'elle sauroit conduire sa marche, quelque longue qu'elle pût paroître, au résultat désiré; si elles ont vu avec une vive douleur tarder des secours qui, arrivant à tems, auroient, presque sans efforts, pu sauver l'Europe et assurer son sort, elles ont redoublé d'activité pour lui présenter constamment des forces qui, en la mettant à l'abri d'un danger isolé pour elles étoient propres à lui inspirer l'espoir de succès communs; la première réflexion dans tous leurs calculs militaires a constamment été celle de faciliter la coopération Autrichienne au moment où elle pourroit avoir lieu. Les Cours coalisées ont donc acquis, et par les propres démarches de la Cour de Vienne et par la manière dont elles y ont répondu, le droit de la conjurer de ne point s'arrêter au milieu d'une aussi belle carrière et de ne point laisser retomber l'Europe dans le danger évident et imminent d'une domination étrangère. Voilà ce que les Ministres des Cours alliées devront lui exposer, en lui montrant les dangers auxquels les Puissances coalisées et elle-même sont en proie, les premières, si elles sont forcées de continuer à elles seules une guerre dont toutes les difficultés diminueroient de bien plus que de la moitié par son accession, et elle, si elle se livre seule au ressentiment de Napoléon qu'elle a provoqué vi-

siblement. Le moment actuel ne reviendra jamais plus, et l'Autriche auroit à se reprocher éternellement d'avoir causé la ruine de l'Europe, si elle négligeoit d'en profiter.

Les Cours coalisées, et c'est là ce que leurs Ministres devront représenter surtout, tombent certainement d'accord avec la Cour de Vienne que les conditions d'une paix doivent subir des modifications d'après les chances de la guerre; elles ne nourrissent point d'espérances chimériques et ne forment point de demandes excessives. Mais elles sont aussi fermement persuadées que, quelles que soient les chances de la guerre, il ne faut néanmoins jamais se soumettre à des conditions qui feroient d'une paix uniquement une trève mal assurée. Elles n'ont jamais eu d'autre but que d'assurer par la paix la tranquillité et l'équilibre de l'Europe; elles se bornent d'y atteindre moyennant l'arrangement dont il est question actuellement, par l'indépendance et la ferme union de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse et de l'Allemagne, trop étroitement liée à ces dernières pour pouvoir avoir des intérêts séparés: elles insistent uniquement

1. sur une abolition des entraves qui gènoient l'indépendance politique de la Prusse;

2. sur la cessation d'une influence de la France sur l'Allemagne qui étoit et est encore une véritable domination;

3. sur un renforcement proportionnel de l'Autriche et de la Prusse. Car la dissolution et le partage du Duché de Varsovie a été proposé par la cour de Vienne elle-même. Si l'on relit les pièces émanées pendant l'hiver dernier du Cabinet Autrichien, on trouvera que toutes établissent les mêmes principes et que l'impossibilité de s'en départir y est plus d'une fois démontrée.

L'indépendance de la Prusse, et on peut même dire, son existence politique dépendent nécessairement de l'évacuation des forteresses qui ont garnison Françoise dans ce moment. Il n'y a pas le moindre doute que la Cour de Vienne ne mette cette évacuation et restitution des forteresses de l'Oder dans la ligne des conditions à l'appui desquelles elle seroit prête d'entrer en guerre: il n'y en a pas peut-être non plus que la France accepte cette condition sans difficulté. Mais elle pourroit, tout en promettant cette restitution, vouloir la différer jusqu'à la conclusion de la paix générale, en ne regardant en attendant l'arrangement actuel que comme la signature de préliminaires, et il sera facile de prouver à l'Autriche que cela ne sauroit être toléré, mais que, si l'arrange

ment préalable doit avoir lieu, l'évacuation des forteresses doit en suivre immédiatement la signature, et que cette condition ne sauroit qu'appartenir à celles qu'elle met en première ligne dans sa déclaration du 7 de ce mois. Tout ce qui a été dit plus haut contre la prolongation de l'armistice, acquiert une double force, lorsqu'on l'applique au point des forteresses.

L'accroissement des forces de l'Autriche et de la Prusse est le point qui dans le cours de la négociation pourroit plus que tout autre donner lieu à la discussion, puisque le mot d'accroissement est vague et indéterminé par lui-même.

Il est donc d'autant plus nécessaire que les Ministres des Cours alliées exposent avec précision les idées de leurs Cours sur ce point, et la manière dont cela se fera, prouvera en même tems que ce ne sont entièrement pas des vues d'aggrandissements chimériques qui dirigent les Puissances coalisées à cet égard. Leur point de vue au contraire est uniquement qu'on assigne dans le nouvel ordre des choses qui va être établi, à la Prusse des frontières qui, en étendant son territoire d'une manière convenable, soyent militairement bonnes et aisées à défendre. Aussi par rapport à l'Autriche les Cours alliées auroient par cette raison désiré de voir parmi les acquisitions Autrichiennes le Tirol et la partie de l'Italie jusqu'au Mincio, y compris la forteresse de Mantoue. Quant à la Prusse, il est évident que la seule frontière qui lui assureroit une barrière suffisante contre une aggression dans ses possessions Allemandes, seroit le cours de l'Elbe avec les places fortes qui se trouvent sur cette rivière, et cette idée, dont il faudroit faciliter l'exécution en déterminant la frontière de manière que la capitale de la Saxe restât exclue entièrement du territoire Prussien, mériteroit d'autant plus d'être prise en mûre considération que la Saxe pourroit être indemnisée des districts qu'elle perdroit par cet arrangement. Si cependant on ne pouvoit point atteindre à un pareil accommodement, la restitution de la forteresse de Magdebourg seroit toujours indispensable pour lui fournir un point important de défense. Cette restitution a même un intérêt politique plus général, puisqu'elle opposeroit un grand obstacle à la domination Françoise sur le Nord de l'Allemagne. Un article presqu'officiel du Moniteur parle en effet d'un projet de garnir tout le cours de l'Elbe de forteresses Françoises. Si l'on permettoit à Napoléon de réaliser ce plan d'après lequel une nouvelle forteresse doit être construite à l'embouchure de la Havel et la

ville de Hamburg être changée en véritable place forte, les limites de l'Empire François seroient vraiment étendus jusqu'à l'Elbe et son territoire défendu et protégé par une ligne avancée de forteresses, de même que l'ancienne France l'est par une triple enceinte également formidable. Tout espoir d'indépendance de la moindre partie de l'Allemagne seroit pour lors évanoui, la Prusse seroit exposée à chaque moment à des attaques contre lesquelles elle ne pourroit se défendre que foiblement, et la liberté du commerce seroit entièrement illusoire, puisque l'Empereur Napoléon pourroit se rendre presque sans effort Maitre des côtes de la Baltique. Les conséquences qui en résulteroient pour l'indépendance de toutes les puissances, n'ont guères besoin d'être développées davantage. Il est donc essentiel déjà de rompre seulement cette ligne en assurant à la Prusse la ville de Magdeburg et des provinces au delà de l'Elbe. La Prusse doit être sûre aussi de ne pas voir passer des troupes Françoises sur la rive droite de l'Elbe jusqu'à l'embouchure de ce fleuve, et tous les prétextes qui leur en ont fourni jusqu'ici la facilité devroient cesser absolument. L'indépendance de Hamburg et de Lübeck et la liberté illimitée de ces villes de communiquer avec l'Angleterre est une condition indispensablement nécessaire, non seulement pour la Prusse, mais aussi pour l'Allemagne et l'Europe en général. La communication prompte et libre entre l'Angleterre et le Continent doit toujours former une des premières bases de la politique Européenne, et il est d'un intérêt commun que les deux villes que leur situation géographique, leur commerce et une longue suite de relations déjà formées rendent éminemment propres à entretenir cette communication, ne dépendent de l'influence directe d'aucune puissance en particulier.

Les Ministres des Cours alliées feront sentir au Cabinet de Vienne que tout arrangement pacifique auquel ils pourront consentir, doit reposer sur les bases qu'on vient de développer ici. Si leur propre intérêt ne leur défendoit pas d'en signer un autre, ils ne pourroient pas non plus justifier qu'un semblable aux yeux de leurs Alliés et nommément de l'Angleterre.*)

* *Gestrichen ist folgende Stelle: Car tout ce qui a été dit ci-dessus de la maniere dont l'Angleterre doit envisager les guerres et les paix continentales se reduiroit à un tissu de sophismes, si on vouloit l'appliquer à une paix qui ne garantirait point l'independance des puissances principales du Continent, ou ne feroit que faiblement.*

Ces réflexions suffisent aux Ministres des Cours alliées pour prouver au Cabinet de Vienne l'impossibilité absolue d'acquiescer aux seuls quatre points énoncés en première ligne dans la pièce qui accompagne l'office du 7: ils s'en serviront en même tems comme d'argumens pour engager ce Cabinet à leur donner aussi de son côté une étendue plus satisfaisante.

Sans faire mention du contraste frappant qui existeroit entre les conditions d'une pareille paix et les principes et intentions professés hautement par les Alliés, quelle seroit la garantie qui assureroit à la Prusse et à l'Autriche la conservation des provinces qui leur auroient été restituées, puisque leurs moyens de défense n'en auroient pris qu'un bien léger accroissement? Comment la France ne recommenceroit-elle pas, dès que les Armemens auraient été dissous et que les trouppes Russes seroient retournées sur leur patrie, à exercer d'abord une influence et peu à peu une véritable domination sur la Prusse et même sur l'Autriche, ainsi qu'elle l'a fait jusqu'ici? Jusqu'à quel degré devroient être portées ces tentatives pour provoquer de nouveau des efforts aussi immenses que ceux faits maintenant, pour les repousser, et comment pourroit-on jamais se flatter de réunir une seconde fois des armées aussi grandes, aussi bien fournies de tout ce que la guerre exige, aussi pleines d'ardeur de combattre l'ennemi commun qu'on en a rassemblé maintenant entre l'Elbe et l'Oder? Mais aussi abstraction faite du peu de sûreté qu'un pareil état de choses offriroit pour l'avenir, il seroit pour la Prusse également désespérant pour le moment présent. Ne regagnant que des Provinces dont les habitans ne lui seront jamais sincèrement attachés, qui ont éprouvé récemment tous les maux de la guerre et qui déjà antérieurement étoient pour elle une source continuelle de dépenses, retrouvant ses anciens États dans un épuisement entier, causé par une guerre entreprise dans les intentions les plus nobles et tendant à établir un ordre de choses absolument nouveau, voyant toute la partie de son commerce qui a les ports de la Mer du Nord pour débouchés, dans une dépendance totale de la France qui exerceroit toujours une influence prédominante sur Hambourg et Lübeck, quand même ces villes porteroient le nom de villes Anséatiques, le Gouvernement Prussien seroit dénué de tous les moyens nécessaires pour relever ses peuples du malheur profond où ils seroient plongés. Les seules deux conditions vraiment satisfaisantes pour les Cours alliées dans ces propositions sont celle de la disso-

lution du Duché de Varsovie et celle de l'accroissement de la Monarchie Autrichienne. Mais la première ne peut guères être nommée un grand sacrifice porté par la France à laquelle cette province étoit déjà enlevée par la voye des armes; et quoique l'Autriche recevroit une augmentation de territoire beaucoup plus grande que les autres Puissances, elle seroit toujours privée précisément de celles parmi ses anciennes possessions qui sont les plus propres à assurer son indépendance politique et à la mettre en état de défendre aussi celle de ses voisins.

Les Ministres des Cours alliées accompagneront cet exposé des principes de la pacification future du tableau des forces militaires qui sont, dans le moment présent, à la disposition de la Prusse et de la Russie. Ils se serviront pour cet effet de la pièce ci-annexée*) et conjureront la cour de Vienne de ne point vouloir trop rabattre des justes prétensions que les puissances peuvent former contre Napoléon, par l'opinion certainement erronée d'une trop grande disproportion entre les forces des Alliés et les moyens que la France peut leur opposer. Il est évident au contraire que la masse de moyens matériels que les puissances coalisées ont réussi à rassembler, est tellement imposante que les Souverains alliés seroient coupables envers leurs sujets mêmes, s'ils ne vouloient point retirer des efforts immenses de leurs peuples le fruit qu'ils s'attendent à juste titre d'en recueillir. Le Cabinet de Vienne a des renseignemens plus exacts et plus détaillés que les Alliés eux-mêmes sur les pertes immenses que l'Armée Françoise a faite depuis le commencement de la Campagne; il connoit le mauvais état de cette armée, et il a été témoin, pour ainsi dire, de la persévérance et de la bravoure avec lesquelles les Armées alliées ont disputé chaque pouce de terrain à l'ennemi. Or c'est un fait que la Prusse aux affaires de Görschen et de Bautzen n'avoit pas mis le quart des trouppes en campagne dont elle dispose en partie déjà àprésent et disposera infailliblement à l'expiration de l'Armistice. L'Armée Russe a également reçu de grands renforts. C'est une vérité reconnue que la guerre organise la guerre, et le grand art de Napoléon a toujours consisté à frapper dans les premières semaines d'une campagne des coups qui paralisoient toutes les forces de l'ennemi. Or il a échoué dans cette tentative àprésent: il n'a pu entamer aucun corps; il n'a point porté le désordre dans

---

*) *Rührt nicht von Humboldt her.*

la moindre partie de l'Armée; la sienne n'occupe qu'une partie très modique des Etats Prussiens et est entourée et vexée partout dans son flanc et son dos par des détachemens des troupes alliées dont l'activité n'a été que suspendue par l'Armistice. Quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur l'issue des journées de Görschen et de Bautzen, il est sûr qu'elles doivent avoir rendu l'Armée combinée plus redoutable à l'ennemi; l'ordre, la discipline et le courage que cette armée a montrée dans sa retraite, doivent lui valoir plus que les plus brillans succès, dus souvent au hazard, la confiance de ceux que déjà la conformité des principes et des intentions désigne comme leurs Alliés futurs. Il sera facile aux Ministres des Cours Alliées d'ajouter à ce tableau celui des forces imposantes que l'Autriche elle-même vient de rassembler. Ils s'empresseront d'exprimer à la Cour de Vienne combien les leurs applaudissent à l'énergie qu'on a employée et qu'on employe encore pour mettre l'Armée Autrichienne sur un pié formidable; ils assureront que les Souverains de la Russie et de la Prusse voyent avec la sensibilité la plus profonde dans ces préparatifs l'intention ferme et sérieuse de les secourir, de ne point céder à d'injustes demandes et de rétablir en Europe un ordre de choses propre à garantir une tranquillité durable; mais ils conjureront d'autant plus avec des instances redoublées la Cour de Vienne de ne pas faire manquer une aussi belle entreprise, en se proposant un but trop rapproché et trop peu satisfaisant.

Rien ne sauroit être aussi pénible et douloureux aux Cours Alliées que de devoir entrer, pour ainsi dire, en contestation avec celle de Vienne sur les bases de la paix future. Mais elles se flattent que leurs Ministres réussiront à convaincre le Cabinet de Vienne qu'elles sont dans une impossibilité entière de se borner à celles que le Cabinet a proposé(es) comme telles qu'elles doivent être défendues les armes à la main; que la disproportion des moyens qui empêcheroit d'en obtenir de meilleures disparoît, dès qu'on examine la situation véritable des choses et qu'on ne la croit point moins bonne qu'elle n'est réellement; qu'enfin la nécessité de se procurer une indépendance et une sûreté véritables est si grande et si urgente qu'il est indispensable d'ajouter encore tous les efforts dont on est capable, à ceux faits déjà jusqu'ici pour atteindre au but. On se flatteroit enfin de pouvoir gagner après l'intervalle de quelques années d'autres avantages sur la France et d'aller ainsi de pas à pas. Cet intervalle bien au con-

traire ne serviroit qu'à rendre nuls les avantages acquis àprésent, et pour une marche progressive dans ce genre le premier pas devroit être tout autrement assuré qu'il ne le seroit, si la Cour de Vienne vouloit rester à la distinction qu'elle a établie jusqu'ici entre les conditions de paix qu'elle a proposées. La combinaison singulière et presque miraculeuse de circonstances qui a ébranlé jusques dans ses anciens fondemens la domination de Napoléon, ne peut être regardée par lui que comme un orage qui s'est accumulé peu à peu autour de lui. S'il parvient à le conjurer cette fois-ci, un homme de son talent et à la tête d'un tel Empire saura bien faire disparoitre même jusqu'à la possibilité du retour une catastrophe semblable. Si malgré toutes ces considérations tous les efforts des Cours Alliées pour faire renoncer le Cabinet de Vienne à la distinction établie entre les conditions à proposer et lui faire embrasser avec la même énergie toutes celles que ces Cours jugent nécessaires, échouoient, les Ministres chargés de la négotiation présente devront lui soumettre au moins la réflexion suivante.

Si l'Autriche, comme puissance médiatrice, devoit trouver que les Cours Alliées ne peuvent se contenter des conditions qu'elle propose et auxquelles la France accédera peut-être, puisqu'en effet, excepté les Provinces Illyriennes, elle ne perd que ce qui lui a déjà été arraché, elle reconnoitra pourtant que ce n'est point ici le cas qui existe ordinairement dans les Médiations, que le Médiateur reconnoit que le droit est du côté de celui qui se range de son opinion. Elle ne pourra jamais nommer injustes les demandes des Alliés; elle en a reconnu de même la justice dans plus d'une pièce qu'on pourroit citer, et nommément dans les instructions dont le Prince de Schwartzenberg a été muni.*) Elle pourra tout au plus juger que les Puissances coalisées agissent avec une fermeté trop prononcée, et elle devra plaindre le sort du Gouvernement Prussien auquel d'après les idées, auxquelles elle croit devoir se borner, il tomberoit en partage un lot si peu propre, on ne dit point de la mettre en état de jouer le rôle (comme le Cabinet de Vienne l'a jugé tant de fois indispensable) d'une puissance intermédiaire entre la France et la Russie, mais si peu propre même de garantir seulement d'une manière quelconque son indépendance que ce Gouvernement, à qui personne

*) *S. o. S. 25.*

certainement n'a refusé jamais l'éloge de la modération et de l'amour de la paix, est forcé de préférer la continuation de la guerre à une paix pareille. La Cour de Vienne devra reconnoître d'un autre côté que c'est toujours l'Empereur des François dont l'ambition démesurée s'oppose au rétablissement d'un état de justice et d'équilibre en Europe, et les Cours alliées pourront se flatter que sa Conduite dans un pareil cas sera analogue à cette conviction.

Après avoir développé ainsi en général les principes qui doivent diriger les négotiations de la paix d'après la conviction intime des Puissances alliées, il n'y a qu'un seul point particulier qui réclamera encore l'attention des Ministres de ces Cours. C'est celui du partage du Duché de Varsovie; ce partage n'est qu'indiqué dans la pièce qui accompagne la note du 7, mais il est nécessaire de connoître en entier les vues de l'Autriche à cet égard et de savoir avec précision en combien elle voudroit renoncer à la restitution entière de la partie qu'elle en possédoit autrefois, en faveur des Cours alliées et surtout de la Prusse. Car il est visible que, si la Prusse n'étendoit en rien ses frontières en Allemagne, la seule restitution de ses anciennes provinces Polonoises lui offriroit un aggrandissement extrèmement modique. Il y a aussi un autre point qu'il seroit nécessaire de toucher. Il existe dans le Duché des dotations de Généraux François. Pourroit-on les y laiser subsister? Les Cours alliées croyent que non, puisque rien ne gène tant le maniement des finances qu'une quantité de bien-fonds arrachée aux domaines de l'Etat, entrave tant la marche de l'administration que d'avoir des propriétaires constamment protégés par une puissance étrangère, et appauvrit enfin un pais ainsi que l'extraction continuelle des revenus d'un nombre considérable de bien-fonds. Dès que les négociations entre l'Autriche et la France seront terminées, l'objet de la Mission pour laquelle l'Instruction présente est destinée, sera rempli.

Si la France s'est refusée aux conditions proposées par l'Autriche, la convention éventuelle, conclue pour le cas de la guerre, sera transformée en traité formel d'Alliance.

Si la France au contraire accède à ses conditions, les Ministres des Cours alliées, bien loin d'accepter aussi de leur côté ces conditions sub spe rati, les prendront simplement ad referendum et les transmettront à leurs Souverains desquels seuls pourra pour lors émaner la décision définitive.

Il sera abandonné au reste tant alors que pendant tout le cours de la négotiation au jugement de ces ministres s'ils trouveront nécessaire de venir eux-mêmes rendre compte de bouche du succès de leurs négotiations et se munir de nouveaux Ordres.

S'ils se pénètrent bien du sens et de la teneur des présentes Instructions, ils se convaincront aisément que l'intention vraie et sincère des Souverains, leurs Maitres, est d'épancher avec une franchise analogue à leur caractère et convenante au moment décisif où ils sont placés et duquel dépend le sort de l'Europe, leur coeur dans celui de S. M. l'Empereur d'Autriche; qu'ils désirent plus que toute autre chose d'éviter d'entrer dans une contestation quelconque avec Lui, et que, s'Ils trouvent quelque difficulté à s'accorder avec Lui sur les bases de la pacification future, ce n'est point qu'Ils ne fussent pénétrés du même désir de rendre la paix à leurs peuples, mais uniquement, puisqu'Ils se voyent dans une impossibilité absolue de renoncer à des principes qu'ils reconnoissent pour vrais, et qu'ils se croyent engagés vis-à-vis d'Eux-mêmes, de Leurs peuples et de la postérité à défendre avec persévérance. Plus Leurs Ministres réussiront à produire la conviction de ces sentimens vrais et inaltérables, mieux ils rempliront les devoirs que leur impose leur Mission actuelle.

XXI.—XXIII. Über Knesebecks und Ancillons Denkschriften.

9. und 10. Juli 1813.

Der General v. d. Knesebeck und die Staatsräte Hoffmann und Ancillon hatten dem Könige Denkschriften über die Möglichkeit des Friedens eingereicht, die durch den Staatskanzler an Humboldt übermittelt wurden und ihn zu einer Kritik derselben veranlaßten. In zwei Schreiben an Hardenberg (XXI. XXII) und in einer größeren Abhandlung (XXIII) übte er sie aus. Knesebeck hatte ausgeführt, daß die Auflösung des Rheinbundes für jetzt doch nicht zu hoffen sei, der preußische Staat zur Not ohne Magdeburg bestehen könne, wenn er nur auf dem rechten Elbufer durch Mecklenburg und Schwedisch-Pommern wohl abgerundet werde und eine feste Position an der Weichsel erhalte. Die Hoffmannsche war rein statistisch und schlug Mediatisierungen vor. Ancillon schildert in den „Ideen“ — nur mit diesen beschäftigt sich Humboldt — die Vorteile des Seefriedens, ohne den der kontinentale ohne Dauer sei und erörtert die Frage,

ob er möglich sei? Frankreich wünsche ihn; im Lande werden andere Wünsche laut als bei dem mauvais génie, das die Revolution ihm zum Herrscher gegeben habe. Er glaubt, daß auch Napoleon jetzt den Frieden anstrebe, da er erkenne, daß er die Universalmonarchie doch nicht durchsetzen könne. England wünsche ihn ebenfalls: sein Ministerium aus Gründen der Humanität und Gerechtigkeit, das Volk, von Siegen und Erfolgen gesättigt, aus Staats- und Handelsgründen. Frankreich also hat ihn nötig, England wünscht ihn. Wie müsse der Frieden beschaffen sein, der allen passe? Frankreich müsse seine Kolonien zurückerhalten, zu deren Rückgabe England sicher bereit sei, wenn es dafür die Freiheit seines Handels erlange. Dagegen müssen Deutschland, Italien, Spanien zu ihren legitimen Herren zurückkehren und ihre Selbständigkeit erlangen, ebenso die Schweiz, Holland und die Hansestädte. England werde auch das Prinzip: Die Flagge deckt die Ware, verweigern und nicht auf das Recht verzichten, neutrale Schiffe zu untersuchen. Damit seien die Grundlagen des Seefriedens gegeben: Frankreich läßt Italien, Spanien, Deutschland, Holland, die Schweiz frei und selbständig und verzichtet auf Wiederanerkennung jenes Prinzips, und England gibt an Frankreich die Kolonien zurück.

Österreichs Bedingungen seien mäßig, ja ungenügend, doch sei es trotzdem zweifelhaft, ob Napoleon sie annehme, ohne durch den Krieg oder drohenden Krieg gezwungen zu sein. Sein Stolz und Ehrgeiz werden selbst den leichten Opfern widerstreben. Wolle man also in den Unterhandlungen Erfolg haben — und man müsse ihn haben, wenn Österreich nicht ernsthaft den Krieg wolle — so sei das einzige Mittel, dazu zu gelangen, dem Stolz Napoleons eine Tür zum Entschlüpfen (échappetoire) zu öffnen, seinem Ehrgeiz Entschädigungen (dédommagements) zu bieten. Sein Stolz wäre befriedigt, wenn er Europa, besonders Frankreich sagen dürfte, er habe dem Seefrieden Opfer gebracht; sein Ehrgeiz werde im Besitz der Kolonien Entschädigung finden, und in dem Augenblick, wo England (und dies allein hat die Mittel dazu) ihm diesen Rückzug für seinen Stolz biete, werde man von ihm für die Kontinentalmächte, besonders für Preußen, Holland und die Hansestädte Vorteile erlangen, die auf andere Weise nicht zu gewinnen seien. Ohne diese Vorteile wäre der Friede mager und unvollkommen, und doch sei er, wenn Österreich nicht beitrete, notwendig.

Werde nun aber England zu Opfern bereit sein? Er glaubt, die Frage bejahen zu dürfen, vor allem, weil England das gewinne und Frankreich das verliere, was die Kontinentalmächte erlangen. Wenn Preußen die Freiheit seines Handels, Danzig und den ganzen Lauf der Weichsel erhalte, und die Hansestädte frei werden, so habe Englands Handel ungeheuren Nutzen davon.

Er schließt: „Der Continentalfriede wird nur vortheilhaft sein, wenn man die Unterhandlungen darüber mit solchen über den Seefrieden verbindet. Englands Interesse, durch eigene Opfer auch Frankreich zu gleichen zu bewegen, ist so greifbar, dass man sich beeilen muss, das britische Ministerium zum Beitritt zu den Bedingungen Oesterreichs ohne weitere Modificationen zu veranlassen. Man kann es durch tiefe Betrachtungen, grosse und einfache Ideen, vollkommenen Freimuth gewinnen. Möge man den passenden Unterhändler finden."

XXI. An Hardenberg 9. Juli 1813.

(Reinschrift mit eigenhändiger Unterschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Eure Excellenz

haben die Güte gehabt, mir zwei Aufsätze über die Möglichkeit eines vortheilhaften Friedens mit Frankreich mitzutheilen und mir aufzutragen, Ihnen meine Meinung über den Inhalt derselben zu äussern.

Beide beziehen sich auf einander, und der anonyme*) scheint seine meiste Ideen aus dem des Staatsraths Hoffmann geschöpft zu haben. Er allein erlaubt denn eigentlich eine Beurtheilung in politischer Rücksicht; der Hoffmannische ist rein statistisch.

Die Friedensvorschläge des anonymen enthalten sub No. 4 eine so ungemein grosse und die ganze Ansicht der Dinge ändernde Alternative, dass die beiden dort angedeuteten Fälle nothwendig von einander getrennt werden müssen.

Der Unterschied zwischen beiden liegt genau darin, dass die eine Art, den Frieden abzuschliessen, Preussen die Herrschaft über die Elbe, von der Lausitz an bis an die äusserste Spitze der Altmark, geben, die andere diesen ganzen Fluss mit allen seinen Festungen in den Händen unsers jetzigen Feindes lassen würde. In dem einen Fall also wäre unsere Unabhängigkeit wenigstens durch sehr wichtige Punkte gesichert, im andern wäre sie auf eine solche Weise gefährdet, dass ich mich nicht überzeugen kann, dass sich der Preussische Staat auf so wenig zu beschützende oder deckende Besitzungen einlassen müsse, die noch dazu, da sie unsere Küstenländer vermehrten, immer die Gefahr herbeiführen würden, von Frankreich angegriffen zu werden.

Die Rückgabe der alten preussischen Provinzen zwischen der Elbe und Weser, und selbst ohne die Lausitz, würde meines Erachtens nur mit einigen andern Punkten verbunden, wie ich bei Gelegenheit des Aufsatzes des Herrn Staatsraths Ancillon entwickelt habe, eine Friedensbase ausmachen, auf die man gewiss Grund hätte sich einzulassen.

Allein der Verfasser scheint diese Abtretungen selbst für höchst

*) *Er war von Knesebeck, der in der Tat den Hoffmannschen benutzt hat.*

unwahrscheinlich zu halten und redet also in der Folge immer nur von dem Fall, in welchem Preussen

Schwedisch Pommern,
Mecklenburg und
das Lauenburgische

erhielte.

Dass nun ein solcher Friede von den beiden Souverainen auf keinen Fall angenommen werden würde, scheint kaum noch eines Beweises zu bedürfen.

Ich wiederhole nicht, dass er eine grosse Unsicherheit dieser neuen Acquisitionen gegen sich hätte.

Allein auf welche Weise liesse sich wohl vertheidigen, dass ein Krieg, der damit anfing und auch in dem Grundsatz fortgesetzt wird, Recht und Billigkeit herzustellen, keine andere Veränderung in Deutschland zur Folge hätte als die Vernichtung von uralten Deutschen, mit beiden alliirten Souverainen noch verwandten Fürstenhäusern? Wie würde man bis zu diesem Punkt vergessen können, dass gerade diese Fürsten die ersten waren, welche den Verbündeten beistanden? wie würde ein solcher Vorschlag von dem Könige, der noch gestern mit Recht darauf bestand, dass Mecklenburg nicht gezwungen werden müsse, zum Rheinbunde zurückzukehren, angehört werden? wie würde der Kaiser von Russland in einen solchen Plan einwilligen?

Wahr ist es, dass ein solcher Friede bei dem Kaiser Napoleon leicht würde durchgesetzt werden können. Er würde sich freuen, die alliirten Höfe so gegen alle angekündigten Grundsätze handeln zu sehen, und doch gewiss sein, wenn er wollte, Preussen aufs Neue zu bedrohen und anzugreifen.

Die Mediatisirung, die ich auch in dem Hoffmannischen Plan für sehr tadelnswerth halte, scheint nur die Härte geringer zu machen.

Der mediatisirte Fürst, wie viel Rechte und Ehre man ihm auch anfangs lassen möge, hört nimmer damit auf, ein blosser Privatmann zu sein. Auch liegt es in der Natur der Sache, denn die ihm scheinbar gelassenen Rechte müssen, wenn er sie wirklich ausübte, der Administration des Landesfürsten unfehlbar hinderlich werden. Sollte der Zeitpunkt je kommen, dass Deutschland von französischer Herrschaft frei würde, müsste man die kleinen Fürsten nur auf das engste mit den grössern durch freie Verträge verbinden, und dies würde um so mehr hinlänglich alle Nachtheile

der Zerstückelung aufheben, als dieselbe nicht mehr so gross in Deutschland ist.

Der Ankauf von Schwedisch Pommern gehört eigentlich nicht in diesen Frieden. Er ist ganz unabhängig davon. Er bedarf, wenn Schweden einwilligt und Preussen den Aufwand dazu bestreiten kann — woran wohl jetzt nicht zu denken sein dürfte — der Zustimmung Frankreichs nicht.

Die Forderung des Lauenburgischen fiele wohl natürlich weg, wenn Preussen nicht Mecklenburg besässe, und so enthielte dann also dieser Frieden, ausser den von Oesterreich vorgeschlagenen Bedingungen, nur noch die Lausitz.

Wie nun ein solcher Friede meiner Meinung nach beurtheilt werden müsse, habe ich Gelegenheit gehabt, Euer Excellenz öfters zu äussern, und mich gefreut, Ihre Ideen mit den meinigen übereinstimmen zu sehen.

Der Hoffmannische Aufsatz enthält viele Bemerkungen, die, wenn es zu einem Frieden kommen sollte, sehr brauchbar sein würden. Auch die wichtigsten statistischen Gründe dürften den Oesterreichischen Hof schwerlich dazu bringen, in seinem Besitzstande eine Aenderung vorzunehmen und seine Unterthanen gegen fremde auszutauschen.

Ich bitte Euer Excellenz, die Versicherung meiner aufrichtigsten Verehrung anzunehmen.

Schlösschen Peilau, den 9. Juli 1813.

Humboldt.

An den Staats-Kanzler
Herrn Freiherrn von Hardenberg
Excellenz.

XXII. An Hardenberg. 10. Juli 1813.

(*Eigenhändig im Geh. Staatsarchiv.*)

J'ai l'honneur, mon cher Baron, de vous laisser ci-joint:

1., 2., les deux mémoires de Mr. Ancillon;*)

---

*) *Apperçu de la situation politique de la Prusse en Juin 1813* und *Quelques idees sur la necessite d'associer les negociations relatives à la paix maritime aux negociations qui vont s'ouvrir pour la paix continentale et sur les moyens d'y réussir.* Das letztere dem Könige am 7. Juli überreicht.

3., un de moi que j'ai fait relativement à celui de ces deux que le Roi nous a donné;

4., une lettre à Votre Excellence sur le mémoire du Gén. Knesebeck:

5., un projet de l'article qu'on pourroit insérer dans nos gazettes sur les négociations de Prague.*)

J'abandonne tout ceci entièrement à l'usage que Votre Excellence daignera en faire. J'ai écrit le mémoire sur celui d'Ancillon dans l'idée que Votre Excellence pourroit peut-être vouloir le soumettre au Roi. Mais Elle jugera mieux, connoissant de plus près Sa Majesté, si cela seroit à conseiller. Si Elle le croyoit utile en apportant peut-être quelques changemens à mon travail, il s'entend de lui-même qu'Elle en est entièrement le Maître.

Ayant eû aujourd'hui un entretien avec quelqu'un qui connoît de près le Duché de Varsovie, et m'étant convaincu que les Russes font extrêmement peu pour tirer parti de ce païs pour la guerre, et même pour éviter le danger que, dans le cas de nouveaux succès de Napoléon, il ne s'y élève tout à coup une nouvelle Armée, l'idée m'est venue que, si la paix n'avoit pas lieu, il faudroit tout de suite procéder au partage de cette Province. Ce seroit le seul moyen pour nous de nous procurer aussi des moyens considérables de là. Si Votre Excellence trouve cette idée bonne et exécutable, je La supplie de m'en avertir à tems pour que je puisse en préparer la réalisation.

J'attends avec la plus vive impatience le premier Courrier de Votre Excellence qui me portera des nouvelles sur le résultat de l'entrevue avec le Prince Royal.**) S'il a été satisfaisant, cela peut de beaucoup améliorer notre situation.

Je termine, en Vous réitérant, chère Excellence, mes sincères et plus vifs remercîmens de toutes les preuves de bienveillance et de bonté que Vous avez daigné me donner. J'ai été parfaitement touché de la confiance que Vous m'accordez, et je me flatte que Vous Vous serez convaincu également du dévouement sans bornes qui m'anime pour Vous. L'idée que les sentimens de Votre Excellence sur les intérêts les plus importans de notre patrie conviennent entièrement avec les miens, est mon unique consolation

---

*) *Befindet sich nicht bei den Akten.*

**) *Die Zusammenkunft des Zaren und Friedrich Wilhelms III. mit dem Kronprinzen von Schweden in Trachenberg vom 10.—13. Juli.*

dans la position difficile dans laquelle je me trouve. Je La prie de compter sur ma fermeté, comme je sais que je puis compter sur la Sienne; et je suis sûr que Vous ne m'exposerez jamais, mon cher Baron, au danger de faire ce qui est entièrement et diamétralement opposé à mes principes, à mes sentimens et à toutes mes convictions. Continuez-moi, chère Excellence, cette même bonté et amitié, et agréez l'assurance réitérée de mon dévouement entier et invariable!

A Peilau, ce 10 juillet 1813.

Humboldt.

A S. E. Mr. le Baron de Hardenberg cet.
à Peilau.

Réflexions sur un mémoire de Mr. le Conseiller d'Etat Ancillon sur la nécessité d'associer les négociations relatives à la paix maritime aux négociations qui vont s'ouvrir pour la paix continentale, et sur les moyens d'y réussir. 10. Juli 1813.

(Überschrift eigenhändig, sonst Abschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Rien ne saurait être plus juste que l'idée fondamentale du mémoire adressé par Mr. Ancillon à Sa Majesté le Roi en date du 7 de ce mois, que le plus puissant moyen pour faire réussir la paix continentale, serait d'y associer la paix maritime. Cette vérité a été sentie, dès qu'il a été question de négociations sous la médiation de l'Autriche; elle est énoncée plus d'une fois dans mes instructions, et on sait, de plus, que l'Empereur Napoléon a dit au comte Metternich que, s'il ferait peu ou point de sacrifices pour la paix sur le Continent, il en ferait d'étonnants pour celle avec l'Angleterre. C'est par toutes ces raisons, auxquelles encore d'autres ont dû se joindre, que l'arrangement dont on pourrait peut-être convenir à Prague, n'a été jamais regardé que comme la base de la paix générale qui en formerait le complément.

Il s'agit seulement d'examiner si et de quelle manière cette double paix pourrait être obtenue ou comment on pourrait faire servir l'espérance de l'une à la conclusion de l'autre? il s'agit surtout de l'examiner d'une manière pratique, puisque les idées politiques les plus justes et les plus vraies restent infructueuses, dès qu'il est impossible de les réaliser.

Je ne toucherai, par cette raison, qu'en peu de mots ce qu est dit dans le mémoire sur la paix générale, prise dans toute son étendue, où son but, ainsi que Mr. Ancillon l'observe avec beaucoup de justesse, serait un échange de la presque-totalité des conquêtes de la France, qui devrait rentrer dans ses anciennes limites du Rhin, des Alpes et des Pyrénées contre les colonies que l'Angleterre a arrachées à elle, et aux pays que de ses alliés elle se fait ou tente de faire ses sujets. Une pareille paix ne saurait être le résultat de la campagne que l'armistice vient d'interrompre, il sera probablement entièrement impossible de la lier aux négociations de Prague, quoique l'invitation faite à l'Angleterre d'y envoyer un négociateur, montre suffisamment qu'on l'a tenté, et elle exigerait des négociations d'une telle longueur qu'il n'est point à prévoir comment on pourrait durant une trève aussi longue encore garder réunis les moyens pour recommencer la guerre; difficulté principale dans tout concours de l'Angleterre aux négociations de Prague, sur laquelle je reviendrai dans la suite de cet examen.

En laissant, par conséquent, de côté ces questions plus étendues, je ne puis me dispenser de faire deux observations, l'une sur les dispositions plus modérées et plus pacifiques qu'on croit pouvoir supposer à Napoléon depuis la campagne de l'année 1812, l'autre sur les compensations par lesquelles l'Angleterre pourrait vouloir acheter la paix avec la France.

L'idée que Napoléon, renonçant à l'espoir d'une monarchie universelle et au système continental et étant éminemment calculateur, doit trouver que le moyen le plus sûr pour empêcher que l'accroissement de la puissance commerciale de l'Angleterre et l'influence politique de la Russie ne fassent des progrès trop rapides, serait d'acheter par d'immenses sacrifices la paix maritime, prête à bien des objections. Il trouvera probablement, et même avec raison, plus simple de ne point permettre que la Russie renforce les puissances intermédiaires, et de gêner le commerce de l'Angleterre dans l'étendue des États qui sont restés sujets à son influence et dont il saura bientôt augmenter le nombre, si on n'aura pas eu soin d'agrandir leur puissance et de diminuer la sienne. Je crois qu'on lui suppose des plans trop vastes avant l'an 1812 et qu'on l'en croit trop revenu depuis. J'avoue que je me figure autrement l'effet que les désastres de cette année ont produit sur lui. Jusques là il avait fait des conquêtes, avait accumulé province sur province, les avait incorporées, distribuées, laissées à disposition,

tout visiblement sans plan, sans suite ni liaison, s'abandonnant à la seule idée de pouvoir tout ce qu'il voulait. La campagne en Russie lui a montré, pour la première fois, qu'il peut être arrété dans ses projets: il en est, par conséquent, devenu plus prudent: il ne renonce pas à l'immense étendue des frontières de son empire, il abandonne tout au plus ce qui en était visiblement trop détaché, mais il tâche de fortifier celles qu'il veut conserver, et sa ligne est, comme on sait à présent par ses propos, par ses actions et même par des articles officiels du Moniteur, le cours de l'Elbe depuis Dresde jusqu'a son embouchure. Son apparente modération le rend donc, moralement pris, beaucoup plus redoutable, on peut beaucoup moins lui accorder de se libérer par une paix qui, en semblant améliorer le sort de l'Europe, n'offrirait aucune garantie véritable, d'une guerre qui, malgré ses succès, lui est beaucoup plus à charge et lui présente beaucoup plus de dangers qu'il ne veut faire paraitre. Il se voit, dans ce moment, évidemment dans un mauvais pas. Il ne se servirait de la paix que comme d'un moyen de s'en tirer, de regagner, bien vite après, ce que sa marche imprudente sur Moscou lui a fait perdre, et de ne plus s'exposer à des imprudences de ce genre. Quant aux sacrifices auxquels il devrait se résoudre, il connait beaucoup trop bien sa situation personnelle pour ne pas en entrevoir le danger. Il a dit encore à présent plusieurs fois au Comte de Metternich que l'Empereur des Français pouvait, devait peut être faire telle et telle chose, mais que Napoléon ne le pouvait point: il sait trop bien que les personnes en France qui approuveraient la sagesse de ces sacrifices, ne sont pas celles qui se font entendre, et que les autres ne cesseraient d'attribuer à la conscience de sa faiblesse d'aussi immenses cessions: que les noms des colonies reconquises seraient cités tout au plus dans quelques villes de commerce, tandis qu'on dirait dans chaque bourg de la France que l'effusion de tant de sang français en Espagne avait été inutile; et il n'ignore pas que la sûreté d'un trone tel quel le sien ne dépend point des opinions réelles de la grande masse de la nation, mais de celles qu'un parti, petit mais actif, sait faire valoir. C'est un fait; il a même des idées exagérées à cet égard.

Quant à l'Angleterre, il faut commencer par avouer qu'on ignore si elle voudrait restituer ses colonies à la France et lesquelles? et, en parlant d'une manière *pratique*, c'est-à-dire en

devant répondre du fait, je ne souscrirais pas à la phrase très positive et très générale du mémoire:

l'Angleterre est sûrement disposée à rendre à la France ses colonies.

Malgré l'importance du Continent pour l'Angleterre, cette puissance a des intérêts si variés et si immenses dans les autres parties du monde qu'il doit en résulter des maximes d'État et des considérations tout-à-fait particulières. L'auteur du mémoire nomme déjà lui-même plusieurs colonies auxquelles elle ne pourrait point renoncer, et observe ensuite qu'elle ne rendrait les colonies hollandaises que dans le cas que l'indépendance de la Hollande fût rétablie. Mais sait-on en effet que l'Angleterre veut le rétablissement d'une puissance évidemment rivale de son commerce? et qu'elle veut même acheter par des sacrifices ce rétablissement toujours précaire, puisque, sans qu'elle et même les puissances du Continent puissent l'empêcher, la Hollande resterait toujours sous le glaive de la France? Ce serait un travail digne d'un écrivain politique d'examiner bien mûrement quelles sont les colonies auxquelles, d'après des calculs de probabilité générale, l'Angleterre pourrait renoncer, pour voir de cette manière ce qui pourrait être offert à la France en échange de la cession de l'Espagne, de l'Italie, de la Hollande et d'une partie de l'Allemagne.

La seconde question, qui concerne la possibilité de lier l'Angleterre aux négociations actuelles avec la cour de Vienne, exige plus de développement, puisqu'elle est plus applicable à la situation réelle des affaires.

Quoique l'auteur du mémoire parle quelquefois de conditions plus étendues, il semble pourtant qu'il le croie possible que l'Angleterre puisse accéder même aux quatre articles*) auxquels l'Autriche borne son Ultimatum et que son accession serait même nécessaire pour arracher à l'Empereur Napoléon son consentement à ces articles, et il suppose par là que la paix, même sous ces conditions, soit encore désirable ou du moins acceptable pour la Prusse et la Russie. Il croit surtout que l'Angleterre pourrait être déterminée par l'appât de l'indépendance de la Hollande.

Avant que d'entrer dans un examen quelconque à cet égard, on peut opposer aux conjectures sur les dispositions probables de l'Angleterre le fait qu'elle a énoncé en plusieurs occasions qu'elle

---

*) *S. o. S. 56.*

ne fera point la paix avec la France sans le concours et sans l'indépendance entière de l'Espagne. Le Prince Régent ne se désistera pas non plus de la restitution du Hannovre. Il faudrait donc, pour le moins, comprendre dans les conditions autrichiennes ces deux pays, et il est visible que ceci est impossible.

Mais en faisant aussi abstraction de cette difficulté première, la paix conclue sous les conditions plus que modiques de l'Autriche n'assurerait à l'Angleterre aucun des avantages qui pourraient l'engager a y accéder; elle en offrirait tout aussi peu à la Prusse; elle ne pourrait pas même être appelée une trève, puisque sa conclusion seule rendrait aussi bien qu'impossible le recommencement de la guerre après quelque temps; car elle manquerait entièrement de garantie.

La première condition pour que l'Angleterre puisse consentir à une paix continentale, est, sans contredit, que cette paix lui rouvre la communication libre avec l'Allemagne et, par elle, avec le Nord de l'Europe, et qu'on soit à l'abri au moins d'un danger prochain de voir cette communication de nouveau interrompue, ce qui ne peut se faire que par un accroissement de forces convenable de l'Autriche et de la Prusse. Toute paix qui ne porte point ce caractère, lui est entièrement contraire; elle acquiescerait probablement tacitement à celle qui remplirait ces conditions, mais elle n'en signera jamais que celle qui embrassera aussi les autres États de l'Europe qui ont une grande importance pour elle. Voilà, à peu près, les nuances qui, à ce que je m'imagine, se trouvent dans la manière de regarder en Angleterre les paix faites sur le Continent. Elles sont fondées dans les véritables intérêts de cette puissance et, il faut l'avouer, de l'Europe; et ceux qui connaissent l'Angleterre, savent qu'il y a, outre cela, encore bien des circonstances particulières, et même peu dignes d'être approuvées, qui rendent la conclusion de la paix avec la France pour les intérêts du Continent extrêmement difficile.

La paix offerte par la cour de Vienne rendrait à la Prusse ses forteresses de l'Oder, Danzig et une partie du Duché de Varsovie; et Hamburg et Lübeck seraient déclarées villes libres anséatiques; l'Autriche recouvrerait les provinces illyriennes.

En revanche, les Ducs de Mecklembourg rentreraient dans la Confédération du Rhin; les districts sur la droite de l'Elbe, qui sont à présent sous l'influence de la France ou de ses alliés, y resteraient, et la domination de Napoléon sur l'Allemagne se serait

raffermie; l'Europe entière aurait fait la funeste expérience qu'on n'aurait point pu lui arracher cette domination, et elle ne serait dès lors plus contestée.

Qui alors garantirait à la Prusse de ne pas être vexée, tourmentée, même attaquée de nouveau, dès que ses armements fussent dissous, ses alliés absents, ses peuples abattus par la plus triste des expériences, que les essorts les plus courageux ne sont couronnés d'aucun succès? Comment pourrait-elle seulement éviter ce sort, comme il est bien certain pourtant que Napoléon, qui n'ignore point que les Russes n'auraient jamais dépassé l'Oder et pas même la Basse-Vistule sans notre alliance, ne lui pardonnerait point de lui avoir suscité tous les embarras et dangers actuels, ou la mettrait au moins hors d'état de le faire jamais une seconde fois?

La chose est trop claire et trop évidente pour ne pas être sentie. Tous les dangers qui menacent la Prusse, subsisteraient et auraient même augmenté, à l'exception du seul du Duché de Varsovie. Napoléon conserverait des garnisons dans toutes les places de l'Elbe; le Royaume de Westphalie, que la Prusse dans la guerre actuelle a ouvertement menacé de sa destruction, resterait, sans aucune perte, son voisin; la Saxe garderait les districts que la Prusse avait déjà déclaré réoccupés, et, blessée au vif, tâcherait de lui nuire autant que possible. De l'autre côté, ses forces de défense n'auraient reçu qu'une augmentation légère; même son commerce n'aurait pas échappé à l'influence et à la domination de la France. Car, comme ce ne sont pas les noms, mais les choses auxquelles il faut se tenir, la France conserverait son ancienne domination sur l'Allemagne et, l'ayant même affermie, dominerait tout aussi bien sur Hamburg et Lübeck, comme villes anséatiques, que comme villes françaises, seulement sous d'autres formes et avec des modifications, à la vérité importantes pour ces villes, mais pas pour les États intéressés à leur indépendance.

C'est une idée très lumineuse du mémoire de Mr. Ancillon que la Prusse ne peut se flatter de recouvrir son ancienne force que par degré: mais le premier degré doit pour lors assurer les suivants, et je crains bien que la phrase qui termine le mémoire, en partant de cette amélioration graduelle, ne soit plus ingénieusement exprimée que vraie dans son fond.

La Prusse, y est-il dit, a sauvé, l'année dernière, son existence: la paix actuelle, en lui rendant les forteresses, Danzig et

le Duché de Varsovie, lui rendrait son indépendance: un nouvel effort pourra peut-être lui rendre toute sa puissance.

Sans vouloir revenir au passé, il n'est malheureusement que trop clair que, si l'épuisement auquel le passage et le séjour des troupes françaises exposait le pays, avait continué encore quelque temps, l'existence n'aurait point été sauvée: l'état des choses dans lequel on se trouvait alors, suspendait tout au plus sa ruine, ainsi qu'une maladie grave suspend, avant sa crise, le moment de la mort. L'indépendance rendue par la paix énoncée serait entièrement précaire, elle dépendrait absolument de la France, et il y serait porté atteinte, avant que quelques mois ne se fussent écoulés. L'armistice actuel, qu'il importait pourtant à Napoléon d'obtenir, donne la mesure comment encore à présent il observe les conventions et les traités; et pour faire remettre ses forces à la Prusse au point de pouvoir récupérer son ancienne puissance, elle devrait ravoir de tout autres accroissements que des provinces polonaises. Il me semble, en général, difficile, en parlant d'États, de séparer l'indépendance de la puissance, ainsi qu'il est fait dans un autre passage du mémoire où il est dit: que l'Autriche veut rendre à la Prusse son indépendance, sans lui rendre sa puissance. Mais cela serait-il possible? L'Autriche elle-même ne le croyait pas autrefois et mettait dans toutes ses pièces officielles toujours la puissance en première ligne. Il est évident qu'un État faible ne peut être indépendant qu'en autant qu'il est défendu par d'autres États. Or la Prusse aurait l'ennemi à peu de marches de la ville de Berlin et ses défenseurs, les Russes, à une distance immense. L'Autriche gagnerait bien par cette paix en étendue, mais non en force défensive pour elle et ses voisins, puisqu'elle n'aurait ni le Tyrol ni une frontière forte en Italie.

On peut donc dire avec bien plus de vérité, ce me semble, que la puissance non récupérée détruirait sous peu l'indépendance et menacerait bientot jusqu'à l'existence de la monarchie.

L'agrandissement en Pologne mérite encore une observation particulière. En premier lieu, ce n'est pas le Duché de Varsovie, mais seulement une partie de ce Duché qui tomberait en partage à la Prusse; car l'Autriche n'a encore jamais prononcé à quelle partie de son ancienne portion elle renoncerait en notre faveur, et la Russie doit nécessairement obtenir une autre partie. Il faut même avouer que, si la paix, comme celle proposée aujourd'hui, au lieu de diminuer la domination française en Allemagne, l'affer-

mit, une politique prudente conseille à la Russie de pourvoir, elle-même davantage à sa sûreté et d'avancer plus ses limites vers l'Allemagne. Il est, au reste, prouvé dans un mémoire allemand du Conseiller d'État Hoffmann, fondé absolument sur des données de fait, que les acquisitions de districts polonais ne peuvent être utiles à la Prusse qu'en tant qu'ils sont habités en plus grande partie par des Allemands ou qu'ils servent à arrondir ou à mieux lier nos anciennes provinces entre elles; et, en suivant ce principe, ce mémoire prouve qu'il n'y a qu'une bien petite partie du Duché qui serait une acquisition vraiment utile à la Prusse.

Qu'on applique maintenant tous ces raisonnements à l'Angleterre, et on se convaincra aisément qu'une pareille paix ne peut avoir aucun attrait pour elle. Car si elle n'offre pas même une sûreté et indépendance suffisante pour être acceptée par la Prusse, qui en retirerait pourtant d'autres avantages encore, comment pourrait-elle satisfaire l'Angleterre, pour qui cette indépendance seule peut avoir du prix?

On peut donc regarder comme un fait qu'en aucun cas l'Angleterre n'accédera à une paix qui serait basée sur les quatre conditions proposées par l'Autriche, et toute tentative à cet égard serait absolument inutile.

Il n'en serait cependant pas moins à désirer que la négociation actuelle pût être liée à une plus générale qui comprendrait également l'Angleterre, et l'initiative en a été donnée par l'invitation adressée à cette puissance d'envoyer un plénipotentiaire à Prague. Mais c'est ici qu'il se présente une difficulté tout aussi grande que celles dont il a été parlé ci-dessus. La négociation se prolongerait évidemment pour lors au delà de plusieurs mois, et il serait également embarrassant de continuer en attendant la guerre ou de prolonger l'armistice actuel, ce qui serait entièrement impossible, sans paralyser tous les moyens de la guerre. La seule chose qui pourrait sauver pour lors, serait de créer un état intermédiaire qui donnât le temps nécessaire à la négociation, sans devenir trop dangereux pour le cas de sa non-réussite. Mais un tel état intermédiaire, un armistice de 6 à 8 mois, supposerait nécessairement que Napoléon évacuât toutes les forteresses et se retirât jusqu'au Rhin. Même ainsi on ne serait point suffisamment à l'abri; car, faisant la guerre à lui seul et employant pour lui les forces de beaucoup d'autres pays, il aurait toujours plus de facilité à tenir

ses armées concentrées et en état de recommencer la guerre avec succès que les puissances alliées.

Il faut donc l'avouer, l'espoir de lier l'Angleterre avec succès à la négociation actuelle restera, de quel côté qu'on envisage la question, fort petit. La campagne actuelle n'a pas conduit les choses au point où l'on pourrait conclure une paix telle que les véritables intérêts de cette puissance l'exigent, et la paix qu'on pourra peut-être faire à présent, ne saurait être acceptée par elle.

Mais si (et voilà ce que les négociateurs des puissances alliées devront tâcher de faire valoir auprès de la France) les conditions de la paix étaient plus satisfaisantes, si elles assuraient à la Prusse une indépendance mieux garantie,

en lui rendant toutes ses anciennes provinces autour de l'Elbe, avec la forteresse de Magdeburg, mais sans le comté de Hohenstein, trop isolé par sa position géographique;[a])

en détachant tous les pays sur la rive droite de l'Elbe de la Confédération du Rhin, ou plutôt en leur procurant la faculté de n'y pas rentrer;

en rendant par ces deux premières conditions la déclaration de Hamburg et Lubeck, comme villes anséatiques, réelle et non illusoire;

l'Angleterre ne signerait très probablement pas non plus une pareille paix, mais c'en serait une à laquelle elle acquiescerait tacitement, et un pareil état des choses préparerait, sans aucun doute, la paix maritime.

Car on peut soutenir avec certitude que, comme c'est par la suprématie de la France sur le Continent que cette guerre a été commencée et s'est envenimée de manière à faire regarder la paix presque comme impossible, tout ce qui diminuera cette suprématie, acheminera aussi insensiblement les choses vers la paix.

Si l'on examine ainsi tous les rapports politiques et statistiques de la Prusse, il est certain que, si l'on veut éviter la ruine de notre Monarchie, ce n'est qu'à une telle paix qu'on puisse s'arrêter. Les conditions en sont toujours bien modiques encore,

---

[a] *Je comprends sous cette dénomination la partie de la Vieille Marche au delà de l'Elbe, tout le duché de Magdeburg, la principauté de Halberstadt et le comté de Mansfeld.*

car la Prusse, en la comparant à son ancienne étendue, a de moins:

toutes les anciennes provinces westphaliennes,
les principautés d'Anspach et de Baireuth et
toutes les provinces acquises par suite des sécularisations faites en Allemagne.

Mais il ne s'agit pas tant de l'étendue matérielle d'un Etat que des moyens de conserver celle qu'il a, et la circonstance que la Prusse aurait par ses propres efforts réoccupé précisément celles de ses provinces dont les habitants n'ont cessé de gémir d'en avoir été aliénés, lui donnerait une force morale à laquelle se joindrait celle, matérielle, que lui procurerait la liberté du commerce, alors vraiment assurée. Si on ajoutait à cela une organisation militaire forte et adaptée à l'esprit national, aussi durant la paix, et une union étroite entre la Prusse, l'Autriche et la Russie, la Prusse devenue plus petite posséderait, sans doute, une plus grande force défensive qu'elle n'en a jamais eu jusqu'ici. On se flatte de cette union, même après une paix aussi modique que celle proposée par l'Autriche. Mais on oublie que ce n'est qu'au fort qu'on aime à s'unir, et que la situation plus que précaire dans laquelle cette paix laisserait la Prusse, devrait faire redouter constamment aux deux autres puissances la triste alternative ou d'abandonner la Prusse ou de se brouiller de nouveau avec la France.

Le moment actuel est certainement le plus critique dans lequel la Monarchie Prussienne se soit jamais trouvée, et rien ne serait plus criminel que de vouloir exposer le salut de l'État aux dangers les plus imminents par un faux enthousiasme ou des prétentions exagérées. Mais ce n'est pas seulement la guerre qui détruit les États, c'est la paix qui les conduit beaucoup plus sûrement à leur perte, si, en les privant de moyens de défense, elle les fait devenir la proie de leurs ennemis.

C'est pour cette raison que je suis fermement et entièrement convaincu que la Prusse ne peut en aucun cas accepter la paix que l'Autriche lui propose actuellement. Je crois avoir suffisamment développé les conséquences qui en résulteraient pour l'extérieur; quant à l'intérieur, soit qu'on envisage les finances et les moyens administratifs, soit qu'on observe l'esprit de la nation et l'agitation que les malheurs et la guerre y ont produite, ceux qui sont à la tête de l'administration intérieure, en jugeront.

Dans les discussions sur ces grandes, et il faut l'avouer, funestes questions, puisqu'au premier coup d'oeil elles ne semblent laisser que le choix des malheurs, on répète souvent:

que la continuation de la guerre est impossible sans le concours de l'Autriche, d'où il suit qu'il faut se résigner à se faire dicter la loi par elle;

que, par la tentative de combattre la France avec la Russie seule, on ne parviendrait pas même à obtenir des conditions aussi avantageuses.

Les chances de la guerre étant incertaines, cette dernière assertion pourrait se trouver vraie par le fait. Mais il serait en vain de se flatter qu'en acceptant les conditions de l'Autriche, l'état de la Prusse resterait tel qu'elles l'établiraient au premier moment. Une pareille paix ne donnerait ni garantie ni sureté à la Monarchie, elle continuerait de flotter au gré des événements, et si l'on oppose qu'il est au moins encore incertain si son indépendance éprouvera de nouvelles atteintes, il l'est également si les chances de la guerre ne nous seront point favorables.

Quant à la question de la continuation de la guerre sans le concours de l'Autriche, elle est en plus grande partie militaire et tient à des rapports trop compliqués pour que je puisse me permettre un jugement décisif sur elle. Mais je crois pouvoir présenter, du point de vue dans lequel je suis placé, une réflexion qui me semble fort importante.

Si l'on demande s'il faut faire la guerre sans l'Autriche, il me semble que la question n'est pas bien précisée. Il faudrait dire plutot: s'il faut la recommencer sans cette puissance? Car la force des circonstances est telle que probablement l'Autriche serait entrainée pourtant plus tard à la guerre. — Ce que je regarde d'abord comme absolument certain, c'est qu'en aucun cas l'Autriche ne se déclarerait pour lors contre nous. Mes rapports prouvent que j'ai toujours eu cette opinion, mais le Comte de Metternich a répété dans la dernière conférence qu'il a eue avec le Chancelier d'Etat de Hardenberg, le Comte de Nesselrode et moi à Ratiborzitz,*) plusieurs fois que cela ne se ferait certainement jamais, et s'est même offert à en donner l'assurance formelle. Une pareille promesse et déclaration, faites dans un moment où il pouvait croire la menace opposée utile à nous faire adopter les plans de sa cour,

*) *Die Zusammenkunft fand am 19. Juni statt.*

me semble mériter beaucoup de croyance. J'avoue que j'en attache beaucoup moins à ce qu'il ajoutait que l'Empereur pourrait même encore après se déclarer pour nous, si on entend par là une déclaration spontanée. Mais l'Autriche a un intérêt si évident que les alliés ne fassent pas la paix avec la France sans son intervention, et que les questions les plus importantes pour elle, comme celle du Duché de Varsovie, ne soient pas décidées d'une manière contraire à ses vues, elle est même si peu sûre d'obtenir de la France sans les alliés une restitution quelconque de provinces, que son embarras commencerait premièrement à venir à son comble, lorsque les alliés ne voudraient point entrer dans le plan de pacification qu'elle propose. Elle s'est aussi beaucoup trop compromise vis-à-vis de la France pour espérer jamais que celle-ci ne tâche de s'en venger. Je ne nie néanmoins pas qu'il serait toujours imprudent de fonder un véritable espoir là-dessus; si une fois on recommence la guerre sans l'Autriche, il faut aussi se résigner à la terminer de même, et il serait doublement dangereux alors de porter en ligne de compte une circonstance probable, mais toujours incertaine.

Ce qui devrait alors inspirer la confiance, seraient les renforts que l'armée russe et prussienne ont reçus durant l'armistice, l'esprit qui anime ces armées, et l'alliance avec l'Angleterre et la Suède, qui ne peuvent commencer qu'à présent premièrement à prêter une assistance véritable contre l'ennemi commun.

A Peilau, ce 10 juillet 1813.

Humboldt.

XXIV. Entwurf einer Note an Metternich.

c. 30. Juli 1813.

(Abschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Am 28. Juli 1813 war Caulaincourt als französischer Vertreter für den Kongreß zu Prag angekommen, ohne daß die Verhandlungen begannen. Doch forderte Metternich Humboldt und den Vertreter Rußlands, Anstett, auf, mit ihm über Inhalt und Redaktion der Noten, in denen sie das Friedensprogramm ihrer Höfe ihm als Vermittler darlegen wollten, übereinzukommen. Zu diesem Zweck entwarf Humboldt folgendes Schriftstück, zum teil in doppelter Redaktion. Doch ist es nie übergeben worden, da das Verhalten Napoleons bald alle Verhandlungen unnötig machte, und Österreich sich den Verbündeten anschloß.

Au Comte de Metternich p. p.

A Prague, ce 1813.

Le soussigné Ministre d'État de Sa Majesté le Roi de Prusse vient de recevoir la note par laquelle Son Excellence Monsieur le Comte de Metternich, Ministre d'État et des affaires étrangères de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche l'invite en sa qualité de Médiateur à énoncer les bases que Sa Majesté le Roi, son Maitre, croit propres à la conclusion de la paix. Il s'empresse d'y répondre tout de suite en vertu des pouvoirs dont il est muni, et de donner aussi par là une preuve de la satisfaction avec laquelle sa Cour accepte la médiation de Sa Majesté Impériale.

Lorsque Sa Majesté le Roi de Prusse s'unit avec Ses puissants alliés, Il n'eut d'autre but que celui de recouvrer et d'assurer l'ancienne indépendance de Sa Monarchie, et ce but même fut lié à celui plus général du rétablissement d'un état d'équilibre et de tranquillité en Europe. Ce même point de vue dirigea les démarches de Ses alliés, et la guerre porta ce caractère, dès qu'elle s'approcha des frontières de l'Allemagne; l'ordre de choses qu'elle tendait à rétablir, devait être assuré par la nature même des principes sur lesquels on voulait le fonder. Quand même les rapports particuliers de chacune des puissances alliées, pris ensemble, n'eussent point embrassé, pour ainsi dire, la totalité des intérêts politiques de l'Europe, aucune vraiment capable d'influer puissamment sur la tranquillité et le bonheur des nations, ne pouvait en etre exclue, et si la multiplicité de rapports et d'intérêts aussi variés rend l'oeuvre de la pacification plus difficile et plus compliquée, l'étendue des vues et la grandeur du but peuvent aussi seules l'emporter sur toutes les considérations secondaires. On peut se flatter que tous le voeux se réunissent pour obtenir le bienfait immense d'une paix générale, établie sur les bases de la justice et de l'équité.

Cette même idée fondamentale doit présider aussi aux négociations actuelles. Toutes les considérations particulières doivent lui céder; elle est seule digne d'être offerte à la Puissance Médiatrice qui, en prenant sur elle la tâche de rendre la paix à l'humanité, veut en assurer la solidité et la durée; c'est donc aussi elle qui formera la base de l'exposé suivant et à laquelle tout y sera

rapporté. Les intérêts divisés, lex paix qui n'offraient qu'un repos mal assuré, ont amené l'état de choses que tous les Gouvernements regardent avec raison comme une source de guerres et de malheurs: il est donc de la sagesse de tous de travailler à le changer et de ne s'attacher qu'au bien commun.

Dirigées par ces vues, la Prusse et la Russie exposèrent à la Cour de Vienne dans une note remise le 16 de mai les conditions qui leur paraissent nécessaires pour rétablir la paix en Europe. (Ces conditions portaient que, pour parvenir à un état de choses stable et juste, il faudrait*)

1. rétablir l'Autriche dans le degré de puissance et l'étendue de territoire qu'elle possédait avant 1805, tant en Italie qu'en Allemagne;

2. rétablir la Prusse dans l'indépendance et les proportions où elle se trouvait avant cette époque;

3. dissoudre la ligue du Rhin, rendre l'indépendance à l'Allemagne et lui restituer ses provinces du Nord réunies à la France;

4. dissoudre également le Duché de Varsovie et partager les provinces qui le forment;

5. séparer la Hollande de la France;

6. replacer l'ancienne Dynastie sur le trône d'Espagne;

7. rendre l'Italie dans toutes ses parties libre du Gouvernement et de l'influence de la France.

Si l'on examine ce plan de pacification générale, on le trouvera fondé sur les principes ci-dessous énoncés. Rendre l'indépendance aux États qui n'en jouissent plus, restituer des provinces à des monarchies qu'il importe pour la tranquillité et le bonheur de l'Europe de voir retourner à leur ancien degré de puissance; dissoudre des institutions politiques qui portent dans leur existence un germe d'inquiétude pour leurs voisins: voilà à quoi il vise, sans favoriser au reste aucune puissance en particulier, sans en agrandir aucune au point qu'elle puisse devenir dangereuse à la sûreté générale.

*) *Das sind die Bedingungen, die Hardenberg und Nesselrode dem Grafen Stadion am 16. Mai in Wurschen übergaben.*

S. M. le Roi de Prusse reconnait dans ces conditions les seules bases solides de la paix générale.

Mais comme il entre dans l'idée de la paix générale encore d'autres intérêts qui appartiennent exclusivement à l'Angleterre et à la France, comme Puissances maritimes, et que cette paix est d'ailleurs un objet d'une si grande étendue qu'elle devra réussir plus aisément après un arrangement préliminaire, déjà actuellement utile à toutes les parties et propre à faire réussir celui plus étendu qui peut présenter à l'Angleterre et à la France des équivalents et des avantages réciproques et auquel toutes les puissances ont un intérêt égal de viser, on peut se flatter d'atteindre à ce but par un arrangement préalable qui, en réglant les intérêts immédiats des parties contractantes et en étant exécuté sur-le-champ et accompagné de la retraite simultanée des Armées, mettrait incessamment un terme à la guerre du Continent et servirait de base à la paix générale; et c'est d'après ces principes que Sa Majesté le Roi de Prusse a chargé le soussigné de négocier.

Variante: *Les passages soulignés restent omis*

Sa Majesté le Roi de Prusse reconnait toujours également dans ces conditions les seules bases solides de la paix générale. Elles sont en même temps celles qui se lient aux rapports particuliers des autres Alliés de Sa Majesté.

Mais il entre dans l'idée de la paix générale encore d'autres intérêts qui appartiennent exclusivement à l'Angleterre et à la France, comme Puissances maritimes, et cette paix est d'ailleurs un objet d'une si grande étendue qu'il est peut-être nécessaire d'y arriver par degré et de la préparer par un arrangement préliminaire déjà actuellement utile à toutes les parties et propre à faire réussir celui plus étendu auquel l'Angletere et la France doivent viser, qui leur présente des équivalents et des avantages réciproques et qui comblerait en même temps les voeux de toutes les autres puissances. S. M. le Roi de Prusse pense par conséquent qu'on atteindrait plus aisément au but desiré par une paix préalable qui par l'exécution immédiate de ses conditions et

la retraite simultanée des Armées mettrait incessamment un terme à la guerre du Continent et servirait de base à la paix générale. Les principes d'indépendance et d'équilibre devront aussi servir de garantie à cette paix préalable, mais ils n'y seront appliqués qu'aux intérêts les plus immédiats et les plus directs des parties contractantes.

Conformément à ces considérations le soussigné est chargé par les ordres exprès de son Souverain de proposer les quatre premiers des sept articles énoncés ci-dessus comme bases de la négociation actuelle.

Le point le plus important sous ce rapport est sans doute celui de

Les conditions renfermées dans ces quatre articles tendent uniquement à reconstruire la Prusse et l'Autriche dans leurs anciennes proportions de forces et d'étendue et à garantir leur indépendance.

La paix

Elles restent par conséquent entièrement dans l'idée que la paix entre les deux grandes puissances, placées aux extrémités de l'Europe, doit être assurée par la force et l'indépendance des États intermédiaires. Rétablir ainsi la tranquillité dans le système central de la politique européenne, c'est

préparer des bases solides au repos général. La situation géographique de la Prusse et de la Monarchie Autrichienne est telle que leur politique tend naturellement vers la paix, et l'intérêt mutuel qu'elles ont à se soutenir et à se voir reprendre leur ancienne attitude, doit être apprécié par les autres puissances comme un gage de la tranquillité commune. L'Allemagne est étroitement liée à la Prusse et à la Monarchie Autrichienne. Comment pourrait-on se dispenser de réclamer pour elle l'avantage dont elle jouissait autrefois, et par lequel surtout des souvenirs chers et sacrés la rattachent à la Maison d'Autriche?

La France, en consentant à l'ordre de choses qui serait rétabli par le plan de pacification préalable, contribuerait à rendre un repos durable à l'Europe, et s'assurerait à elle-même la jouissance tranquille des avantages immenses de sa position. La paix maritime, en vivifiant toutes les branches de l'industrie nationale par la liberté du commerce et de la navigation, serait en meme temps pour elle la plus large et la plus belle de toutes les compensations. Car il est évident que cette paix est étroitement liée à la paix continentale. Elle reste impossible aussi longtemps que la communication libre de l'Angleterre avec le reste de l'Europe n'est point assurée par l'indépendance des puissances du Continent, et chaque tentative de gêner cette communication devient, à son tour, pour ces puissances une source d'embarras, d'inquiétudes et de guerres.

Un système d'équilibre et d'indépendance générale doit réunir les intérêts de tous les Gouvernements sans exception, et il n'y en a aucun qui n'ait exprimé dans différentes occasions son désir de le voir renaitre en Europe et rétabli l'ordre de choses qu'une suite de malheurs a interverti. Les Souverains alliés sont pénétrés de ce sentiment, et il leur semble tellement important et indispensable d'atteindre à ce but, qu'ils ne s'écarteront point des principes sur lesquels ils croient que la paix future doit être basée; ce n'est que de cette manière qu'ils croiront pouvoir prouver la sincérité de leur intention de mettre par une paix solide un terme aux calamités multipliées et prolongées de l'Europe.

Lorsque Sa Majesté l'Empereur d'Autriche offrit Sa puissante médiation aux parties belligérantes, Sa Majesté Impériale a dû supposer dans chacune des puissances l'intention d'y coopérer d'une manière franche et sincère. Elle n'aura point compté en vain sur les sentiments de S. M. le Roi de Prusse; Il désire vivement la paix, et Il y parviendrait surtout avec une vive satisfaction par

l'intervention d'un Souverain avec qui les liens de l'amitié la plus étroite l'unissent depuis longtemps.

Le soussigné etc. etc.

XXV., XXVI. Über die diplomatischen Verhandlungen in Frankfurt a. M.

(Eigenhändiges Schreiben und Denkschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Seit dem 7. November 1813 weilte Humboldt in Frankfurt a. M. Dort fanden wichtige, wenn auch schließlich resultatlose Verhandlungen statt. Napoleon hatte durch den bei Leipzig gefangenen österreichischen General Merveldt in formloser Weise dem österreichischen Hofe Friedensanerbietungen gemacht; Metternich erwiderte dies, indem er dem Baron St. Aignan, bisher französischer Gesandter in Weimar, seine Ansichten mitteilte. Dieser zeichnete den Inhalt der Unterredung auf und überbrachte das Schriftstück, nachdem es die Billigung Metternichs und Lords Aberdeen gefunden hatte — fälschlich erklärte ersterer auch Hardenbergs Zustimmung —, dem französischen Kaiser (11. Nov.). Am 16. November antwortete der Herzog von Bassano auf den Bericht St. Aignans und schlug Mannheim als Stadt des beabsichtigten Kongresses vor, ohne aber seines Herrschers Zustimmung zu den vorgeschlagenen Bedingungen zu erklären. So ging der Briefwechsel noch weiter, ohne zu einem Ergebnis zu führen. Zu gleicher Zeit hatte Metternich eine Proklamation an das französische Volk entwerfen lassen, die er am 7. Dezember veröffentlichte. Über diese Vorgänge äußert sich Humboldt in den folgenden Schriftstücken.

XXV. An Hardenberg. 4. Dezember 1813.

Je remercie infiniment Votre Excellence de la communication qu'Elle a daigné me faire. Mais c'est avec regret que je dois avouer que je me promets bien peu d'effet de cette démarche, et que je crois même que la pièce auroit dû être autrement conçue et rédigée.

Il étoit certainement très sage de faire connoitre à la Nation Françoise que les Puissances alliées veulent la paix, qu'elles ne veulent point imposer à la France des conditions qui ruinent son existence ou menacent son indépendance, et qu'on doit accuser uniquement l'ambition de l'Empereur Napoléon de la continuation de la guerre.

Mais, pour atteindre ce but, il auroit fallu faire des propositions de paix d'une manière entièrement officielle, il auroit fallu faire connoitre ensuite publiquement ces propositions et y ajouter simple-

ment que Napoléon les avoit rejettées. Tout commentaire devenoit inutile.

La pièce actuelle me semble trop vague; on dira toujours que ce ne sont que des phrases arrangées exprès pour séduire la nation Françoise. Calculée entièrement à ne rien dire de positif, elle doit, d'après mon opinion, précisément manquer son but par là. Elle contient même dès le commencement une assertion qui n'est point exacte. Car les ouvertures faites par Mr. de St.-Aignan ne portoient point un caractère vraiment officiel, et Napoléon ne conviendra jamais qu'il ait pu regarder cette démarche comme une véritable proposition de paix. Si néantmoins elle doit l'être, ne vaudroit-il pas mieux d'en communiquer aussi les conditions à la nation Françoise?

Je soumets ces réflexions au jugement de Votre Excellence; je n'ai pas pu me dispenser de les faire, puisqu'Elle a voulu que je Lui parlasse avec franchise.

A Francfort, ce 4 Décembre, 1813.

Humboldt.

A S. E. Mr. le Chancelier d'État
Baron de Hardenberg cet. cet.

XXVI. Denkschrift über die Frankfurter Verhandlungen. 9. Dezember 1813.

Dès que les Armées combinées avoient atteint le Rhin, l'idée de faire des propositions de paix devoit se présenter naturellement.

Cette démarche pouvoit avoir un des trois résultats suivans. Les propositions pouvoient amener la conclusion effective de la paix; elles pouvoient conduire à un congrès stérile; elles pouvoient enfin être rejettées simplement.

Il est difficile de se flatter que l'Empereur Napoléon veuille souscrire àprésent à une paix telle que l'exige la situation actuelle de l'Europe, et les Cours alliées devoient éviter d'en venir à une négociation qui ne promet aucun succès, puisque toute négociation paralyse toujours en quelque façon les opérations de la guerre en refroidissant l'ardeur des soldats et des nations, et puisqu'on n'auroit jamais empêché Napoléon de rejetter sur les Alliés la faute de la non-réussite.

Il falloit donc, selon moi, faire les propositions de manière que la Paix pouvoit à la vérité en être le résultat, mais que, dans

le cas contraire, elles ne pouvoient être que rejettées simplement: et il y avoit moyen d'y réussir par la manière de fixer les bases de la négociation future.

Ces bases devoient être les points desquels on étoit décidé à ne pas s'écarter ou auxquels on ne vouloit pas toucher, en étendant la négociation sur tous les autres. Comme base, en prenant le mot dans ce sens, il falloit poser le principe qu'on n'en vouloit point ni à l'indépendance ni à l'intégrité de la France dans ses anciennes limites, qu'on demandoit l'indépendance de l'Allemagne et de l'Italie, et qu'on adoptoit pleinement les quatre conditions de l'Angleterre qui concernent l'Espagne, le Portugall, la Sicile et les engagemens envers la Suède, enfin que l'Angleterre, pour faciliter une pareille paix, restitueroit des Colonies à la France. Il auroit été bon d'ajouter à ces conditions celle de l'indépendance de la Hollande, pour être plus sûr d'arriver purement et simplement à l'alternative ou du rejet des propositions ou d'une paix essentiellement bonne et solide.

Si l'Empereur Napoléon n'acceptoit pas ces bases, il falloit porter à la connoissance du Public ces mêmes propositions. Les Cours alliées prouvoient alors à la Nation Françoise qu'elles avoient voulu la paix sans aucune condition qui pût la blesser, et que l'Empereur l'avoit rejettée pour des motifs auxquels elle ne peut point prendre un intérêt vrai et réel.

D'après ce raisonnement, il m'auroit semblé mieux de ne point se servir du Comte de St.-Aignan pour porter des paroles de paix. Toute démarche clandestine avoit l'inconvénient que Napoléon étoit le maître de la représenter comme il vouloit; les Alliées ne pouvoient en général retirer de l'avantage que d'une bien ostensible.

Si néantmoins on vouloit faire les premières ouvertures par ce canal, il auroit mieux valu, je crois, de munir le Comte de St.-Aignan d'une pièce rédigée par les Cabinets alliés eux-mêmes et renfermant les bases de la négociation, ou de se borner à faire connoitre simplement par lui à l'Empereur Napoléon quelles seroient les bases qu'on énonceroit officiellement, s'il le demandoit. Dans ce dernier cas, il ne falloit point lui faire rédiger de pièce du tout, ou du moins éviter d'avoir l'air de l'approuver.

Lorsque le Duc de Bassano annonça*) que l'intention de

*) *In seinem Schreiben an Metternich vom 16. November 1813.*

l'Empereur étoit d'envoyer le Duc de Vicence à Mannheim, j'aurois préféré de ne point s'en rapporter pour les bases à l'entretien avec le Comte de St-Aignan, mais de les exprimer clairement et nettement soi-même.

Dans l'état actuel des choses la pièce*) rédigée par le Comte de St. Aignan me semble faite pour amener, si d'autres circonstances ne s'y opposoient, précisément le seul résultat bien désagréable pour les Cours alliées, celui d'une négociation infructueuse. Car cette pièce est tellement vague, tellement incomplette, tellement contestée enfin par les différens Ministres d'Angleterre qui résident auprès des Cours alliées, que la négociation commen-

*) *Das Schriftstück lautet folgendermaßen: „Die verbündeten Mächte seien durch unauflösliche Bande vereinigt, welche ihre Stärke ausmachten, und die von ihnen daher stets beibehalten werden würden. Die gegenseitigen Verpflichtungen, welche sie eingegangen wären, bezogen sich nur auf die Stiftung eines allgemeinen Friedens. Zur Zeit des Kongresses zu Prag habe man nur an einen Frieden für das Festland denken können, weil die Umstände nicht die Zeit gewährten, sich behufs anderer Untersuchungen zu verständigen. Jetzt wären aber die Absichten aller Mächte und auch diejenigen Englands bekannt. Es sei daher nutzlos, jetzt noch einen Waffenstillstand, oder eine Unterhandlung zu wollen, welche nicht den allgemeinen Frieden zum ersten Grundsatze habe. Die verbündeten Souveräne wären über die Macht und das Uebergewicht einverstanden, welche Frankreich in seiner Unverletztheit behalten solle, indem es sich auf seine natürlichen Grenzen beschränke, welche der Rhein, die Alpen und Pyrenäen bildeten. Der Grundsatz der Unabhängigkeit Deutschlands sei eine unerlässliche Bedingung; Frankreich brauche deswegen nicht auf den Einfluss zu verzichten, welchen jeder grosse Staat nothwendig auf einen Staat von geringerer Grösse ausübe, wohl aber auf jede Oberherrschaft über Deutschland. Uebrigens sei es der Kaiser Napoleon, der die Zweckmässigkeit des Grundsatzes behauptet habe: Grossmächte müssten durch schwächere Staaten voneinander geschieden sein. Auf der Pyrenäenseite sei die Unabhängigkeit Spaniens und die Wiedereinsetzung der alten Herrscherfamilie ebenfalls eine unerlässliche Bedingung. In Italien müsse Oesterreich eine Grenze haben, welche Gegenstand der Unterhandlung sein werde. Piemont biete mehrere Linien, welche man erörtern könne, ebenso wie der italienische Staat, vorausgesetzt, dass er wie Deutschland unabhängig von Frankreich oder jeder andern Macht regiert werde. Selbst der holländische Staat bilde einen Gegenstand der Unterhandlung, jedoch müsse man dabei stets von dem Grundsatze seiner Unabhängigkeit ausgehen. England wäre bereit, die grössten Opfer für einen auf diesen Grundlagen beruhenden Frieden zu bringen, und die Freiheit des Handels und der Schiffahrt, auf welche Frankreich berechtigten Anspruch habe, anzuerkennen.“*

„Wenn diese Grundsätze eines allgemeinen Friedens durch Se. Majestät genehmigt wären, so könne man auf dem rechten Ufer des Rheins einen passenden Ort für parteilos erklären, wo die Bevollmächtigten aller kriegführenden Mächte sich sofort hinbegäben, ohne dass jedoch die Unterhandlungen die kriegerischen Unternehmungen hemmten.“

seroit nécessairement par une discussion sur la nature des bases, tandis que la seule utilité que présente la fixation de bases, est celle que la certitude de s'entendre sur quelques points fait espérer qu'on conviendra aussi sur les autres.

La démarche faite par le Comte de St.-Aignan a encore cela de fâcheux que, sans être officielle, elle en porte pourtant en quelque façon le caractère et que, par cette raison, il est même difficile de dire si les Cours alliées ont fait ou n'ont point fait véritablement des propositions de paix à Napoléon, ce qui est très important, lorsqu'on veut agir sur l'esprit de la nation Françoise.

Quant à la proclamation*) par laquelle on veut atteindre ce but, je crains qu'elle ne le manque. Il y a une différence extrême entre faire connoitre au Public des bases d'une négociation, et lui soumettre une pièce vague et qui n'exprime qu'en général les intentions des puissances. Des bases sont comprises par chacun, il suffit qu'un seul les connoisse pour qu'elles se communiquent à mille autres: au lieu qu'une pièce raisonnée n'est bien pesée et comprise que par un petit nombre d'individus, qu'elle ne peut être lue, sans être jugée, et que le jugement que chacun en porte,

*) *Sie ist datiert Frankfurt, den 1. Dezember 1813, und lautet: „Die französische Regierung hat soeben eine neue Aushebung von 300000 Mann zum Kriegsdienste beschlossen. Die Begründung dieses Senatsbeschlusses schliesst eine Herausforderung der verbündeten Mächte in sich. Dieselben finden sich dadurch veranlasst, von neuem im Angesichte der Welt die Absichten zu verkünden, von denen sie in dem gegenwärtigen Kriege geleitet sind, sowie die Grundsätze, welche die Beweggründe ihres Benehmens, ihrer Wünsche, ihrer Entschliessungen bilden.*

„Die verbündeten Mächte bekriegen nicht Frankreich, sondern das laut beanspruchte Uebergewicht, welches der Kaiser Napoleon nur zu lange ausserhalb des Herzens seines Reichs zum Unglücke Europas und Frankreichs ausgeübt hat. Der erste Gebrauch, welchen Ihre kaiserl. u. königl. Majestäten von dem Siege machten, bestand darin, Sr. Majestät, dem Kaiser der Franzosen, den Frieden anzubieten. Ihre durch den Beitritt aller Souveräne und Fürsten Deutschlands verstärkte Stellung hat keinen Einfluss auf die Bedingungen des Friedens gehabt. Diese Bedingungen haben die Unabhängigkeit der andern Staaten Europas zum Zweck. Die Absichten der Mächte sind gerecht in Bezug auf ihren Gegenstand, grossmuthig und freisinnig in ihrer Anwendung, zufriedenstellend, ehrenvoll für alle Theile.

„Die verbündeten Mächte werden die Waffen nicht niederlegen, bevor sie dieses grosse und heilsame Ergebniss, dieses edle Ziel ihrer Anstrengungen erreicht haben. Sie werden ihre Waffen nicht niederlegen, bevor nicht der politische Zustand Europas von neuem befestigt ist, bevor unumstössliche Grundsätze nichtigen Verwahrungen gegenüber ihr Recht wieder eingenommen haben, bevor die Heiligkeit der Verträge Europa endlich einen wahrhaften Frieden gesichert hat."

altère le compte qu'il en rend. Le Gouvernement aura par conséquent mille moyens de la soustraire à la connoissance du Public et de l'interpréter d'une manière contraire aux intentions des Alliés; et je ne doute point que le peu de paroles du discours du Prince Régent au Parlement, où il est parlé de la paix, ne produisent une impression plus forte et plus favorable que la proclamation projettée.

XXVII., XXVIII. Über die deutsche Verfassung.

Schon im September 1813, während des Aufenthalts der Staatsmänner in Teplitz, regte Freiherr vom Stein die Frage nach der zukünftigen deutschen Verfassung an, und Humboldt übernahm es, seine Ansichten darüber des näheren zu entwickeln. Es geschah dies in der folgenden, an Stein gerichteten Denkschrift (No. XXVII). Er sandte sie auch an Gentz, der aber die drei wichtigsten Punkte bemängelte: daß den beiden Großstaaten allein das Recht über Krieg und Frieden übertragen werde — dagegen, meinte er, werden Bayern und Hannover laut und mit Recht Einspruch erheben; daß die Staaten von geringerer Macht als die vier ersten vom Range souveräner zum Range untergeordneter herabgedruckt werden, dagegen werden sämtliche Degradierte mit einstimmiger Erbitterung sich erklären; daß in allen deutschen Staaten gewisse Verbesserungen der inneren Verfassung herbeigeführt werden, dem werden wahrscheinlich alle, Große und Kleine, widersprechen. Nur zwischen Gleichen könne ein Staatenverein (da sie eine eigentliche Verfassung ebenfalls nicht zulassen) bestehen. Zwischen ursprünglich Ungleichen ließe er sich zwar noch denken, aber schon nicht ohne große Schwierigkeit und Gefahr; aber ursprünglich Gleiche (oder solche, die es im gegebenen Augenblicke seien) in Ungleiche zu verwandeln und dann in einen Verein zu ziehen, halte er für eine der gewagtesten Unternehmungen, die je ein Staatsmann ersinnen konnte. Er erkläre daher ganz freimütig, daß ihm der Plan, in dem einzelne Bestimmungen sehr beherzigenswert seien, nicht ausführbar erscheine, und glaube überdies, daß er beinahe alle deutschen Fürsten gegen die beiden Großmächte aufbringen würde. Diesen Ausstellungen gegenüber schrieb Humboldt die folgende Widerlegung (No. XXVIII).

XXVII. Denkschrift über die deutsche Verfassung.
Dezember 1813.

(Original im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Schmidt, Geschichte der deutschen Verfassungsfrage während der Befreiungskriege und des Wiener Kongresses S. 103—121.)

Frankfurt, im Dez. 1813.

Ich habe erst hier Zeit gefunden, l. F., mein Versprechen zu erfüllen, Ihnen meine Gedanken über die künftige Verfassung

Deutschlands mitzutheilen. Auch habe ich gern abgewartet in diesen Mauern zu sein. Hier, wo die Spuren der ehemaligen Einrichtungen noch Achtung genug einflössen, um ebensosehr vor der Gleichgültigkeit gegen ihren Untergang, als vor dem Wahne zu bewahren, ihre Wiederherstellung als leicht anzusehen, lässt es sich mit mehr Ruhe und Ernst über die wichtigste Angelegenheit reden, die ein Deutscher behandeln kann.

Der erste Vorwurf, den meine Vorschläge erfahren werden, ist vermuthlich der, dass man sie auf wandelbare Voraussetzungen gegründet finden wird. Allein dieser Vorwurf trifft weniger mich, als die Sache. Eine wahrhaft sichere Verbindung kann nur durch physischen Zwang, oder moralische Nöthigung zu Stande gebracht werden. Die Politik ist aber grade so angethan, dass sie auf die letztere wenig rechnen kann, wenn sie nicht den ersteren im Hintergrunde zeigt, und wie nöthig und wirksam dieses Zeigen sey? hängt immer gar sehr zugleich von der zufälligen Verknüpfung der Umstände ab. Sie darf also nie auf Mittel denken, die gleichsam absolut sichernd seyn sollen, sondern nur auf solche, welche sich jener Verknüpfung, sowie sie in sich wahrscheinlich ist, am besten anschmiegen, und sie am natürlichsten beherrschen. In die Möglichkeit einer Ungewissheit des Erfolges muss man sich immer ergeben, und nicht vergessen, dass der Geist, welcher eine Einrichtung gründet, immer fort nothwendig ist, sie zu erhalten.

Brauchte man nichts Neues einzurichten, könnte man die Dinge so lassen, wie sie, nach der Auflösung des Unstatthaften, von selbst seyn werden; so wäre es bei weitem vorzuziehen. Denn die Weltbegebenheiten gehen immer in dem Grade besser, in dem die Menschen nur negativ zu handeln brauchen. Allein hier ist dieses unmöglich; hier muss etwas Positives geschehen, erbaut werden, wo man gezwungen war niederzureissen. Da der Rheinbund aufgelöst ist, muss entschieden werden, was nunmehr aus Deutschland werden soll, und selbst wenn man keinerlei Art der Vereinigung wollte, wenn alle Staaten einzeln fortbestehen sollten, so müsste doch auch dieser Zustand zugerichtet und gesichert werden.

Wenn man aber über den zukünftigen Zustand Deutschlands redet, muss man sich wohl hüten, bei dem beschränkten Gesichtspunkte stehen zu bleiben, Deutschland gegen Frankreich sichern zu wollen. Wenn auch in der That der Selbständigkeit Deutschlands nur von dorther Gefahr droht, so darf ein so einseitiger

Gesichtspunkt nie zur Richtschnur bei der Grundlegung zu einem dauernd wohlthätigen Zustand für eine grosse Nation dienen. Deutschland muss frei und stark seyn, nicht bloss, damit es sich gegen diesen, oder jenen Nachbar, oder überhaupt gegen jeden Feind vertheidigen könne, sondern deswegen, weil nur eine, auch nach aussen hin starke Nation den Geist in sich bewahret, aus dem auch alle Segnungen im Innern strömen; es muss frei und stark seyn, um das, auch wenn es nie einer Prüfung ausgesetzt würde, nothwendige Selbstgefühl zu nähren, seiner Nationalentwickelung ruhig und ungestört nachzugehen, und die wohlthätige Stelle, die es in der Mitte der Europäischen Nationen für dieselben einnimmt, dauernd behaupten zu können.

Von dieser Seite angesehen, kann die Frage nicht zweifelhaft seyn, ob die verschiednen deutschen Staaten einzeln fortbestehen, oder ein gemeinschaftliches Ganzes bilden sollen? Die kleineren Fürsten Deutschlands, bedürfen einer Stütze, die grösseren einer Anlehnung, und selbst Preussen und Oesterreich ist es wohlthätig, sich als Theile eines grösseren, und, allgemein genommen, noch wichtigeren Ganzen anzusehen. Dies aus grossmüthigem Schutz und bescheidner Unterordnung zusammengesetzte Verhältniss bringt eine grössere Billigkeit und Allgemeinheit in ihre, auf ihr eignes Interesse gerichteten Ansichten. Auch lässt sich das Gefühl, dass Deutschland ein Ganzes ausmacht, aus keiner deutschen Brust vertilgen, und es beruht nicht bloss auf Gemeinsamkeit der Sitten, Sprache und Literatur (da wir es nicht in gleichem Grade mit der Schweiz, und dem eigentlichen Preussen theilen), sondern auf der Erinnerung an gemeinsam genossene Rechte und Freiheiten, gemeinsam erkämpften Ruhm und bestandene Gefahren, auf dem Andenken einer engeren Verbindung, welche die Väter verknüpfte, und die nur noch in der Sehnsucht der Enkel lebt. Das vereinzelte Dasein der sich selbst überlassenen deutschen Staaten (selbst wenn man die ganz kleineren grösseren anfügte,) würde die Masse der Staaten, die gar nicht, oder schwer auf sich selbst ruhen können, auf eine dem Europäischen Gleichgewichte gefährliche Weise vermehren, die grösseren deutschen Staaten, selbst Oesterreich und Preussen, in Gefahr bringen, und nach und nach alle deutsche Nationalität untergraben.

Es liegt in der Art, wie die Natur Individuen in Nationen vereinigt, und das Menschengeschlecht in Nationen absondert, ein überaus tiefes und geheimnissvolles Mittel, den Einzelnen,

der für sich nichts ist, und das Geschlecht, das nur im Einzelnen gilt, in dem wahren Wege verhältnissmässiger und allmähliger Kraftentwickelung zu erhalten; und obgleich die Politik nie auf solche Ansichten einzugehen braucht, so darf sie sich doch nicht vermessen, der natürlichen Beschaffenheit der Dinge entgegen zu handeln. Nun aber wird Deutschland in seinen, nach den Zeitumständen erweiterten, oder verengerten Gränzen immer, im Gefühle seiner Bewohner, und vor den Augen der Fremden, Eine Nation, Ein Volk, Ein Staat bleiben.

Die Frage kann also nur die sein: wie soll man wieder aus Deutschland ein Ganzes schaffen?

Könnte die alte Verfassung wiederhergestellt werden, so wäre nichts so wünschenswerth, als dies; und hätte nur fremde Gewalt ihre, in sich rüstige Kraft unterdrückt, so würde sie sich wieder mit Federkraft emporheben. Aber leider war ihr eignes langsames Ersterben selbst hauptsächlich Ursache ihrer Zerstörung durch äussere Gewalt, und jetzt, wo diese Gewalt verschwindet, strebt keiner ihrer Theile anders, als durch ohnmächtige Wünsche, nach ihrer Wiedererweckung. Von enger Verbindung, von strenger Unterordnung der Glieder unter dem Oberhaupt war durch das Losreissen dieses und jenes Theils ein lockres zusammenhängendes Ganzes geworden, in dem, ungefähr, seit der Reformation, alle Theile auseinanderstrebten. Wie soll daraus das entgegengesetzte Streben hervorgehen, dessen wir jetzt so dringend bedürfen?

Erwägt man die einzelnen Punkte, so wachsen alle Schwierigkeiten. Herstellung der Kaiserwürde, Beschränkung der Wahlfürsten auf eine kleine Zahl, Bedingungen der Wahl, alles würde bei Haupt und Gliedern unendliche Hindernisse finden, und wenn alle überwunden wären, würde doch etwas Neues gebildet, nicht das Alte hergestellt seyn. Denn niemand wird wohl an der Unzulänglichkeit des ehemaligen Reichsverbandes zu der jetzt nöthigen Sicherung unserer Selbstständigkeit zweifeln. Selbst unter den alten Namen, müsste man also neue Gestalten schaffen.

Es giebt nur zwei Bindungsmittel für ein politisches Ganzes; eine wirkliche Verfassung, oder einen blossen Verein. Der Unterschied zwischen beiden (nicht gerade an sich, aber für den gegenwärtigen Endzweck bestimmt) liegt darin, dass in der Verfassung einigen Theilen die Zwangsrechte ausschliessend beigelegt werden, welche bei dem Verein, Allen gegen den Uebertreter zustehen. Eine Verfassung ist unstreitig einem Verein vorzuziehen; sie ist

feierlicher, bindender, dauernder: aber Verfassungen gehören zu den Dingen, deren es einige im Leben giebt, deren Daseyn man sieht, aber deren Ursprung man nie ganz begreift, und daher noch weniger nachbilden kann. Jede Verfassung, auch als ein bloss theoretisches Gewebe betrachtet, muss einen materiellen Keim ihrer Lebenskraft in der Zeit, den Umständen, dem Nationalcharakter vorfinden, der nur der Entwicklung bedarf. Sie rein nach Principien der Vernunft und Erfahrung gründen zu wollen, ist im hohen Grade mislich, und so gewiss alle wirklich dauerhaften Verfassungen einen unförmlichen, und keine strenge Prüfung ertragenden Anfang gehabt haben, so gewiss würde es einer von Anfang herein folgerechten an Bestand und Dauer mangeln.

Auf die Frage: soll Deutschland eine wahre Verfassung erhalten? lässt sich daher, meines Erachtens nur so antworten. Sprechen zu der Zeit, wo die Frage entschieden werden muss, Haupt und Glieder aus, dass sie Haupt und Glieder seyn wollen, so folge man der Anzeige, und leite nur, und beschränke. Ist das aber nicht, verlautet nichts, als das kalte Verstandesurtheil, dass ein Band für das Ganze da seyn muss; so bleibe man bescheiden beim Geringeren stehn, und bilde bloss einen Staatenverein, einen Bund.

Alle Verfassungen, deren Dauerhaftigkeit sich bewährt hat, haben eine gewisse Form in ihrer Zeit vorgefunden, an welche sie sich bloss anschlossen, wie sich leicht historisch erweisen liesse. Nun aber giebt es in unserer Zeit gar keine Form, die einer Verfassung Deutschlands zur Grundlage dienen könnte; vielmehr sind alle sogenannte Constitutionen durch die Erbärmlichkeit und Zerbrechlichkeit der seit der Französischen Revolution bis zum Ekel wiederholten in gerechte Ungunst gerathen. Dagegen ist die vollkommene Ausbildung aller politischen Formen der Verbindung der Staaten untereinander der neuesten Zeit eigenthümlich, und ein jetzt zu gründender Staatenverein wird sich daher auch besser durch diese fest knüpfen lassen.

Fragt man mich nun, was eigentlich die bindenden und erhaltenden Principien in einer, durch blosse Schutzbündnisse gebildeten Vereinigung Deutschlands seyn sollen? so kann ich bloss folgende, allerdings wohl sehr starke, allein freilich meist moralische nennen:

Die Uebereinstimmung Oesterreichs und Preussens;

das Interesse der grössesten unter den übrigen Deutschen Staaten;

die Unmöglichkeit der kleineren gegen sie, und Oesterreich und Preussen aufzukommen;

den wieder erweckten, und durch Freiheit und Selbständigkeit zu erhaltenden Geist der Nation; und

die Gewährleistung Russlands und Englands.

Die feste, durchgängige, nie unterbrochene Uebereinstimmung und Freundschaft Oesterreichs und Preussens ist allein der Schlussstein des ganzen Gebäudes. Diese Uebereinstimmung kann ebensowenig durch den Verein gesichert, als der Verein, wenn sie mangelte, erhalten werden. Es ist der feste Punkt ausserhalb des Bundes, der gegeben seyn muss, um ihn zu schliessen; und da er durchaus ein politischer ist, ruht er auch auf einem rein politischen Princip. Gerade aber indem man in das Verhältniss Oesterreichs und Preussens schlechterdings nicht mehr Verpflichtendes bringt, als jedes Bündniss enthält, und dieselbe zur Grundlage der Wohlfahrt des gesammten Deutschlands macht, welche ihre eigne in sich begreift; verstärkt man sie durch das Gefühl der Freiheit und Nothwendigkeit; wozu sich die Abwesenheit alles Grundes zu einem ausschliessenden Interesse gesellt, da zwischen beiden Mächten weder Unterordnung, noch Theilung der Gewalt gestattet wird.

Die nach Oesterreich und Preussen grössesten Staaten müssen gross sein, damit sie sich über alles Mistrauen, und alle Furcht vor ihren nächsten Nachbarn erheben, ihr Gewicht zur Vertheidigung der Unabhängigkeit des Ganzen fühlen, und, frei von eignen Besorgnissen, nur die gemeinschaftlichen zu entfernen bedacht sind. In diesem Fall können sich nur Baiern und Hannover befinden. Die mittleren, wie Hessen, Würtemberg, Darmstadt u. a. m. waren, müssen dagegen in ihren alten Schranken gehalten werden. Ihre geringe Grösse erlaubt nicht, sie über alle kleinliche und einseitige Ansichten erhaben voraussetzen; und eine fremde Macht muss daher ein grosses Interesse finden, einen einzelnen davon mit sich zu verbinden.

Da es natürlich ist, dass in einer Zeit, wie die gegenwärtige, ohne Rücksicht auf das Bestehende, alle Verhältnisse einer neuen Prüfung unterworfen werden; so hört man jetzt oft die zwiefache Behauptung; dass die kleineren Staaten in Deutschland ganz aufhören, und dass sie wenigstens vom Rhein und der Französischen Gränze entfernt werden müssen. Da alle verbündeten Mächte gleich abgeneigt sind, in einem Augenblick der Wiederherstellung

einer gerechten Ordnung der Dinge, den Besitzstand alter, wenigstens ehemals mannigfach um Deutschland verdienter Fürstenhäuser anzutasten, so bedarf dieser Punkt nur um den Gegenstand von allen Seiten zu beleuchten betrachtet zu werden.

Die Vertheidigung gegen fremde Macht könnte allerdings, insofern man Einheit unter den Wenigen voraussetzen darf, bei einer Theilung Deutschlands in vier, oder fünf grosse Staaten gewinnen. Allein Deutschland hat, mehr als jedes andere Reich, offenbar eine doppelte Stelle in Europa eingenommen. Nicht gleich wichtig als politische Macht, ist es von dem wohlthätigsten Einfluss durch seine Sprache, Litteratur, Sitten und Denkungsart geworden; und man muss jetzt diesen letzteren Vorzug nicht aufopfern, sondern, wenn auch mit Ueberwindung einiger Schwierigkeit mehr, mit dem ersteren verbinden. Nun aber dankt man jenen ganz vorzüglich der Mannigfaltigkeit der Bildung, welche durch die grosse Zerstückelung entstand, und würde ihn, wenn sie ganz aufhörte, grossentheils einbüssen. Der Deutsche ist sich nur bewusst, dass er ein Deutscher ist, indem er sich als Bewohner eines besonderen Landes in dem gemeinsamen Vaterlande fühlt, und seine Kraft und sein Streben werden gelähmt, wenn er, mit Aufopferung seiner Provincial-Selbständigkeit, einem fremden, ihn durch nichts ansprechenden Ganzen beigeordnet wird. Auch auf den Patriotismus hat dies Einfluss, und sogar die Sicherheit der Staaten, für welche der Geist der Bürger die beste Gewährleistung ist, möchte am meisten bei dem Grundsatz gewinnen, jedem seine alten Unterthanen zu lassen. Die Nationen haben, wie die Individuen, ihre, durch keine Politik abzuändernden Richtungen. Die Richtung Deutschlands ist ein Staatenverein zu sein, und daher ist es weder, wie Frankreich und Spanien, in Eine Masse zusammengeschmolzen, noch hat es, wie Italien, aus unverbundnen einzelnen Staaten bestanden. Dahin aber würde die Sache unfehlbar ausarten, wenn man nur vier, oder fünf grosse Staaten fortdauern liesse. Ein Staatenverein fordert eine grössere Anzahl, und man hat nur zwischen der nun einmal unmöglichen (und, meiner Meynung nach, keineswegs wünschenswürdigen) Einheit, und dieser Mehrheit die Wahl. Zwar kann es wunderbar scheinen, wenn man gerade die Fürsten des Rheinbundes beibehält, und wenn die Herstellung der Gerechtigkeit das Werk der Ungerechtigkeit und Willkühr bestätigt. Allein einzelne Aenderungen können immer getroffen werden, und übrigens gewinnt in politischen Gegenständen

das einmal Geschehene und seit Jahren Bestehende nicht abzuläugnende Ansprüche — einer der wichtigsten Gründe, sich Ungerechtigkeiten gleich von Anfang standhaft entgegenzusetzen.

Ob gerade die Gränze mit Frankreich durch grosse Staaten gebildet werden soll? scheint mehr eine militärische Frage. Allein die Sicherheit Deutschlands beruht auf der, durch die übrigen Deutschen Fürsten vermehrten Stärke Oesterreichs und Preussens, und diese können es freier vertheidigen, wenn sie, mehr entfernt stehend, durch eigne feste Gränzen gesichert, zwischen sich und dem Feinde ein ihrer Aufsicht und ihrem Einfluss unterworfenes Gebiet haben. Auch die grössesten Staaten verhindern nicht leicht, dass der Feind ihre Gränzen überschreite, wenn einmal der Krieg wirklich ausgebrochen ist, und ihre unmittelbare Berührung führt diesen leichter herbei. Alle grossen Staaten haben daher gern minder bedeutende zwischen sich gelassen, und es kann immer kleine Staaten diesseits, und (wenn, wie es billig der Fall seyn sollte, der Rhein wieder ein deutscher Fluss wird) auch jenseits des Rheins geben, wenn nur die Schweiz und Holland unabhängig sind, man keine Angriffsfestungen auf dem Rheine selbst duldet, und ein paar Plätze zur Unterstützung allenfalsiger Kriegsoperationen anlegt.

Diese vorläufigen Betrachtungen werden hinreichend seyn, die folgenden Vorschläge zur Bildung einer Vereinigung Deutschlands zu begründen.

1.

Alle deutschen Fürsten vereinigen sich durch ein gegenseitiges Vertheidigungsbündniss zu einem politischen Ganzen.

> Dies Bündniss ist eine vollkommen freie und gleiche Verbindung, wie sie von souveränen Fürsten geschlossen wird, und es findet unter den Mitgliedern desselben keine andere Verschiedenheit der Rechte Statt, als welche sie selbst durch dasselbe freiwillig unter sich eintreten lassen.

2.

Der Zweck dieses Bündnisses ist die Erhaltung der Ruhe und Unabhängigkeit Deutschlands, und die Sicherung eines auf Gesetze gegründeten rechtlichen Zustandes in den einzelnen Deutschen Staaten.

3.

Die Gewährleistung für dieses Bündniss wird von den grossen Mächten Europas, namentlich von Russland und England, übernommen.

Da diese beiden Mächte und Oesterreich und Preussen, auch als Nichtdeutsche Mächte, durch eigne Allianztraktaten verbunden sind, so würden diese, in Rücksicht auf diese Garantie, noch einer erweiternden Bestimmung bedürfen, inwiefern auch ein nicht auf sie, sondern auf Deutschland unternommener Angriff zur Forderung einer Hilfe berechtigen solle?

4.

Diese Garantie bezieht sich jedoch nur auf die Beschützung Deutschlands gegen auswärtige Angriffe, und die garantirenden Mächte begeben sich aller Einmischung in die inneren Angelegenheiten Deutschlands.

Ohne diese Bestimmung würde das Bestreben eines, oder des andern deutschen Staats, sich einer der garantirenden Mächte gegen eine der grösseren in Deutschland zu bedienen, dem man immer entgegensehen muss, zu sehr begünstigt werden. Die garantirenden Mächte müssen hierbei von unbedingtem Vertrauen in die Mässigung Preussens und Oesterreichs ausgehen. Das Bemühen Alles durchaus sichern, und gegeneinander abwägen zu wollen, führt nur Klagen und Uneinigkeiten herbei.

5.

Die Garantie der gegenseitigen Rechte der einzelnen deutschen Staaten, sie mögen aus dem Bündniss selbst herfliessen, oder nicht, übernehmen Oesterreich, Preussen, Baiern und Hannover gemeinschaftlich, und mit durchaus gleichen Befugnissen. In Fällen, wo von den Rechten einer oder mehrerer dieser Mächte selbst die Rede ist, ruhen die aus der Garantie fliessenden Rechte für diese, und es treten andere deutsche Staaten in ihre Stelle. Es werden zu diesem Behuf vier andere in bestimmter Folge im Bündnisse eventuell bezeichnet.

Diese besondere Garantie der inneren Rechte ist nothwendig, um dadurch eine schiedsrichterliche Vermittelung der Streitigkeiten der deutschen Fürsten untereinander zu

erhalten. Baiern und Hannover dazu aufzunehmen, schliesst sich an die oben ausgeführte Idee an, diese Staaten durch einen thätigeren Antheil in der Beförderung des gemeinschaftlichen Interesses reger damit zu verbinden.

6.

Das gemeinschaftliche Bündniss wird auf ewige Zeiten geschlossen, und jeder Theil thut Verzicht auf das Recht, je davon auszuscheiden.

Hierdurch würde sich dies Bündniss von gewöhnlichen Bündnissen unterscheiden, deren Dauer von der Willkühr jedes Theils abhängt. Jeder, auch noch so feierlich vorher angekündigte Austritt würde als ein Bruch angesehen werden, und berechtigen, dem Austretenden feindlich zu begegnen. Diese Bestimmung ist durchaus nothwendig und auf keine Weise ungerecht. Denn das Ausscheiden eines deutschen Fürsten aus einem, auf die Sicherung der Unabhängigkeit Deutschlands abzweckenden Bunde ist eine an sich widernatürliche, kaum denkbare, allein nie zu duldende Sache.

Bedingungen des Bündnisses.

Diese betreffen Gegenstände des äusseren und inneren Staatsrechts, und der Gesetzgebung.

Aeusseres Staatsrecht.

7.

Jeder deutsche Fürst verbindet sich, mit einer verhältnissmässigen Anstrengung aller Kräfte seiner Staaten zur Vertheidigung des gemeinschaftlichen Vaterlandes thätig zu sein.

8.

Jeder setzt daher die durch das Bündniss selbst zu bestimmenden Streitkräfte in Bewegung, sobald der Fall eines vaterländischen Krieges eintritt.

9.

Die Erklärung, ob und wann ein solcher Fall vorhanden sey? geschieht durch Oesterreich und Preussen; sie kann nur von beiden Höfen gemeinschaftlich ausgehen; im Fall deutsches Gebiet

von fremden Truppen feindlich betreten wird, bedarf es einer solchen Erklärung nicht.

Da unter allen deutschen Staaten nur Oesterreich und Preussen Mächte sind, welche auch in den Europäischen Staatsverhältnissen den Ausschlag geben können, so kann das Recht der Kriegserklärung nur ihnen anvertraut werden. Das weiter unten (14) erwähnte der Friedensschliessung beruht auf dem gleichen Grunde. Dem Bündniss Bestimmungen für den Fall beizufügen, wo diese beiden Mächte mit einander über einen so wichtigen Punkt uneins wären, würde durchaus zwecklos seyn. Ihre Uebereinstimmung kann, wie schon oben bemerkt worden, weder durch das Bündniss erzwungen, noch bei demselben entbehrt werden.

10.

Jeder deutsche Fürst macht sich durch das Bündniss auf den Fall eines gemeinschaftlichen Krieges zur Stellung einer gewissen Truppenzahl, und zu gewissen Leistungen zu den Kriegsbedürfnissen anheischig.

Es versteht sich von selbst, dass Preussen und Oesterreich nicht nach Massgabe ihrer deutschen Besitzungen, sondern ihrer gesammten Kräfte, und als Europäische Mächte an einem solchen Kriege Theil nehmen. Denn die hauptsächlichste Bürgschaft für die Dauer des Deutschen Vereins liegt gerade in dem Umstande, dass Oesterreich und Preussen die Unabhängigkeit und Selbständigkeit Deutschlands als unzertrennlich von ihrer eignen politischen Existenz ansehen. Von einem bloss lauen Antheile einer dieser beiden Mächte an einem Vertheidigungskriege Deutschlands kann fernerhin nicht mehr die Rede seyn.

11.

Es wird eine gewisse Truppenzahl bestimmt, welche den Staat, der sie als Contingent stellt, berechtigt, aus seinen Truppen ein eignes Armeecorps zu bilden. Die Truppen aller übrigen Fürsten werden in allgemeine Armeecorps vereinigt. Die Aufsicht in Krieg und Frieden über diese wird, nach zu treffender Uebereinkunft Oesterreichs und Preussens, womöglich deutschen Prinzen anvertraut.

12.

Jedem Fürsten, dessen Truppen ein eignes Armeecorps bilden, wird es selbst überlassen, die Streitkräfte seiner Staaten in verfassungsmässigem Zustande zu erhalten. Diejenigen aber, deren Truppen Theile der allgemeinen deutschen Armeecorps ausmachen, versprechen, sich auch in Friedenszeiten diejenige besondere Aufsicht auf die Militairanstalten gefallen zu lassen, ohne welche keine Einheit erhalten werden könnte. Diese Aufsicht wird von den Chefs dieser Armeen unter der Autorität derjenigen Macht ausgeübt, welche sie bestellt hat.

> So nothwendig eine solche Aufsicht bei den kleineren Fürsten ist, so unmöglich wäre sie bei den grösseren. Der Einfluss, den man auch bei ihnen hierauf ausüben muss, kann nur ein allgemein politischer seyn.

13.

Die gemeinschaftliche Militairverfassung Deutschlands, die Errichtung von Landwehr und Landsturm, die vielleicht nothwendige Anlegung gemeinschaftlicher Festungen, die Vertheilung des Commandos im Kriege u. s. f. erfordert eine Menge andrer einzelner Bestimmungen, theils in dem Bündnisse selbst, theils in eigenen Regulativen, die hier, wo es nur auf die Hauptzüge ankommt, übergangen werden.

14.

Das Recht der Friedensschliessung bei einem gemeinschaftlichen Kriege steht allein Oesterreich und Preussen gemeinschaftlich zu. Beide Mächte aber versprechen, nie einen Frieden, oder andern Vertrag einzugehen, durch welchen der Besitzstand, oder die Rechte eines in dem Bündniss begriffenen Fürsten geschmälert würden.

> Einige, oder alle deutsche Fürsten an diesem Rechte Theil nehmen lassen zu wollen, würde ein durchaus vergebliches Bemühen seyn. Angelegenheiten dieser Wichtigkeit werden immer nur durch den politischen Einfluss der Staaten aufeinander entschieden werden; und Mächte wie Oesterreich und Preussen werden und können sich in Dingen, von deren Entscheidung ihre eigene und ganze, nicht bloss deutsche Existenz abhängt, nie durch Verfassungen und Formen die Hände binden lassen. Diese

Formen würden bloss zum Schein da stehen, umgangen und durchlöchert werden. Es ist viel besser, geradezu stillschweigend einzugestehen, dass es keine Wohlfahrt für die deutschen Fürsten giebt, als sich dem wohlverstandenen und gemeinschaftlichen Interesse Oesterreichs und Preussens zu unterwerfen; und keine Politik, als durch ihr Betragen und ihren Einfluss diese beiden Mächte immer enger mit sich unter einander zu verbinden.

15.

Alle in dem Bündniss begriffenen Fürsten versprechen, keinerlei Art von Vertrag oder Verbindlichkeit einzugehen, welche einem in demselben enthaltenen Punkte zuwiderliefe.

16.

Diejenigen, welche bloss deutsche Länder besitzen, entsagen dem Rechte, an auswärtigen Kriegen, und überhaupt an andern, als Deutschen Bundeskriegen Theil zu nehmen; darauf abzweckende Bündnisse zu schliessen, fremden Truppen den Eintritt in ihren Staaten zu gestatten, oder die ihrigen in fremden Sold zu geben.

Diese Beschränkung kann auch den grösseren Deutschen Fürsten, wie Baiern, nicht erlassen werden. Die Streitkräfte Deutschlands dürfen für ein fremdes Interesse weder zersplittert, noch geschwächt werden; und man muss jeden Vorwand entfernen, welcher Deutschland in Kriege verwickeln könnte, die nicht sein unmittelbares Wohl angehen. Es versteht sich, dass Hannover denselben Grundsätzen folgen muss.

17.

Alle deutschen Fürsten versprechen, ihre Streitigkeiten untereinander durch gütlichen Vergleich beizulegen, wenn aber ein solcher nicht sollte zu Stande gebracht werden können, sich unbedingt dem schiedsrichterlichen Ausspruch der die innere Ruhe Deutschlands garantirenden vier deutschen Mächte, deren im Vorigen (5) erwähnt worden ist, zu unterwerfen.

Die Art der Behandlung der Angelegenheiten, welche vor diesen schiedsrichterlichen Ausspruch gebracht werden, muss in dem Bündniss genau bestimmt werden. Es muss dadurch selbst die entfernteste Möglichkeit zu jeder inneren

Fehde abgeschnitten seyn. Die Streitigkeiten der einzelnen Staaten könnten zwar bei den garantirenden Fürsten auf mehr als Eine Weise ausgemacht werden; allein am besten wäre es, einen eigenen Gerichtshof unter ihrer Aufsicht zu bestellen, bei welchem die anderen Fürsten auch Mitglieder haben könnten, dessen Aussprüche aber immer nur von jenen vier grösseren Mächten vollzogen würden.

Inneres Staatsrecht.

18.

Obgleich jeder Fürst mit allen Souverainitätsrechten innerhalb seiner Staaten begabt wäre, so müssten doch in jedem deutschen Staat Stände errichtet, oder hergestellt werden.

Gut eingerichtete Stände sind nicht bloss eine nöthige Schutzwehr gegen die Eingriffe der Regierung in die Privatrechte, sondern erhöhen auch das Gefühl der Selbstständigkeit in der Nation, und verbinden sie fester mit der Regierung. Sie sind überdies eine altdeutsche Einrichtung, und nur in neueren Zeiten abgekommen, oder zu einer leeren Förmlichkeit geworden.

19.

Bei Bestimmung der Rechte der Stände müssen gewisse Grundsätze, als allgemein durch ganz Deutschland geltend, angenommen werden; im Uebrigen aber muss die Verschiedenheit eintreten, welche die ehemalige Verfassung der einzelnen Länder mit sich bringt.

Eine solche Verschiedenheit ist nicht allein durchaus unschädlich, sondern sie ist nothwendig, um in jedem Lande die Verfassung genau an die Eigenthümlichkeit des Nationalcharakters anzuschliessen. Die der neuesten Zeit sehr eigne Methode, allgemeine, theoretisch gebildete Reglements ganzen Ländern vorzuschreiben und dadurch alle Mannigfaltigkeit und Eigenthümlichkeit niederzuschlagen, gehört zu den gefährlichsten Missgriffen, die aus einem unrichtig verstandenen Verhältniss der Theorie zur Praxis entspringen können.

Diejenigen Grundsätze, welche indess wirklich allgemein gemacht werden müssten, würden eine genauere Ausführung in dem Bündnisse selbst erfordern.

20.

Die Verhältnisse der mediatisirten Reichsstände bedürfen noch ausserdem eigner Festsetzungen.

Diese Verhältnisse müssten mehr nach staatsrechtlichen Grundsätzen, als gerade mit historischer Rücksicht auf die ihnen bei der Mediatisation, die nichts, als eine Gewalthandlung war, gelassenen Rechte bestimmt werden. Es muss hierbei nothwendig die doppelte Frage entstehen: ob es nicht besser seyn dürfte, die mediatisirten Reichsstände gänzlich den übrigen Landständen gleichzustellen? oder im Gegentheil ihre Verhältnisse noch günstiger zu bestimmen, und dann auch die kleineren unter den jetzt souverän gelassenen Fürsten zu mediatisiren und grösseren unterzuordnen?

Das Erstere wäre hart gegen eine schon höchst ungerecht behandelte Classe und würde wenig oder keinen Nutzen bringen.

Das Letztere wird bei allen denen Beifall finden, welche wünschen, Deutschland bloss aus einigen grossen Staaten bestehen zu sehen.

Ich würde aus den im Anfange dieses Aufsatzes angeführten Gründen dagegen seyn. Deutschland wird kein Staatenverein, und das Wesentlichste, seine Einheit, leidet, wenn es bloss vier oder fünf Staaten zählt. Es lässt sich alsdann keine Garantie der inneren Rechte, kein gemeinschaftlicher Gerichtshof denken, und alle mediatisirten Fürsten würden sehr bald ihre Rechte gegen die Eingriffe der grösseren Regierungen verlieren. Die gegenwärtigen Vorschläge beschränken aber schon dergestalt die Souverainitätsrechte der kleineren, jetzt bestehenden Fürsten, dass der gemeinschaftlichen Sicherheit keine Gefahr daraus erwachsen kann.

Die allgemeine Aufhebung der Mediatisation für alle, welche unter ihr gelitten haben, würde unübersteigliche Hindernisse finden.

21.

Eingriffe der Regierungen in die Rechte der Stände können von dem beeinträchtigten Theile den vier Mächten, welche die innere Garantie in Deutschland übernehmen, angezeigt werden.

und es wird darüber von dem unter ihre Aufsicht gestellten Tribunale entschieden.

22.

Auf dem gleichen Wege kann auf Klagen der Stände über verschwenderische Regierungen ein temporäres Sequester ihrer Länder eingeleitet werden.

23.

Es wird nach der Bevölkerung eine gewisse Normalgrösse eines deutschen Staates bestimmt, von welcher abhängt, ob die Civilprozesse seiner Unterthanen sollen innerhalb desselben durch alle Instanzen gehen können? oder ob die höchste Instanz ausserhalb gesucht werden muss?

24.

Derjenige Staat, welcher nicht gross genug ist, um drei Civilinstanzen in sich selbst zu begreifen, muss auch seine Criminalurthel, sobald die erkannte Strafe einen zu bestimmenden Grad erreicht, einer fremden Revision unterwerfen.

> Da kleinere Staaten schlechterdings nicht drei geschiedene, und gehörig besetzte Gerichtshöfe zu unterhalten im Stande sind, so ist diese Festsetzung durchaus nothwendig, wenn Willkühr vermieden werden soll.

25.

Ein solcher Staat kann ferner keine das bisher in ihm bestehende Civil- und Criminalrecht abändernde Verordnung ergehen lassen, ohne dieselbe demjenigen, an dessen höchste Gerichtshöfe er die Appellation zugeben muss, zur Genehmigung vorzulegen.

> Die Rechtspflege und die Gesetzgebung stehen in so enger Verbindung mit einander, dass diese Bestimmung schlechterdings durch die vorige nothwendig gemacht wird.

26.

Wenn derjenige Staat, welchem andre in Absicht der Appellation unterworfen sind, offenbare Unregelmässigkeiten in den Gerichtshöfen dieser bemerkt, kann er durch die vier, die innere Ruhe Deutschlands garantirenden Mächte eine Revision derselben veranlassen.

27.

Um den kleineren Staaten auf eine bequeme und nicht kostbare Weise eine höchste Instanz zu verschaffen, werden sie alle, nach ihrer geographischen Lage, einer jener vier grösseren Mächte zugetheilt, welche alsdann jene Rechte über sie ausübt.

Viel besser, als diese Einrichtung wäre die Anordnung eines eignen Gerichtshofes für alle Fürsten, von deren Staaten aus an andre appellirt werden müsste, wie ein solcher ehemals vorhanden war. Mit diesem müsste dann ein besonderer gesetzgebender Rath für ganz Deutschland verbunden seyn, dessen Aussprüche für jene kleineren Fürsten verbindend wären und dessen Gutachten auch die grösseren einholen könnten — ein Weg, auf welchem vielleicht nach und nach eine allgemeine Deutsche Gesetzgebung zu Stande käme. Allein es ist sehr schwer, wenn kein Reichoberhaupt vorhanden ist, einem solchen Gerichtshofe die gehörige Consistenz, Unabhängigkeit und Einheit zuzusichern. Ob dieser Gerichtshof mit demjenigen, von welchem oben (17.) die Rede war, und der eigentlich nur publizistische Fragen zu entscheiden haben würde, verbunden werden könnte? erfordert genauere, nicht hierher gehörende Untersuchung.

Gesetzgebung.

In Rücksicht dieser würde ich, ausser dem schon im Vorigen (25. 27.) über die Civil- und Criminalgesetzgebung Gesagten, nur folgende Bestimmungen aufzunehmen vorschlagen.

28.

Jedem Unterthanen eines Deutschen Staates steht es frei, in einen andern deutschen Staat auszuwandern, und es kann ihm hierin keine Schwierigkeiten entgegengestellt, noch ein Abzug von seinem Vermögen auferlegt werden.

Diese Freiheit ist die Grundlage aller Vorzüge, welche der Deutsche für seine individuelle Existenz aus der Verbindung Deutschlands zu einem Ganzen zu ziehen vermag.

29.

Alle Verweisung von Verbrechern, Vagabunden und verdächtigen Personen aus einem Deutschen Staat in einen andern hört von jetzt an gänzlich auf.

30.

Die Freiheit auf fremden deutschen Universitäten zu studiren, ist allgemein, und wird durch keine Bestimmung, auch nicht durch die, wenigstens eine gewisse Zeit auf einer inländischen gewesen zu seyn, beschränkt.

Die Gleichmässigkeit der Fortschritte der Geistesbildung in dem gesammten Deutschland hängt vorzüglich von dieser Freiheit ab, die auch in politischer Rücksicht wesentlich nothwendig ist.

31.

Die Deutschen Staaten schliessen einen, allen ihren gegenseitigen Verkehr umfassenden Handelsvertrag, in welchem wenigstens das Maximum aller Eingangs- und Ausgangszölle im Innern von einem Deutschen Staat in den andern bestimmt wird. Die darin gemachten Festsetzungen können nur gemeinschaftlich abgeändert werden.

Es liesse sich vielleicht auch in anderer Hinsicht ein Zusammenwirken der Deutschen Staaten in Finanz- und Handelsangelegenheiten denken, und alsdann könnte eine gemeinschaftliche deutsche Handels- und Finanzbehörde nützlich seyn, die es vielleicht möglich wäre, an den wegen der solidarischen Obligationen der Fürsten angeordneten Comité, welcher ohnehin bis 1821 bestehen muss, anzuschliessen.

* *
*

Dies wären etwa meine, hier erst flüchtig hingeworfenen Vorschläge. Sie müssen aber nie vergessen, dass dieser ganze Aufsatz nur ein Versuch ist, zu zeigen, was noch geschehen kann, wenn einmal die Wiederherstellung einer Verfassung mit einem wahren Reichs-Oberhaupte, wie ich glaube, unmöglich ist. Könnte man dem Deutschen Reich ein Oberhaupt wiedergeben (welches aber, um nicht viel grössere Nachtheile herbeizuführen, genug Macht besitzen müsste, um sich des Gehorsams zu versichern, und genug Achtung, um nicht zur Eifersucht und zum Widerstande zu reizen), so müssten freilich die meisten Dinge anders gerichtet werden, als hier gesagt ist. Denn alsdann müssten dem Oberhaupte auch wahre Reichsstände, mit grösseren, sich auch auf die äusseren politischen Verhältnisse beziehenden Rechten gegenüber stehen.

XXVIII. An Gentz über die Deutsche Verfassung.

(Abschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Freyburg, d. 4. Januar 1814.

Sie wissen, liebster Freund, dass ich meine Vorschläge zu einer künftigen deutschen Verfassung vorzüglich deswegen aufgesetzt habe, damit etwas vorhanden wäre, woran sich andere Ideen, sollten sie auch die meinigen umstürzen, anschliessen könnten. Man macht leichter Bemerkungen zu einem fremden Aufsatz, als man sich zu einem eignen entschliesst. Niemand kann daher über den Inhalt seiner Arbeiten nachgiebiger sein, als ich über diese Vorschläge, nur das kann ich Ihnen nicht zugestehen, dass dieselben unausführbar sein sollten.

Denn was den ersten Punkt betrifft, dass Bayern und Hannover sich nicht würden von dem Recht über Krieg und Frieden zu stimmen, ausschliessen lassen; so könnte diese Schwierigkeit leicht dadurch gehoben werden, dass man sie an diesem Rechte Theil nehmen liesse, ob ich gleich dies nicht ganz billigen würde. Unbequemlichkeit aber könnte daraus wenig erwachsen, da England, welches mit Hannover zusammen fällt, doch immer seine Stimmen dabei haben würde, und Bayern, wenn es auch, dem Namen nach, mitspräche, sich dennoch den grösseren Mächten fügen müsste.

Den Widerspruch der mittlern und kleinern deutschen Fürsten würde ich nicht sehr hoch achten. Sie haben nie eine uneingeschränkte Souveränität gehabt, nicht unter dem deutschen Reiche, nicht der Rheinbundsakte nach (in der Ausübung haben sie sich gefallen lassen, willkürlich behandelt zu werden, um wieder willkürlich zu behandeln) nicht in unseren Traktaten, die eine ganz unbedingte Clausel enthalten.*) Ihre anfängliche Unzufriedenheit würde sich mit der Zeit geben und nicht zu laut werden dürfen, da ihre Unterthanen und Landstände durchaus für das neue System sein würden. Die Einschränkungen sind überdies für die nicht

*) *In den mit den einzelnen deutschen Fürsten, die der großen Allianz beitraten, zu Frankfurt abgeschlossenen Accessionsverträgen, war die ausdrückliche Bestimmung aufgenommen, daß der neue Bundesgenosse dasjenige im voraus genehmigte, was für die künftige Unabhängigkeit und Freiheit Deutschlands für notwendig erachtet wurde. Allerdings war ihnen zugleich die Souveränität zugesichert worden.*

ganz kleinen Fürsten nicht so bedeutend. Ein Staat wie Würtemberg und Hessen z. B. würde sich nur in Rücksicht seiner Streitigkeiten mit andern deutschen Fürsten einem Schiedsrichter unterwerfen, und ständische Rechte respektiren müssen, die doch nur zu leicht umgangen werden können.

In den Punkten endlich, die ganz allgemein eingeführt werden sollten, liessen sich mehrere Modifikationen machen.

Ich läugne jedoch nicht, dass es allerdings Schwierigkeit kosten würde, die Sache zuerst durchzusetzen. Allein Deutschland leidet an einer grossen Krankheit, welche man, ohne einiges Schneiden, nie heilen wird, und keine grosse Unternehmung ist je ohne den Ernst und die Strenge zu Stande gebracht worden, welche derjenige, dessen ungerechter Willkür man Schranken setzt, Härte nennt.

Gehe ich aber ganz von meinen Ideen ab, und bleibe bei Ihrem Grundsatz, dass der zu bildende Staaten-Verein nur unter gleichen Fürsten bestehen darf, so fällt erstlich alle Möglichkeit, einen besseren innern Zustand in den einzelnen deutschen Ländern hervorzubringen, hinweg. Dies ist aber nicht blos die Entbehrung eines Vortheils, sondern man begeht, wenn man dies gestattet, eine wahre Ungerechtigkeit. Die Rechte der Einzelnen waren in Deutschland durch Gesetze, die oft, wenn auch nicht immer Kraft hatten, gesichert: fremde Gewalt hat nicht blos dies zerstört, sondern eine Menge von Fürsten selbst zu Unterthanen gemacht. Die gebliebenen Fürsten und ihre Regierungen sind durch diesen gewaltsamen und ungesetzlichen Zustand selbst zu Prinzipien und Maximen gekommen, welche ihnen in dem alten (Reich) ganz fremd waren. Wird diesem Zustand kein Ende gemacht, so entsteht daraus, wie schon jetzt zum Theil entstanden ist, völlige Verderbniss desjenigen Charakters, welchen Regierungen und Unterthanen haben sollten, und so geht auch der Geist verloren, auf welchem, wie die neuern Ereignisse genug gezeigt haben, die Erhaltung der Staaten wirklich beruht.

Beschränkt man sich aber auch nur auf äussere Vertheidigung, so würden, soviel ich einsehe, nach Ihrer Idee freie Allianz-Traktate mit den deutschen Fürsten geschlossen werden müssen, und man thäte auf schiedsrichterliche Garantie, allgemeinen Gerichtshof und s. f. Verzicht. Enthielten nun diese Traktate mindre Beschränkungen der einzelnen Fürsten, so würde auch wieder eine gleiche Unzufriedenheit dieser zu befürchten sein.

Enthielten sie gar keine, so werden Sie mir gestehen, dass dieser Verein so locker wäre, dass, wenn auch der Hauptzweck noch erfüllt werden könnte, man kaum sagen könnte, dass ein Deutschland vorhanden sei. In jedem Falle auch würde alsdann, wo die einzelnen Fürsten eine sehr grosse, um nicht zu sagen uneingeschränkte Gewalt behielten, ihre Zahl beträchtlich vermindert werden müssen, und wie man dies einrichten möchte, sei es durch neue Mediatisirung oder wie es, so viel ich weiss, Ihre Idee ist, durch Zusammenschlagen der Linien derselben Häuser und Unterordnen unter eine derselben (was, im Vorbeigehen gesagt, sie vielleicht noch mehr kränken würde, da die Eifersucht immer gegen die Nächsten am grössesten ist,) so weiss ich nicht, ob diese Massregeln nicht viel härter scheinen, und viel mehr Unzufriedenheit hervorbringen würden.

Ich kann Sie indess nicht genug bitten, Ihre Ideen, die ich gewiss zu unvollständig übersehe, ausführlich und bestimmt aufzusetzen. Es wäre dies um so wichtiger, als Sie wirklich im Prinzip von mir abweichen und durch Ihren und meinen Aufsatz die beiden, wenn man von der Herstellung der Kaiserwürde abstrahirt, einzig möglichen Systeme erschöpft werden. Denn es lässt sich nur

entweder eine wirkliche Verfassung mit einem Oberhaupte,

oder ein Staatenverein, dessen Verfassung ohne Oberhaupt durch ursprünglich freie, aber hernach auf immer bindende Traktate gegründet wird;

oder endlich eine Verbindung, ohne alle Verfassung, durch bloss freie Allianz-Traktate, wie ganz unabhängige Mächte sie schliessen, und deren Auflösung, wenn sie auch von der andern Seite rechtmässigen Krieg hervorbringen könnte, doch nie gesetzwidrig heissen dürfte, denken.

Die letzte Alternative ist, soviel ich einsehe, diejenige, welche Ihren Ideen entspricht.

Als eine Ausführung der zweiten müssen Sie meinen Aufsatz ansehen, und insofern jeder Plan zu einer Verfassung in sich Mittel enthalten muss, auf welche ihre Dauer berechnet ist, so liegen diese Mittel bei meinem Plane darin,

1. dass drei Abstufungen von Mächten oder Staaten in Deutschland angenommen werden;

2. dass die Staaten der mittleren eine sehr beträchtliche und

sie durch ihre Territorial-Grösse und ihren Antheil an der Verfassung beruhigende Stärke erhalten;

3. dass dagegen alle Staaten, die zur geringsten Abstufung gehören, klein gehalten, und auf ihre Ausdehnung von 1801 zurückgebracht werden.

Ueber die Unausführbarkeit der ersten Alternative sind wir miteinander einig.

XXIX.—XXXI. Über die Schweiz.

Nach Abschluß des ersten Pariser Friedens ging Humboldt am 5. Juli 1814 dem Könige voran nach Neuchâtel, wo die durch die Okkupation unterbrochene königliche Verwaltung wiederhergestellt wurde, und verbrachte den Monat Juli mit seiner Familie in der Schweiz. Er benützte die Zeit, die dortigen sehr schwierigen und verwickelten politischen Zustände zu studieren und schilderte sie in einer umfangreichen Denkschrift (No. XXIX). Eine zweite schrieb er über den eventuellen Anschluß der Schweiz an Deutschland (No. XXX), und später fand er Gelegenheit, sich über die neue Verfassung des Kantons Bern (XXXI) zu äußern.

XXIX. Über die politischen Verhältnisse der Schweiz.

(Eigenhändiger Entwurf und Abschriften im Geh. Staatsarchiv.)

Schaffhausen, den 2ten August 1814.

Da ich Gelegenheit gehabt habe, während meines Aufenthalts in der Schweiz, Erkundigungen über die politische Lage dieses Landes einzuziehen; so halte ich es für meine Pflicht, Ew. Königlichen Majestät sowohl den jetzigen Zustand desselben, als meine Ansichten darüber allerunterthänigst in gegenwärtigem Berichte vorzulegen.

Ew. Königlichen Majestät ist bereits bekannt, dass die Zusammenberufung der jetzigen Tagsatzung*) vorzüglich die Berathung über den früher ausgearbeiteten Entwurf einer Bundesverfassung zur Absicht hatte. Dieser Versuch, von dem man sich sehr viel versprach, hat einen äusserst unglücklichen Erfolg gehabt.

---

*) *Nach mehrfachen Unterbrechungen fand sie wieder seit dem 18. Juli 1814 statt.*

Ausser den sechs neuen Cantons haben nur Zürich, Basel, der reformirte Aeussere Rhoden von Appenzell und, obgleich sehr spät, Schaffhausen den Entwurf angenommen; allein selbst unter diesen hat es noch einige Verschiedenheit der Meinungen gegeben. So z. B. haben die Cantone Aargau und Tessin bemerkt, dass keine Gränzberichtigung ohne gegenseitige Einwilligung geschehen solle, und die Cantone Aargau und Thurgau den § 42 dahin beschränkt, dass die Gewährleistung für die bestehenden Klöster, nur auf ihre Aufhebung ohne geistliche Einwilligung gehen könne. Die Cantone Bern, der katholische Innere Rhoden von Appenzell, und die untere Hälfte von Unterwalden (Nid dem Wald) haben den Entwurf gänzlich gemissbilligt. In dem untern Theile von Unterwalden war die Versammlung, welche die Verwerfung ausgesprochen, äusserst stürmisch und lärmend gewesen; und man hatte einstimmig erklärt, man fordere die alte Freiheit der Väter zurück, verlange unbedingte Cantonal-Souverenität und wolle von keiner bindenden Cantonalgewalt, noch Geldbeiträgen hören. Bern hatte eine Erklärung abgelesen, welche mit der gedruckten Bekanntmachung*) übereinstimmt, die ich diesem Berichte beizufügen die Ehre habe, und auf die ich in der Folge noch ausführlicher zurückkommen werde. Uri, Unterwalden ob dem Wald, Lucern, Glarus und Solothurn hatten den Entwurf zwar nicht geradezu für untauglich erklärt, allein mehrere der wichtigsten Artikel angegriffen und sich ihre Rechte dagegen vorbehalten. Lucern wollte die in dem 1. § der Bundesverfassung geforderte Gewährleistung der einzelnen Cantonal-Constitutionen erst dann eintreten lassen, wenn diese Constitutionen sämtlich vollendet seien, und man wisse, dass nichts in ihnen der Gesamtverfassung entgegenstehe. Auf die Gewährleistung des Ganzen wollte es sich erst einlassen, nachdem alle deshalb noch obwaltenden Anstände beseitigt sein würden. Den § 14, dass es keine Unterthanenlande geben, und jede Classe von Einwohnern gleiche Rechte haben möchte, hielt es für über-

*) *Sie ist vom 15. Juli 1814 datiert. Sie teilt die Beschlüsse des großen Rathes, der den Bund verwarf, mit und erklärt, daß die Regierung nicht von dem Bunde der Väter weichen wolle, wohl aber verlange, daß der neue, wie der alte, auf Gerechtigkeit beruhe; sie wolle weder Krieg noch Störung der Ruhe des Vaterlandes durch gewaltsame Mittel, wohl aber sei sie gesinnt, die Rechte des Landes und seine Verfassung gegen jeden Angriff zu verteidigen. Sie wolle auf Waadtland verzichten, aber nicht auf Aargau, doch dessen Bewohnern Burgerrecht ertheilen.*

flüssig, und in Absicht der Central-Casse und des Eidgenössischen Rathes bestand es auf mehreren Abänderungen. Glarus theilte über die Gewährleistung der Grenzen Lucerns Ansichten, und verwarf die der Verfassungen gänzlich. Freiburg wollte die Gewährleistung gleichfalls aufgehoben wissen. Solothurn brachte mehrere andere Bestimmungen in Vorschlag. Der obere Theil von Unterwalden erklärte sich gegen alle, die Souverenität der Cantons einschränkende Bundesgewalt, und wollte nicht zugeben, dass die einfache Stimmenmehrheit in der Tagsatzung entscheiden sollte. Zug, Freiburg und Schwiz endlich hatten gar keine Erklärung abgegeben, und letzteres sogar seinen Gesandten abberufen.

Auf diese Weise waren für den Entwurf 9 Cantons, und die reformirte Hälfte von Appenzell; gegen denselben, sei es ganz, sei es zum Theil eben so viele und die katholische Hälfte von Appenzell:*) und es ist daher klar, dass er nicht ratificirt worden ist, und dass die Verschiedenheit der Meinungen auf andre Art ausgeglichen werden muss.

Hierzu war aber für den Augenblick kein ganz wirksames Mittel abzusehen, da diese Verschiedenheit, wie ich gleich zeigen werde, gar nicht grade einzelne Punkte der Bundes-Acte betrifft, sondern bei weitem tiefer liegt.**) Indess schuf man doch eine

*) *Die Zahlen sind dem unten erwähnten Kommissionsbericht entnommen.*

**) *Statt dessen steht zuerst: „Mehr daher um nur die Tagsatzung nicht ganz unbeschäftigt zu lassen, und wenigstens den Schein zu haben, das einmal Begonnene fortzusetzen, als in der Hoffnung günstigen Erfolges schuf man doch eine Commission, die Ausgleichungsmittel aufsuchen soll, und in welcher Rüttimann aus Luzern und Wieland aus Basel die Hauptpersonen sind, zwei Individuen, deren Wahl schon beweist, wie wenig man von diesen Massregeln erwartet, da Rüttimann allen Partheien nacheinander, auch der französischen, gedient hat, und Wieland ein Mann von wenig Talent ist.*

„Man fühlt daher auch in Zürich allgemein, dass das Geschäft sich in einer Stockung befindet, aus welcher es auf dem alten Wege schwerlich wieder in Gang gebracht werden kann. Mehrere Abgeordnete, wie z. B. der Schultheiss Mulinen aus Bern haben den Ort auf einige Zeit verlassen, die missvergnügten Cantone bereiten in der Stille neue Ereignisse vor, und die beiden Gesandten der verbündeten Mächte sehen ein, dass die Würde ihrer Höfe leiden würde, wenn sie in diesem Zeitpunkt müssige Zuschauer einer verunglückten Tagsatzung bleiben wollten. Baron v. Schraut will daher nach Bern, seinem gewöhnlichen Aufenthalt, zurückkehren, und Graf Capo d'Istria schickt sich an, in ein Schweizer Bad zu gehen.

„Der letztere aber, der in der That unermüdet ist, alles zu versuchen, was nur irgend zum Zweck führen kann, hat den Plan . . . .“

Commission und gab ihr auf zu untersuchen, ob und wie noch eine Vereinigung erzielt werden könne. Diese Commission hat anliegenden Bericht erstattet,*) in welchem sie einige Abänderungen der am meisten angegriffenen Paragraphen der Bundesverfassung und zur Entscheidung über die Gebietsstreitigkeiten Schiedsrichter unter Obmännern vorschlägt.

Graf Capo d'Istria**) hatte denselben Plan von Bestellung von Schiedsrichtern gefasst.***) Er wollte aber, was auch weit zweckmässiger gewesen sein würde, alle Streitpunkte auf einmal zusammenfassen. Jede der beiden Hauptpartheien sollte die Schiedsrichter wählen, und diese einen siebenten nehmen.

Sollte man mit dem Ausspruch dieser Männer unzufrieden sein, so sollte man im Voraus auf die Gesandten der verbündeten Mächte, als Obmannen, compromittiren. Der Hauptzweck des Grafen bei diesem Plan ist, wie man leicht gewahr wird, die Schwierigkeiten zu entfernen, welche in seinen Instruktionen und in den persönlichen Ansichten seines Souveräns liegen. Dieser hat bekanntermassen auf das bestimmteste ausgesprochen, dass keinem der neuen Cantone ein Theil seines Gebietes entzogen werden solle. Graf Capo d'Istria hat schon, um wenigstens einige Freiheit übrig zu lassen, im 1. § der Bundesverfassung der Gewährleistung des Gebiets

> einen Vorbehalt der Berichtigungen für einzelne Landestheile, welche unter den Cantonen einverstanden, und von der Tagsatzung bestätigt werden,

hinzugefügt. Durch die Bestallung dieser Schiedsrichter nun würden selbst bedeutende Länderveränderungen gemacht werden können, ohne dass dadurch der Freiheit der Verlierenden Eintrag geschähe.†)

Die Tagsatzung hat gestern den Vorschlag der Commission in Berathung gezogen. Die Abgeordneten aller Cantone, welche

---

*) *Der Kommissionsbericht datiert vom 27. Juli 1814; Mitglieder der Kommission waren der Schultheiss Rüttimann aus Luzern, der Bürgermeister Wieland aus Basel, die Landammänner von Flüe und Zellweger und der Ratsherr Finsler.*

**) *Graf Capo d'Istria war der russische Vertreter.*

***) *Gestrichen ist: „welche über alle strittigen Punkte, vorzüglich auch über die Gränzberichtigungen und Bundesansprüche entscheiden sollen."*

†) *Gestrichen ist: „Allein es ist nicht zu glauben, daß die Cantone sich auf diese Weise in fremde Gewalt geben werden, und in Bern hat man mir bereits deutlich genug geäussert, dass man dazu keineswegs geneigt ist."*

Länderansprüche machen, und überhaupt aller alten (mit Ausnahme einiger kleinen, welche sich das Protocoll offen erhalten haben) sind in den Vorschlag der schiedsrichterlichen Entscheidung insofern eingegangen, dass sie sich nur die Ratification ihrer Regierungen vorbehalten haben. Die fünf neuen Cantone,*) auf deren Gebiet Ansprüche gemacht werden, haben den Vorschlag ad referendum genommen. Indess haben unter ihnen die Abgeordneten des Waadtlands erklärt, dass sie gewiss glaubten, ihre Regierung werde sich die Entscheidung durch Schiedsrichter gefallen lassen, wenn nur die an sie gemachten Ansprüche nicht ihre Existenz in Gefahr brächte. Dagegen haben die des Aargaues unverholen geäussert, dass gerade, weil ihr Canton nicht fortbestehen könne, wenn er den Bernischen Antheil verliere, ihre Regierung dagegen sein müsse. Auf diese Weise würde gerade der Hauptpunkt unentschieden bleiben; gleich zweifelhaft ist die vorbehaltene Genehmigung, und endlich sieht man nicht ab, auf welchen Obmann die Schiedsrichter compromittiren können und werden? Es bleibt daher noch von vielen Seiten ungewiss, ob diese schiedsrichterliche Entscheidung wird eintreten können. Hier ist die Meinung einiger, dass, wenn auch dieser oder jener Canton nicht einwilligen sollte, sich doch indess die übrigen konstituiren könnten. Allein alsdann wäre immer schon eine Spaltung vorhanden.

Ueber die vorgeschlagenen Constitutions-Veränderungen hat man gestern noch garnicht berathschlagt. Man ist sogar noch darüber uneins gewesen, ob man nicht diese Berathschlagung ganz bis zur Entscheidung der Frage über die Länderansprüche aussetzen solle? Dies wird erst in der nächsten Sitzung entschieden werden.

Sollten die Vorschläge der Commission den gewünschten Erfolg nicht haben, so glaubt Graf Capo d'Istria, dass nichts übrig bliebe, als eine Anzahl Schweizerischer Abgeordneten zum Congress nach Wien zu berufen, mit diesen die Sache abzumachen, und sie alsdann mit oder gegen den Willen der einzelnen Cantone durchzusetzen.

Bis dahin aber haben sich die Gesandten der drei grossen verbündeten Mächte, die jetzt in Zürich gegenwärtig sind, verabredet, sobald sie sehen, dass auch dieser neue Versuch der Commission fruchtlos bleibt, der Tagsatzung eine kurze Note zu über-

*) *St. Gallen, Aargau, Thurgau, Tessin, Waadt.*

geben, in der sie sagen wollen, dass, da alle ihre Bemühungen, die Partheien zu vereinigen, ohne Erfolg gewesen wären, sie für den Augenblick nichts mehr für diesen Zweck thun könnten. Der von Schraut*) will alsdann nach Bern zurückkehren, und Graf Capo d'Istria in ein Bad gehen.

Noch vor Ernennung der Commission hat der Canton Unterwalden Nid dem Wald einen Schritt gethan, welcher den Schweizerischen Angelegenheiten hätte eine ganz neue Wendung geben können. Da der Canton Schwiz den Entwurf zur Bundesverfassung durch die Abberufung seiner Abgeordneten noch bestimmter, als die andern, dissentirenden Cantone verworfen hat, so hat Unterwalden den Entschluss gefasst, sich mit ihm und dem dritten Urcanton Uri, von den übrigen zu trennen, ihren ursprünglichen Bund auf das neue zu beschwören, und nunmehr diejenigen unter den übrigen Cantonen, welche mit ihnen übereinstimmen, in diesen erneuerten Bund aufzunehmen. Es hat daher unterm 18. Julius ein Schreiben an Uri erlassen, um diesen Canton hierzu einzuladen, und hat zugleich in einem andern Schreiben Schwiz davon Nachricht gegeben. Die Fassung beider Schreiben ist merkwürdig, weil sie beweist, wie man es dahin zu bringen gewusst hat, in diesen kleinen Cantonen, welche noch immer einen grossen Einfluss in der Schweiz ausüben, die Meinung herrschend zu machen, dass die alte Schweizer-Verfassung und mit derselben ihre Rechte über den Haufen gestürzt werden sollen, und wie sehr man dadurch die Gemüther in Bewegung gebracht hat. In dem Schreiben von Uri heisst es unter anderen:

> „Wir dürfen uns von der gegenwärtigen Stimmung der meisten Tagherren zu Zürich wenig Heil versprechen; vielmehr gelten dabei die Umstände eine nichts bedeutende Null, weil die grösseren und reicheren Cantone die fremden Minister auf ihre Seite gebracht haben und unsern billigen Forderungen nicht entsprochen wird."

Weiterhin sagen sie:

> „Wir finden es dem Drange der Umstände vor allem angemessen, dass nun die drei Urstände sich aufs neue verbrüdern, von gleichem Sinn und den nämlichen Entschlüssen beseelt, die Bünde erneuern und so vereint trachten, den Bund zu mehren, wenn würdige Eidgenossen

*) *Der österreichische Gesandte; für England war Stratford Canning anwesend.*

> uns noch werth halten, und die Stifter der Schweizerischen Freiheit noch ehren sollten, und so, Hand in Hand, ohne Eigennutz und niedrige Interessen, kann der Schweizerische Bundesstaat von seinem Urstamme zum dauerhaften Staat gebildet und erhoben werden."

und am Schluss:

> „lasst unsre Feinde die Absicht nicht erreichen, die ganz gewiss dahin gehet, die Urcantone zu trennen, in ein kleinliches Licht zu stellen, und so herabzuwürdigen."

Die Bernische Regierung machte kein Geheimniss daraus, dass sie diese Trennung billigte, und den Urcantonen beizutreten geneigt war; sie glaubte, dass Freiburg, Solothurn, Lucern, Zug und der Innere Rhoden Appenzells, die auf der Tagsatzung fast immer mit ihnen übereinstimmten, unmittelbar ein Gleiches thun werden, und dass dies auch die noch übrigen alten zwingen werde, sich anzuschliessen. Da es nicht unwahrscheinlich ist, dass Bern diese Schritte selbst veranlasst hat, so hätte es, wenn dies zu Stande gekommen wäre, seinen alten Plan durchgesetzt, eine Versammlung der 13 Cantone zu veranstalten, alsdann die neuen zum Beitritt einzuladen, und ihnen denselben unter beliebigen Bedingungen zu verstatten. Entspräche der Erfolg Berns Erwartungen nur einigermassen, so wäre es um so gewisser, dass es sich mit Hartnäckigkeit jedem Versuch, diese Vereinigung zu trennen, entgegensetzen würde, als die Regierung schon jetzt bereut, dass man den Aufforderungen der Gesandten der verbündeten Mächte im verwichenen Frühjahr nachgegeben, und sich, da sich die alten Cantone in Luzern zu vereinigen anfingen, mit den neuen vereinigt hat. Der Schultheiss Mülinen*) sagt unverholen, dass er schon damals zum Widerstand gerathen hat.

Allein es scheint nicht, als würde diese beabsichtete Vereinigung zu Stande kommen. Die Deputirten der Urcantone haben sich wirklich in Brunnen versammelt, allein sie sind, ohne einen Beschluss zu fassen, wieder auseinander gegangen, und der Canton Schwiz hat sogar erklärt, seine Deputirten zur Tagsatzung zurückfordern zu wollen, obgleich dies bis gestern Abend noch nicht geschehen war. Merkwürdig ist es jedoch, dass selbst sehr patriotische und aufgeklärte Männer wie Alois Reding,**) für diese par-

*) *Nikolaus Friedrich v. Mülinen, Alt-Schultheiß von Bern.*

**) *Alois Reding, Landammann und Pannerherr in Schwiz.*

tielle Vereinigung stimmen. Es soll zum Theil daher kommen, dass sie daraus, dass Bern, trotz den Erklärungen der verbündeten Minister immer fest bei seinen Ansprüchen bleibt, den Argwohn hegen, als seien die Verbündeten uneins unter einander oder wünschten die Schweiz in Unruhe zu erhalten, und unterstützten daher heimlich die Maassregeln Berns. Auffallend, um dies beiläufig zu bemerken, ist es allerdings, dass Bern sogar Waffen kauft, und ein bisher unerhörter Fall, Fremde in seine Dienste nimmt, wie es in der That mit einigen Leuten aus der an den Grenzen der Schweiz entlassenen deutschen Legion, welche Graf Bentheim befehligte, geschehen ist. Ob man gleich genug weiss, dass es keinen Angriffsplan hat, sondern sich nur nöthigenfalls zu einer Vertheidigung anschickt, so setzen diese Maassregeln doch solches Vertrauen voraus, dass die Vermuthung, dasselbe werde von irgend einer Seite heimlich genährt, dadurch verzeihlich wird.

Käme noch diese abgesonderte Vereinigung durch die Urcantone zu Stande, so hätte sich die Schweiz offenbar dem Einfluss der verbündeten Mächte entzogen, und die Bemühungen ihrer Gesandten auf eine künstliche Weise vereitelt. Es liesse sich schwer voraussehen, welches der Erfolg sein würde, ob nemlich die neuen Cantone, mit Aufopferung eines Theils ihres Gebiets, nachgeben oder sich widersetzen würden, und ob es in diesem Falle bei einer blossen Trennung bleiben, oder zu Thätlichkeiten kommen würde. Gewiss ist indess, dass der schwächere Theil immer Schutz ausserhalb suchen, und dass die verbündeten Mächte, die sich alsdann nur durch sehr kräftige Mittel noch irgend einen entscheidenden Einfluss verschaffen könnten, immer zugleich Rücksicht auf Frankreich nehmen müssten, das sich auf der einen Seite einmischen, auf der andern aber sie selbst an ihr Versprechen erinnern würde, die Schweiz in Anordnung ihrer innern Angelegenheiten in Freiheit zu lassen. In dem jetzigen Augenblick scheint die französische Regierung zu einer solchen Einmischung noch nicht geneigt, und es wäre also auch darum schlechterdings keine Zeit zu verlieren, endlich einmal einen durch aus übereinstimmenden, und soviel es, ohne in Widerspruch mit dem bisherigen Verfahren zu verfallen, möglich ist, auf die Gesammtlage der Schweiz und ihr Verhältniss zu den verbündeten Mächten berechneten Entschluss zu fassen, und diesen mit Kraft durchzusetzen. Der Aufschub auch des Entschlusses, wie man

diese Sache behandeln will, bis zum Congress würde höchst verderblich sein, da schon die Gewissheit, dass die wichtigsten Angelegenheiten Europa's mehrere Monate unentschieden bleiben werden, den mit den Verbündeten missvergnügten Cantonen einen höchst schädlichen Spielraum gegeben hat.

Um aber auch nur einigermassen die Mittel überschlagen zu können, welche die verbündeten Mächte anzuwenden im Stande sind, muss man den Grund des Uebels tiefer aufsuchen, und die innere Lage der Schweiz darlegen. Wenn man nun dem Ganzen der Begebenheiten seit der Neutralitätserklärung folgt, so fällt es in die Augen:

1. dass die Ansprüche Berns auf die ihm entrissenen Länder,*) und der Zwiespalt zwischen dieser alt-aristokratischen Regierung, welche auf eine künstliche Weise die alt-demokratischen auf ihre Seite gebracht hat, und zwischen der neu-demokratischen, von ihr revolutionär genannten, allein das Unheil hervorbringen, und die Vereinigung auf den bisher versuchten Wegen unmöglich gemacht haben;
2. dass die erste ganz widersprechende Behandlung, welche die Schweiz von Oesterreich und Russland durch die Senfftische**) Sendung, und die wiederholte Erklärung des Kaisers Alexander, dass die neuen Cantone ihre Souverenität und Integrität behalten sollte, erfahren hat, jene Ansprüche erregt, und jenen Zwiespalt erst recht lebendig gemacht haben;
3. dass, da in einer solchen Lage der Dinge nur sehr kräftige Mittel hätten wirksam sein können, dergleichen gänzliche Freilassung der Schweiz, oder zwingende Vermittlung, oder Aufforderung zur Theilnahme am Kriege gegen Frankreich, um dem National-Interesse eine andere Richtung zu geben, gewesen sein würden, jene beiden Mächte (da Preussen nie wirksamen Antheil genommen hat) in scheinbarer Uebereinstimmung, in welcher aber die Einsichtsvollen in der Schweiz recht gut die Wahrheit zu

---

**) Waadt und Aargau.*

***) Graf Senfft v. Pilsach war im Dezember 1813 als Agent Metternichs in der Schweiz erschienen und unterstützte die Bestrebungen auf Wiederherstellung der vorrevolutionären Verfassung, während Kaiser Alexander, von La Harpe beraten, wiederholt obige Erklärung abgab.*

erkennen wussten, bloss schwache und palliative, und noch dazu solche Massregeln ergriffen haben, die, indem sie keine Parthei befriedigten, jede zur Furcht oder Hoffnung reizten.

Obgleich es unnütz sein würde, über die Senfftische Sendung jetzt noch Worte zu verlieren, glaube ich doch, Ew. Königlichen Majestät Abschriften der Original-Noten des Grafen Senfft und des Barons Schraut vorlegen zu müssen.*) Da ich genöthigt bin, in diesem allerunterthänigsten Berichte mehrmals gegen die Bernische Regierung zu sprechen, so füge ich um so gewissenhafter hinzu, was zu ihrer Entschuldigung und selbst zu ihrer Rechtfertigung dienen kann.

Denn dass dieselbe den Grafen Senfft zu seinen Eröffnungen beauftragt halten m u s s t e, kann nach Durchlesung der Schrautischen Note keinem Zweifel unterworfen sein, obgleich man wohl auch mit gleicher Gewissheit voraussetzen kann, dass, wenn Graf Senfft das Ansehn hat, die Berner zu drängen, wiederum er selbst von einer Parthei unter ihnen hierzu verleitet wurde.

Das Versprechen der Souverainität und Integrität der 19 Cantone**) war auf der andern Seite gleich schädlich. Es konnte, und auch hierin möchte noch viel Irrthum herrschen, höchstens auf das Wohl der Schweiz allein berechnet sein, und die wichtige und höchst erlaubte Politik der Verbündeten forderte damals, dies Wohl wenigstens mit ihren eignen Absichten zu verbinden. Nun aber hat die Erfahrung immer gelehrt, dass es den auswärtigen Mächten vortheilhaft ist, einen präponderirenden Canton zu finden, welcher die übrigen zu leiten vermag, und dass Bern hierzu vorzugsweise geschickt ist. Gerade also dieser Canton, der sich noch ausserdem am wenigsten französisch benommen, den revolutionären Grundsätzen am meisten abgeneigt bewiesen hatte, und mit nie abzuläugnender Ungerechtigkeit behandelt worden war, aufs äusserste zu treiben, hiesse wenigstens alle schon bestehenden Schwierigkeiten muthwilliger Weise verdoppeln.

Die wahre Politik der verbündeten Mächte in jener Zeit hätte, dünkt mich, erfordert, mit allen einzelnen Cantonen einen Vertrag einzugehen, in welchem sie sich verbindlich gemacht hätten, von

*) *Die Noten sind vom 19.—22. Dezember und an Bern gerichtet, wo Senfft vor allem die aristokratische Partei unterstützte.*

**) *Durch Kaiser Alexander von Rußland.*

ihren Forderungen und Besitzungen diejenigen Opfer zu bringen, welche das Gesammtwohl der Schweiz und ihr Verhältniss zu den andern Mächten erfordern möchte, wobei man jedoch immer das Fortbestehen aller 19 Cantone feststellen konnte; die endliche Organisirung des Bundesstaats bis zum Frieden aufzuschieben, bis dahin die innere Verfassung nach der Vermittlungs-Acte bestehen zu lassen; aber durch die Gesandten dahin zu arbeiten, dass in jedem Canton billige und vernünftige Männer an die Spitze der Geschäfte kämen, und jeden aufkommenden Anspruch einer Parthei, die über die nothwendige Mittellinie hinausging, mit Macht niederzuschlagen.

Wollten die verbündeten Mächte statt dessen die alte Verfassung zurückrufen, so mussten sie es überall, und nicht in Bern allein thun; wollten sie dagegen, wie es Russlands Absicht scheint, die neuen Rechte ganz unverkürzt bestehen lassen, so mussten sie garnicht gestatten, dass Bern sich nur einfallen liesse, etwas Anderes zu fordern.

Ich erwähne dies, um darauf zu kommen, dass, meiner Ueberzeugung nach, die verbündeten Mächte noch jetzt zu einem Mittelweg, und zu einem Ausgleichen der Ansprüche gelangen müssen. Wird eine oder die andere Parthei, wie jetzt Bern es für sich besorgt, ganz unterdrückt, so wird, vorzüglich bei Frankreichs Nachbarschaft, die Sache nur scheinbar hergestellt, und das Werk der Mächte nur unsicher begründet sein.

Ist dies in dem Wesen der Sache wahr, so muss auch die Art der verbündeten Mächte auf die Schweiz einzuwirken, durchaus eine andere, als die bisherige, sein. Zu einer Ausgleichung der Ansprüche, die also nothwendig Opfer voraussetzt, ist es unmöglich zu gelangen, so lange die vermittelnden Gesandten zwar einwirken, aber nicht eigentlich entscheiden. Denn solange geben die neuen Cantone nicht nach, weil ihnen die Hoffnung des Schutzes der Mächte bleibt, und die alten nicht, weil der Ausspruch derselben sie nicht zum Schweigen bringt. Eine solche Ausgleichung ist nur durch eins der beiden entgegengesetzten Mittel zu erhalten, durch einen Machtspruch, welchem sich keiner mehr widersetzen darf, oder durch gänzliche Freilassung der Schweiz, wo der schwächere Theil natürlich unterliegen wird.

Welche Meinung man aber auch hierüber oder sonst hegen möchte, so kann unmöglich irgend jemand die jetzige Verfahrungsart billigen.

Das einzige Mittel, wodurch fremde Mächte, ohne geradezu mit dem Schwerte zu drohen, Einfluss auf einen freien Staat ausüben können, ist, die Geschäfte des Landes in die Hände von Personen zu bringen, welche ihrem System günstig sind. Dies nun ist durchaus versäumt worden, man hat vielmehr überall diejenigen gelassen, welche der Zufall gerade hingestellt hatte. Ja, einige von denen, auf deren Rechtlichkeit und aufgeklärte Denkungsweise die Verbündeten hätten rechnen können,*) haben, wie man behauptet, durch Bernische Cabalen, Fanatikern und Intriganten weichen müssen, wie z. B. im Canton Schwiz Alois Reding einem sogenannten General Uftermur,**) der von Schweizerischen Eltern in Neapel geboren und seinem Vaterlande fremd aufgewachsen ist, erst spät deutsch gelernt hat, und dessen Vermögensumstände auf eine, seinen Charakter verdächtig machende Weise zerrüttet sind. Daher stehen nun die verschiedenartigsten Männer nebeneinander, und der Präsident der Tagsatzung Reinhard,***) der einzige aus den alten Cantonen, der sich ganz in die Absichten der fremden Mächte schmiegt, besitzt weder Charakter noch Talent genug, um ihnen eigentlich nützlich zu werden. Die Gesandten wollen, und können, nach der Lage, in die man sie gesetzt hat, es nicht anders, auf der Tagsatzung durch ministerielle Noten wirken. In diesen Noten führen sie oft eine sehr bestimmte Sprache. In einer (vom 10. Mai) heisst es:

> après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, et employé un temps considérable à cet effet, on en sauroit plus admettre de nouvelles divergences dans les opinions, ou des délais ultérieurs pour les accorder, sans reconnoitre en même tems qu'il est de toute impossibilité de parvenir à un résultat satisfaisant par la seule voye des insinuations amicales.

In einer andern (vom 20. Mai) erinnern sie daran, dass die Zurückgabe der der Schweiz entrissenen Gebiete an die Bedingung geknüpft sei, dass dieselbe sich wieder eine dauerhafte politische Verfassung gäbe. Als einige Gemeinen Unterhandlungen anfingen, sich mit andern Cantonen, als zu denen sie jetzt gehören, zu ver-

* *Gestrichen: „wie z. B. Alois Reding im Canton Schwiz".*

**) *Der Aufstandsgeneral Aufdermauer.*

*** *Hans von Reinhard, der Alt-Landamman von Zürich, der Leiter der gesamten Schweizer Politik der Zeit.*

binden, erliessen sie sehr starke und drohende Erklärungen. Durch alle diese, bei dem einmal angenommenen System unvermeidlichen Maassregeln haben sich die verbündeten Mächte den gegründeten Vorwurf zugezogen, die Freiheit der Schweiz zu beschränken, und haben dennoch ihre eigentliche Absicht verfehlt. Das letztere musste nothwendig der Fall sein. Denn obgleich es schwer geworden sein dürfte, dies verwickelte Geschäft mit grösserem Eifer, geraderen Gesinnungen und helleren Einsichten zu führen, als dies von Lebzeltern*) und Graf Capo d'Istria gethan haben, und als der letztere zu thun fortfährt, so ist es dennoch sehr natürlich, dass Bern, oder jeder Canton sonst, wenn er etwas anderes, als sie, durchsetzen will, es über sie durch seinen Einfluss, und seine Kenntniss aller Personen und Verhältnisse gewinnt, und die Berathung über den Verfassungsentwurf hat hinreichend gezeigt, wie ungleich der Kampf ist, den sie zu bestehen haben. So lange daher die Dinge in dieser Lage sind, thut Ew. Königl. Majestät Ministerium gewiss sehr gut, den von Chambrier**) noch in Neuchâtel zurückzulassen.

Wie wahr das eben Gesagte ist, bewiess der Einfluss, den Bern seit diesem Frühjahr im Stillen ausgeübt hat. Es ist eine Thatsache, dass die kleinen Cantone im Anfang mit seltener Uneigennützigkeit von selbst und willig auf den Genuss der Unterthanenrechte Verzicht leisteten, und dass sie jetzt jede, selbst veraltete Forderung wieder hervorgesucht haben. Man beschuldigt die Regierung in Bern allgemein, selbst unerlaubte Mittel nicht verschmäht zu haben, um ihrer Zustimmung gewiss zu werden; man erzählt, dass sie, um dahin zu gelangen, in diesen Cantonen Männer an die Spitze gebracht hat, auf deren Mitwirkung sie rechnen kann, die aber sonst keinesweges von unbescholtenem Rufe sind, und diese Beschuldigungen werden glaublich, da Mitglieder der Regierung selbst eingestehen, dass sie genöthigt sind, um die kleinen Cantone eng mit ihrem Interesse zu verbinden, ihnen auch in Punkten beizupflichten, über welche sie sonst anderer Meinung seyn würden. Dadurch nun ist die Spaltung mit jedem Tage gewachsen, und würde, wenn es so fortginge, bald unheilbar werden.

---

*) *Der österreichische Legationsrat v. Lebzeltern war in außerordentlicher Mission in der Schweiz.*

**) *Freiherr v. Chambrier d'Oleires war preußischer Gesandter bei der Eidgenossenschaft.*

Da die andern Cantone gesehen haben, dass Bern wenigstens auf seinem ehemaligen Antheil an jetzigem Aargau besteht, will Uri dem Canton Tessin wieder das Liviner Thal entreissen, Schwiz sich mit Utznach, Glarus mit Sargans vereinigen und beide von St. Gallen trennen, Zug, ohne alles nur irgend beweisbare Recht, dem Aargau das untere, Lucern das obere Freiamt entziehen. Weit schlimmer aber und gefährlicher als diese Länderansprüche ist es, dass die kleinen, vorzüglich die Urkantone, durch dies Betragen Berns gegen sie, und durch die Dauer der jetzigen Streitigkeiten ein völliges Misstrauen gegen die verbündeten Mächte, und gegen alle Neuerungen, wie sie es nennen, gefasst haben, zu allen alten, jetzt nicht mehr anwendbaren Grundsätzen zurückkehren, immer die Nothwendigkeit der unbeschränkten Souverenität jedes einzelnen Cantons im Munde führen, und sich laut gegen alle nur irgend kräftige Centralgewalt erklären.

Demungeachtet würden doch auch diese Cantone höchst wahrscheinlich ruhig einem auf billigen Grundsätzen beruhenden Bunde beitreten, sobald nur Bern, in Ansehung seiner Ansprüche befriedigt, aufhörte störend auf sie einzuwirken, oder sie auf eine, dem allgemeinen Wohl erspriessliche Weise bearbeitete. Hierauf kommt daher Alles zurück.

Bern nun hat seine Forderungen, so wie es sie jetzt beschränkt in der anliegenden gedruckten Bekanntmachung,*) bestimmt und deutlich ausgesprochen. Das Waadtland unter billigen Bedingungen freizugeben: auf der Wiedervereinigung des Bernischen Aargaues, dem es jedoch Bürgerrecht, verhältnissmässigen Antheil an der Landesregierung und Loskäuflichkeit der Zehnten und Bodenzinsen zusagt, zu bestehen und sein im Ausland stehendes Vermögen gegen die Vermischung mit der Helvetischen Staatsschuld**) zu sichern, sind die Gegenstände, die es festhalten will. Als Bedingung der Verzichtleistung auf das Waadtland haben mir Mitglieder der Regierung in Bern die Abtretung von Payerne und der Salzwerke von Aigle,***) und endlich die Bezahlung gewisser Lehngelder (Laudemien) genannt, zu welchen das Waadtland

*) *S. o. S. 117.*

**) *Gestrichen: „welche unmittelbar nach ihrer Liquidation 5 Millionen Schweizerischer Franken d. i. 4 $^1/_2$ Französischer betrug, jetzt aber schon fast um eine Million verringert seyn mag.“*

***) *Gestrichen: „welche eine jährliche Ausbeute von 20000 Centnern Salz, also $^1/_{20}$ des ganzen Salzbedarfs der Schweiz gewähren.“*

schon während des französischen Einflusses rechtskräftig verurtheilt gewesen seyn soll, die es aber nie geleistet hat.

Für das Bernische Aargau, nach dem ihm im verwichenen März von dem Oesterreichischen und Russischen Gesandten gemachten Antrage, die Stadt Biel mit ihrem Gebiet, des Erguel, Bisthum Basel und Münster-Thal anzunehmen, hat die Regierung in Bern gänzlich abgelehnt, und ihren Grund in einer Ew. Königl. Majest. Ministerium natürlich bekannten Note vom 9. April ausführlich dargelegt. Sie ist noch jetzt diesem Vorschlage gänzlich abgeneigt, und stellt dagegen vor, dass alle diese Gebiete das ihrige nicht besser abrunden würden, und dass sie gewiss sei, sich durch die Annahme von Biel den Hass der ganzen Schweiz zuzuziehen. Als aber Graf Capo d'Istria, in der Meinung, Oesterreich werde seine Ansprüche auf das Frickthal wieder geltend machen und es von Aargau trennen, der Berner Regierung zu verstehen gab, sie werde dies Ländchen erhalten und es gegen ihren Antheil an Aargau austauschen können, ging dieselbe begierig darauf ein, und sandte einen ihrer Mitbürger, Muralt,*) nach Paris. Er kam aber, einer unbedeutenden Unterredung mit Fürst Metternich ausgenommen, nicht einmal dazu, seine Unterhandlung anknüpfen zu können, die bei der einmal ausgesprochenen Integrität des Aargaues auch unmöglich hätte gelingen können. Einen Austausch des Bisthums Basel und der vorhin genannten Gebiete gegen ihren Antheil an Aargau halten sie für unmöglich, weil ihn der Aargau freiwillig nie eingehen würde.

Dass nun die Bernische Regierung von ihren jetzt so öffentlich ausgesprochenen Forderungen nicht, ohne durchaus dazu gezwungen zu werden, abgehen wird, halte ich für gewiss. Das Bernische Aargau, welches die Hauptsache davon ausmacht, ist gerade der Punkt, um welchen sich alle vorgefasste Meinungen und Leidenschaften, die man als den eigentlichen Grund des Zwiespalts ansehen muss, herumdrehen. Die Regierenden in Bern sagen selbst, dass es ihnen garnicht sowohl auf den Zuwachs an Unterthanen und Einkünfte, als darauf ankomme, dass die revolutionäre Partei der Schweiz, des Aargau und Waadtlands, deren vorzügliche Stücke theils durch die geographische Lage, theils durch die Stimmung einiger Individuen in dem Bernischen Aar-

*) *Bernhard Ludwig von Muralt, Oberamtmann v. Thun; seine Sendung erfolgte Ende April 1814.*

gau, dem wahren Sitze des Jacobinismus, liege, geschwächt und getrennt werde. Sie geben vor, Bern könne, zwischen Aargau und der Waadt wie jetzt eingeschlossen, nicht bestehen, und mögen wohl in der That heimlich für sich und ihre auch im Canton Bern selbst, von nicht wenigen für unbillig aristokratisch gehaltenen Vorrechte besorgt sein. Die Anhänger jener Regierungen hegen dagegen die gleiche Furcht, und der Obrist La Harpe*) (dessen antibernische Gesinnungen in dem anliegenden höchst merkwürdigen Briefe an Muralt deutlich ausgesprochen sind) sagte dem letzten in Paris ganz einfach:

> „er werde nie in die Vereinigung des Aargaues, noch eines Theils des Bisthums Basel mit Bern einwilligen, da diese Vereinigung, früh oder spät, den Untergang der Waadt zur Folge haben würde.“

Auch kann man nicht leugnen, dass der Canton Aargau, nach der Trennung des ehemaligen Bernischen Antheils von demselben, kaum noch bestehen könnte. Denn abgerechnet, dass dessen beide alsdann noch übrigen Bestandtheile, das Frickthal und die Grafschaft Baden nebst den Freiämtern, durch jenen Antheil getrennt sind, so giebt es auch nur in diesen Männer, welche den Regierungsgeschäften gewachsen sind, da hingegen in jenen beiden Distrikten nach ihren vorigen Verhältnissen, ganz und gar kein Cantonalgeist herrscht.

Beide Theile werden um so hartnäckiger auf ihrem Willen bestehen, weil beide glauben, ihn durchsetzen zu können, Bern im Vertrauen auf seinen Einfluss auf einen Theil der Schweiz, namentlich die kleinen Cantone, und auf die nun einmal gemachte Erfahrung, dass die verbündeten Mächte wenigstens keine entscheidenden Mittel anwenden; seine Gegner im Vertrauen auf den Schutz Russlands.

Hierin also, in der Frage, ob Bern seinen Antheil an Aargau wiedererhalten soll? und wie dies zu bewerkstelligen ist? liegt der ganze Knoten der scheinbar äusserst verwickelten Angelegenheit. Die Bernische Regierung giebt vor, dass die Einwohner dieses Antheils selbst die Wiedervereinigung wünschen. Allein allen Erkundigungen nach, die ich im Stillen habe einziehen können, ist dies ganz ungegründet, und unverdächtige Zeugen versichern und

---

*) *Friedrich Caesar La Harpe, der bekannte Erzieher Alexanders von Rußland; der Brief ist vom 20. Mai 1814.*

belegen mit Thatsachen, dass das Waadtland und Aargau jetzt in ungleich blühenderem Zustande sind, als sie es unter der Bernischen Regierung waren. Dass die Bevölkerung schneller in ihnen zugenommen, dass sich ein bei weitem grösserer und mehr lebendiger Gemeingeist in ihnen offenbart hat, und dass endlich alle Anstalten, welche sich auf Volksbildung beziehen, sichtbar gewonnen haben, ist unläugbar. Die Bernische Regierung zeigt in allen diesen Dingen noch immer einen wenig freien Geist, und schränkt auch jetzt die Pressfreiheit bei weitem mehr ein, als es eine billige und der Achtung und Liebe ihres Volkes gewisse Regierung thun sollte und würde.

So sehr ich auch Ew. Königliche Majestät um huldreiche Nachsicht bitten muss, dass ich mir eine so umständliche Darstellung der Schweizerischen Angelegenheiten erlaubt habe, so schien mir dieselbe doch nothwendig, um zu beweisen, dass es im höchsten Grade unzweckmässig sein würde, die ministerielle Einwirkung so fortdauern zu lassen, wie sie bisher, gewiss nicht durch die Schuld der Gesandten, aber in Folge des Systems der Mächte, welches ebensowenig Freiheit gewährte, als mit Kraft entschied, in Zürich bestanden hat. Man möchte nun, nach Russlands bisher geäusserten Gesinnungen, Bern und die übrigen alten Cantone mit ihren Länderansprüchen zurückweisen, oder Berns Forderungen nachgeben wollen, so würde man auf diesem Wege bei den ersteren Verfahren fast unüberwindliche Schwierigkeiten und bei beiden sehr bedeutende Nachtheile antreffen.

Die Schweiz gänzlich sich selbst zu überlassen, scheint mir gleichfalls nicht mehr möglich. Man muss gegenwärtig völlige Spaltung, Bürgerkrieg und Einmischung Frankreichs erwarten, sobald die Rücksicht auf die verbündeten Mächte verschwindet.

Ein drittes Mittel endlich, welches ohne allen Zweifel bei weitem das wirksamste sein würde, zweckmässige Veränderungen in den Personen der Regierungen, zuerst in Bern, wo ganz und gar nicht die ganze Volksmasse die Ansichten ihrer an der Spitze der Geschäfte stehenden Beamten billigt, dann in denjenigen Cantonen, wo, und zwar wie man behauptet, durch Bernischen Einfluss die mehr Partheilosen entfernt worden sind, zu bewirken, ist jetzt nicht mehr auf eine, der Würde der verbündeten Mächte angemessene Weise anzuwenden.

In dieser Verlegenheit würde ich folgenden Vorschlag zu machen wagen.

Zuerst muss man abwarten, ob der Vorschlag der Commission in Absicht der Schiedsrichter von Erfolg sein wird.

Ist er es nicht, so tritt in den Angelegenheiten der Tagsatzung offenbar ein Stillstand ein; die alten Cantone versuchen vielleicht dann noch ernstlicher eine Vereinigung unter sich; der Gesandte Ew. Königl. Majestät ist schon, durch vorsichtige Verfügung des Ministeriums, früher zurückgetreten; der Oesterreichische und Russische werden sich alsdann gleichfalls auf eine Zeit entfernen.

An diese Umstände würde ich dann rathen das Verfahren anzuschliessen, und den Gesandten aufzugeben, für den Augenblick Alles gehen zu lassen, allein ihre vorzüglich auf den Grad und die möglichen Folgen der Spaltung unter den Cantonen, und auf die Intrigen Frankreichs zu richtende Aufmerksamkeit zu verdoppeln. Einige Augenblicke Ruhe zu verstatten, die Nation gewähren zu lassen, und das ewig reizende, aufregende und doch nichts entscheidende Einwirken wenigstens zu unterbrechen ist vor allen Dingen schlechterdings nothwendig.

Lässt sich alsdann, wie jedoch nicht zu hoffen steht, die Sache so an, dass sie, ohne Thätlichkeiten, zur Ruhe gedeihen kann, so muss man den Partheyen ihre Freiheit gönnen, welches auch die Entscheidung sein möge.

Ob Aarau und sein Gebiet Bernisch, oder Aargauisch ist, selbst ob es 19 oder 13 Cantone giebt, ist in der That, wenn man auf das wahre politische Interesse sieht, für die verbündeten Mächte gleichgültig; ja es ist nicht zu läugnen, dass ihr Vortheil mehr in der Vergrösserung Berns und in der Verminderung der Zahl der Cantone liegt. Das Einzige, was sie nicht mit Gleichgültigkeit ansehen könnten, wäre auf der einen Seite, wenn, indem Bern gewaltsam mit allen seinen Forderungen zurückgewiesen würde, und man den Geist der Regierung mit den Personen unverändert liesse, ein ewiger Keim neuer Unruhen in der Schweiz zurückbliebe, und auf der andern Seite, wenn, indem man Bern eigentlich nachgäbe, diese Regierung in den verbündeten Mächten besiegte Widersacher erblickte.

Droht aber, wie höchst wahrscheinlich der Fall sein würde, die Spaltung unheilbar zu werden, dann müssten die verbündeten Mächte sich geradezu das Recht der Entscheidung anmassen, und es auf die Nothwendigkeit gründen, ein schon durch seine geographische Lage für das politische Interesse Europas so wichtiges Land, wie die Schweiz ist, in einen Zustand der Ruhe zu ver-

setzen und darin zu erhalten. Ohne ihrem jetzigen Verfahren untreu zu werden, aus einem neuen und wichtigen Grunde, träten sie dann in einer andern Gestalt, und zwar in einer solchen auf, in der sie wirklich mit Kraft, und zum Heile der Schweiz selbst wirken könnten.

Wie die Entscheidung alsdann ausfallen müsste, würde zwar auch von den Umständen, die dann obwalteten, abhängen. Allein immer, glaube ich, müssten Berns Ansprüche grösstentheils befriedigt werden, allein auf eine Weise und unter solchen Bedingungen theils in Absicht seiner Centralverfassung und der Rechte des ihm zurückzugebenden Gebiets, theils in Absicht seines auf die ganze Schweiz auszuübenden Einflusses, und der so wichtigen Verbindung dieser mit Deutschland (über welche ich Ew. Königl. Majestät heute einen besondern Bericht abstatte), dass die Bernische Regierung inne würde, dass es nicht die Nachgiebigkeit der Schwäche sei, mit welcher man sie behandelt. Zur Erleichterung der Ausgleichung der Ansprüche könnten die der Schweiz zurückzugebenden Gebiete dienen, wobei ich noch bemerken muss, dass es sehr heilsam sein würde, wenn man denselben die Stadt Constanz einverleibte, um dadurch dem Canton Thurgau einen Hauptort zu geben, welcher auf die Bildung des Volks wenigstens einigen Einfluss ausüben könnte, wie derselbe jetzt nicht besitzt.

Alsdann müsste zugleich die Bundesverfassung anders, als im jetzigen Entwurf, bestimmt, und zwar dabei vorzüglich auf zwei Punkte gesehen werden, die Freiheit der Cantone in ihren besonderen Verfassungen nicht zu sehr zu beschränken, und eine stärkere Bundesgewalt einzuführen. Das in dieser Rücksicht im jetzigen Entwurf nach einem vertraulicher Weise überreichten Mémoire des Grafen Capo d'Istria (welches ich nicht beifüge, weil es sehr ausführlich ist, und in dieser Ausführlichkeit Ew. Königliche Majestät Ministerium nicht interessiren kann) aufgestellte System, wo die Bundesgewalt auf dem Vorort, der Tagsatzung und einem Rath beruhe, und die Tagsatzung dem Vorort weichen und sich vertagen soll, wenn die Staatsmaschine mehr Ruhe bedarf, aber den Rath zusammenberufen, wenn es zu handeln Noth thut, ist viel zu künstlich und theoretisch, um in der Ausführung wohlthätig werden zu können. Es ist schon in die Augen fallend, dass der Rath immer zu früh oder zu spät zusammenberufen werden würde. Auch hatte Graf Capo d'Istria dabei vorzüglich die Absicht, dass jetzt, wo eine Thätigkeit fordernde Krisis ist, der

Rath berufen werden sollte, vermochte aber nicht, dies gegen die Cantone durchzusetzen. Der Vorschlag der Commission, den Vorort alle drei Jahre wechseln zu lassen, ist noch weniger zweckmässig. Am besten würde unstreitig die Bundesgewalt bloss einem Rath anvertraut, in welchem, wie schon Graf Capo d'Istria vorschlug, Zürich, Bern und Luzern feste, die übrigen Cantone wechselnde Stimmen hätten.

Ehe ich diesen allerunterthänigsten Bericht schliesse, muss ich noch Frankreichs und Oesterreichs in Bezug auf die Schweiz erwähnen.

Als der Canton Bern den von Muralt nach Paris sandte, hatte dieser ausdrücklichen Auftrag, auch Ludwigs XVIII. Unterstützung nachzusuchen. Muralt erhielt aber nur mit Mühe Gelegenheit mit dem Fürsten von Benevent zu reden, und dieser behandelte ihn sehr kalt, wozu, wie man behauptet, beitragen soll, dass der Fürst einer der Staatsgläubiger der Schweiz ist, und daher der Forderung Berns, dass ihre englischen Fonds kein Unterpfand für die Staatsschuld sein sollen, nicht beitreten will. Monsieur, Bruder Ludwigs XVIII., empfing Muralt, sagte ihm aber: die eigene verwickelte Lage des Hauses Bourbon erlaube demselben gegenwärtig noch nicht, sich thätig für die Angelegenheiten der Schweiz zu verwenden. Es geschieht vermuthlich in demselben Sinn, dass der hiesige französische Gesandte, Graf Talleyrand, immer scheint die Angelegenheiten hinhalten zu wollen, und seinen Collegen ununterbrochen wiederholt, dass man bei den Schweizern nur durch die Zeit etwas gewinne. Heimlich aber soll er Bern zur Wiedererlangung des Aargau Hoffnung machen.

Oesterreich hält mit seinen Truppen noch immer das Veltlin, Cleven und Worms besetzt, und Graf Andlaw*) masste sich fortwährend die Administration des Bisthums Basel und der damit verbundenen Gebiete an. Beides erregt in der Schweiz Misstrauen gegen die Absichten der verbündeten Mächte. Allein es ist freilich sehr rathsam, diese Distrikte der Schweiz nicht eher zu geben, als bis sie zugleich Mittel der Wiederherstellung der Ruhe in der Schweiz werden können. Auch darf man bei der Rückgabe des Bisthums Basel die nothwendigen Grenzberichtigungen und Erweiterungen Neuchâtels nicht aus der Acht lassen.

---

*) *Andlaw-Birseck K. K. F. Reichsfreiherr, 1809/10 badischer Gesandter bei Napoleon, 1814 namens der Verbündeten Generalgouverneur der Franchecomté, dann im ehemaligen Bistum Basel, bis es 1817 an die Eidgenossenschaft überging.*

XXX. Über den Anschluss der Schweiz an Deutschland.

(Eigenhändiger Entwurf und Abschriften im Geh. Staatsarchiv.)

Schaffhausen, den 2ten August, 1814.

Ich habe in meinem heute über die gegenwärtige Lage der Schweiz an Ew. Königl. Majestät erstatteten Berichte des Nutzens erwähnt, der aus einer festen und engen Verbindung des Schweizerischen Bundes mit dem Deutschen erwachsen würde, und dieser Punkt scheint mir zu wichtig, um ihm nicht eine besondere Aufmerksamkeit zu widmen.

Der vor wenigen Monaten beendete Krieg hat aufs Neue bewiesen, was einsichtsvolle Militärs längst einsahen, dass ein Vertheidigungssystem Deutschlands nur dann recht sicher ist, wenn es durch die Niederlande und die Schweiz, die beiden grossen Flügel der Hauptmasse, verstärkt wird. Die Bewohner dieser beiden Länder sind ursprünglich, und noch jetzt grösstentheils Deutsche, ihre Verfassungen sind gleichfalls föderativ, und ihre Verbindung mit Deutschland muss daher auch im Frieden, in Absicht des Handels, des Gewerbfleisses und der moralischen Bildung wohlthätig wirken.

Die Schweiz auf der andern Seite darf sich, bei der gänzlich veränderten Lage Europas, nicht mehr schmeicheln, auf sich allein stehen, und ihre Ruhe durch sich allein behaupten zu können. Sie kann sich aber nur an Frankreich, oder Deutschland anschliessen, und müsste geneigter sein, es an einen Staatskörper zu thun, der, wie Deutschland, seiner Natur nach ein Bedürfniss nach dauerhaftem Frieden hat, als an eine Monarchie, welche, wie die französische, fast zu allen Zeiten einen Hang bewiesen hat, den Zustand politischer Ruhe muthwillig zu verlassen.

Der wohlberechnete Vortheil beider Länder spricht demnach sichtbar für ihre Verbindung; allein man darf sich nicht verhehlen, dass dieser Vortheil in der Schweiz vielfältig verkannt wird, und die Schliessung selbst eines blossen Schutzbündnisses mit Deutschland zuerst gewiss grosse Schwierigkeiten finden würde.

Der erheblichste Einwand, welcher in den Conferenzen der verbündeten Cabinette in Paris gegen den Vorschlag einer solchen Verbindung gemacht wurde, war der, dass Deutschland auch mit Inbegriff von den Niederlanden, der Schweiz nicht genug Miethstruppen abnehmen könne, um ihr das Recht, auch mit andern

Ländern Capitulationen zu schliessen, entbehrlich zu machen. Allein dieses Bedenken fällt bei genauer Beleuchtung hinweg.

Denn ob es gleich allerdings unmöglich ist, der Schweiz die Summen, die sie ehemals aus Frankreich, Spanien, Piemont, Oesterreich, Holland und Neapel bezog, und die so beträchtlich waren, dass sie auch in der letzten Zeit über 40000 Mann auswärts hatte und ein Schweizer Regiment von 1292 Mann z. B. in Frankreich 203 482 Fr. jährlich kostete, aus Deutschland und den Niederlanden zu schaffen; so hat auch die Höhe des Soldes und die Menge der Miethstruppen schon vor der französischen Revolution mit jedem Jahre abgenommen. Neapel zog seine Schweizer Regimenter 1788 gänzlich ein. Jetzt aber wird das Bedürfniss nach Schweizer Truppen durch das immer allgemeiner werdende System der Landwehren noch mehr verringert, und jeder Staat berechnet die Kosten seiner fremden Soldaten genauer. In manchen Ländern wie in Spanien dürfte sich auch die Nation eine ausländische Leibwache ihrer Regenten schwerlich mehr gefallen lassen. Die aus dem 15ten und 16ten Jahrhundert und den Kriegen in Italien herstammende Sitte, Schweizer Truppen und Garden zu haben, hat ihre Endschaft erreicht, die Capitulationen werden von selbst seltner und weniger vortheilhaft werden, und wirklich hat die mit Holland seit Anfang dieses Jahres nicht zu Stande kommen können.*) Auch hat sich, seitdem das platte Land den Städten gleichgesetzt, und dadurch der Gewerbefleiss der letztern mehr auf das erste übergegangen ist, das Bedürfniss, Kriegsdienste zu nehmen, in der Schweiz vermindert, und die an sich gewinnsüchtigen Schweizer sind zu Napoleons Zeiten, wo die Regierungen alles aufboten, um, ohne Unruhen zu erregen, Leute zusammen zu bringen, an ein Handgeld gewöhnt worden, welches keine Europäische Macht zu geben im Stande ist. Selbst die Ausschliessung von allen Militärcapitulationen mit andern Mächten würde daher nur ein geringes Opfer sein.

Die wichtigen Hindernisse eines Bündnisses der Schweiz mit Deutschland aber sind das nicht abzuläugnende Hinneigen des grössten Theils derselben zu Frankreich, und das eingewurzelte Vorurtheil, vorzüglich der kleinen Cantone, dass sie ihre Neutrali-

*) *Der Fürst von Oranien sandte Ende Januar 1814 sogleich nach seiner Thronbesteigung in den Niederlanden van der Hoeven nach der Schweiz, um Dienstverträge für Schweizer Regimenter mit den Kantonen abzuschließen.*

tät erhalten müsse und könne, und dass jedes Bündniss sie nur in unnütze Kriege verwickelt, und fremde Truppen in ihr Land zieht.

Der westliche Theil der Schweiz ist, seiner Sprache und seinen Sitten nach, natürlich französisch gesinnt. Allein auch der übrige ist unvermerkt durch die Militärcapitulationen und Pensionen (welche letztere, wenn man die Durchschnittssumme am Ende des 15ten bis Anfang des 18ten Jahrhunderts zieht, jährlich 400000 Fr. betragen), durch die Erziehung, da von Bern und andern grossen Städten aus die Kinder häufig in Lehranstalten nach Neuchâtel, Lausanne und Genf geschickt werden, durch den Handel, und Landesbedürfnisse, wie das des Salzes, indem die Schweiz nur den geringsten Theil ihres Bedarfs von 400000 Centnern, die Salzwerke von Bex und Aigle etwa 1/20 erzeugt, dadurch dass Deutschland die Schweiz immer vernachlässigt, Frankreich hingegen darin eine richtigere Politik befolgt hat, endlich (wie drückend sie auch waren) durch die Ereignisse seit 1789 in grössere Gemeinschaft mit Frankreich getreten.

Von dieser Seite muss daher die Schweiz gewissermassen erst für Deutschland wieder gewonnen werden; allein es ist dies auch nützlich, da der Kern derselben, die kleinen Cantone, ganz deutsch sind, und es (die durchaus französischen ausgenommen) in allen einsichtsvolle Männer giebt, welche mit Bedauern die physischen und moralischen Uebel fühlen, welche die Entfernung von deutscher Sitte, deutscher Sprache und deutscher Bildung nothwendig zur Folge hat.

Schwerer wird das oben erwähnte Vorurtheil der kleinen Cantone zu überwinden sein, so augenscheinlich es auch ist, dass nach dem letzten Kriege, und da man im Frieden die Seite Genfs für Frankreich zugänglich gelassen hat, die Schweiz noch mehr, als bisher, Kriegsschauplatz sein wird.

Allein ausserdem, dass diese Schwierigkeiten doch nicht von einem so wichtigen Plan zurückschrecken müssen, so giebt auch die gegenwärtige Lage der Dinge Mittel an die Hand, Bern und die neuen Cantone, und durch sie die übrigen dafür zu gewinnen. Bern wird durch seine Forderungen von den verbündeten Mächten abhängig, und muss sich Bedingungen gefallen lassen; die neuen Cantone wissen recht gut, dass es nicht Frankreich und nicht die jetzt dort regierende Dynastie ist, der sie ihre Erhaltung verdanken, und welche Verfassungen, wie die ihrige, beschützt. Sie müssen

daher ihre Selbständigkeit bei einer Verbindung mit Deutschland für weniger gefährdet ansehen.

Die Art einer solchen Vereinigung müsste nun höchst einfach sein. Sie könnte in nichts anderm, als in einem ewigen, oder, nach dem Beispiel des mit Frankreich 1777 fünfzigjährigen*) Bündnisse bestehen. Verpflichtet sich die Schweiz an jedem deutschen Bundeskriege thätigen Antheil zu nehmen, so wäre dies natürlich das wünschenswürdigste. Vielleicht aber könnte man sich auch begnügen, sie nur verbindlich zu machen, in jedem Kriege den Feinden Deutschlands den Durchzug durch ihr Gebiet zu verwehren, und wenn ihre Streitkräfte dazu nicht hinlänglich schienen, deutsche Truppen aufzunehmen. Die einzelnen Bestimmungen des Vertrags müssten zugleich die Gewähr leisten, dass die Schweiz immer eine hinlängliche Truppenmacht in Bereitschaft hätte. Auch ein loseres Bündniss, muss man nie vergessen, hätte schon immer den Vortheil, einem der Schweiz mit Frankreich zuvorzukommen, und bahnte den Weg zu künftigem engeren Verein.

Von Schweizerischen Truppen könnte Deutschland in Vereinigung mit Holland eine gewisse Anzahl zur Garnison der Bundesfestungen in Sold nehmen. Andere Capitulationen würden durch die Zeitumstände, und die Nothwendigkeit, die waffenfähige Mannschaft zur Vertheidigung des eigenen Gebiets zusammenzuhalten, hinwegfallen; sollten aber die kleinen Cantone auf dem Rechte bestehen, dergleichen zu schliessen, so müsste man dies ebenso wenig achten, als Friedrich II. es achtete, dass bei der Schlacht von Rossbach einige Neuchäteller unter den Franzosen dienten.

Ich würde es unnütz halten, diesen Gegenstand jetzt weiter auszuführen. Er verdient aber, wie es mich dünkt, beherzigt, und gemeinschaftlich mit Russland und Oesterreich vorbearbeitet zu werden. In der Schweiz müsste freilich der Antrag nicht eher geschehen, als bis Deutschland in einer haltbaren Bundesverfassung dasteht, da er vorher allerdings schwerlich Vertrauen einflössen möchte.

---

*) *Das am 25. August 1777 beschworene Bundnis war ein Verteidigungsbundnis. Beide Lander versprechen sich gegenseitig Schutz bei Angriffen fremder Mächte.*

XXXI. An Kirchberger von Rolle über die Verfassung Berns.

(Eigenhändiger Entwurf im Geh. Staatsarchiv.)

A Mr. de Kirchberger de Rolle.*)

Mr. A Vienne, ce 22 Janvier 1815.

Quelque flatteur qu'ait dû m'être le désir que Vous m'avez témoigné au nom de quelques membres de Votre Gouvernement de connoître mes idées sur le plan de la nouvelle Constitution que Vous voulez donner à Votre patrie, je Vous avoue néantmoins, Monsieur, qu'après avoir pensé mûrement sur cet objet important, je me suis convaincu qu'il est non seulement extrèmement difficile, mais aussi presqu'impossible de répondre à ce désir d'une manière qui puisse réellement être avantageuse à Votre travail. Une bonne constitution doit être conforme à la situation locale du païs auquel elle est destinée, aux habitudes et au caractère de ses habitans, et même pour opérer sans inconvénient le passage d'une ancienne à une nouvelle, il faut évidemment des modifications sagement calculées. Comment un étranger pourroit-il s'arroger de porter une opinion sûre dans une matière aussi délicate, comment ne devroit-il pas craindre plutôt, que désirer, que celle qu'il émet, ne soit prise pour une autorité ou qu'on n'y attache un trop grand poids. Dans le cas présent il faut encore ajouter à tout cela que ce que Vous avez eu la bonté de m'envoyer sur Vos idées actuelles, est trop incomplet et développe trop peu Vos intentions pour qu'on puisse y fonder un jugement assez solide.

Je regarde avec Vous comme nécessaire que Votre Canton se donne une nouvelle constitution. Je suis bien loin de vouloir, pour ainsi dire, assujetir tous les Cantons de la Suisse à une uniformité peu adaptée peut-être aux localités et à l'esprit national. Je ne méconnois point non plus la sagesse et la douceur avec lesquelles le Gouvernement Bernois s'est toujours conduit, et qui a porté le païs à l'état florissant qui n'a été altéré que par les événemens les plus désastreux. Mais j'ai toujours été d'avis que malgré cela la forme de ce gouvernement avoit de tous tems des défauts tres essentiels, et il m'est démontré que dans le moment actuel il seroit impossible ou du moins peu prudent de vouloir

*) *Karl Rudolf von Kirchberger von Roll, Ratsherr von Bern.*

continuer à concentrer tous les droits de gouvernement dans une seule classe de citoyens dont les autres habitans du pais seroient les véritables sujets.*) Les Monarchies qui avoient rendu leur pouvoir presqu'absolu, croyent elles-memes utile de consulter les nations sur leurs intérêts en s'entourant d'Etats Provinciaux, et en Suisse les esprits se sont plus ou moins accoutumés pendant les gouvernemens de la Médiation à une répartition plus égale des pouvoirs. Berne est évidemment appelée à exercer une prépondérance sur les autres Cantons, mais cette prépondérance doit en plus grande partie être une force morale et non matérielle et physique; et ce n'est point en se roidissant et en conservant un sistème qu'on ne laissera jamais que de taxer d'égoisme, mais en cédant à l'esprit du tems, que Berne jouira de nouveau d'une grande influence. L'opposition malheureuse qui s'est élevée en Suisse et qui consiste bien moins dans les réclamations territoriales que dans ce que les uns et les autres se taxent mutuellement, et tous les deux à tort, de démagogie effrénée et d'aristocratie despotique, s'adoucira et cessera même insensiblement, dès que Berne se donnera une Constitution juste et sage et en maintiendra les principes avec dignité.

Vous connoissez assez mes principes, Mr., pour savoir que je ne prétends aucunement pour cela que Vos familles patriciennes doivent renoncer a tous leurs privilèges. Il ne peut pas être question, il me semble, que Berne se donne une Constitution aussi divergente de la forme qu'a eu son gouvernement jusqu'au moment de la résolution, et dont beaucoup de traces se sont même conservées pendant la Médiation. Il ne peut pas être question de détruire l'état ancien, mais simplement de le modifier d'une manière sage, mais efficace.

Or la modification nécessaire git, selon moi, dans le principe. Les Patriciens ne peuvent pas se regarder comme les seuls Souverains et les Gouverneurs exclusifs de l'Etat; le pais ne doit pas être regardé comme simplement sujet et n'ayant aucune part constutionnelle au Gouvernement.

---

*) *§ 3 bestimmt: „Zunftfähig und im Besitz der politischen Rechte sind alle Burger einer Gemeinde des Cantons, die dort angesessen sind, einen unabhängigen Stand haben, keine Unterstützung genießen, 30 Jahre alt und in der Miliz eingeschrieben sind und Grundstücke oder Unterpfand tragende Schuldschriften von 10000 Schweizer Franks an Werth besitzen.*

J'ai observé tant à Berne qu'ici, en parlant à des Bernois, qu'on s'oppose surtout chez Vous à l'idée de voir un nombre considérable de gens du païs dans le Conseil. Si ce nombre est grand, Vous semblez le craindre, s'il est petit, Vous estimez ceux qui y appartiennent, pour le moins peu utiles aux délibérations. Quoique je ne saurois m'imaginer que les gens du païs (lequel renferme pourtant aussi des villes) soyent absolument des païsans seulement, et quoique je sois persuadé que le bon sens et la droiture de ces membres respectables de la société ne sont guères déplacés dans un Conseil, je trouve néantmoins cette manière de voir naturelle et même juste jusqu'à un certain point.

Mais je crois qu'on est faussement parti du point de vue chez Vous comme s'il s'agissoit, surtout et seulement, de faire participer tel ou tel membre de campagnards au Conseil, et non pas plutôt de donner franchement au païs sa part constitutionnelle au Gouvernement en le mettant à même d'y envoyer ses représentans, et de lui laisser sans méfiance ni jalousie le droit de les élire. C'est, il me semble, dans cette méprise (puisque je dois Vous demander la permission de la nommer ainsi) qu'il faut trouver la raison pourquoi l'association que Vous avez faite de gens de la campagne à Votre conseil, a été peu utile.

Il m'a paru indispensable de commencer d'abord, Monsieur, par Vous développer les principes d'où, selon moi, une réforme du Gouvernement Bernois doit découler.

Quant au plan que Vous m'avez communiqué, je désirerois être auparavant parfaitement instruit sur ce que Vous nommez familles patriciennes. J'imagine que Vous voulez dire par là les familles qui avant 1798 avoient seuls le droit de prendre part au Gouvernement, et je trouve tout-à-fait naturel de leur accorder les avantages auxquels leurs anciens rapports politiques et les lumières qui les distinguent, leur donnent de justes titres. Mais il ne paroit pas que Vous vouliez comprendre dans le nombre de ces familles tous les citoyens de la ville de Berne, et si par conséquent Vous établissez une distinction entre les citoyens de Berne patriciens et ceux qui ne le sont pas, de quelle manière le ferez-vous, formerez-Vous une liste des familles patriciennes, et en ferez-Vous ce que la noblesse est dans quelques païs? Les réponses à ces questions peuvent seules mettre en état de décider si Vous faites mieux de convertir les 250 familles bourgeoises de Berne d'autrefois en des familles patriciennes, en permettant du reste à chacun

de devenir également citoyen de Berne, ou de rendre difficile l'acquisition du droit de bourgeoisie et d'accorder à tous ceux qui l'ont, ce que Vous voulez accorder aux Patriciens. Il est naturel, juste et nécessaire toujours que la ville de Berne qui comprend le plus grand nombre de personnes capables de vaquer aux affaires de l'état, ait aussi la plus grande part au Gouvernement.

En entrant après dans les détails, les observations qui se sont présentées à moi à la lecture réitérée du plan, sont les suivantes:

1.*) Je n'examinerai pas si la proportion que Vous établissez entre la part que les Patriciens et le païs auront à la formation du grand Conseil, est juste ou non. Une connoissance exacte des localités peut seul en décider; je dois avouer cependant qu'elle me semble trop petite pour le païs. Mais je n'approuverois en aucun cas de faire élire seulement 50 membres par les Corps électoraux et les autres 50 par le Conseil lui-même. Le païs regardera ceci comme une marque de défiance; si le conseil se laisse guider dans ces choix par de vues personnelles, en ne prenant que des personnes dévouées aux Patriciens, il se rendra odieux; s'il agit impartialement, je ne crois pas qu'il gagnera beaucoup. Car le nouveau nombre suivra pourtant l'intérêt de la classe d'où il vient, quel que soit celui qui l'a appellé. L'essentiel est que les deux classes ne se soupçonnent pas mutuellement, qu'elles ne croyent point les intérêts de l'une opposés à ceux de l'autre, et voilà ce qu'on obtient, il me semble, uniquement, en donnant bien franchement au païs le droit d'élire ses représentans, mais en établissant des règlemens sages pour les Corps électoraux et leurs réunions.

2.**) Je ne puis supprimer à cette occasion une autre remarque. Je vois que dans la plupart des constitutions Suisses les conseils se complettent par des choix faits par eux-mêmes. Cela doit être fondé dans une habitude qu'on fait peut-être bien de ne pas changer. Mais du reste il semble naturel que la nation envoye plutôt ses représentans elle-même au Conseil, et d'après cela il

*) *S. unten A. 2.*

**) *§ 9. Die beiden Schultheißen werden durch den großen Rat aus der Zahl der kleinen Räte auf Lebenszeit erwählt; die kleinen Räte ebenfalls durch den großen Rat aus seiner Mitte und auf Lebenszeit; die Mitglieder des großen Rats werden erwählt 1/5 durch die Amtsbezirke und aus ihrer Mitte, 4/5 durch den großen Rat, und zwar aus den patrizischen Geschlechtern 3/4, und aus den Städten und dem Land nach freier Wahl 1/4.*

sembleroit aussi que les familles patriciennes, ou plutôt la ville de Berne (si, comme je l'ai observé plus haut, patricien et Citoyen de Berne étoit la même chose) choisit elle-même les membres du Conseil par de son sein.

3. On ne voit pas par le plan si les districts, lorsqu'ils se forment en Corps électoraux, doivent faire les élections dans leur sein seulement ou s'ils peuvent élire qui ils veulent. La Constitution de la Médiation établissoit une différence à cet égard. Si l'éligibilité n'étoit pas restreinte à tel ou tel district, il se pourroit très bien que les corps électoraux du paÿs choisissent quelquefois même des habitans de la ville.

4.*) La somme de 10000 francs fixée pour pouvoir être membre d'une tribu, me semble beaucoup trop grande. Je crois qu'on feroit bien de la diminuer, mais d'exiger qu'elle fût toute entière en biens-fonds.

5.**) Je ne sai si l'on gagne à laisser aux membres du grand conseil leurs places à vie. Un terme de 10 ans avec la rééligibilité seroit selon moi plus utile. La masse des individus qui ont pris part aux affaires de l'état, devient par là plus grande, et cela est sans contredit fort avantageux à la culture des classes moins aisées et à l'établissement d'une bonne harmonie entre tous les citoyens.

6.***) L'initiative pour de nouvelles loix ne doit appartenir qu'au petit conseil. La Constitution de la Médiation établit la même chose; mais cette restriction est-elle nécessaire, et même est-elle utile seulement? Je la crois nuisible au contraire.

7. Je suppose que le droit d'aspirer aux emplois de l'état doit être d'orénavant libre à toutes les classes des citoyens. Mais il seroit nécessaire de le dire d'une manière expresse.

Voilà, Monsieur, les idées que Vos lettres et le plan qui les accompagnoit, m'a fait naitre. Je Vous prie encore une fois de ne point les prendre pour des insinuations officielles ni pour des conseils auxquels j'attache une grande importance. Cette matière est du plus haut intérêt et de la plus grande délicatesse, et je n'ai pas la présomption de me croire appellé à la décider. Je ne sais

*) *S. o. S. 141 A.*

**) *So bestimmt § 9: „Die Mitglieder des grossen Raths sind lebenslänglich."*

***) *§ 6. Die vollziehende und verwaltende Gewalt übt ein kleiner Rat aus, genannt Schultheiß und kleinere Räte, bestehend aus 27 Mitgliedern unter dem Vorsitz des Amtsschultheißen. Er hat die Initiative der Gesetze, die von der höchsten Gewalt ausgehen u. s. w.*

pas assez ce que Vous voulez faire; je ne connois pas suffisamment tous les rapports de localité qui doivent influer du moins sur bien des points de détail; j'ignore enfin quels sont les obstacles d'exécution que Vous pourrez rencontrer dans les réformes que Vous Vous proposez très sagement de faire.

Je Vous prie, Mr., d'agréer l'assurance réitérée de ma considération très distinguée.

XXXII.—XXXIV. Über die auf dem Wiener Kongrefs zur Verhandlung kommenden Angelegenheiten.

August 1814.

Am 8. August traf Humboldt aus der Schweiz in Wien ein und sandte seinem Kabinet, nachdem er sich informiert hatte, einen umfangreichen Bericht (No. XXXII) über die schwebenden politischen Fragen, dem er noch zwei andere (No. XXXIII und XXXIV) über Italien beifügte. Die letzteren sind undatiert, gehören aber inhaltlich in diese Zeit.

XXXII. Denkschrift über die schwebenden politischen Fragen. 20. August 1814.

(Eigenhändig im Geh. Staatsarchiv.)

A Vienne, ce 20 août 1814.

Sire,

J'expédie le présent très-humble rapport par le chasseur Fronhöfer qui m'a suivi ici. Vu la multiplicité des objets qui devront être réglés par le Congrès, et l'importance de l'influence que la Cour de Vienne y exercera, il m'a semblé utile de réunir sous un même point de vue toutes les questions qui devront y être traitées, et d'informer Votre Majesté, autant que cela est possible, de la manière dont le Cabinet d'ici les envisage. Je pourrai, après ce tableau général, revenir plus facilement, dans mes rapports successifs, sur les points qui éprouveront peut-être encore quelques changements. La difficulté de trouver le Prince de Metternich, qui est ordinairement à Baden à présent, et qui a été plusieurs jours à une beaucoup plus grande distance de Vienne auprès de l'Empereur, a causé un délai dans l'expédition de ce rapport que je supplie Votre Majesté de daigner excuser par cette raison.

L'affaire de la Pologne est la première sur laquelle j'ai dirigé mon attention. J'ai trouvé que les inquiétudes qu'elle donnait autrefois au Prince Metternich, ont beaucoup diminué et qu'il espère avec une espèce d'assurance de faire revenir l'Empereur Alexandre sur les idées auxquelles la Prusse et l'Autriche ne sauraient facilement consentir. Il a vu l'Empereur à Bruchsal*) et a trouvé qu'il flotte lui-même encore dans ses résolutions et qu'il n'est pas sans appréhensions sur les difficultés qu'elles pourront rencontrer. L'Empereur ne s'est pas prononcé clairement sur l'indépendance de la Pologne, mais il a laissé entrevoir ses projets. Le Prince Metternich s'est aperçu aussi qu'il aurait voulu en venir à un arrangement préalable et particulier avec lui, mais il s'est soigneusement gardé de ne rien préjudicier, pour laisser les questions entièrement ouvertes à la décision du Congrès. Il s'est borné seulement à représenter à l'Empereur quels dangers pourraient résulter d'une régénération de la Pologne, et quels regrets il éprouverait lui-même, si, après avoir travaillé d'une manière si généreuse et si magnanime au rétablissement de la tranquillité en Europe, il mettait entre les principales puissances du Continent un ferment dont il pourrait résulter tôt ou tard de nouvelles guerres, quand même il serait sûr que la modération de ces mêmes puissances, parmi lesquelles il comptait surtout celle de l'Empereur lui-même, éloignerait toute idée de guerre pour le moment. Le Prince Metternich croit que ce langage a fait de l'impression sur l'Empereur, et il compte encore plus sur les dispositions qu'il aura trouvées en Russie relativement à la question polonaise. Le comte Markoff**) lui a déjà adressé un mémoire à ce sujet qu'on dit être très fort et très bien raisonné. Ce qui ajoute encore à cela, c'est que, d'après le Prince de Metternich, les esprits sont moins montés dans le Duché de Varsovie lui-même. Il commence à s'y manifester un grand mécontentement de l'Empereur Alexandre; les Polonais qui travaillaient le plus puissamment à rendre une espèce d'indépendance à leur patrie, sont dégoûtés de la marche que prend cette affaire, puisque l'Empereur ne leur donne aucune assurance positive, mais se borne à des assertions vagues. Le général Dombrowsky***) a donné sa démission, et les soldats et

*) *Dort weilte Alexander vom 8.–14. Juli 1814.*

**) *Arcadi Iwanowitsch Morkoff, russischer Diplomat, 1801—3 Gesandter in Paris.*

***) *Jan Henryk Dombrowski, der bekannte polnische General, der noch bei*

officiers qu'il avait déja engagés, passent en si grand nombre du côté de l'Autriche qu'on est déjà occupé d'en former trois régiments. Le Prince Metternich n'a pas hésité à me dire que l'Empereur son maitre ne pense pas même à en venir à des mesures hostiles, quand même l'Empereur Alexandre persisterait opiniâtrément dans ses idées; le Souverain et son Ministre trouvent une nouvelle guerre dans le moment actuel funeste, impolitique et inconvenante à tous les égards, et le Prince de Metternich m'a assuré qu'il serait le premier à le déclarer à l'Empereur Alexandre. Il faut avouer aussi que l'état des finances de l'Autriche, les dispositions de la nation et toute sa situation après une lutte très difficile, avec une administration intérieure bien peu vigoureuse et des nouvelles provinces qu'il coûtera encore du temps à amalgamer avec les anciennes, lui permettraient à peine de penser à reprendre les armes.

Rien ne serait, au reste, plus difficile que d'entreprendre une guerre qui, de son commencement, en serait une nationale, puisque son but serait d'ôter aux Polonais jusqu'au dernier espoir de voir jamais revivre leur nationalité.

Malgré cela, on s'occupe avec le plus grand soin de l'armée et de son organisation ici, et le Prince de Metternich m'a dit avec franchise qu'on ne néglige rien pour se mettre dans une attitude imposante. L'état effectif de l'armée de ligne doit être de 375000 hommes, et le Prince m'a dit qu'il communiquerait cet état détaillé au ministère de Votre Majesté et à la Cour de Londres. Les milices seront, à la vérité, licenciés, mais de manière à pouvoir être rappelées en 48 heures. Toutes ces troupes se trouvent, dans ce moment, dans les États autrichiens, le corps de Frimont,*) qui est fort environ de 10000 hommes, et une partie de celui du général Bubna exceptés. Le dernier a encore à peu près 5 à 6000 hommes dans le Piémont.

Le Prince de Metternich m'a répété plus d'une fois qu'il est persuadé que l'Empereur Alexandre ne réalisera point ses idées sur la Pologne, pour peu que l'Autriche et les autres Puissances alliées ne lui en facilitent pas elles-mêmes l'exécution, et qu'il y

---

Leipzig auf Napoleons Seite kämpfte, nach Poniatowskis Tode die Reste der polnischen Armee über den Rhein führte, von Alexander zum General der Kavallerie und Senator-Woiwoden der polnischen Landstände ernannt.

*) *Er befand sich ebenfalls in Italien und kämpfte 1815 gegen Murat.*

renoncera positivement, si la Prusse, l'Angleterre et l'Autriche lui montrent leur intention positive et irrévocable de n'y point consentir. Cette réunion étroite et indissoluble, une déclaration amicale, mais ferme „que l'arrangement territorial proposé par les Puissances et l'incorporation du reste du Duché de Varsovie à la Russie sont, selon elles, les seules mesures propres à maintenir l'équilibre et la tranquillité en Europe, que, si l'Empereur Alexandre ne veut pas consentir à ces points, leur système s'éloigne du sien et que cette divergence qu'elles voient avec douleur, les force à s'unir encore plus étroitement entre elles", enfin une pareille alliance conclue réellement et soutenue par une attitude imposante: voilà ce que le Prince de Metternich désire d'obtenir de la Prusse et de l'Angleterre, et ce qui lui semble un moyen efficace pour engager l'Empereur de Russie à se rendre à la volonté des autres Puissances. Le Prince de Metternich m'a prié de parler de cette affaire, dans ce sens, dans mes rapports et de représenter que l'intérêt de la Prusse s'y trouve tout autant que celui de la Monarchie autrichienne. Il compte avec une assurance égale sur le Cabinet britannique, et un empressement marqué de s'unir étroitement avec lui pour s'opposer aux plans que la Russie pourrait former relativement à la Pologne, est ce qui distingue surtout dans ce moment la politique autrichienne. Le Prince de Metternich soutient que le Prince Régent lui a déjà offert à Londres*) son alliance pour ce but, et il se croit également assuré des dispositions de Lord Castlereagh. Pour cimenter d'avantage la bonne harmonie des deux Cours à cet égard, on vient d'envoyer à Londres le général Nugent, qui a été le premier qui a rapproché dans les années 1810 et 1811 l'Autriche à l'Angleterre, et qui a tâché de faire revenir le Ministère et le Prince Régent des préventions qu'on avait conçues alors contre le Prince Metternich. Je n'ai pas pu apprendre que le général soit chargé encore d'une commission particulière; je n'oserais néanmoins pas assurer le contraire, et je continuerai mes recherches à ce sujet.

Le Prince de Metternich prévoit encore le cas que l'Empereur Alexandre voulût peut-être arranger au Congrès de Vienne uniquement la question territoriale du Duché de Varsovie et passer sous

*) *Nach Abschluß des ersten Pariser Friedens folgten die Herrscher Preußens und Rußlands mit ihren Staatsmännern, ebenso Metternich, aber ohne seinen Kaiser, einer Einladung des Prinzregenten nach London.*

silence le point de la constitution*) de ce pays, et il est d'opinion qu'il ne faudrait pas laisser pour lors indécis ce dernier, mais provoquer, au contraire, la discussion aussi là-dessus, pour faire promettre à l'Empereur de se borner à la seule incorporation du Duché.

Telles sont les idées du Prince Metternich sur cet objet important. Votre Majesté daignera voir par là qu'il ne désespère point d'obtenir même de l'Empereur Alexandre une autre démarcation de frontières que celle sur laquelle ce Souverain avait semblé insister jusqu'ici. Il faudra voir jusqu'à quel point il y réussira, mais je ne puis me dispenser d'avouer à Votre Majesté que mes idées, bien avant encore que je ne parlai au Prince Metternich, étaient entièrement conformes aux siennes, et que je le crois du plus haut intérêt pour la Prusse de soutenir le Cabinet autrichien dans les démarches qu'il se propose de faire.

Un agrandissement de la Russie qui irait au point de lui assurer Cracovie, Kalisch et Thorn, mérite déjà la considération la plus sérieuse, et un rétablissement de la Pologne, sous quelque nom ou modification que cela fût, menacerait évidemment les Puissances qui possèdent des parties autrefois détachées de ce Royaume et placerait un objet de jalousie et de disputes éternelles entre la Prusse, la Russie et l'Autriche. Il aurait, sans doute, mieux valu de ne pas partager la Pologne, mais puisqu'elle l'a été et que l'orgueil de la nation a été blessé de la manière la plus cruelle, tandis que, d'un autre côté,**) on l'a flattée de l'espoir de recouvrer une espèce d'indépendance, l'incorporation du Duché de Varsovie reste le seul moyen d'assurer l'Europe de ce côté. Si les Polonais reçoivent une constitution particulière dont l'Empereur de Russie devient le chef, ils tâcheront toujours de réunir avec eux les provinces maintenant détachées pour secouer, avec le temps, aussi le joug russe lui-même. En attendant ils restent un instrument très dangereux entre les mains de la Russie, et quand même la sagesse et la magnanimité de l'Empereur Alexandre éloignent toute crainte à cet égard, on ne peut point être également sûr de ses successeurs.

*) *Alexander wollte bekanntlich aus Polen ein konstitutionelles Königreich machen, das durch Personalunion mit Rußland verbunden war.*

**) *Napoleon hatte mehrfach in den Polen die Hoffnung, ihre Unabhängigkeit zu erlangen, entfacht, ohne aber ernstlich an die Ausführung dieses Planes zu denken.*

Les seuls moyens efficaces pour détourner ce Souverain d'un pareil projet me semblent être ceux proposés par le Cabinet autrichien: vider entièrement toutes les questions sur la Pologne au Congrès de Vienne; ne menacer dans aucun cas la Russie d'une guerre, mais lui opposer la volonté ferme et inébranlable des trois autres grandes Puissances de détacher leur système du sien et de s'unir plus étroitement entre elles, si elle ne s'accorde point avec leurs vues justes et équitables. Une pareille marche devrait, il me semble, conduire au but désiré.

Sur la Saxe je crois être sûr que Votre Majesté n'éprouvera guère de résistance de la part de l'Autriche. Il est vrai que le parti militaire, à la tête duquel est le général Radetzky, se récrie sur les dangers qui un jour pourraient menacer la Bohème de là, quoique encore l'expérience de la présente guerre ait très positivement prouvé le contraire. Il est vrai encore que d'autres personnes conseilleraient de profiter de cette occasion pour agrandir la Monarchie de ce côté. Mais le Prince Metternich dont certainement l'avis seul sera suivi par l'Empereur, regarde cette affaire de son vrai point de vue. Il conçoit que la Prusse, ne recouvrant pas toutes ses provinces polonaises, doit avoir un arrondissement considérable en Allemagne, et que cela est impossible ailleurs, puisque les provinces sur les deux rives du Rhin restent toujours séparées par le Hanovre du corps de la Monarchie.

J'ai cru devoir parler de nouveau au Prince de Metternich sur le projet de donner les trois Légations en indemnité au Roi de Saxe.*) Il y trouve les plus grandes difficultés. Ce n'est pas que l'Autriche y serait contraire pour elle-même. Car le Prince Metternich n'est point de l'avis de ceux qui voudraient incorporer ces provinces. Il croit au contraire qu'on doit s'en tenir pour la frontière en Italie exactement à ce qui est fixé dans le traité de Paris, et à ce qui est nécessaire pour la défense du pays, et donner par là une preuve d'une grande modération et d'un désintéressement parfait. L'Empereur qui tient très fort à voir donner au Roi de Saxe, auquel il prend un vif intérêt, un établissement aussi avantageux que possible, préférerait peut-être un pour lui en Italie. Mais la grande difficulté gît, selon le Prince Metternich, dans le Pape. Il croit qu'il n'y consentira jamais et que, cela supposé, le Roi de Saxe n'acceptera point une indemnité dont la

---

*) *S. die folgende Denkschrift Nr. XXXIII.*

possession lui ferait encourir l'excommunication du St. Père. Dans ce moment une partie du corps du général Bubna occupe les trois Légations.

Votre Majesté aura déjà vu par les papiers publics que, quoique le Tyrol et le Vorarlberg aient été restitués à l'Autriche par la Bavière, ceci n'a pas encore été le cas avec l'Inn-Viertel et le pays de Salzbourg. La Cour de Munich n'a regardé Wurtzbourg et Aschaffenbourg que comme un équivalent pour les deux premières provinces, et ne veut se désaisir de ces dernières que lorsqu'elle sera en possession de ses autres indemnités. Elle n'a point non plus abandonné ses vues sur Mayence, et cela sera encore un des points les plus difficiles et les plus importants à régler.

C'est du reste sur les possessions futures de l'Autriche en Allemagne que diffèrent surtout les vues du Prince Metternich de celles du Comte Stadion. Ce dernier prétend que par les arrangements tels qu'ils seront faits probablement, l'Autriche conserve trop peu d'influence en Allemagne et cesse presque d'être une puissance essentiellement allemande. Il prétend encore que la possession du Brisgau est entièrement inutile à la Monarchie, si ce pays ne se lie point à elle, et, pour établir cette communication, il voudrait demander à la Bavière, au Württemberg et à Baden une lisière de pays, qui, en partant du Tyrol et de Vorarlberg, s'étendrait jusqu'au Brisgau. D'un côté cette lisière serait bordée par les frontières de la Suisse, de l'autre par une ligne qui irait par Füssen et entre Isny et Leutkirch jusqu'aux Principautés de Hohenzollern dont elle suivrait après les limites. Le Prince de Metternich, au contraire, ne croit pas qu'il faille former une pareille prétention. Cette lisière même lui parait insuffisante pour lier réellement le Brisgau aux Provinces autrichiennes, et il croit qu'on ne saurait demander à la Bavière et au Württemberg des districts qui couperaient entièrement leurs communications commerciales et autres avec la Suisse, et dont la possession semblerait même menacer leur indépendance politique. Ce raisonnement est certainement parfaitement juste; le principe dont part le Comte de Stadion, ne l'est pas moins, mais pour la suivre, il aurait fallu faire une paix entièrement différente avec la France, lui laisser une partie de la Belgique, redemander l'Alsace et placer l'Autriche sur les deux rives du Haut-Rhin, choses absolument impossibles à présent. J'ai vu, à cette occasion, une carte de l'Allemagne renfermant un partage de l'Allemagne et

destinée probablement par le Comte Stadion, de qui elle vient, à développer ses idées sur cet objet. Il est remarquable que sur cette carte Mayence est assigné à la Prusse.

Les idées du Prince Metternich sur la Constitution de l'Allemagne, autant qu'il les a fixées jusqu'à présent, semblent convenir avec celles du Ministère de Votre Majesté. Il s'en rapportera d'ailleurs sur ce point plus que sur tout autre au Chancelier d'Etat Prince de Hardenberg, auquel, comme je m'en suis convaincu de nouveau, il est fort attaché et en qui il met une confiance illimitée. Le Comte de Stadion ayant décliné de prendre part aux affaires à présent, le Baron de Wessenberg a reçu l'ordre de rester à Vienne pour assister le Prince Metternich jusqu'à la fin du Congrès. Il sera chargé apparemment aussi des affaires de la Constitution Allemande, et on peut certainement s'applaudir de ce choix. Je crois toujours encore qu'il sera extrêmement utile que, dès que la Prusse, l'Autriche et le Hanovre seront d'accord sur cet objet, les Ministres de la Bavière, du Württemberg et des Princes qu'on voudrait faire entrer dans le Directoire de la Diète, soient également appelés à ce travail. La Prusse et l'Autriche donneraient par là une nouvelle preuve des idées libérales qui les dirigent, et ces Princes qui d'ailleurs ne manquent pas de moyens d'entraver la marche de cette affaire, deviendraient par là plus disposés à y concourir. Le Roi de Württemberg a destiné le Baron de Linden, son Ministre des affaires étrangères, pour être plénipotentiaire au Congrès, ce qui me semble un très bon choix, le Baron de Linden paraissant un homme fort conciliant. Il aura le Conseiller intime de Légation Hartmann à son côté, qui depuis plusieurs années fait, pour ainsi dire, seul les affaires de la Mission Württembergeoise ici, et qui est un homme plein d'intelligence et de bonne volonté.

Le Conseiller Martens*) est arrivé hier ici, et je ne manquerai pas de commencer dès ce moment à travailler avec lui. Le Prince de Metternich doit avoir l'idée qu'on ne doit fixer au Congrès de Vienne que les bases de la Constitution Allemande, et abandonner le détail à un autre Congrès qu'on tiendrait après à un autre endroit. Il ne m'en a pas parlé encore, mais je crois qu'il en reviendra facilement, puisque ce serait trop multiplier, à ce qu'il

*) *G. F. v. Martens, der bekannte Staatsrechtslehrer, der als gelehrter Vertrauensmann Hannovers bei den Verfassungsberatungen fungierte.*

me parait, et trop prolonger les délibérations sur un objet qui au fond n'est point aussi compliqué.

La partie de la Savoie qui d'après la paix de Paris reste au Roi de Sardaigne, ne lui avait pas été rendue jusqu'ici. Les troupes du général Bubna*) l'occupaient, et l'administration civile était entre les mains d'une commission établie à Genève, qui donnait d'autant plus d'ombrage à la Cour de Turin qu'elle provoquait le pays à demander à être réuni avec la Suisse. Le Comte de St. Marsan**) a adressé à ce sujet le 24 juillet une note au Prince de Metternich pour lui demander l'évacuation et la restitution de cette partie des États de son maitre. Le Prince y a répondu le 9 août que les ordres nécessaires pour cela allaient être expédiés au général Bubna. Quant au reste du Piémont, le Prince a dit au Comte que le général était déjà autorisé à l'évacuer, dès que le Roi lui en témoignerait le désir. Il est extrêmement singulier que la démarche inconsidérée de Lord William Bentinck***) de rétablir l'ancien Gouvernement de Gênes, quoique désavouée par son Gouvernement, n'ait pas été révoquée publiquement, mais qu'au contraire on continue toujours à organiser le pays dans ce même sens. Cela doit nécessairement exalter l'esprit des Génois et inquiéter le Roi de Sardaigne. On a prétendu depuis, que les mesures de Lord Bentinck seraient maintenues pour la ville de Gênes, qu'on séparerait du reste de l'État. Mais une pareille séparation serait contraire aux articles secrets de la paix de Paris, presque impossible dans l'exécution et pour le moins plus nuisible à la ville même que la réunion avec la Sardaigne. Si Sa Majesté Sarde reçoit réellement tout l'État de Gênes en indemnisation, elle sera, d'après l'assurance du Comte de St. Marsan, entièrement satisfaite de l'échange de ce pays contre la partie de la Savoie incorporée à la France. Le Comte de St. Marsan m'a dit que le Roi son maitre vient de faire des démarches à Londres pour obtenir dès à présent l'administration provisoire de l'État de Gênes, ainsi que le Prince d'Orange l'a reçue de la Belgique. Le Comte a adressé une note sur ce même objet au Prince de Metternich,

*) *Der bekannte österreichische General, der auch vielfach zu diplomatischen Sendungen gebraucht wurde.*

**) *Der frühere Gesandte Napoleons in Berlin, der jetzt als Minister im Dienst seines Heimatlandes stand, und Sardinien auf dem Kongreß vertrat.*

***) *Der Befehlshaber der englischen Kriegsmacht im Mittelländischen Meere, der seit der Einnahme Genuas dort regierte.*

mais sans y recevoir encore de réponse; et il s'adressera également au Ministère de Votre Majesté. Comme Lord Bentinck a maintenu tout récemment l'administration introduite par lui, jusqu'à la fin du Congrès, je doute très fort que la Cour de Turin réussisse dans ses démarches. Cela lui tient néanmoins d'autant plus à coeur qu'en recevant cette administration provisoire, elle reprendrait en même temps quatre régiments formés presque en entier d'anciens officiers et soldats piémontais. Ces régiments sont à la solde de l'Angleterre, ils ont servi contre les Français en Espagne et se trouvent à présent à Gênes. Ils formeraient un moyen excellent de l'armée piémontaise. Il ne parait pas qu'on nourrisse encore à Turin des inquiétudes sur le Chablais et le Faucigny dont la possession, à ce que le Comte de St. Marsan m'a exposé, est entièrement nécessaire à la défense de la route du Simplon.

La Cour de Sardaigne formera, lorsque le Congrès sera en activité, des prétentions sur une partie du Plaisantin*) sur laquelle la Maison de Savoie a d'anciens droits. Mais je ne suppose pas qu'elle pourra ou voudra même donner un grand poids à cette réclamation.

Le Roi Joachim de Naples n'a point encore évacué la partie de l'Etat Romain qui avoisine la Mer Adriatique, quoiqu'il semble bien qu'il renoncerait à l'agrandissement que lui assure son traité avec l'Autriche,**) s'il pouvait obtenir une garantie plus positive du reste de ses États. La Cour de Vienne ne paraît point le sommer très vivement de restituer ces Provinces au Pape; et je ne saurais déterminer si c'est puisqu'elle veut éviter qu'il reçoive, à cette occasion, un nouvel engagement de sa part avant le Congrès, ou si c'est puisqu'elle ne veut point s'attirer d'autres embarras, tandis que les affaires avec la Russie ne sont point entièrement débrouillées. Il semble certain que les trois Cours de la Maison de Bourbon se déclareront contre lui et refuseront de le reconnaître, et il ne parait pas qu'il doive s'attendre à être soutenu par la Russie. Le Comte Balascheff***) avait demandé à sa Cour la per-

*) *Plaisance. In der Tat richtete St. Marsan mehrere Denkschriften darüber an die Staatsmänner.*

**) *Der Vertrag vom 11. Januar 1814 sicherte ihm von seiten Österreichs ein Gebiet von 400000 Einwohnern; auch versprach der Wiener Hof zu wirken, daß Murat Frieden mit England und die Entsagung der Bourbons auf Neapel erlange.*

***) *Generaladjutant des Kaisers Alexander, früherer Polizeiminister.*

mission de s'absenter de Naples pour aller trouver l'Empereur Alexandre; il était même parti, avant que de l'avoir reçue: mais elle lui est parvenue en chemin. Il a laissé en effet le Sr. de Theul à Naples, mais je sais qu'il a dit à son passage ici qu'il avait soigneusement évité chaque démarche qui aurait pu faire croire à Murat que l'Empereur son maitre s'intéressait à lui faire conserver le trône. J'ai tout lieu de croire que la Cour de Vienne ne mettra aucun empressement à le soutenir d'une manière active, elle se bornera même probablement à ne pas agir elle-même contre lui. Ce qui pourra devenir embarrassant, c'est qu'elle ne pourra point permettre non plus que des troupes étrangères traversent l'Italie pour l'attaquer. Mais on se flatte qu'il renoncera lui-même moyennant une indemnité modique à son trône, dès qu'il verra que plusieurs parmi les Cours de l'Europe et précisément celles avec qui, du moins sous le rapport du commerce, son Royaume est dans des rapports fort étroits, refusent de le reconnaitre, surtout si l'Angleterre qui ne s'est point prononcée clairement jusqu'ici à son égard, se rangeait également de leur côté. Si l'on avait voulu ou voulait encore chercher des griefs contre lui, on assure qu'on a trouvé par la correspondance du Prince Eugène Beauharnais qu'il a continué jusqu'au dernier moment à adresser des lettres à l'Empereur Napoléon.

Ce dernier semble occupé à augmenter sa petite armée à l'île d'Elbe. On a découvert qu'il engage des recrues dans plusieurs parties de l'Italie. En Piémont le général Bubna a fait arrêter une personne qui faisait des enrôlements pour lui, et à Livourne on avait promis à chaque recrue 100 francs payables à son embarquement. En attendant, des aubergistes des environs avaient commission de les nourrir. Il serait difficile d'entretenir des inquiétudes sérieuses sur ces démarches; mais il n'en est pas moins sûr que les personnes de sa famille ne cessent de s'agiter et d'intriguer. Joseph qui a acheté une terre dans le pays de Vaud, expédie presque journellement des courriers en France et en reçoit de là. L'Impératrice Marie-Louise a été invitée de revenir dans les États de son Père, mais on regarde comme certain que son séjour en Savoie ne peut en rien relever les espérances du parti de Napoléon. Malgré cela, je doute qu'on lui eut permis de faire ce voyage, si le Prince Metternich avait alors été à Vienne. S. M. l'Empereur François parait avoir pour principe que, puisqu'elle est une fois mariée avec Napoléon, il n'a pas le droit de

l'empêcher de rejoindre son époux; et c'est pour cela que je ne serais guère étonné, si, malgré l'invitation dont je viens de parler, elle allait à l'île d'Elbe, si c'est là, comme on le prétend, son projet. La Cour de Vienne croit, au reste, être, dans ce moment, dans les rapports de la meilleure harmonie avec celle de Paris, et beaucoup plus que cela n'était le cas avant le départ des Souverains pour l'Angleterre.

Ce qui est curieux, c'est que les Barbaresques, étant en paix avec la France, continuent à l'être avec Napoléon. Leur bonne intelligence avec lui va si loin qu'ils cachent leurs vaisseaux derrière les rochers de son île, en sortent brusquement et infestent tellement la mer sur les côtes de la France, que tout commerce de cabotage a dû cesser pour le moment. Le Gouvernement Toscan a même été obligé par ce fréquent commerce des Barbaresques avec l'île d'Elbe d'établir une quarantaine vigoureuse pour tout bâtiment venant de là, et comme cette mesure a été proclamée par le gouverneur de Livourne, le général Spanocchi, qui avait déjà eu des différends avec Napoléon, lorsqu'il occupa la première fois la Toscane, étant encore simple général, Napoléon a attribué cette quarantaine à l'inimitié particulière du Général et a fait de fortes réclamations contre cette mesure, qui pourtant a été maintenue.

Le Gouvernement autrichien se plaint amèrement de la conduite de presque tous les agents de l'Angleterre en Italie. Ils prêchent, à ce qu'il prétend, en plusieurs endroits et nommément dans le Milanais des maximes révolutionnaires, excitent la jalousie des Italiens contre les étrangers et donnent même à entendre que la Cour de Vienne ne cesse d'être dans une intelligence secrète avec Napoléon. Ces insinuations, si elles existent réellement, sont d'autant plus dangereuses que l'Autriche malheureusement n'a pas une administration à la fois assez vigoureuse et assez bienfaisante pour les supprimer ou pour prémunir les habitants contre elles.

Le Cabinet d'ici nourrit également de vives inquiétudes sur la possession tranquille du Duché de Parme pour l'Impératrice Marie Louise, la Cour d'Espagne redemandant ce Duché pour le fils de la Reine d'Étrurie, et l'Angleterre soutenant, à ce que j'apprends, cette réclamation.

Un objet qui sera très probablement aussi fortement discuté au Congrès de Vienne, et la traite des Nègres. Le Ministère anglais ne pourra se dispenser de faire tous les efforts qui dépen-

dront de lui, pour obtenir que la France diminue au moins le nombre d'années dans lequel elle a promis de l'abolir, ou du moins que l'Espagne et le Portugal accèdent aux déclarations faites par la France; et il attachera probablement la coopération de l'Autriche comme condition aux condescendances que celle-ci exigera de lui. Il est, d'un autre côté, à prévoir que l'Espagne et le Portugal s'y opposeront fortement: la première porterait un coup mortel au commerce de l'île de Cuba, la seule colonie sur laquelle elle peut encore entièrement compter, si elle consentait à l'abolition.

Le Conseiller de Hudelist*) a proposé de travailler en effet conjointement avec l'Angleterre à cette abolition de la traite, mais d'exiger en même temps de la Cour de Londres qu'elle procure à toutes les Puissances indistinctement la paix avec les Barbaresques et qu'elle fasse cesser par là à jamais toute piraterie en Europe. Quelque belle et philanthropique que soit cette idée, que le Prince de Metternich goute beaucoup, elle augmenterait les difficultés, au lieu de les diminuer.

Le Ministère de Votre Majesté aura sans doute vu par la correspondance du Sr. Piquot**) qu'on avait transporté Czerny George et les autres chefs des Serviens à Graetz, sous prétexte que les Turcs pourraient tenter des incursions dans les États autrichiens, si on les laissait aux frontières, et que depuis on leur avait refusé des passe-ports pour se rendre en Russie, puisque la Cour de St. Pétersbourg n'était point intervenue assez fortement pour faire évacuer les bouches de Cattaro. Cette place a été prise ensuite d'assaut par un général autrichien. Mais la Cour de Vienne n'en a pas moins relâché les malheureux Serviens.

La réorganisation des Provinces italiennes occupe dans ce moment beaucoup le Ministère autrichien, et le Baron de Wessenberg est à la tete de la commission établie pour cet objet. Mais il est à plaindre que cette commission n'ait tenu sa première séance que quinze jours après sa nomination et que dans celle-ci tous les membres aient commencé par déclarer qu'ils ne s'entendent guère aux affaires de l'Italie. On a eu au commencement le tort d'abolir avec trop de précipitation l'ancienne administration qui, avec quelques modifications, aurait été très bonne à conserver.

---

*) *Staatsrat in der österreichischen Staatskanzlei.*

**) *Legationsrat bei der preußischen Gesandtschaft in Wien.*

On établira à présent deux grands Gouvernements, à Venise et à Milan, et il est probable qu'on enverra à ce dernier endroit un des Archiducs, ainsi que l'Archiduc Ferdinand y était établi. On croit que l'Archiduc Charles est destiné à remplir ces fonctions, et l'on parle encore de la possibilité d'une alliance entre lui et la Grande-Duchesse Catherine.*) Des personnes qui se sont trouvées ici lors du séjour de la Grande-Duchesse à Vienne, assurent que c'est là au moins le désir de l'une et de l'autre. L'armée du Royaume d'Italie, dont on loue beaucoup la tenue et l'organisation, a été également dissoute fort mal à propos, ce qui a encore eu la suite funeste de répandre par les soldats, licenciés brusquement, beaucoup de mécontentement dans le pays. On est occupé à la former à présent de nouveau, et quelques régimens sont déjà sur pied. On a l'intention de les mettre dans des garnisons allemandes et d'envoyer des troupes d'ici en Italie. Jusqu'ici les Provinces italiennes rapportent si peu qu'on est obligé d'envoyer des sommes considérables en numéraire à Milan et à Venise. Le papier-monnaie n'a point été introduit en Italie.

Le cours de ce papier et l'état des finances en général dans la Monarchie autrichienne sont dans l'état le plus désastreux possible. Les causes doivent en être en très grande partie dans une administration fautive, et il est infiniment à désirer qu'on pense sérieusement à y remédier, avant que le mal ne devienne assez grand pour paralyser la marche du Gouvernement ou pour nécessiter une nouvelle opération financière pernicieuse au crédit de l'Etat.

On avait donné au Maréchal Prince de Schwartzenberg dans sa qualité de Président du Conseil de guerre d'autres personnes pour membres du Conseil que celles dont il avait désiré d'être entouré. Comme il a insisté sur ces dernières, on a dit que, puisqu'il n'était pas seulement Président du Conseil, mais aussi Généralissime de l'armée, il pouvait dans ces différentes qualités garder les uns et les autres à la fois.

Le général Koller vient d'être envoyé à St. Pétersbourg pour prendre les ordres de l'Empereur Alexandre relativement à son voyage ici, et pour faire tous les arrangements nécessaires pour cet effet.

*) *Erzherzog Karl wurde weder Statthalter von Italien, noch heiratete er die Großfürstin Katharina, die Schwester Alexanders, die sich vielmehr mit dem Thronfolger von Württemberg vermählte.*

Au moment où je veux fermer ce très-humble rapport, le Comte de St. Marsan me mande que la nouvelle République de Gênes a nommé un Ministre au Congrès, et que ce Ministre sera le Sr. de Brignoli, beau-frère du Duc de Dalberg et du Comte Marescalchi fils.*) Comme toutes ces personnes sont intimement liées, tant par elles-mêmes que par leurs familles, avec l'Impératrice Marie-Louise et le Prince de Bénévent, le Comte de St. Marsan juge de là que le projet de l'indépendance de la ville de Gênes est secondé et protégé, sinon par le Gouvernement français lui-même, au moins par un parti en France. Il espère, au reste, que ce Ministre de Gênes ne sera point admis au Congrès.

Je suis avec le plus profond respect,

Sire,

de Votre Majesté

le

très-humble, très-obéissant et très-fidèle serviteur et sujet

Humboldt.

XXXIII. Über Italien.

(Eigenhändig im Geh. Staatsarchiv.)

Avant que d'entreprendre la distribution de l'Italie d'après les idées qui m'ont été fournies, je ne puis me dispenser de faire quelques observations préalables.

1. J'avoue que la transplantation du Roi de Saxe en Italie**) me paroit présenter beaucoup d'inconvéniens. Elle force à créer un nouvel État en Italie, uniquement pour le but de donner des possessions à ce Prince, et sans autre motif puisé dans des principes politiques, ou dans les intérêts mêmes du païs. Or nous n'avons que trop vu dans ces derniers tems les suites fâcheuses qu'entraine après elle cette méthode de distribuer des païs pour sortir d'embarras momentanés, et pour contenter et indemniser

---

* *Der Herzog von Dalberg war zweiter Bevollmächtigter Frankreichs auf dem Wiener Kongreß, Marescalchi war der Sohn des früheren Ministers der auswärtigen Angelegenheiten in der italienischen Republik, Brignoli wurde zum Kongreß nicht zugelassen.*

** *Der Vorschlag rührt von Stein her in seiner Denkschrift „Ueber den deutschen Entschädigungsplan des Staatskanzlers von Hardenberg", Paris, den 12. Mai 1814.*

tout le monde, sans avoir suffisamment égard aux convenances intérieures et durables des païs et des peuples. Cette transplantation ne sauroit pas non plus offrir une perspective bien agréable au Roi qui sur le déclin de l'âge doit changer de climat, de sujets, de nation, d'habitudes, et qui regardera toujours cet échange comme un sort très-malheureux. Il est difficile au reste de lui faire en Italie un établissement convenable de Souverain. Les seules Provinces qui pourroient lui être données facilement, sont les trois Légations, et un Souverain pénétré, comme le Roi de Saxe, des principes religieux les plus sévères, voudra-t-il posséder ce qui a été enlevé au St. Père par une de ces mêmes injustices que les Puissances alliées prennent à tâche de redresser?

Selon mon opinion le Roi de Saxe et sa famille ne peuvent plus avoir qu'une existence de particuliers, mais la plus aisée, même la plus magnifique imaginable. Qu'on lui donne par conséquent d'après son choix ou dans le midi de l'Allemagne ou en Italie des terres très-étendues, d'un très-riche revenu et agréablement situées, et que le Souverain auquel il appartiendra pour lors, s'oblige pour toujours à laisser à lui et à tous ses descendans des prérogatives qui conviennent à son rang.

Il me semble qu'une pareille existence devroit être même plus satisfaisante pour lui qu'une Souveraineté qu'il comparera toujours avec chagrin à celle qu'il a perdue.

2. Je ne crois absolument pas qu'on puisse ou qu'on doive diminuer le territoire du Pape, mais je croirois presque nécessaire de lui rendre même les trois Légations. Tous ceux qui connoissent l'État Romain et la ville de Rome, savent qu'ils ne jouiront jamais d'un État satisfaisant de prospérité sans ces provinces, et que dans l'État auquel Napoléon avoit réduit en dernier lieu l'État Romain, il devroit dépérir de jour en jour d'avantage, et la ville de Rome devenir un désert.

En diminuant le territoire du Pape

a) on rend par conséquent malheureux le païs qu'on lui laisse, et les pensions les plus fortes que les Puissances Catholiques assigneroient au St. Père, ne sauroient remédier à ce mal;

b) on ôte au Chef de l'Eglise Catholique la considération et l'indépendance dont il doit nécessairement jouir. L'existence d'un très-petit Souverain qui néantmoins doit exercer sous d'autres rapports des fonctions très-importantes, est la moins propre de toutes celles que l'on peut imaginer, pour se concilier l'estime

publique; et il seroit même préférable, quelqu'injuste et quelque dur que cela seroit, qu'on laissât le Pape, comme Évêque indépendant, dans la ville de Rome appartenante à un autre Souverain, que de ne le rétablir que dans le territoire auquel Napoléon l'avoit réduit dans les dernières années;

c) on prive l'Europe d'un État qui, unique dans son genre et utile sous plus d'un rapport, reste un document éternel du respect des peuples Européens pour les principes de religion et d'humanité. Car, sans entrer dans les idées religieuses qui s'attachent à la personne du Pape, tout homme pensant doit être intéressé à l'existence d'un État qui, paisible même dans les guerres les plus violentes, offre un asyle sûr aux Sciences et aux arts, à la grandeur déchue et a l'infortune obscure, et qui n'est assuré lui-même que par l'idée que les croyans et ceux qui ne le sont pas, se réunissent à y attacher. Il seroit digne des grandes intentions des Puissances alliées d'assurer par une nouvelle garantie la tranquillité de l'État Ecclésiastique et de la mettre à l'abri de pouvoir jamais être interrompue.

3. Dans le plan suivant je me suis tenu, ainsi que j'ai dû le faire, strictement aux idées qui m'ont été prescrites. Mais j'ai dirigé néantmoins principalement mon attention sur le bien-être du païs et des grandes villes qui, étant des villes de commerce et capitales de grands États, fleurissent àprésent et dépériroient immanquablement, si elles devenoient de simples Résidences de petits Princes.

XXXIV. Die Territorialvertheilung in Italien.

Abschrift im Geh. Staatsarchiv.

Italie

1. L'Autriche aurait toute la partie de l'Italie Supérieure qui est bornée vers le Midi par le Pô, vers l'Ouest par la rivière de l'Adda. Elle recevrait par là une population de plus de deux millions et demi d'habitants. La capitale de ces provinces serait Venise.

2. Le Piémont serait agrandi par le département de Gênes dont la population se monte à 400000 âmes environ. Le Roi de Sardaigne gagnerait par la ville de Gênes une communication sûre

et libre avec la Sardaigne: la ville elle-même ferait partie d'un État capable de protéger et d'alimenter son commerce.

3. Entre les possessions autrichiennes et le Piémont on placerait le Roi de Saxe.

Il aurait par là tout le pays entre le Piémont, la Suisse, la rivière de l'Adda et celle du Pô. La population de ces provinces est de plus d'un million d'habitants. La capitale serait Milan, qui donnerait à ce nouvel État le titre de Duché de Milan. Le Roi garderait pour sa personne le titre Royal.

4. Le Vice-Roi*) aurait le département du Taro, qui comprend les anciens Duchés de Parme et de Plaisance, avec une petite étendue de pays au delà de leurs anciennes frontières. La population est de presque 400000 âmes. La capitale serait Parme.

5. La Maison d'Este serait rétablie dans le Duché de Modène (les départements actuels du Crostolo et du Panaro), auquel on ajouterait la partie de la République de Gênes qui ne deviendrait pas Piémontaise (le département des Apennins actuel), et la Principauté de Lucques. Les villes principales seraient Modène, Reggio et Lucques, et les carrières de marbre de Carrare et le Golfe de la Spezzia feraient fleurir le commerce de ce pays, qui renfermerait une population de plus de 700000 âmes.

Les possessions de la Maison d'Este dans le Brisgau n'en avaient qu'une de 150000 âmes.

6. Le Grand-Duc de Wurtzbourg**) deviendrait Grand-Duc de Toscane. Il aurait par là plus d'un million de sujets, tandis que ses États actuels ne comptent que 260000 habitants.

7. L'agrandissement des États du Roi de Naples dépendra des promesses qu'on lui aura faites. On ne peut prendre cet agrandissement que sur la partie de l'État Romain qui borde l'Adriatique. Il serait à désirer qu'on pût laisser la ville d'Ancone à l'État Romain, auquel son commerce est nécessaire. On donnerait pour lors au Roi de Naples les départements actuels du Tronto et du Musone qui ont une population de plus de 400000 âmes. S'il fallait absolument y ajouter, il vaudrait mieux de le faire du côté de Norcia et de Spolète que d'enlever une plus grande partie des côtes à l'État Romain.

8. Le Pape garderait ses anciens États, à l'exception de la

---

*) *Eugen Beauharnais.*

**) *Der frühere Besitzer Toscanas, Erzherzog Ferdinand.*

partie qu'il céderait au Roi de Naples. On lui restituerait en revanche les trois Légations jusqu'au Pô vers le Nord et le Panaro vers l'Ouest. Il aurait par là environ un million et demi de sujets.

Il ne peut point être dans les intentions généreuses des Puissances alliées de diminuer le patrimoine du Souverain Pontife, qui, par la nature même de ses fonctions, peut offrir au milieu de l'Europe, souvent agitée, dans ses États un refuge toujours paisible aux sciences, aux arts et à tout sentiment noble et élevé.

XXXV. Über den Geschäftsgang des Kongresses.

September 1814.

(Abschrift mit eigenhändigen Korrekturen, Bemerkungen und Unterschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Um die Mitte September 1814 waren die Herrscher und Staatsmänner in Wien zum Kongresse eingetroffen, und die Vertreter der vier verbündeten Mächte traten zu Konferenzen zusammen. Sie einigten sich dahin, daß die Menge der zu behandelnden Gegenstände eine Teilung und separate Behandlung nötig mache, und daß die Zahl der am Kongreß teilnehmenden Höfe und die Lage der Dinge es erfordere, daß eine kleine Anzahl die Unterhandlungen überwache und leite. An diese Beschlüsse knüpfte Humboldt seine Vorschläge für den Geschäftsgang des Kongresses in der folgenden Denkschrift, die kein Datum trägt, deren Abfassung aber etwa um den 18. September herum fällt, da die erste Zusammenkunft am 16. September stattfand (Treitschke, Deutsche Geschichte im 19. Jahrhundert I[4] 617 zitiert sie als „Vorschläge über den Geschäftsgang des Kongresses", verhandelt am 18. September u. s. f.).

On est convenu dans les conférences précédentes:

que la multiplicité des objets rend nécessaire de les diviser et de les traiter séparément;

que le nombre des Cours qui prennent part au Congrès, et la situation des choses exigent qu'un petit nombre dirige et surveille la négociation.

L'application de ces principes demande

que la division des objets se fasse d'après un système fixe et général;

qu'on éloigne toute idée d'un pouvoir usurpé ou arbitraire que l'exclusion de certaines Puissances de la direction

de la négociation pourrait faire naitre, même dans la partie la plus impartiale du public;

qu'on tâche, ce qui plus est, de ménager l'amour propre des Puissances et des Princes moins considérables; enfin

qu'on évite que des Puissances qu'on ne peut ni ne veut exclure de la Direction générale de la négociation, ne prennent par là une part directe à des affaires auxquelles d'après la nature des choses elles ne peuvent point intervenir d'une manière principale.

Il est indispensable après cela qu'à l'ouverture du Congrès même on s'explique d'une manière franche et précise vis-à-vis des autres Puissances et à la face de l'Europe dont les regards attentifs sont fixés sur une réunion aussi extraordinaire, sur la nature, le but et la forme du Congrès.

C'est de ces considérations que sont nées les idées suivantes qui, en renfermant des propositions sur la forme à donner au Congrès pourraient en même temps faire le fond de la Déclaration qui doit précéder son ouverture et qui pourraient y entrer, quoique seulement en partie et avec de certaines restrictions.

Le Congrès de Vienne n'est pas un Congrès de paix. Car la paix est faite. Il se distingue des Congrès de Münster et d'Osnabrück, de Ryswick, d'Utrecht etc., non-seulement par le plus grand nombre ou la plus grande variété des objets, mais aussi par là qu'il n'a point du tout un but unique, fixe et déterminé.

Le Congrès de Vienne n'est point une assemblée délibérante de l'Europe. Car l'Europe ne forme pas un ensemble constitutionnel, et pour qu'il pût y avoir une pareille assemblée, la part que chaque Puissance devrait y prendre à la décision, devrait être fixée, ce qui n'est, ni ne saurait être le cas.

Qu'est-ce donc que le Congrès de Vienne?

Ceci ne peut s'expliquer qu'historiquement.

La révolution Française et le régime de Napoléon avaient changé presque toute la face politique de l'Europe. La guerre actuelle a mis fin à l'une et à l'autre, mais les différents rapports politiques des Puissances n'ont été fixés qu'en égard de la France et que par le traité de Paris. Il reste encore

à compléter cette pacification générale,

à remplacer par de nouvelles les institutions que les événements des dernières années ont renversées,

à déraciner quelques restes de l'usurpation Napoléonne qui menacent d'inquiéter l'Europe.

Pour parvenir à ce but, on a appelé à un même endroit les Plénipotentiaires de tous les Princes et États qui de part et d'autre ont pris part à la guerre. On évite par là que les négociations particulières de Puissance à Puissance ne fassent naitre des malentendus dangereux, on s'assure que les arrangements qui résultent de ces négociations, ne soient point contraires à l'intérêt général, et on leur donne plus de force par la sanction ou du moins la reconnaissance commune; on peut enfin convenir de certains arrangements généraux contribuant à la tranquillité et au bonheur de l'Europe. Par une pareille marche on supplée en quelque façon à l'institution d'une République Européenne, à jamais et par elle-même impossible.

Le Congrès de Vienne n'est donc pas une négociation seulement, pas même un ensemble de négociations étroitement liées par un même but, mais simplement un complexe de négociations différentes qui conduisent à autant de traités particuliers, et qui n'ont d'autre rapport ensemble que l'intérêt général de l'Europe. La question Européenne se retrouve dans toutes; mais du reste elles se sont plus ou moins étrangères. Il résulte de là que toutes les Puissances qui y interviennent, doivent

s'abandonner mutuellement avec la confiance, commandée par la grandeur des circonstances, le soin de faire entre elles les arrangements qui leur semblent convenables, et de délibérer librement et isolément sur ces objets jusqu'à ce qu'elles viennent à s'accorder sur les mêmes principes;

mais aussi prendre l'engagement de proposer ce dont elles sont convenues, aux autres, de demander qu'elles le sanctionnent par leur accession aux traités, et d'écouter et de discuter les objections qu'elles pourraient leur opposer;

d'où il suit de soi-même que chaque négociation peut être entamée isolément, que plusieurs peuvent marcher de front, mais que toutes doivent rentrer au centre pour y être munies de l'assentiment et de la reconnaissance de l'Europe entière, rassemblée ici dans les personnes des différents Plénipotentiaires.

D'après ce qui vient de se dire ici, il est impossible de déterminer les objets qui peuvent se présenter à la discussion. Chaque Puissance et chaque jour peut en apporter de nouveaux. On ne

peut déterminer que le genre de ces objets, et c'est aussi le genre seulement qui influe sur la question qui doit être décidée ici:

par quelles Puissances et dans quelle forme tel ou tel doit être traité?

Il y a trois de ces genres d'objets entièrement différents l'un de l'autre.

I.

La distribution des provinces qui par suite de la guerre et de la paix de Paris sont devenues disponibles.

La discussion sur cette distribution et la conclusion des traités qui la régleront, appartiennent exclusivement aux Puissances Coalisées*) contre la France qui en ont fait la conquète. Ce sont leurs Plénipotentiaires seuls qui peuvent se réunir en conférences sur cet objet. La France et les États Neutres en restent exclus. Ceux à qui ces conquètes ont premièrement rendu la vie, y interviennent, non comme juges qui décident, mais comme parties qui demandent à être écoutées, et allèguent leurs titres.

En même temps la France a un double intérêt à la décision de cet objet. Elle a le droit d'y juger la conformité avec le traité de Paris, et la question Européenne. Cette dernière question y intéresse tous les États Neutres. Dès que la négociation est parvenue jusqu'au moment de la conclusion, la France et ces États doivent par conséquent en recevoir connaissance et être écoutés s'ils trouvent à y objecter.

Les Princes qui ont pris part à la guerre, ne peuvent pas non plus être appelés tous simultanément à cette distribution; il y en aurait évidemment qu'on aurait également tort d'admettre et d'exclure sans distinction. Il faut donc séparer la distribution:

de la Pologne,
de l'Allemagne,
de l'Italie.

1.

La distribution de la Pologne et la forme qui doit être donnée à la partie qui deviendra Russe, sont du ressort de la Prusse, de

*) *Der erste Geheimartikel des Pariser Friedens vom 30. Mai 1814 bestimmt dies. Er lautet: La disposition à faire des territoires auxquels S. M. Très-Chrétienne renonce par l'article III du Traité patent, et les rapports desquels doit résulter un système d'équilibre réel et durable en Europe, seront réglés au congrès, sur les bases arrêtées par les puissances Alliées entre elles, et d'après les dispositions générales contenues dans les articles suivants.*

l'Autriche et de la Russie, les seules Puissances qui peuvent signer, comme parties principales, le traité qui la réglera.

L'Angleterre y intervient pour la question Européenne, mais elle y intervient aussi d'abord, puisque les trois autres Puissances sont intéressées à se prévaloir de son intervention.

2.

Quant à la distribution de l'Allemagne, il faut distinguer entre la discussion:

sur les bases et les principes qui doivent la diriger, et
sur l'application des principes et le détail qui en résulte.

Il faut considérer ensuite qu'outre la question généralement Européenne la distribution de l'Allemagne intéresse:

a) les Princes de l'Allemagne sous le rapport de leurs forces respectives et de leur organisation intérieure;

b) l'Angleterre par l'importance qu'elle doit attacher à fortifier la Hollande et à empêcher un agrandissement excessif de la France; la Russie par l'expérience qu'elle a faite qu'elle peut être inquiétée jusque dans son sein, si l'Allemagne n'est point indépendante; sans parler des autres États limitrophes.

L'Autriche et la Prusse sont dans tous ces rapports à la fois et ont par conséquent éminemment le droit d'attendre qu'on ait égard à leurs propositions.

Or la discussion sur les bases et les principes ne peut appartenir parmi les Puissances appelées en général à cette discussion qu'à celles qui peuvent se placer et se maintenir dans un point de vue Européen.

Ces Puissances sont la Prusse, l'Autriche, la Russie et l'Angleterre. Il faut en exclure:

la France, la Hollande, le Danemark, la Suisse, puisque, quoiqu'ayant un grand intérêt à l'objet, ils n'ont, par différentes raisons, aucun droit d'y intervenir;

la Suède, puisque, quoiqu'ayant sans contredit le droit d'intervenir, comme Puissance Alliée et Belligérante, elle n'y a plus aucun intérêt direct, ayant échangé la Poméranie*) et s'étant concentrée dans le Nord.

* *Durch den Kieler Vertrag vom 14. Januar 1814, durch den es Schwedisch-Pommern an Dänemark gegen Norwegen eintauschte; Dänemark verkaufte es durch Vertrag vom 4. Juni an Preußen.*

La Bavière et le Württemberg doivent intervenir à cette discussion, puisqu'ils y ont droit et intérêt à la fois; mais il ne faut les écouter que lorsqu'on sera déjà d'accord, puisqu'ils n'ont pas de point central hors de la question et ne sauraient jamais la juger d'une manière grande et impartiale.

Les questions qui se lient à cette discussion, sont, pour en citer quelques exemples, celle de la Saxe, celle si la rive gauche du Rhin doit appartenir exclusivement à de grandes Puissances? si la Belgique et même toute la Hollande doit faire partie intégrante de l'Allemagne? Si les Princes agrandis par les Médiatisations doivent conserver toutes leurs acquisitions, ou si l'on veut leur demander des sacrifices?

Les principes une fois fixés, l'application en détail doit appartenir aux Princes Allemands exclusivement. Car une bonne constitution exige une certaine répartition des forces respectives, et la division des cercles demande de certains arrondissements.

3.

La distribution de l'Italie est étrangère aux Puissances du Nord et à la Prusse.

Elle est du ressort de l'Autriche, de la Sicile, de l'Espagne, de l'Angleterre, comme Puissance maritime, éminemment intéressée à la situation politique des côtes de la Méditerranée et ayant une possession importante dans cette Mer.

Le Roi de Sardaigne et le Pape y interviennent, comme Etats formant des prétensions.

Le Roi de Naples est par la nature des choses exclu de toute part au Congrès, auquel ne peuvent être admis que des Souverains qu'on veut généralement reconnaître.

Comme ces trois divisions de la distribution des provinces conquises sont malgré leur séparation pourtant liées par des rapports généraux, il est à savoir s'il ne faudrait pas créer pour cette partie si importante de la négociation un Comité dirigeant général, qui, sans entrer dans les négociations particulières, surveillerait et réglerait l'ensemble? Si l'on ne croyait pas trop compliquer la chose par là, la Russie, l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse pourraient seules le former.

II.

Second genre d'objets. Les arrangements particuliers que quelques Puissances peuvent faire entr'elles et qu'elles soumettent seulement aux autres pour être reconnus d'elles.

Ces arrangements peuvent être de différente nature, et il est même impossible de les prévoir à présent.

Mais il y en a un infiniment important qui appartient à cette classe: l'organisation intérieure de l'Allemagne où une nouvelle ligne doit remplacer l'Empire qui a disparu.

La discussion sur cette affaire intérieure et domestique appartient exclusivement aux Princes de l'Allemagne. Même la Russie et l'Angleterre ne voudront point intervenir à une affaire à laquelle elles ne peuvent prendre qu'un intérêt général et où l'intérêt particulier qu'elles y prendraient, naitrait toujours seulement de considérations également particulières et par conséquent étrangères au bien-être commun.

La Hollande, le Danemark et la Suisse pourraient y être appelés, la première pour s'unir en partie ou en entier à l'Allemagne, le second pour y rattacher le Holstein, et la troisième, puisqu'une alliance à perpétuité entre l'Allemagne et la Suisse serait, on ne peut pas plus, désirable.

III.

Troisième et dernier genre d'objets. Arrangements communs pour le bien de l'Europe.

Les objets qui se rangent sous cette classe, sont les suivants:

1. Les dissensions intérieures dans la Suisse. Les Puissances ne peuvent point permettre une guerre intestine dans le centre de l'Europe, et la Confédération Helvétique elle-même demandera probablement la Médiation des grandes Puissances. Si elle s'adresse au Congrès, c'est-à-dire à toutes, ou si les Puissances sont forcées à se déclarer Médiatrices sans sa demande, la discussion sur cet objet sera du ressort des Puissances à qui il appartient de délibérer sur cette classe d'objets en général.*) Si la Confédération ne s'adresse qu'à quelques-unes des Puissances, le cas rentre dans la seconde classe des objets, c'est-à-dire des

*) *Mr. le Prince de Metternich a observé que, d'après le traité de Paris, la France n'a pas le droit d'intervenir dans les affaires de la Suisse, et je me range entièrement de son opinion. H.*

arrangements particuliers faits de gré à gré. Mais aussi alors les résultats devront toujours être soumis à toutes les Puissances pour juger de la question Européenne.

2. Le Royaume de Naples actuel. Les Puissances ne peuvent pas souffrir qu'il continue à exister en Europe un Souverain que quelques-unes des plus considérables entre elles se refusent à reconnaitre; on ne saurait souffrir non plus que Naples et la Sicile restent dans une attitude continuellement hostile.

3. Le séjour de Napoléon à l'Ile d'Elbe et les individus de sa famille. On ne peut plus nier que Napoléon et les individus de sa famille inquiètent l'Italie la Suisse et la France. La convention du 11 avril*) ne peut pas être un obstacle à lui assigner, même malgré lui, un autre sort. Car l'Angleterre et la France n'y ont accédé que pour de certains points qui ne les lient pas envers Napoléon, et si l'on veut parler impartialement d'après les principes de la justice, les Puissances contractantes n'avaient aucunement le droit de placer au sein même des autres une cause et un prétexte de troubles. Quant aux individus de la famille, rien n'empêche de les faire aller où l'on voudra.

4. L'abolition de la traite des Nègres.

5. La navigation libre des grandes rivières sur laquelle la discussion a été expressément réservée dans le traité de Paris.**)

6. Le rang entre les Ministres de différentes Cours, objet dont il a déjà été parlé dans les conférences de Paris.

La discussion sur les objets de cette classe appartient à toutes les Puissances sans exception. C'est la question Européenne qui y est principalement, pour ne pas dire uniquement, agitée. Mais toutes les Puissances ne peuvent point délibérer à la fois, ni avec une égalité parfaite, il faudrait donc abandonner la discussion sur ce point et la fixation des principes aux six grandes Puissances,

---

*) *Der Vertrag von Fontainebleau, dem Frankreich und England nur teilweise zugestimmt hatten. Lord Castlereagh erklärte (Note vom 27. April 1814): S. A. R. le prince régent ayant pleine connaissance du contenu dudit Traité, y accede au nom et pour Sa Majesté, en tant qu'il concerne les stipulations relatives à la possession en toute souveraineté de l'île d'Elbe et des duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla; mais Son Altesse Royale ne devra pas être considérée comme étant, par cet acte d'accession, devenue partie co-contrante au nom de Sa Majesté à aucune des autres stipulations qui y sont contenues. Nach der Erklärung der provisorischen Regierung (Talleyrand) vom 11. April tritt sie dem Vertrag bei autant que le besoin est.*

**) *In Artikel V.*

l'Angleterre, l'Autriche, l'Espagne, la France, la Prusse et la Russie, qui écouteraient après les autres sur les principes qu'elles auraient posés.

Une réunion telle que le Congrès actuel, même avec la division la plus exacte de tous les objets, ne saurait travailler, sans être dirigée; le cas se présentera d'ailleurs qu'on s'adressera au Congrès et que le Congrès, comme tel, devra répondre à des demandes. Pour le pouvoir, il faut qu'il ne soit pas simplement un être idéal, pas seulement un complexe d'un grand nombre de Plénipotentiaires.

Il faut en conséquence au Congrès un Comité dirigeant, et ce Comité doit être formé par les mêmes Puissances qui décident la question éminemment Européenne qui forme la troisième classe des objets de la négociation. Car le Congrès lui-même est une affaire Européenne, et une des plus importantes. Ce Comité forme le centre du Congrès, le Congrès n'existe qu'en autant que ce Comité s'est constitué, il est terminé, lorsqu'il se dissout. Toutes les négociations particulières et les traités qui en résultent, doivent rentrer dans lui, et c'est lui qui doit les proposer à la discussion générale de toutes les Puissances et y soigner leur accession. Il doit encore avoir le droit de presser les négociations particulières pour ne pas laisser devenir le Congrès interminable.

Comme les négociations particulières doivent être soumises à l'accession et à la reconnaissance de toutes les Puissances Européennes, il faut encore déterminer

le nombre des États et des Princes qu'on veut admettre comme siégeant dans le Congrès Européen;

le mode de les consulter.

Il a déjà été observé que les États qu'on se refuse de reconnaitre et auprès desquelles la continuation de l'existence est mise en doute, ne peuvent point entrer dans ce nombre. Ceux qui, venant d'être rétablis, ne sont par là point encore reconnus généralement, sont dans le cas diamétralement opposé. Ils commencent, tandis que les autres finissent. Ils ont un intérêt manifeste à chaque question Européenne, et leur voix ne saurait être exclue. En ayant égard au degré de forces et d'indépendance, on ne peut admettre aucun prince de l'Allemagne qui n'a point des possessions hors de ce pays, à l'exception seulement de la Bavière (et du Württemberg?). Les raisons de cette exception tombent sous les yeux.

D'après ces principes il siégerait donc dans ce Congrès les 16 Etats suivants: le Portugal, l'Espagne, la France, l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche, la Bavière (le Württemberg?), la Hollande, la Suisse, la Sardaigne, le Pape, la Sicile, le Danemark, la Suède, la Russie.

La marche très simple pour chaque objet en particulier serait la suivante:

qu'il fût discuté jusqu'à la rédaction approuvée et paraphée du traité entre et par les Puissances qu'il concerne directement;

que le traité fût porté au Comité dirigeant, discuté et paraphé par lui;

que ce Comité convoquât les Plénipotentiaires des Etats qui resteraient encore à consulter, et que le traité fût aussi approuvé par eux.

La marche du Congrès lui-même serait:

de dresser et publier la déclaration sur sa forme;

de convoquer et de constituer le Comité dirigeant qui s'occuperait incessamment et de ses fonctions comme tel, et des objets de la troisième classe;

d'établir les conférences sur les objets particuliers, et nommément:

1. celles pour la distribution des provinces conquises,
2. celles sur l'organisation intérieure de l'Allemagne.

Humboldt.

XXXVI.—XXXIX. Der Streit um Sachsen und Polen.

Unter den Verhandlungen über die Entschädigung der einzelnen Mächte, die auf dem Wiener Kongreß stattfanden, war die schwierigste die über Sachsen und Polen. Alexander von Rußland verlangte das ganze Herzogtum Warschau, um daraus in Verbindung mit Russisch-Polen ein konstitutionelles Königreich zu bilden. Für die Nachbarmächte Preußen und Österreich war ein solcher Plan höchst gefährlich, da eine derartige Vergrößerung Rußlands für sie bedrohlich, die Bildung eines solchen polnischen Reiches ihren eigenen polnischen Besitz unsicher machte. Preußen verlangte ganz Sachsen, um zu dem in den Verträgen ihm zugesicherten Umfang von 1805 zu gelangen. Auch diesem Plan mußten vom österreichischen Standpunkt große Bedenken entgegengestellt werden; eine Erweiterung Preußens in Deutschland widersprach den Interessen der österreichischen Monarchie und der Besitz der oberen Elbe und der Pässe durch Preußen

war militärisch gefährlich. Am 9. Oktober 1814 forderte Hardenberg von Metternich die Erklärung, ob Österreich der Vereinigung ganz Sachsens, unter Wahrung von dessen Integrität (es sollte als selbständiges Königreich mit Preußen durch Personalunion verbunden werden) mit Preußen zustimme? Ob man dem Könige von Sachsen die drei Legationen ganz oder teilweise geben wolle? Ob er verzichte, Mainz an Bayern zu überlassen? Man könnte die Rheinplätze zu Bundesfestungen machen. Nach Zusicherung der Unterstützung in diesen Punkten, so erklärte Hardenberg wörtlich, j'entrerai avec vous dans le concert le plus parfait sur celui de la Pologne. Am 22. Oktober antwortete Metternich; seine Note gipfelt in folgenden Sätzen:

1. Der Kaiser hat nur einen politischen Wunsch, nämlich den, Preußens Absichten und Interessen den seinigen gleich zu achten.

2. Er rechnet auf gegenseitige Unterstützung und gänzliche Übereinstimmung der von beiden Höfen in der polnischen Frage zu tuenden Schritte.

3. Er macht seine Zustimmung zur Einverleibung des Königreichs Sachsen von den nacherwähnten Verhalten abhängig, indem er Se. Preußische Majestät in der dringendsten Weise einladet in Erwägung zu ziehen, ob sie den Zweck, ihre Machtverhältnisse zu ergänzen, nicht erreichen würde, wenn ein Kern dieses Königreichs erhalten, und ihr deshalb die Aufgabe erspart bliebe, den König von Sachsen durch einen Landstrich zu entschädigen.

4. Der Kaiser besteht darauf, zur Verteidigung des Südens den Main- und Mosellauf zu behalten, indem hierdurch zwei Gebiete getrennt werden, welche Mittel zur Ausgleichung und Entschädigung für die Fürsten im nördlichen und südlichen Deutschland gewähren. Der Kaiser ist mehr, als jede andere Macht dabei interessiert, die Festung Mainz vor jedem Überfalle zu schützen, und behält sich vor, über diese wichtige Angelegenheit in Bezug auf die für diesen Zweck geeigneten Mittel in fernere Erklärungen einzugehen, welche seinen Beziehungen zum bayrischen Hofe und der Möglichkeit entsprechen, die Gebietsverteilungen in Bayern zu ordnen. Die in dieser Beziehung zu nehmenden Maßregeln sind mit der Gründung eines Bundesvertrags und den Mitteln verbunden, über welche man sich zur Verteidigung des Bundes einigen wird. Se. kaiserliche Majestät glaubt nicht, daß deren Erörterung von derjenigen dieser beiden Gegenstände getrennt werden könne.

5. Se. Kaiserliche Majestät besteht auf der gleichzeitigen Verhandlung aller dieser Fragen. Sie wird halten, was sie verspricht, indem sie gleichzeitig ihre Versprechungen von der Verpflichtung vollkommener Gegenseitigkeit abhängig macht.

Humboldt übernahm es, die Grundzüge für die Antwort des preußischen Kabinets zu entwerfen (No. XXXVI).

Ehe Hardenberg diese Antwort ausfertigte, kam ihm ein Memorandum von Lord Castlereagh zu Gesicht (wahrscheinlich datiert vom 23. Oktober). Dieser forderte darin das österreichische und preußische Kabinet auf, über das Minimum von Konzessionen, die sie von Rußland fordern wollten, übereinzukommen und es dem Zaren zu unterbreiten. Metternich solle drei verschiedene Vorschläge machen: 1. Gänzliche Wiederherstellung Polens unter einem unabhängigen Souverän wie vor der ersten Teilung; oder 2. Aufrichtung des Reiches, wie es 1791 existierte; oder 3. Teilung unter Rücksichtnahme auf die militärische Sicherheit der Nach-

barmächte: die Weichsel bis Sandomir als russische Grenze; Preußen erhalte Thorn, wenn der Zar Warschau nehme. Auf Grund der Verträge von 1813 solle Österreich Preußen zum Beitritt zu diesen Forderungen einladen, auch die anderen europäischen Staaten zu ihrer Unterstützung aufrufen, und bei Ablehnung Berufung an den gesamten Kongreß einlegen.

Humboldt beleuchtete in einer Denkschrift (No. XXXVII) diese Vorschläge.

Wie wenig alle Versuche, Kaiser Alexander zum Verzicht auf seine Pläne zu bestimmen, nutzten, zeigt das Schreiben Humboldts vom 3. November (No. XXXVIII).

Zwei Tage später trat eine Wendung ein. In einer Unterredung zwischen Alexander und Friedrich Wilhelm, der nur Hardenberg beiwohnte, verbot der König diesem, ferner mit Österreich und England zusammen gegen Rußland aufzutreten. Dieser neugeschaffenen Lage gegenüber suchte Humboldt in einer Denkschrift vom 9. November 1814 (No. XXXIX) nach Wegen und Mitteln, Preußen aus seiner schwierigen Lage herauszuführen.

XXXVI. Über die Note des Fürsten Metternich vom 22. Oktober 1814. 23. Oktober 1814.

Eigenhändiger Entwurf im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Schmidt, Deutsche Verfassungsfrage S. 343 ff.)

La lettre du Prince Metternich établit:

1) que la Saxe toute entière doit être incorporée à la Prusse,

sauf à prendre en considération, si une partie n'en pourrait pas demeurer au Roi, et

sauf à faire quelques arrangemens avec l'Autriche sur des points de frontière, sur l'état de fortification de quelques places, sur le commerce et sur la libre navigation de l'Elbe;

2) que l'influence de la Prusse sur l'Allemagne ne doit pas s'étendre au delà de la ligne du Mayn, y compris Mayence;

mais que le Cabinet Autrichien se réserve d'entrer avec celui de la Prusse dans des explications ultérieures sur des moyens propres à mettre la ville Mayence à l'abri de toute surprise;

3) que les possessions de la Prusse doivent se borner à la rive gauche de la Moselle, de façon que cette rivière en devienne la ligne de démarcation;

4) que l'Autriche compte sur l'appui réciproque, et sur une conformité absolue de marche de la part de la Prusse avec elle dans la question Polonaise;

5) que le Cabinet Autrichien réunit toutes ces questions en un seul et même corps de négociation.

Les principes de la réponse du Cabinet Prussien doivent être, selon moi, les suivans.

1.

Il faut en premier lieu bien établir le point de vue duquel la question Saxonne doit être regardée, et qu'on place souvent à présent de la manière la plus fausse et la plus injuste pour la Prusse.

Quoique je ne veuille point entrer dans la question du droit, je dois observer que les puissances alliées, et nommément la Prusse qui a, plus qu'aucune autre, contribué à faire la conquête de la Saxe, ont celui d'en disposer aux dépens de la dynastie qui a régné jusqu'ici; et que même c'est une leçon politique qui ne restera pas sans utilité qu'un souverain ne peut point impunément changer rapidement, et selon de simples convenances, de sistème, rompre des engagemens pris, et agir contre tous les intérêts de la nation à laquelle son peuple appartient, et contre le voeu juste et noble de ce peuple lui-même.

Cela supposé, il s'agit simplement d'examiner si la situation des choses exige qu'on fasse usage de ce droit, en adjugeant la Saxe à la Prusse, ou non?

Les traités d'alliance assurent à la Prusse le recouvrement de son ancienne étendue et force, et même un aggrandissement convenable, et si les traités ne le faisaient point, une saine politique devrait y suppléer.

La force de la Prusse est une condition sine qua non de l'équilibre de l'Europe.

Or la Prusse perd la plus grande partie de ses provinces Polonaises, elle perd surtout celles qui, en l'arrondissant de ce côté, formaient de ces provinces de la Prusse et des provinces Allemandes voisines un ensemble et une masse imposante. La force centrale de la monarchie était sans doute avant 1806 dans cette masse et ne peut plus s'y trouver à présent, quand même la Russie ajouterait 2 à 300000 âmes à son lot Polonais.

L'Autriche aurait tort de dire que c'est là la faute de la Prusse, et qu'elle aurait pu se prémunir contre cet inconvenient dans son premier traité d'alliance avec la Russie. Sans vouloir faire des ré-

criminations, et sans dire que l'Autriche aurait pû en faire tout autant, il faut convenir:

> que dès que le pouvoir de Napoléon ne pouvait être culbuté qu'en appelant la Russie au secours (comme certainement il n'aurait pas pû l'être sous les circonstances données dans la dernière guerre), il fallait prévoir et souffrir que la Russie garderait la plus grande partie du duché de Varsovie, puisque l'exemple de la dernière guerre devait lui servir de leçon de tâcher d'éloigner ses frontières plus du centre de l'Empire, et puisque par la nature des choses même de grands efforts d'une grande puissance doivent toujours être compensés par de grands avantages.

L'aggrandissement de la Russie est donc une suite malheureuse, mais inévitable du faux système de combattre les extrémités de l'Europe l'une par l'autre. Précisément pour que cela n'arrive plus, il faut renforcer les puissances centrales, et nommément la Prusse.

La perte des provinces Polonaises ne pouvait plus être compensée pour la Prusse que par la possession de la Saxe. De lui assigner 10 et même 12 millions d'habitants dispersés sur la surface de l'Allemagne, de la Pologne et même peut-être de la Belgique, aurait été traiter les puissances de l'Europe comme des valeurs numériques, ce qui est contraire à toute politique franche et saine.

Ce n'est donc point par condescendance, quelque sensible que la Prusse sera toujours aussi à cette condescendance, mais en suivant les maximes d'une bonne politique que le cabinet Autrichien doit consentir à la disposition de la Saxe en faveur de la Prusse. Il y va aussi de son intérêt, puisque les dangers qu'elle s'attire par là dans une guerre contre la Prusse même, et que je suis bien éloigné de nier, sont beaucoup moindres et beaucoup plus incertains que celui de laisser la Prusse qui s'est attiré de grands ressentiments à présent par son zèle pour la cause commune, dépourvue de la force suffisante.

Il suit de là que la question Saxonne ne pouvant être regardée comme un sacrifice porté à l'union avec la Prusse, mais comme un sacrifice porté à l'équilibre et à la tranquillité de l'Europe, elle ne peut être rattachée à des conditions qu'en autant que ces conditions sont nécessaires à la sûreté et à l'avantage de l'Autriche certainement également chers à la Prusse que les siens propres.

Il s'ensuit encore que ni la réussite ou la non réussite des démarches pour la Pologne, ni la cession de quelques districts de plus ne sauraient rien changer à la question sur la Saxe. Plus la Russie deviendrait menaçante pour l'Allemagne, plus il faudrait donner la Saxe à la Prusse; et de l'autre coté un simple accroissement de population en Pologne n'est pas le rétablissement d'une masse de provinces vraiment centrales pour la monarchie Prussienne.

La question sur la possibilité de laisser le Roi de Saxe dans la Saxe même et de partager par conséquent ce païs, se réduit, il me semble, au principe suivant: Si la Prusse pouvait se contenter d'une petite partie de la Saxe, rien ne serait plus faisable. Mais en cédant au contraire, la plus petite au Roi et en gardant la presque totalité pour elle, elle n'amoindrirait que bien peu les sentimens qui peuvent s'élever contr'elle et diminuerait en revanche immensement ses moyens moraux de les calmer, ou de leur résister. Le pais serait divisé en deux factions, le ressentiment le plus violent s'en mêlerait, et le Roi de Saxe se trouverait lui-même dans une situation encore plus pénible.

Les arrangements que l'Autriche propose dans le cas que la Saxe toute entière fût incorporée, ne sauraient être jugés avant de les connaitre. Mais pourvû qu'elle se borne, en parlant de points de frontière, à redemander ce qu'elle a perdu par la paix de Vienne (sur quoi on pourrait être facile), il me semble qu'il serait juste de se prêter, autant que possible, à ses demandes. On ne saurait nier que*) la sûreté de la Bohême est toujours plus compromise, si la Prusse est maitresse de la Saxe; la Prusse ne veut point menacer l'Autriche, elle ne doit pas non plus la craindre et lui témoigner de la méfiance.

2.

La demande de l'Autriche par rapport à Mayence est infiniment embarrassante. Elle offre la double question:

si la Prusse croit cette forteresse nécessaire à sa propre défense, aussi contre le Midi de l'Allemagne, et contre l'Autriche elle-même? ou

si elle se contente à exiger qu'elle soit dûement défendue en faveur de l'Allemagne, et contre un ennemi commun?

Dans le premier cas, Mayence devrait appartenir à la Prusse,

*) *Gestrichen ist la defense de la Boheme devient plus difficile*

ou la Prusse devrait du moins, si cette place était une forteresse de la ligue, y avoir les forces principales et le commandement.

Pour arriver à cela je ne connais plus qu'un seul moyen et que je n'aimerais point à conseiller, c'est-à-dire celui de proposer en revanche d'établir le Roi de Saxe dans la Saxe même. Car je crois l'Autriche tellement attachée à cette question que seulement les plus puissans motifs pourront l'en faire revenir.

Dans le second cas, il s'agit d'écouter, quels moyens le cabinet Autrichien proposera. Mais il faudrait insister toujours que la Bavière ne gardât pas la moindre influence sur Mayence, si elle n'accède pas franchement et loyalement à la ligue Allemande et ne renonce pas au droit des guerres exclusives.*) Si, au contraire, elle fait cela, il faut tâcher aussi de se l'attacher, au lieu de la soupçonner.

Les arrangemens sur Mayence doivent enfin toujours rester étroitement liés au consentement définitif, solemnel et entier de l'Autriche aux arrangements pour la Saxe.

3.

La question, si la Prusse peut se borner à n'aller avec ses possessions que jusqu'à la Moselle, en gardant cependant, sur quoi il faudrait toujours insister, une lisière sur la rive opposée? est, pour ainsi dire, une affaire de calcul. Le cabinet Autrichien doit proposer lui-même où, ce qui se perd de ce côté, peut être regagné, et cela ne pourra l'être qu'aux dépens de la Bavière.

Comme d'après le plan du Prince de Hardenberg**) la Prusse doit prendre sur elle de faire plusieurs trocs avec plusieurs des autres Princes de l'Allemagne, et qu'après s'être arrangée avec l'Autriche, elle pourrait rencontrer des difficultés dans ces arrangements postérieurs, il faudrait que l'Autriche ne coopérât pas seulement à les négocier, mais garantît aussi la réussite de la négociation.

A Vienne, ce 23 Octobre 1814.

Humboldt.

---

*) *Wenige Tage vor Abfassung dieser Denkschrift, am 20. Oktober, hatte Feldmarschall v. Wrede in der dritten Sitzung des Komitees für die deutschen Angelegenheiten erklärt, Bayern könne auf das Verbot der auswärtigen Kriege nicht eingehen.*

**) *Gemeint ist Hardenbergs Denkschrift Plan pour l'arrangement futur de l'Europe. Paris, den 29. April 1814. S. o. S. 159 A. 2.*

XXXVII. Über das Memorandum Castlereagh's.
25. Oktober 1814.

(Eigenhändiger Entwurf im Geh. Staatsarchiv; gedruckt im Auszug bei Schmidt a. a. O. 349ff.)

Sur le mémoire de Lord Castlereagh concernant l'affaire de la Pologne.

Le mémoire de Lord Castlereagh renferme deux objets tout-à-fait différents:

la fixation d'un minimum que les puissances copartageantes de la Pologne doivent demander à la Russie;

la marche que es puissances, conjointement avec l'Angleterre, doivent tenir, si la Russie refuse même ce minimum.

Le premier de ces deux points n'y est pas discuté, il me semble néanmoins que, sans savoir de quelle manière on veut le déterminer, il est presqu'impossible de se décider sur la marche dans le cas de refus. Car il est évident que l'importance de soutenir ce minimum devient plus grande en proportion qu'il doit renfermer plus de concessions de la part de l'Empereur, ce qui ne peut qu'influer très essentiellement sur les mesures que les Puissances adopteront dans le cas de refus.

Il y a deux questions qui entrent nécessairement dans ce minimum, celle de la forme à donner au Duché de Varsovie, en tant qu'il sera sous domination Russe, et celle du territoire et des frontières.

Jusqu'ici Lord Castlereagh m'a paru être de l'opinion que, si la Russie cédoit sur la dernière, il ne falloit point la presser sur la première, et cet avis m'a paru extrêmement sage. L'Empereur Alexandre se trouve certainement dans un grand embarras en voulant réaliser ce qu'il semble avoir promis à cet égard aux Polonois: il se prépare des difficultés énormes et des dangers évidens en exécutant ce plan, et les Puissances augmentent cet embarras, ces difficultés et ces dangers, si elles ne s'opposent point trop directement à ces vues. Sous ce rapport ce point est peut-être même un correctif apporté à l'inconvénient qui nait de l'aggrandissement excessif de la Russie.

Quant à la question territoriale, l'idée a paru être jusqu'ici de s'en tenir à une frontière militaire qui comprendroit en consé-

quence les villes de Thorn, Kalisch, Czenstochau et Cracovie. Il ne me semble pas qu'on ait eu l'idée d'insister sérieusement sur la demande que la Russie se borne à la Vistule, et ce qui en est dit dans le mémoire actuel, paroît seulement devoir être la demande plus étendue qu'on se propose de faire, si le minimum devoit être refusé.

Outre ces points de vue qu'on pourroit nommer des points de vue d'intérêt, cette question offre encore deux considérations morales qu'il s'agit infiniment de bien peser pour savoir laquelle mérite d'être préférée.

La première est celle qu'il est contre la dignité de l'Autriche de ne pas obtenir un seul point de ceux qu'elle réclame contre la Russie, et contre la sienne, ainsi que contre celle de la Prusse de laisser à la Russie des points évidemment offensifs contr'elles; ensuite qu'il seroit du plus grand danger de souffrir ainsi les premiers pas que la Russie paroît faire vers un empiètement sur les droits des autres Puissances de l'Europe.

La seconde considération, contraire à la première, naît des inconvéniens et des dangers sans nombre qui résulteront nécessairement de la démarche de faire une scission en Europe et d'appeller à elle, c'est-à-dire surtout à la France, contr'elle.

Quant à l'argument dont Lord Castlereagh s'est servi et qui est puisé dans le traité du 27 Juin,*) je crois qu'il n'est point de nature que la Russie ne puisse pas y faire une réponse suffisamment fondée.

Car en premier lieu ce traité a évidemment pour but de fixer seulement les conditions qu'on vouloit proposer à la France, et il fait mention de la distribution du Duché de Varsovie surtout pour dire que la France ne doit pas y intervenir. Un engagement de la Russie vis-à-vis de l'Autriche et de la Prusse en découle en vérité également, mais simplement d'une manière accessoire.

En second lieu il est évident que ce traité ne peut point

*) *Die Reichenbacher Konvention vom 27. Juni 1813; die im Art. II festgestellten Friedensbedingungen lauten in den hierher gehörigen Punkten: 1. die Auflösung des Herzogtums Warschau und die Verteilung der Provinzen, die es bilden, unter Rußland, Preußen und Österreich, welche diese drei Mächte ohne Einmischung der französischen Regierung treffen werden; 2. die Vergrößerung Preußens infolge dieser Teilung und durch die Abtretung der Stadt und des Gebietes von Danzig . . . 3. die Rückgabe der illyrischen Provinzen an Österreich.*

souffrir une application entière dans ce moment, puisqu'il n'adjuge à l'Autriche que les Provinces Illyriennes.

En troisième lieu il est naturel que l'Empereur Alexandre dira que, puisque les conquêtes qu'on a faites sur la France, sont beaucoup plus considérables qu'on ne les supposoit dans ce traité, et puisque l'Autriche a reçu outre les Provinces Illyriennes une grande partie de l'Italie, il est juste que la Russie obtienne aussi d'avantage et qu'elle ne peut l'obtenir que du coté du Duché de Varsovie.

Je suis très éloigné de vouloir dire que ces argumens justifient les prétensions de l'Empereur: mais je doute seulement qu'on puisse trouver dans ces prétensions une infraction absolue d'un traité encore applicable à l'heure qu'il est.

Dans les traités subséquens celui du 27 juin n'a point été cité ou confirmé. Ceux du mois de Septembre*) conclus entre les trois Puissances parlent seulement

> d'un arrangement à l'amiable entre les trois Cours d'Autriche, de Prusse et de Russie sur le sort futur du Duché de Varsovie,

et l'Empereur de Russie dira toujours qu'il est prêt à le faire.

Je répète que je ne dis tout cela que puisque je ne crois point prudent de se servir dans une cause évidemment et indubitablement juste d'un argument qui peute être contesté avec raison.

La marche proposée dans le mémoire me semble d'autant plus mériter la plus mûre considération, puisqu'il n'y a certainement personne qui ne dût regarder avec le plus noir chagrin même la possibilité d'un appel à l'Europe contre une des puissances dont l'union, constante jusqu'ici, a porté la dernière guerre à une issue aussi glorieuse.

Il faut considérer cet appel au Congrès une fois comme menace, et puis comme démarche mise en exécution.

La menace aigrira nécessairement l'Empereur, elle portera d'autant plus d'animosité dans la question que l'Empereur, voyant très bien que les petites Cours réunies au Congrès ne peuvent guères être d'un grand appui, regardera précisément la publicité qu'on donnera à l'affaire, et la force morale qui en résultera,

*) *Das sind drei zwischen den Verbündeten am 9. September 1813 zu Teplitz geschlossenen Verträge, dessen 4 Artikel Humboldt anführt.*

comme une mesure personnellement offensante. S'il est porté par là à céder, rien ne sauroit être plus convenable. Mais s'il se roidit, la situation s'en empire beaucoup. Si l'on vouloit éviter cette chance, on pourroit, au lieu de menacer, rejetter l'embaras sur l'Empereur même. En refusant peremptoirement de s'arranger, on pourroit lui témoigner le regret de devoir porter cette désunion à la connoissance des autres Cours; on pourroit lui demander à lui-même quel expédient il trouvoit pour cela? On seroit toujours maitre de rejetter ceux qu'on n'approuveroit pas; la manière seroit plus douce, et la mesure pas moins forte.

Si l'Empereur se refusoit à toutes ces représentations, je trouve la marche tracée dans le mémoire entièrement adoptée aux circonstances et excellente sous tous les rapports; la note du Cabinet Autrichien à celui de Russie, celle à la Cour de Prusse. Je suis douteux uniquement sur la question: si après cela les Puissances de l'Europe devoient, ainsi qu'il est dit dans le mémoire, être invitées à appuyer cette démarche et à faire à la Russie une déclaration comme Congrès?

Si la question reste ouverte sans cette démarche positive, il n'est pas improbable que l'Empereur cède, après avoir éprouvé la fermeté des autres trois puissances.

Mais la démarche positive faite au Congrès, c'est-à-dire auprès des puissances que les quatre alliées ont toujours regardé comme étrangères au moins à leur intimité, change entièrement la face des choses. L'Empereur doit se regarder alors comme traduit devant un juge qui a prononcé contre lui, et placé par là dans une attitude presqu'hostile vis-à-vis d'Europe; il ne peut plus reculer, sans se donner un cruel démenti, il est frappé d'un coup qui n'a jamais été porté en Europe et qui ne pouvoit l'être sans un état de choses que ses propres efforts, et, il faut l'avouer, des efforts louables, ont puissamment contribué à amener. D'un autre côté n'ayant pas à craindre une guerre imminente, l'arrêt est moins menaçant, et l'Empereur garde le tems de se préparer à la lutte, et l'espoir, quoique, comme je l'espère, illusoire, de désunir les puissances. Je ne crois donc pas que cette mesure puisse être très utile aux vues des trois Puissances.

En examinant en suite la composition du congrès, il n'y a que la France qui ajoutera un grand poids par sa déclaration; après elle celle de la Hollande et de la Bavière en auroit encore un certain par leur position; l'Espagne, qui entreroit probablement

entièrement dans l'idée, est trop éloignée; la Suède refuseroit vraisemblablement toute coopération, et le Danemark, le Portugal, la Sardaigne et la Sicile n'y prendroient qu'une part foible et timide.

Si ces considérations avoient réellement quelque poids, on pourroit commencer par passer sous silence devant le congrès l'affaire de la Pologne. Comme les autres Puissances ne manqueroient point d'en faire mention sur-le-champ, il faudroit, mais seulement sur leur demande, leur exposer d'une manière vraye et simple et avec les pièces officielles la situation de la question et l'avis de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Prusse. Si ensuite elles vouloient faire des démarches isolées auprès de l'Empereur, cela dépendroit naturellement d'elles; mais il faudroit, je crois, décliner toute offre de se joindre avec elles pour des démarches combinées, en mettant en avant la conviction qu'on avoit de s'arranger encore plus tard avec l'Empereur.

On peut objecter à cela que l'Empereur en attendant ira en avant et se déclarera Roi de Pologne. Mais je demande, s'il ne le fera pas encore d'avantage après la démarche et la déclaration du Congrès?

On comptera peut-être sur l'impression que produira sur les Polonois la proposition que doit faire l'Autriche au Congrès, mais j'avoue que je ne m'y fiérois pas beaucoup. Car outre que l'alternative du partage, mise également en avant, ne sauroit la leur rendre bien agréable, les Polonois n'ignorent point que, si l'Empereur Alexandre les avoit simplement incorporés à la Russie, la Cour de Vienne n'auroit jamais proposé leur rétablissement; ils savent aussi très bien que l'Empereur Alexandre ne leur parle point comme Napoléon, mais qu'en voulant leur donner un état d'indépendance, il suit réellement et sincèrement des idées générales et qu'ils ne peuvent lui reprocher que de rester à demi-chemin; ils diront enfin toujours que le Cabinet Autrichien n'a fait cette proposition que dans la conviction de l'impossibilité qu'elle fût acceptée.

Pour bien développer mon opinion sur ce point essentiel, je dois me résumer en disant que je crois que jusqu'au moment où l'on sera dans la possibilité et dans la nécessité de s'opposer réellement, et non pas seulement par un refus de consentement, aux projets de la Russie, il faut laisser ouvertes les voyes de l'amitié

et de la douceur, et que, selon moi, l'appel au Congrès les coupe toutes et trop tôt.

Il mérite en général d'être examiné s'il convient de mèler la France de cette contestation, et même, si lutte en résultoit, de cette lutte? et je suis de l'avis contraire.

Le système d'opposer les extrémités de l'Europe l'une à l'autre, et de les combattre ainsi, est évidemment un système faux et dangereux. Aucune des puissances placées ainsi ne voudra faire gratuitement de grands efforts pour ce but, et les deux empiétèrent par là sur celles placées entr'elles. L'aggrandissement actuel de la Russie en est une preuve évidente. Il appartient à l'établissement du système des puissances intermédiaires qu'on veut mettre àprésent à la place de l'autre, que ces puissances s'addressent aussi peu que possible à la France et à la Russie pour les faire servir l'une contre l'autre. Je désirerois que dans une guerre qui pourroit un jour s'élever contre la France, on pût se passer du secours de la Russie; et je crois bien moins utile et plus dangereux d'appeller àprésent, où il ne s'agit pas de guerre, la France à l'appui contr'elle. Je crois toujours l'Autriche et la Prusse, unies avec l'Angleterre et l'Allemagne et tacitement soutenues par l'assentiment du reste de l'Europe, si elles tiennent fermes, assez fortes pour faire revenir, encore après le Congrès, l'Empereur de ses prétensions ou, dans le cas contraire, pour opposer du moins une digue à des empiètemens ultérieurs, ou pour regagner ce qu'il garde àprésent, si dans la suite il donne lieu à une rupture véritable.

Je suis convaincu outre cela que la France n'épousera jamais la question dans le même sens dans lequel elle lui sera proposée par les Cours alliées. Elle s'en servira toujours principalement pour perpétuer la désunion entre les Cabinets, pour en profiter dans l'occasion, et l'abandonnera, en s'arrangeant avec la Russie, dès que son intérêt particulier sera satisfait.

Mais plus, je crois, que les Cours alliées doivent s'isoler sur ce point, plus je suis convaincu qu'elles doivent s'unir étroitement et se roidir sur la question.

Je crois devoir revenir àprésent sur la situation particulière de la Prusse par rapport à cette question importante.

La demande que forme l'Autriche, appuyée par l'Angleterre, envers la Russie, étant évidemment juste, nécessaire à la sûreté

des deux Puissances et de l'Allemagne et de la plus haute importance pour la conservation de l'équilibre en Europe, il est à la fois du devoir et de l'intérêt de la Prusse de s'y rattacher, d'entrer entièrement dans la question, d'en suivre la marche et d'en courir toutes les chances. Elle ne peut pas avoir l'intention de favoriser les vues d'aggrandissement de la Russie, si en effet elle en a, contre l'intérêt de l'Europe. Elle-même en seroit la première victime, et une saine politique lui dicte de rester unie avec l'Autriche et avec l'Allemagne pour servir de contre-poids aussi bien à la Russie qu'à la France.

La Prusse n'est pas non plus tenue envers la Russie par aucun lien qui la forceroit de se détacher de la cause générale. Car si cette Puissance a puissamment contribué à lui faire tenir la Saxe,*) elle lui a enlevé la plus grande partie de ses Provinces Polonoises, et il est bien douteux si le don (si l'on peut nommer don ce qui a été conquis par le sang Prussien) est un véritable équivalent du sacrifice.

Mais la Prusse se trouve malgré cela dans une position bien différente de l'Autriche par rapport à la question présente. Elle est, pour ainsi dire, dans une opposée. Le mal qui résulte du partage inégal du Duché de Varsovie pour la Prusse est tellement grand dès àprésent que cela doit diminuer ses craintes pour la suite, tandis que celui que les prétentions de la Russie causent à l'Autriche, est surtout dans les chances à venir.

La question de l'indépendance de la Pologne est d'une importance beaucoup moins grande pour la Prusse. Car la situation de l'ancienne Prusse et des nouvelles Provinces Polonoises de la Russie est telle reciproquement que la Russie, même en incorporant simplement ces Provinces, devra toujours désirer de s'approprier aussi les embouchures du Niemen et de la Vistule, et que la Prusse proprement dite elle-même ne peut presque pas se défendre de l'idée que son bien-être gagneroit, si elle devenoit une Province Russe. En revanche la partie du Duché de Varsovie que la Prusse recevra à présent, pourra peut-être lui rester même

*) *Rußland übergab die Verwaltung Sachsens, die es während des Krieges geführt hatte, jetzt an Preußen: Protokoll einer Konferenz vom 28. September, in dem Rußland seine Zustimmung erklärte; ratifiziert von Alexander am 18. Oktober; Bekanntmachung der kaiserlich russischen Übergabe der obersten Verwaltung des Königreichs Sachsens an Preußen, datiert Dresden, den 27. Oktober 1814.*

s'il existe une Pologne indépendante, puisqu'il y a beaucoup d'Allemands attachés d'avantage à un gouvernement Allemand, et puisqu'étant plus petite que la Galicie, elle peut être plus facilement contenue.

La question territoriale est peut-être encore plus importante pour la Prusse que pour l'Autriche. Mais comme l'Empereur Alexandre semble suivre surtout dans cette affaire l'avis des Polonois et que les Polonois mettent beaucoup plus de prix sur la conservation de Cracovie que sur Thorn, qui est au fond une ville Allemande, la Prusse pourroit se flatter très probablement d'obtenir cette ville, si elle vouloit s'arranger séparément avec l'Empereur. C'est précisément le point qui intéresse l'Autriche, qui augmente aussi pour elle les difficultés.

La négociation commune sur la base du Minimum offre donc beaucoup moins d'avantage à la Prusse qu'à l'Autriche.

En en venant après à la marche de la négociation, il est évident que la Prusse en s'engageant à tenir la même avec l'Autriche ne court pas seulement des chances égales, mais infiniment plus grandes. Car l'Autriche est au moins, depuis la Galicie jusqu'en Italie, en possession de tout ce que la Russie ne lui conteste point. La Prusse au contraire ne se trouve pas dans ce cas. Car toute la partie du Duché que la Russie promet de lui céder et qui forme une population de plus de 700000 âmes, est encore entre les mains de l'Empereur qui peut en remettre l'évacuation à l'époque où la Prusse consent à ses vues. La Saxe elle-même devient la possession la plus incertaine et la plus singulière, si d'un côté elle est contestée par la France et si de l'autre la Prusse est en désunion avec la Russie qui devant l'Europe et devant le Public aura toujours l'air d'avoir seule fait obtenir ce Royaume à la Prusse.

Si l'on vouloit opposer aux prétentions de la Russie une guerre imminente, la Prusse pourrait encore espérer de sortir de cet embarras par le même courage de ses Armées auquel elle doit déjà le recouvrement de son indépendance. Mais la seule chose qu'on peut, qu'on veut, et je suis le premier à le dire, qu'on doit opposer à la Russie, est une rupture politique. Or sûrement la Prusse passera-t-elle par l'intervalle de tension qu'elle produira, comment se préparera-t-elle à la lutte qui, puisqu'il faut aborder franchement toutes les questions, pourra la suivre, lorsqu'elle n'aura point sa partie du Duché et que les esprits en Saxe seront inquiets et en suspens? Il faut ajouter que même la manière dont

l'Autriche consent à la possession de la Saxe par la Prusse, agit contre cette dernière dans le même sens. Car au lieu de dire hautement et hardiment qu'elle croit cette possession nécessaire, qu'elle supprime par cette raison tout autre sentiment et qu'elle défendra cette cause contre chacun, elle y consent avec reluctance, comme par condescendance et en voulant faire acheter cette faveur à la Prusse par d'autres sacrifices très pénibles.

Il faut donc l'avouer franchement: si la Prusse tient la même marche avec l'Autriche dans l'affaire de la Pologne, il est même très douteux si elle abandonne seulement son intérêt momentané pour son intérêt réel et durable. Il faut convenir plutot qu'elle abandonne son intérêt personnel pour épouser celui de l'Europe.

Malgré cela je suis fermement persuadé qu'elle ne doit point se détacher de la cause juste et raisonnable de l'Autriche et de l'Angleterre. Placée en Europe dans une situation où elle peut puissamment contribuer à maintenir l'équilibre entre les puissances, favorisée par la providence dans la dernière guerre au point de pouvoir le faire, elle suivra toujours la voye des principes et jamais celle des pures convenances.

Mais elle peut exiger, de son côté, que l'Autriche et l'Angleterre envisagent bien sérieusement sa situation particulière et vraiment pénible. Ces puissances sont trop justes en elles-mêmes pour ne pas le faire. Elles doivent par conséquent:

1. en délibérant de nouveau sur le minimum de leur demande à l'Empereur et sur la marche à tenir en cas de refus de sa part faire entrer dans le calcul les chances que court la Prusse, et les complications qui peuvent en résulter;

2. avoir ces mêmes considérations présentes, en lui assignant son rôle particulier dans la marche commune;

3. épouser contre toutes les autres puissances franchement et vigoureusement sa cause et celle de ses nouvelles acquisitions, prendre sur elles-mêmes de remplir strictement les traités qui lui assurent un rétablissement entier et même un aggrandissement convenable, et lui garantir formellement les possessions pour lesquelles elle dépend encore de la Russie.

Si ces conditions n'étoient point entièrement remplies, la Prusse ne suivroit à la vérité jamais une politique qu'elle devroit condamner elle-même; mais elle devroit penser d'avantage à sa propre conservation qu'à l'intérêt général, à quoi certainement elle ne se résoudroit qu'avec un profond regret.

En reportant les différentes idées qui sont exposées dans ce mémoire, à la question essentielle et principale, je crois:

1. qu'il faudroit, si l'Empereur persistoit à se roidir, céder sur la question constitutionelle et se borner dans celle du territoire à une position militaire, c'est-à-dire aux points de Thorn, Kalisch, Czenstochau et Cracovie avec des rayons convenables;

2. si l'Empereur se refusoit même à une demande aussi modérée, ne point faire d'arrangement avec lui, ne rien reconnoître de ceux qu'il feroit, et lui déclarer péremptoirement qu'on ne se relâcheroit jamais des demandes une fois formées;

3. mais écarter, aussi dans ce cas, autant que possible, la France, et ne point se joindre dans une affaire qui a pris naissance entre les quatre puissances alliées, à une puissance étrangère, pour faire que même la désunion des premières porte encore en quelque façon le caractère de l'union qui a régné entr'elles jusqu'ici.

A Vienne, ce 25 Octobre, 1814.

Humboldt.

XXXVIII. An Hardenberg. 3. November 1814.

(Eigenhändig im Geh. Staatsarchiv.)

La tentative de Lord Castlereagh*) a complettement échoué, et il n'est que trop évident que le Prince Metternich s'est constamment fait illusion en s'imaginant que l'Empereur céderoit de lui-même. Lord Castlereagh lui a dit les choses les plus raisonnables et les plus fortes, il est allé jusqu'à lui représenter que ses prétensions rappelloient Napoléon, il lui a écrit une longue lettre qu'il Vous montrera, mon cher Prince, et lui a laissé son mémoire; mais l'Empereur a persisté dans son idée. La seule chose qui l'a frappé, c'est l'article du traité du 27 Juin**) qu'il paroît avoir oublié. Il s'est tu pendant près de 10 minutes, après cela il a dit: je remplirai exactement ce traité, je donnerai à l'Autriche les salines de Wieliczka. Lord Castlereagh lui a représenté envain que cette affaire insignifiante n'étoit pas partager le Duché avec l'Autriche.

---

*) *Den Zaren umzustimmen durch eine scharfe Denkschrift und persönliche Einwirkung, wohl an diesem 3. November.*

**) *S. o. S. 180.*

Quant à la question constitutionelle, il a répété qu'il veut joindre ses provinces Polonoises au Duché, se nommer Roi de Pologne, retirer les trouppes Russes en Russie et, comme il s'exprime, ne pas donner d'ombrage comme Empereur de Russie. Les propres termes de Lord Castlereagh sont que l'Empereur et lui ont soutenu chacun son opinion avec la plus grande ténacité jusqu'au moment de se quitter. Lord Castlereagh paroissoit croire que l'Empereur devroit bien changer d'opinion, si toute l'Europe étoit d'un avis contraire. Le Prince Metternich me disoit à peu près la même chose. Mais il seroit toujours très malheureux, si nous devions donner à toute l'Europe le spectacle de notre désunion. — L'Empereur est allé après le bal chez la Princesse Bagration.*) Le Bal étoit très beau. Bien la bonne nuit, chère Altesse. Vous n'oublierez pas, je me flatte, de venir diner demain chez moi. Tout à Vous!

H.

Ce jeudi soir.

XXXIX. Denkschrift vom 9. November 1814.

(Eigenhändiger Entwurf und Abschrift im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Schmidt a. a. O. S. 357 f.)

**) Die polnischen Angelegenheiten sind im gegenwärtigen Augenblick zu dem Punkte gekommen, wo man an einer gütlichen Beilegung derselben verzweifeln muss.

Man konnte längst die Hoffnung aufgeben, dass Russland an seinen Forderungen wesentlich nachlassen würde. Der Oesterreichische Hof war ebenso wenig dazu geneigt, und seine Beharrlichkeit ist noch bedeutend durch den gänzlichen und festen Beitritt des Englischen Kabinets vermehrt worden. Zu den in der Sache selbst liegenden Gründen — der Gefahr einer die benachbarten Staaten bedrohenden Gränze, und den Besorgnissen,

*) *Die Fürstin Bagration geb. Gräfin Skawronskiy, Großnichte der Kaiserin Katharina I. und Potemkims, Witwe des russischen Feldherrn, Peters Fürst Bagration, der 1812 an einer bei Moskau erhaltenen Wunde starb, lebte seit 1807 in Wien und machte während des Kongresses ein glänzendes Haus. Sie heiratete später den englischen General Lord Howden; sie starb 1856.*

**) *Das erste französisch geschriebene Memoire wird durch das zweite überflüssig gemacht. [Anm. Humboldts.]*

welche aus einer Wiederherstellung Polens unter Russischer Herrschaft entspringen — gesellt sich, vorzüglich bei England, noch der Grundsatz, dass man den ersten zu weit gehenden Forderungen Russlands widerstehen muss, um nicht, nachdem man Ein verderbliches Uebergewicht in Europa bekämpft hat, ein neues aufkommen zu lassen. Neben allen diesen Betrachtungen sind, wie man offenherzig gestehen muss, seit den letzten Wochen noch persönliche Rücksichten und Leidenschaften eingetreten.

Preussen allein sieht jetzt die Sache aus ihrem wahren Gesichtspunkte an. Es gesteht zu, dass Russland gerechter, und dem Geiste, in welchem der ganze jetzige Krieg geführt worden ist, angemessener handeln würde, wenn es auf die am meisten bestrittenen Gränzpunkte nachgeben wollte. Es fühlt, dass Russlands Forderungen dem Preussischen Interesse nachtheilig sind. Allein es sieht auf der andern Seite ein, dass in der jetzigen Lage der Dinge beharrliches Entgegenstreben gegen die Pläne Russlands, Verweigern der Anerkennung seiner in Anspruch genommenen Polnischen Besitzungen, und daraus früher oder später entstehender Krieg unpolitisch sind, und dass der wahre Endzweck weit besser durch augenblickliche Nachgiebigkeit, darauf folgende Consolidation der Staaten, und nachherige feste Verbindung erreicht werden würde.

In dieser Lage hat Preussen das grösseste Interesse, den Bruch, wenn derselbe auch noch lange kein Krieg wäre, zu verhindern. Allein es befindet sich dazu gerade jetzt im ungünstigsten Augenblick. Denn es ist nicht glaublich, dass Russland darum nachgeben würde, weil es fürchten müsste, dass Preussen sein Widersacher werden würde; und noch weniger ist dies von Oesterreich und von England vorauszusetzen, weil beide sehr gut wissen, dass Preussen noch in keiner seiner neuen Besitzungen fest ist, und dass es, so wie es sich von ihnen und mithin von Deutschland trennt, vom Rhein bis zur Oder sehr leicht angegriffen werden kann.

In der That befindet sich Preussen in einer kritischeren Lage, als irgend ein anderer Staat. Es kann nur auf die Provinzen, welche es vor dem Kriege besass, und auf seine wiedereroberten alten rechnen. Sachsen ist ihm von Oesterreich und England nur unter der Bedingung zugesichert worden, dass es in der Polnischen Angelegenheit den gleichen Gang mit ihnen gehe, und um den

Rhein herum ist der neue Besitzstand noch nicht einmal vorläufig irgend bestimmt verabredet.

Dass Preussen sich aus dieser Lage herausziehe, ohne eine Gefahr wirklich ernsthaft theilen zu wollen; dass es von Oesterreich und England die in Deutschland gewünschten Besitzungen zugestanden, anerkannt und garantirt erhalte, dabei doch auf seine Weise, und nach seinem Gefallen mit Russland abschliessen, und an dem ferneren Zwist über Polen keinen Theil nehmen könne, halte ich für unmöglich. Da keine beider Partheien darin ihren Nutzen finden würde; so sehe ich nicht ab, welche Gründe sie bewegen könnten, darin einzuwilligen.

Vielmehr scheint mir jeder Aufschub von Preussischer Seite, eine bestimmte, und sich für eine beider Partheien entscheidende Sprache zu führen, in hohem Grade verderblich. Schon jetzt hegen Oesterreich und England die Meinung, dass Preussen sie nicht gegen Russland unterstützen wird. Nimmt diese Meynung in den nächsten Tagen zu, wie sie es denn, ohne eine bestimmte Erklärung Preussens, nothwendig muss; so werden sie, da die Umstände zu dringend sind, neue Verbindungen, und zwar solche suchen, die nicht anders, als nachtheilig für Preussen ausfallen können, werden allen Forderungen Preussens Schwierigkeiten entgegensetzen, und allzu wahrscheinlich auch den Congress ins Spiel ziehen, um die Polnische und Sächsische Angelegenheit bei ihm zur Sprache zu bringen.

Vorzüglich darf man sich nicht schmeicheln, dass Preussen wird irgend eine Wirkung auf die Nachgiebigkeit Oesterreichs ausüben können, ehe es sich erklärt, mit ihm gleichen Schritt zu halten. Bis dahin wird jedes, noch so triftige Raisonnement seines Eindrucks verfehlen, weil man es immer als eine blosse Frucht des Bemühens ansehen wird, sich selbst aus der Sache herauszuziehen.

Allerdings muss es Preussen überaus schwer werden, sich hier zu entscheiden. Denn es muss sich entweder mit Russland für eine Sache verbinden, die ihm selbst schädlich ist, und die es ausserdem weder gerecht, noch Europa nützlich nennen kann; oder mit Oesterreich und England zu Massregeln, die es jetzt für unangemessen und für unpolitisch hält. Allein es würde im ersteren Fall, da Russland schwerlich nachgiebt, so weit folgen müssen, als die Beharrlichkeit beider Theile in ihrem Zwiste es mit sich fortrisse; im letztern Fall hingegen behält es immer Mittel in

Händen, auf grössere Mässigung bei den Gegnern Russlands hinzuarbeiten, da diese doch selbst einen Bruch scheuen, und Preussens Sprache bei ihnen mehr Gewicht haben wird. Auch ist es sehr in Anschlag zu bringen, dass die beiden Höfe, welche am meisten Uneinigkeit zwischen den vier Alliirten wünschen, und dieselbe unter der Hand ohne Zweifel befördern, Frankreich und Baiern, alles Interesse dabei verlieren, sobald Preussen auf die Seite tritt, auf welche sie sich in Absicht der Polnischen Angelegenheiten stellen. Denn da Frankreich, wegen der Verbindung der Niederlande mit England, Belgien nicht angreifen darf, so können beide nur gegen Preussen etwas zu erstreiten hoffen.

So viel scheint mir daher unumstösslich gewiss, dass, wenn Preussen sich noch schmeicheln darf, zur Versöhnung beizutragen, es Oesterreichs und Englands Schritte unterstützen muss. Der Erfolg der Versöhnung bleibt indess immer ungewiss, und die eigentliche Frage ist also zugleich die:

> welche Parthei Preussen ergreifen muss, wenn es zu einem Bruch, aus welchem sehr wahrscheinlich nachher ein Krieg entstehen würde, kommen sollte?

Denn der Fall der Neutralität, den ich schon oben berührt habe, scheint mir unmöglich.

Der Krieg, der aus der jetzigen Verwickelung der Verhältnisse entstehen kann, wird von Russland, das den grössten Theil des Herzogthums Warschau behält, für einen an sich unbedeutenden Strich Landes, zur Erhaltung einer Gränze, die, nach dem Urtheil aller Kriegsverständigen, nicht Vertheidigungs- sondern Angriffspunkte enthält, und für die Annahme des Polnischen Königstitels geführt. Die Forderung der Gränze läuft zum Theil dem Buchstaben, und gewiss dem Geist der Verträge entgegen; die Herstellung des Namens Polen dem geheimen Artikel des Theilungsvertrages.*) Die Herstellung eines Theils von Polen unter dem

*) *Der Article séparé et secret de la Convention du 26 (15) Janvier 1797 heißt: La nécessité d'abolir tout ce qui peut rappeler le souvenir de l'existence du Royaume de Pologne lorsque l'anéantissement de ce corps politique est effectué ayant été reconnu par les deux Cours Impériales aussi bien que par S. M. le Roi de Prusse, Les Hautes Parties contractantes sont convenues, et s'engagent de ne jamais faire insérer dans leur intitulé et respectivement pour les trois Cours la dénomination ou désignation cumulative de Royaume de Pologne qui demeurera dès à présent et pour toujours supprimé; toute fois il Leur sera libre d'employer les titres partiels qui Leur appartiennent respectivement du chef des différentes Provinces de ce Royaume qui sont passées sous leur domination.*

Namen des Ganzen, und unter Russischer Herrschaft muss (wenn man nicht auf die Uneinigkeit und die Schwächung sehen will, die sie vielleicht künftig für Russland selbst zur Folge hat) ebenso ein Keim zu Streitigkeiten und Unruhen in Europa scheinen, als es die Errichtung des Herzogthums Warschau war. Oesterreich dagegen will sich in Absicht der Gränze mit einem sehr kleinen Gebiete begnügen, und wird, einmal aufs Aeusserste gebracht, Polen eine wirkliche Herstellung unter einer Polnischen Regierung vorschlagen. Dieser Vorschlag, er mag nun auf die Polen Eindruck machen, oder nicht, wird diesmal ernsthaft seyn, und da ihn Oesterreich vor England und Frankreich aussprechen muss, welche beide die wahre Herstellung Polens begünstigen, so wird es vielleicht sogar genöthigt seyn, ihn zur Wirklichkeit zu bringen. Auf diese Weise wird dieser Krieg von Seiten Oesterreichs und Englands in seinen Absichten gerecht, das Gleichgewicht und die Ruhe Europas befördernd, und von liberalen Gesinnungen ausgehend erscheinen, und wird sehr bald für einen Europäischen gegen das drohende Uebergewicht Russlands gelten. Diese Ansicht wird auch, ob ich auch keineswegs die Meynung theile, dass dies Uebergewicht unfehlbar entstehen würde, wenn man jetzt nachgäbe, insofern wirklich die richtige seyn, dass, wenn Russland in diesem Kriege siegte, allerdings seine Macht entscheidend und in hohem Grade gefährlich werden würde, da im entgegengesetzten Fall, bei dem Siege Oesterreichs und Englands, sich nur das Gleichgewicht herstellen und sichrer begründen könnte. Schon in der allgemeinen Natur dieses Krieges liegt daher ein sehr wichtiger Grund, sich lieber auf die Europäische als auf die Russische Seite zu stellen. Preussen insbesondere aber würde auf dieser letzteren eigentlich dasjenige vertheidigen, was ihm selbst geradezu nachtheilig ist. Denn es ist unläugbar, dass die jetzige Theilung des Herzogthums Warschau für Preussen, auch wenn es Thorn und die Warthe erhielte, doch noch sehr grosse Nachtheile hat, und Ost- und Westpreussen zu weniger nützlichen, und weniger sichren Provinzen macht.

Wenn ich aber hiernach behaupten zu müssen glaube, dass Preussen seiner Verbindung mit Oesterreich und England getreu bleiben muss; so setze ich dabei freilich voraus, dass beide auch Preussens billigen Forderungen augenblicklich ein Genüge leisten, da es, ohne Erfüllung dieser, kaum eine bestimmte Sprache zu führen, geschweige denn zu handeln imstande ist. Diese Be-

dingungen setze ich darin, dass Oesterreich und England augenblicklich in einem Definitiv-Vertrag

1. den Besitz von ganz Sachsen für Preussen anerkennen und garantiren;
2. seine billigen Forderungen in Absicht des Besitzstandes in Deutschland eingehen;
3. mit Mainz die von Preussen vorgeschlagene Einrichtung treffen;
4. versprechen, mit keiner Macht anders ein Bündniss zu schliessen, als wenn sie gleichfalls den auf diese Weise bestimmten Besitzstand Preussens anerkennt, und den Umständen gemäss, garantirt;
5. und endlich sich anheischig machen, auf jeden Fall zu verhindern, dass Russland Preussen, wegen der Verbindung mit ihnen, bei gänzlicher Ausmachung der Sache, den ihm schon jetzt zugestandenen Theil des Herzogthums Warschau vorenthielte.

Wollten Oesterreich und England diese Bedingungen, von denen jedoch nur die dritte schwierig seyn würde, nicht sogleich eingehen; so bewiesen sie dadurch schon, dass sie kein rein Europäisches Interesse hätten, und dass sie Preussen die Kräfte nicht einräumen wollten, deren es zur Erhaltung seiner Unabhängigkeit bedarf; und so würde Preussen vor sich und Europa gerechtfertigt seyn, sich von ihnen zu trennen, und einen eignen Weg mit Russland einzuschlagen. Es bliebe ihm alsdann für seine Sicherheit kein anderes Mittel übrig, wie viel Schwierigkeiten auch noch mit diesem Schritte verknüpft wären.

Stimmten dagegen Oesterreich und England in diese Bedingungen ein, so kämen nun auch zu den obigen allgemeinen Gründen andere sehr wichtige besondere für Preussen hinzu, sich mit ihnen zu verbinden.

Denn sowie es nun dies thäte, hätte Preussen, auch ehe es zum ernsthaften und thätlichen Bruch käme, die ganze Kraft aller seiner Besitzungen, die einzigen Polnischen ausgenommen, die ihm freilich Russland alsdann nicht sogleich einräumen würde. Es käme in diesem Falle auch vermuthlich der Deutsche Bund zu Stande, an dem Preussen unläugbar eine neue Stütze findet. Verbindet sich Preussen mit Russland, so wird zwar dieses dieselben Gewährleistungen übernehmen, allein da die Deutschen Besitzungen mehr von Oesterreich und Deutschland als von Russland abhängen,

so wird der Besitz Preussens, besonders da es am Rhein alsdann gar nicht einmal zu einer eigentlichen Theilung kommt, immer, selbst wenn kein Krieg entsteht, die ganze Zeit der Spannung über nur ein provisorischer seyn, und der Deutsche Bund zerschlägt sich dann höchst wahrscheinlich.

Die neuen Provinzen, die, wie Sachsen, mit ihrem Schicksal, wenigstens zum Theil, unzufrieden sind, werden weit mehr die Hoffnung sich abzureissen behalten, wenn Preussen sie, mit Genehmigung Russlands gegen den Willen Oesterreichs und Englands, als wenn es dieselben umgekehrt, mit der Genehmigung dieser Mächte, gegen den Willen Russlands besitzt.

Ueberhaupt ist der Unterschied unläugbar, und überaus wichtig, dass, sowie nur Preussen und Oesterreich zusammenhalten, alle politischen Verhältnisse bis zu der östlichen Gränze Deutschlands ruhig zu Stande kommen können, und man nur in dem unglückseligen Fall des wirklichen Krieges das Russische Eindringen abzuwehren hat: dass aber dagegen, sowie sich Preussen mit Russland verbindet, auch alle andere jetzt zu stiftende Verhältnisse unwiderruflich zerrissen, oder aufgeschoben sind. Diese leider nur zu leicht zu machende Bemerkung würde auch in Deutschland einen überaus ungünstigen Eindruck für Preussen hervorbringen, wenn man ihm Schuld geben könnte, dies veranlasst zu haben.

Bräche der Krieg wirklich aus, so wäre es allerdings sehr unglücklich, dass Ost-Preussen vermuthlich im ersten Augenblick verloren seyn würde. Allein man hätte den feindlichen Angriff doch nur von Einer Macht zu befürchten. Wollte man auch annehmen, dass Frankreich sich gleichfalls mit Russland verbände, so hätte man dagegen an Holland und England, das gewiss sehr ernstliche Hilfe leisten würde, kräftigen Beistand. Auf der andern Seite wären, wenn man auch voraussetzt, dass Frankreich ruhig bliebe (wie man denn dies aus aller Verbindung lassen müsste), Oesterreich, Baiern, Hannover, vielleicht sogar Holland, fast von allen Seiten her, zu fürchten; Preussen dürfte in Deutschland schwerlich auf einen einzigen Bundesgenossen rechnen, und die Monarchie und die Streitkräfte könnten sehr leicht von dem Feinde getrennt und zerschnitten seyn. Bei aller Anhänglichkeit und Treue, welche die Nation und die Armee noch in dem letzten Kriege so rühmlich bewiesen haben, würde es doch beiden schmerzlich seyn, gewissermassen für die Polen, die ganz eigentlich ver-

rätherisch an ihnen gehandelt haben, und für Forderungen Russlands, die, selbst insofern sie Oesterreich allein angehen, Preussen nachtheilig sind, gegen Deutsche fechten zu müssen, besonders wenn ihnen nicht unbekannt bliebe, dass Oesterreich und England wirklich in die Einverleibung Sachsens gewilligt, und vermuthlich, wäre der Bruch nicht dazwischen gekommen, auch in Deutschland jedes billige Verlangen Preussens erfüllt hätten. Die Herbeischaffung der Mittel zum Kriege endlich würde, selbst bei gleichen Anstrengungen in beiden Fällen, weit schwerer bei einer Verbindung mit Russland werden, da man in diesem Fall der Englischen Subsidien entbehrte.

Der endliche Erfolg, da dies noch eine sehr wichtige Betrachtung ist, es mag nun bei einem blossen Bruch bleiben, oder wirklich zum Kriege kommen, ist in jedem Falle unvortheilhaft bei einer Verbindung mit Russland. Denn, wenn sich die jetzt zwiespältigen Mächte doch noch, nach einiger Zeit, ohne Blutvergiessen versöhnen; so wird Oesterreich in allen Verhältnissen in Deutschland immer Preussen fühlen lassen, dass es sich von seiner, und, in seiner Ansicht, von der allgemeinen Sache getrennt hat, und da diese Verhältnisse für Preussen immer die nächsten und wichtigsten bleiben, wird Russland es dafür nicht entschädigen können. Die Folgen eines, doch immer möglichen unglücklichen Ausganges des Krieges wären kaum zu berechnen. Da sich Russland in sein Inneres zurückzöge, würde Preussen allein die härtesten Bedingungen zu dulden haben, und noch das Ansehn bekommen, mit seiner Schuld zu leiden. Ein glücklicher Ausgang auf der andern Seite würde selbst noch von grossen Nachtheilen begleitet seyn. Russland würde sich unfehlbar noch mehr vergrössern und vermuthlich durch Preussische Provinzen, als die einzigen, ihm bequem gelegenen. Es würde Preussen vielleicht dafür sehr reichliche Entschädigungen einräumen, allein es noch weiter gegen Westen schieben, wo es Andere verdrängen, und Neid und Hass auf sich laden müsste. Dies würde der Keim neuer Kriege werden, in denen Preussen nichts übrig bleiben würde, als sich, ohne wahre Selbständigkeit, eng an Russland anzuschliessen. Ruhe, Gleichgewicht und Sicherheit lassen sich nicht mehr denken, wenn Preussen sich, ohne die gerechtesten und triftigsten Gründe, von seinem natürlichen politischen System, der Verbindung mit Oesterreich, Deutschland, England und Holland trennt. In diese Verbindung in dem gegenwärtigen Zwiste über Polen tretend, könnte

es zwar auch, da sich die Zukunft nicht berechnen lässt, einen unglücklichen Ausgang erfahren. Derselbe würde aber nie gleich verderblich seyn, da diejenigen, welche in diesem Fall seine Bundesgenossen wären, weil sein Interesse mehr in das ihrige verwebt ist, es immer nachdrücklicher unterstützen müssten.

Aus diesen Gründen denen es unnütz seyn würde, noch andre, weniger wesentliche hinzuzufügen, kann ich, nach der reiflichsten und gewissenhaftesten Ueberlegung, in der jetzigen Krise keinen andern politischen Gang, als den folgenden, anrathen:

1. Oesterreich und England die oben entwickelten Bedingungen zur Annahme vorzulegen;

2. wenn sie dieselben eingehen, sich eng und unverbrüchlich in Absicht der Polnischen Angelegenheit an sie anzuschliessen;

3. Russland offen und unumwunden die Gründe darzulegen, aus welchen Preussen nicht anders handeln kann;

4. in der Verbindung mit Oesterreich und England Alles nur immer Mögliche zu thun, um allen Bruch und vorzüglich den wirklichen Krieg zu vermeiden;

5. wenn dies aber unmöglich seyn sollte, die gemeinschaftliche Sache mit aller Kraft, und der höchsten Anstrengung durchzusetzen.

Wien, den 9. November, 1814.

Humboldt.

XL. Ein Zeitungsaufsatz über die sächsische Frage.

Anfang Dezember 1814.

Eigenhändiger Entwurf im Geh. Staatsarchiv.

On lit dans le Moniteur*) des réflexions sur la Saxe d'autant plus singulières qu'un article de gazette ne prend guères le ton positif qui est le langage des Cabinets. On dénature dans ces réflexions les faits, on déplace les points de vue desquels il faut les juger, et, au lieu de discuter avec calme la question, on tâche de réveiller les passions.

On qualifie d'injustice les projets de la Prusse sur la Saxe, sans se donner la peine de les développer. On fait semblant de croire que la Prusse prétende juger et condamner le Roi de Saxe,

*) *Vom 5. Dezember 1814; abgedruckt bei Angeberg. Congrès de Vienne S. 495.*

tandis que, bien loin de s'arroger ce droit, elle l'accorderoit tout aussi peu au Souverain que l'article en question investit d'une manière peu conséquente en quelque façon de ce droit. On nie que la Prusse, en exécutant ses plans, puisse devenir une garantie pour l'indépendance de l'Allemagne, et l'on voudroit assurer cette indépendance par des institutions qui ne sauroient être protectrices sans la force de ceux qui en deviendront les gardiens. On soutient que la Prusse n'a pas besoin d'être forte contre la Russie, puisque seule elle ne le seroit pourtant jamais assez, et l'on établit par là un raisonnement par lequel on prouve indirectement que la Prusse n'a pas du tout besoin d'être forte, puisque seule elle ne le sera jamais assez contre les grandes Puissances qui l'avoisinent.

Il n'appartient pas à un article de gazette de dérouler aux yeux du Public les négociations des Cabinets; cette méthode qui appartient entièrement au système réprouvé avec raison dans les réflexions ci-dessus citées, ne sera point répétée aujourd'hui. Mais sans être trop initié dans les secrets des Cabinets, en jugeant simplement d'une manière impartiale la situation véritable des choses, on peut avancer avec assurance ce qui suit:

1. que la Prusse se borne à demander ce que ses traités d'alliance lui assurent, la reconstruction entière de ses forces sous tous les rapports politiques, militaires et statistiques, telles qu'elles étoient au commencement de l'année 1806;

2. que les projets formés contre le Roi de Saxe se fondent sur la conquête de ses États faite dans une guerre évidemment juste, puisque ce Prince fut sommé à diverses reprises de se joindre aux Alliés, que la protection d'une grande Puissance, également alliée depuis, le mit à l'abri de tout danger, et que volontairement il quitta cet asyle pour s'unir de nouveau à l'ennemi;

3. que, malgré cela, la Prusse n'a jamais pensé à enlever au Roi ses États, sans lui offrir une indemnité convenable par une Principauté indépendante à tous les égards;

4. mais qu'elle s'est opposée à un démembrement de la Saxe qui seroit pernicieux à la nation que la Prusse n'a jamais voulu incorporer, comme une Province conquise, mais unir à ses États sous la garantie de sa propre constitution;

5. que la Prusse se doit, avant toute autre considération, à elle-même d'assurer son existence politique sur des bases solides, et de n'avoir point sacrifié inutilement un sang précieux;

6. mais qu'elle peut nourrir aussi la conviction intime que ce

n'est pas de la puissance qui, ayant encore l'ennemi dans ses États, a levé le bouclier pour affranchir l'Allemagne et l'Europe d'un joug honteux, qui, après des revers passagers, n'a pas fléchi dans l'époque fatale de l'armistice, et qui peut avec tranquillité s'en remettre au jugement de ses Alliés et de l'ennemi si elle a contribué puissamment, ou non, au résultat de la guerre? qui, encore avant la paix, a témoigné son vif désir de voir renaître une constitution*) en Allemagne,**) qui dans cet important travail n'a jamais dévié du système de subordonner les intérêts personnels aux principes d'une justice et équité générales, et qui est la première à se soumettre à tous les arrangements communs; que ce n'est pas de cette puissance que l'Allemagne et l'Europe supposeront jamais que la crainte ou l'ambition la portent à favoriser des plans qui menaceroient leur indépendance, plans dont tout homme qui aime la paix, doit désirer qu'un article du Moniteur se plût moins à parler;

7. qu'enfin il ne viendra jamais en idée à la Prusse qu'ayant eu depuis longtemps des provinces limitrophes de l'Autriche, son union et son amitié avec cette Puissance puisse dépendre de tel ou tel nombre de lieues de frontière de plus ou de moins.***)

XLI. Eine Note an Lord Castlereagh.

30. Januar 1815.

(Eigenhändiger Entwurf im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Angeberg, Le congres de Vienne, S. 801.)

Im Laufe der Konferenzen über Polen-Sachsen erließ Lord Castlereagh am 12. Januar 1815 eine Note an Preußen, Rußland und Österreich, worin er empfahl, den polnischen Provinzen der einzelnen Staaten un système d'Administration dont les formes soient à la fois conciliantes et en rapport avec le génie de ce peuple zu geben und sich gegenseitig zu verpflichten de traiter comme Polonais la partie de ce peuple qui pourra se trouver placée sous leur domination respective (quelles

*) Gestrichen *juste et équitable.*

**) Gestrichen *qui protège journellement tous ceux qui sans avoir démérité de la commune patrie, ont souffert de grandes injustices.*

***) Gestrichen ist: *que la Prusse enfin aime à être persuadé que le Souverain qui après une longue révolution s'est replacé sur le trône de ses pères, est pénétré du sentiment que la Prusse aura de s'applaudir toujours d'avoir contribué puissament à un événement qui a signalé le retour de l'ordre politique en Europe.*

que soient d'ailleurs les institutions politiques qu'il leur plaira d'y créer. Die preußische Antwortsnote trägt natürlich die Unterschrift Hardenbergs, ist aber von Humboldt verfaßt. Hinsichtlich der wichtigen gestrichenen Stelle weist er (an Hardenberg, 27. Januar) selbst darauf hin, daß er sie ans Ende gesetzt hat, damit sie, wenn der Staatskanzler nichts von der preußischen Konstitution erwähnen wolle, leicht gestrichen werden könne.

Le soussigné ayant pris les ordres du roi son auguste maître sur la note de S. E. milord Castlereagh concernant les arrangements des affaires de Pologne, s'empresse de témoigner à Son Eminence que les principes qui y sont développés sur la manière d'administrer les provinces polonaises placées sous la domination des différentes Puissances sont entièrement conformes aux sentiments de Sa Majesté.

Assurer la tranquillité de ces provinces par un mode d'administration adapté aux habitudes et au génie de leurs habitants, c'est là réellement l'établir sur la base solide et libérale d'un intérêt commun. C'est en agissant ainsi qu'on montre aux peuples que leur existence nationale peut rester libre de toute atteinte, quel que soit le système politique auquel le sort les a liés; qu'on leur apprend à ne pas confondre des idées qui, lorsqu'elles ne sont pas séparées, ne cessent de faire naître, dans le repos même de la vie privée, des voeux et des espérances vagues de changements futurs; qu'on rattache fortement les sujets de nations différentes à un même gouvernement et qu'on les réunit dans une même famille.

Guidée par ces maximes que Sa Majesté Prussienne partage entièrement avec S. M. l'Empereur de Russie et S. A. R. le prince régent d'Angleterre, elle aura constamment à coeur de procurer à ses sujets polonais de nation tous les avantages qui pourront former un objet de leurs voeux légitimes et qui seront compatibles avec les rapports de sa monarchie, et le premier but de chaque État de former un ensemble solide des différentes parties qui le composent.*)

Le soussigné éprouve une vive satisfaction d'avoir pu exposer,

* *Ursprünglich stand noch folgender Absatz da: Le Roi ayant l'intention de donner à Ses États une nouvelle constitution fondée sur les principes d'une justice égale pour tous ses sujets, il entre essentiellement dans les vues de Sa Majesté d'y unir aussi les intérets de Ses Provinces Polonaises de manière à les y rattacher pour toujours, en faisant trouver à leurs institutions particulières l'appui le plus puissant et la garantie la plus forte dans celles qui embrasseront l'ensemble de la Monarchie.*

au nom de sa Cour, à S. E. milord Castlereagh des principes aussi conformes à ceux du gouvernement britannique. Il le prie de vouloir bien, du consentement de ses collègues, faire insérer également la note présente au premier protocole des conférences, et a l'honneur etc.

Vienne, le 30 janvier, 1815.

XLII.—LX. Die deutsche Verfassungsfrage.

Keine andere Angelegenheit hat Humboldt so eingehend und umfassend bearbeitet als die deutsche Verfassung. Nachdem er im Dezember 1813 seine Ansichten darüber in einer größeren Denkschrift (s. o. Nr. XXVII) dargelegt hatte, drängte er, als der Krieg zu Ende war, auf schleunige Inangriffnahme dieses wichtigen Gegenstandes. Die Entscheidung über die Grundlagen war bereits erfolgt: in Langres hatten am 28. Januar 1814 die alliierten Mächte bei der Feststellung der Friedensvorschläge den Beschluß gefaßt, Deutschland solle aus unabhängigen Staaten bestehen, die durch einen Bund vereinigt würden, der Deutschlands Unabhängigkeit verbürge. Dieser Beschluß wurde in dem Vertragsentwurf für den Kongreß von Chatillon und in der Konvention von Chaumont vom 1. März wiederholt. Die Notwendigkeit, die Angelegenheit in die Wege zu leiten, machte sich auch besonders deshalb geltend, weil die Mediatisierten sich bitter über das Verfahren einiger ihrer neuen Souveräne, besonders des Württembergers, beklagten, und die Alliierten sich dieser in ihren Rechten gekränkten Fürstlichkeiten anzunehmen geneigt waren. So beschloß in Bar sur Aube am 23. März 1814 eine Ministerkonferenz, an der Hardenberg, Metternich, Castlereagh, Nesselrode, Stein und Münster teilnahmen, den Grafen Solms-Laubach mit einer Untersuchung zu beauftragen, welche Rechte einem deutschen Untertan künftig verfassungsmäßig zustehen sollten?

Humboldt entwarf nun die Grundlagen für die bevorstehenden Verhandlungen (No. XLII—XLIV). Das Memoire und die Beilagen liegen undatiert und ohne Ortsbezeichnung vor. A. Schmidt (Geschichte der deutschen Verfassungsfrage 142 f.) setzt ihre Abfassung in den April 1814, weil der Anfang des Memoire und der Annex A sub 19 zeigen, daß ihnen eine Münstersche Denkschrift vom 30. März (analysiert bei Schmidt a. a. O. 130 f.) voranginge, und weil das Memoire selbst einen Termin „vor dem 15. Mai" ansetzt, während es heißen würde „vor dem 15. dieses Monats", wenn das Schriftstück n i c h t *vor dem 1. Mai geschrieben wäre. Man kann dieser Annahme zustimmen. — Während des Aufenthaltes in London stellte sich heraus, daß die Eröffnung des Kongresses erst in Monaten zu erwarten sei, und so drängte Humboldt in einem Schreiben an Hardenberg (No. XLV), das Komitee für die Erörterung der deutschen Verfassungsfragen früher einzuberufen. So bald, wie er wünschte, geschah dies nicht; doch hatte Hardenberg inzwischen einen Verfassungsplan in 10 Artikeln entworfen, und nach Besprechungen mit Stein und Graf Solms-Laubach im Juli 1814 zu Frankfurt a. M. ihn weiter ausgearbeitet. Diesen Entwurf von 41 Artikeln erhielt*

Humboldt am 28. August in Wien und erhob in einem Schreiben an den Staatskanzler (No. XLVI) lebhaften Einspruch gegen den § 2, welcher folgendermaßen lautete: „Dieser Bund soll in sich begreifen folgende dem Hause Österreich gehörende Länder: Salzburg, Tirol, Berchtesgaden, Vorarlberg und dasjenige, was dieses Erzhaus am Oberrhein erhalten wird, alles was Preußen links der Elbe besitzt und erhält, ferner alle deutschen Staaten, sowie sie von der Ostsee, der Eider, der Nordsee, dem niederländischen, französischen und schweizerischen Gebiet begrenzt werden. Die hier nicht benannten österreichischen und preußischen Staaten bleiben besser außerhalb des Bundes, damit es desto weniger Schwierigkeit habe, diejenigen Teile jener beiden Monarchien, die mit in den Bund aufgenommen werden, allen Bundesgesetzen mit zu unterwerfen und das Band desto fester zu knüpfen. Österreich und Preußen als Mächte schließen aber mit der Föderation ein unauflösliches Bündnis, und garantieren besonders die Verfassung und Integrität derselben!" Der Hardenbergsche Entwurf wurde den Vorkonferenzen, zu denen sich Humboldt mit dem Hannöverschen Gesandten Graf Hardenberg, Solms-Laubach und dem Staatsrat v. Martens vom 5. bis 9. September in Wien vereinigte, zu Grunde gelegt. Über den § 27 des Entwurfs betr. das Bundesgericht verbreitete sich Humboldt des Näheren in einer Denkschrift (No. XLVII).

Nach Hardenbergs Eintreffen in Wien traten er, Metternich, Humboldt und der Hannoveraner Hardenberg am 7. Oktober zu einer Besprechung zusammen, unterzogen die 41 Artikel einer Revision und zogen sie auf 12 zusammen, da der österreichische Staatskanzler nur die Grundlagen für den deutschen Bund in Wien geschaffen, die Einzelheiten dem Bundestage überlassen sehen wollte. Diese 12 Artikel wurden nun dem Komitee für die deutschen Angelegenheiten zur Beratung übergeben. Es bestand aus Metternich und Wessenberg für Österreich, Hardenberg und Humboldt für Preußen, Wrede für Bayern, Münster und Hardenberg für Hannover, Linden und Wintzigerode für Württemberg; Martens führte das Protokoll. Am 14. Oktober hielt es seine erste Sitzung. In der dritten Sitzung, am 20. Oktober, übergab Wrede schriftliche Bemerkungen zu dem Entwurf und opponierte außer gegen andere Punkte vor allem gegen § 9, welcher den Staaten, die keine Länder außerhalb Deutschlands besitzen, Kriege für sich mit auswärtigen Mächten zu führen, an demselben teilzunehmen, Bündnissubsidien oder andere die Überlassung von Truppen betreffende Verträge einzugehen verbot. Obgleich in der 5. Sitzung vom 24. Oktober von seiten der österreichisch-preußischen Bevollmächtigten eine mildere Fassung dieses Artikels vorgeschlagen wurde, beharrte Wrede auf seiner Opposition. Über diesen Punkt verbreitete sich Humboldt in der folgenden Denkschrift (No. XLVIII). Zu der Gegnerschaft Bayerns gesellte sich die Württembergs und führte eine Stockung in den Verhandlungen herbei: seit dem 16. November fanden keine Sitzungen des Komitees mehr statt. Auch die polnisch-sächsische Frage befand sich in einer gefährlichen Krisis, und die üble Lage der Kongreßverhandlungen blieb der Öffentlichkeit nicht verborgen. Um sie zu beruhigen schrieb Humboldt einen Zeitungsaufsatz (No. XLIX), dem er eine kurze Notiz (No. L) über die Einführung der ständischen Verfassung in den Südstaaten folgen ließ.

Nachdem die gefahrvolle Spannung in dem Streit über die Territorialgestaltung überwunden war, trat man von neuem an die Erörterung und Lösung der deutschen Verfassungsfrage. Humboldt hatte die Zwischenzeit benützt, um

einen großen Entwurf in doppelter Fassung (No. LI) auszuarbeiten. Die Grundlage desselben bilden die 12 Artikel in derjenigen Redaktion, die sie in den Komiteesitzungen erhalten hatten; die einzelnen Artikel (5. 6. 8. 10. 11. 12.) hat er näher entwickelt, hinsichtlich der Justizorganisation nimmt er seine eigenen früheren Vorschläge wieder auf (§§ 34—50), die Bestimmungen über die Rechte der Mediatisierten entstammen seinen Basen und ihrer Erweiterung in den Vorkonferenzen (§§ 55—79); er fügt seine Vorschläge für die Landstände und die Individualrechte wieder ein (§§ 82—97) und hält am Bundesgericht fest (§§ 98—120). Nur die Militärverfassung zu entwerfen überläßt er dem dafür eingesetzten Ausschuß. Dieses umfangreiche Gesetz legte er in zwei Fassungen vor: mit und ohne Kreiseinteilung und sprach sich in einer Denkschrift (No. LII) und in einem Briefe an Hardenberg (No. LIII) über den Unterschied beider des näheren aus. Als ihm aber ein von österreichischer Seite herrührender Entwurf bekannt wurde der eine vollständige Gleichstellung aller deutschen Staaten und die Vereinigung ihrer Bevollmächtigten in einem Bundesrat festsetzte, entwarf auch er „eine von den bisherigen Vorschlägen abweichende Organisation der Bundesversammlung" (No. LIV). Inzwischen hatte die sächsische Krisis ihre Lösung gefunden. Der Monat Januar 1815 war darüber verstrichen, und nun sandten die preußischen Staatsmänner die beiden Entwürfe mit und ohne Kreiseinteilung an Metternich mit einer ausführlichen erläuternden Note, die Humboldt verfaßt hatte (No. LV). Während sie also den Weg beschritten, der nun endlich zum Ziele führen sollte, trat eine vorübergehende Hemmung ein, indem Stein eine lebhafte Agitation für die Wiederherstellung der Kaiserwürde begann. Im „Rheinischen Merkur" vom 17. Februar 1815 erschien ein Artikel, der unter heftigen Angriffen gegen Preußen die Übertragung der Kaiserwürde an Österreich forderte. Humboldt entwarf einen Gegenartikel (No. LVI), legte ihn dann aber bei Seite, wohl weil er Gelegenheit fand, sich offiziell darüber zu äußern. Stein veranlaßte nämlich den Grafen Capo d'Istria zur Abfassung einer Denkschrift in diesem Sinne und knüpfte (17. Februar) eine eigene Arbeit daran. Er legte dar, wie Preußen das größte Interesse an einer starken Bundesverfassung habe, während Österreich dem Bunde gleichgültiger gegenüberstehe. „Oesterreich wird durch seine geographische Lage zur Seite Deutschlands geschoben." „Ausserdem ist eine Entfremdung zwischen den Oesterreichern und den Deutschen vorhanden." „Wenn man zugesteht, dass Oesterreich ein geringeres Interesse an Deutschland hat als Preussen, dass sogar in seinem Innern Bestandtheile sind, die nach einer Trennung streben, wenn man dessenungeachtet glaubt, dass die Vereinigung Oesterreichs mit Deutschland für letzteres unerlässlich, und für das politische Wohl Europas im Ganzen nützlich ist, so kann man sich auch nicht weigern einzuräumen, dass ein verfassungsmässiges Band gebildet werden muss, welches Oesterreich wieder mit Deutschland vereinige, und beide dadurch verbinde, dass jenem ein grosser Einfluss, ein Uebergewicht eingeräumt werde, welches ihr gegenseitiges Verhältniss auf Vortheil und Pflicht begründe. Da die gegenwärtige Lage Deutschlands die seltsame Verbindung einer Macht wie Preussen von zehn Millionen Menschen mit dem Fürstenthum Vaduz von 4000 zeigt, so wird jedes Ansehen, werde es nun einem Directorium von Fünfen, oder einem einzigen und alleinigen Oberhaupt anvertraut, auf so verschiedene Theile eine Wirkung äussern. Es wird einwirkend sein für den einen, befehlend für die andern, aber in beiden Fällen ein festeres

und lebendigeres Bestehen haben, wenn es einem Einzigen, als wenn es mehreren übertragen ist; denn im letzteren Falle wäre es schwach im Grundsatz und schwach durch die Beschaffenheit des Werkzeuges, welches es ausübt." „Die Gesetzgebung über Gegenstände von allgemeiner Wichtigkeit für den Bund und das Recht des Krieges und Friedens müssen dem Bundestag und dem Kaiser anvertraut werden; die richterliche Gewalt wird ausgeübt durch ein Gericht, dessen Vorstand der Kaiser, dessen Mitglieder der Bundestag ernennt; die Leitung der Kriegsmacht wird in Kriegszeiten dem Kaiser und einem Rathe dreier Fürsten anvertraut, deren einer stets Preussen ist; die beiden andern erwählt der Bundestag."
— Humboldt schrieb sofort eine Widerlegung (No. LVII), deren Abfassung in die Tage zwischen den 18. und 23. Februar 1815 fällt, da vom 17. Steins Denkschrift datiert und am 24. Februar Hardenberg die Humboldtsche Denkschrift Stein übergab. Dieser las sie und wandte in einem Schreiben an Hardenberg (27. Februar 1815[1]) dagegen ein, daß das kaiserliche Ansehen auch noch vor seiner Auflösung wohltätig gewirkt, Bayern an der Bedrückung der kleinen Staaten verhindert, diese zur Erfüllung ihrer Verpflichtungen gegen das Reich gezwungen habe. Preußens Unabhängigkeit war nicht beengt. Ohne leitende Einrichtung wird der Bundestag gelähmt. Schließlich wiederholt er das Argument von der Notwendigkeit, Österreich an Deutschland zu knüpfen. Humbold verfaßte eine zweite Denkschrift (No. LVIII) vom 3. März 1815, die von neuem die Ausführungen der Steinschen zurückwies. Nach dieser folgenlosen Unterbrechung kehrte man in den nun wieder beginnenden Verhandlungen, die durch den neu ausbrechenden Krieg beschleunigt wurden, auf den Boden der Entwürfe Humboldts zurück. Er selbst fertigte aus diesen einen Auszug in 14 Artikeln, arbeitete ihn noch zweimal um und sandte ihn an Metternich. Dieser legte einen von Wessenberg ausgearbeiteten Plan vor, und über diesen fanden Besprechungen der österreichischen, preußischen und hannöverschen Bevollmächtigten statt.. Während dieser Zeit fand Humboldt Veranlassung, sich noch einmal ausführlich über die politische Stellung der Mediatisierten (No. LIX) auszusprechen. Aus diesen Besprechungen ging ein abgeschwächter Entwurf hervor, über den am 23. Mai die Beratung begann. Da von allen Seiten jetzt noch Anträge und Veränderungsvorschläge eingingen, entwarf Humboldt in Hardenbergs und seinem Namen an Metternich eine Note (No. LX), die diesen drängte, ein Ultimatum zu stellen und auf keine Diskussionen mehr einzugehen. Aber erst nach erneuter Mahnung entschloß sich Metternich, am 5. Juni eine derartige Erklärung abzugeben, und so kam endlich am 8. Juni 1815 die Bundesakte zustande.

XLII. Mémoire préparatoire pour les conférences des cabinets alliés sur les affaires de l'Allemagne. April 1814.

(Abschrift im Geh. Staatsarchiv; das Mémoire gedruckt bei Schmidt, Deutsche Verfassungsfrage S. 142ff., die Beilagen nur teilweise.)

Il a été résolu dans une des dernières conférences*) du comité des ministres des Cours alliées:

*) *Entweder ist die in der Einleitung erwähnte Ministerkonferenz in Bar sur*

de mettre dès à présent un terme aux mesures arbitraires que quelques princes de l'Allemagne se permettent contre leurs sujets et en particulier contre leurs anciens Co-états, les princes et comtes médiatisés;

de déterminer les droits personnels dont tout Allemand doit jouir, ainsi que ceux des Médiatisés;

de fixer le Minimum des Privilèges qui doivent être accordés aux États Provinciaux;

et de proclamer ces droits et privilèges comme une règle sanctionnée provisoirement par les Cours alliées.

Rien ne sauroit être plus sage que l'adoption d'une pareille mesure, rien de plus urgent que son exécution. L'édifice politique de l'Europe manquera de son principal fondement, autant que l'Allemagne ne possédera point une constitution forte par sa composition et assurée par une distribution juste des droits entre ses différents membres: il serait en vain de régler les rapports politiques des États, si l'on n'avait pas soin en même temps d'attacher, par la justice et l'équité de la législation intérieure les nations à leurs patries et à leurs gouvernemens; la nation Allemande enfin a tant fait pour sa délivrance qu'elle mérite aujourd'hui, que les Cours alliées lui rendent justice, qu'elles la prennent sous leur protection immédiate et ne l'abandonnent point aux mesures arbitraires de ceux qui, en partie, l'ont empêchée d'arriver plutôt au but glorieux où les efforts généreux des souverains alliés l'ont conduite.

Il est nécessaire aussi de mettre fin tout de suite aux abus qui se commettent journellement de la part de quelques uns parmi les Princes de l'Allemagne: on peut même dire que les Cours alliées ont l'obligation de le faire, puisqu'en abolissant la Confédération du Rhin elles peuvent avoir l'air d'avoir annullé la dernière norme à laquelle les parties lésées pouvaient encore recourir et d'avoir ôté le dernier frein qui aurait pû encore contenir le despotisme des Princes.

Quoique par ces raisons il soit impossible de différer la publication de la déclaration, destinée à fixer les droits et les privilèges des sujets envers leurs Gouvernemens en Allemagne, jusqu'au mo-

Aube am 23. März 1814 gemeint oder die Beschlüsse wurden in einer der Besprechungen zu Paris gefaßt; dann ergäbe sich für die Datierung der Termin nach dem 10. April, da Hardenberg erst an diesem Tage in Paris eintraf. Doch scheint das erstere wahrscheinlicher.

ment où la constitution elle-même sera entièrement réglée, il ne semble néanmoins pas prudent de séparer ces deux travaux tout-à-fait l'un de l'autre.

Les droits des sujets découlent de la Constitution et varient d'après sa nature. Il n'est donc guères possible de faire un travail solide, sans avoir ces deux objets à la fois devant les yeux. On pourrait donner lieu au reste, à des rapprochements également injustes et odieux, si l'on voulait proclamer les droits de sujets, sans parler en même temps de la constitution qui doit régler ceux des Princes.

Ceux parmi ces derniers qui ne verront dans une pareille Déclaration qu'un frein mis à leurs actes arbitraires, s'en trouveront doublement offensés et effrayés, s'ils ignorent entièrement quelles seront les bases de la Constitution future, et ils ne manqueront pas de représenter cette mesure comme une tentative des Cours alliées, ou de quelques-unes d'entre elles de s'arroger un pouvoir absolu sur l'Allemagne entière.

L'opinion de la nation Allemande enfin pourrait être égarée par une déclaration isolée de ses droits. Ceux dont la tête s'exalte facilement, pourraient se croire dégagés de tout lien envers leurs Gouvernemens; d'autres pourraient ne pas trouver une garantie assez forte dans une déclaration dénuée des institutions qui seules peuvent assurer l'éxécution des principes proclamés. Tous enfin verraient avec regret encore remis à une époque indéterminée ce à quoi tendent tous leurs voeux, de voir fixé leur sort, de savoir à qui et de quelle manière ils appartiendront? Car on ne saurait assez le répéter qu'autant qu'il était sage et prudent de laisser beaucoup de rapports politiques et sociaux en suspens aussi longtemps que la grande lutte présentait une issue incertaine, autant il est urgent maintenant de mettre une prompte fin à tout état provisoire qui paralyse, jusqu'au sein des dernières familles, chaque projet domestique, arrête par là l'industrie nationale, inquiète les esprits et met à la place du zèle et du patriotisme une apathie et une indifférence dangereuse.

Dans ces circonstances, les Cours alliées pourraient obvier au double inconvénient exposé ici, en tenant la marche suivante.

1.

Les Souverains alliés pourraient, et ceci semble en effet urgent et indispensable, convenir des principes qui devraient servir de

bases à ceux qui seront chargés de la rédaction d'une constitution pour l'Allemagne.

Ce travail ne serait guères ni long ni difficile. Les Souverains alliés ont déjà prononcé dans leurs traités mutuels quelle doit être la forme de cette Constitution en général.*) Il ne s'agit plus que d'éclaircir un petit nombre de questions fondamentales, et il ne reste après qu'un travail de détail à faire.

2.

Ces bases devraient être remises à un Comité qui serait chargé de la rédaction définitive de la constitution, ainsi que de l'acte fédératif tel qu'il devra être signé par tous les Princes de l'Allemagne.

Mais pour mieux s'assurer d'avoir en effet un travail dont la bonté et la solidité répondit entièrement à l'importance de l'objet, pour lui donner plus de solemnité et plus d'autorité, et pour réunir au but de dresser l'acte de la constitution d'abord aussi celui de le rendre acceptable aux Princes et de le faire adopter par eux, il serait bon, de communiquer les bases de la Constitution à ceux des Princes Allemands qui, conjointement avec la Prusse et l'Autriche, doivent former le directoire de la Diète future, de les faire reconnaitre et signer par eux et de les inviter à envoyer chacun un Ministre, accompagné d'un Conseiller versé dans le droit public de l'Allemagne, dans une ville qu'on déterminerait, pour y faire le projet de la Constitution et de son acte fondamental. Les Puissances garantes de la Constitution future pourraient y envoyer également des Ministres, qui néanmoins ne prendraient point de part immédiate et directe à la confection de la Constitution, qui ne peut-être qu'un ouvrage national. Tout autre Ministre, Député ou Agent d'une puissance ou d'un Prince quelconque serait exclû de ces conférences et même du séjour dans la ville où elles se tiendraient.

Outre que ce comité serait chargé de la rédaction de la Constitution, il pourrait, jusqu'au moment où la Diète serait assemblée, servir de point central pour pouvoir, selon la latitude des pouvoirs qu'on lui accorderait, ou régler ou proposer de régler les affaires qui exigeraient une décision prompte et immédiate, soit définitive, soit provisoire. C'est ainsi que les principes proclamés dans la

*) *Die Beschlusse von Langres und Chaumont; s. Einleitung.*

déclaration des droits recevraient une garantie de plus par l'existence d'une autorité à laquelle on pourrait recourir dans le cas où ils seraient enfreints.

Ce Comité se réunirait le 1er de Juillet. Son travail principal, la rédaction de la Constitution Germanique et de l'acte fédératif, devrait immanquablement être terminé le 1er décembre de cette année, mais le Comité ne serait dissous qu'au moment où la diète future serait réellement assemblée. Il se servirait, tant dans ses Conférences, que dans ses pièces officielles uniquement de la langue Allemande, et de la Française seulement dans ses Communications avec les Ministres des Puissances garantes.

Le délai jusqu'au 1er juillet peut être nécessaire aux Cours alliées pour donner plus d'étendue aux bases générales et sommaires dont elles conviendront immédiatement à présent, pour consulter d'autres personnes sur elles, enfin peut-être même pour faire revoir ces bases de nouveau par un Comité préparatoire, nommé uniquement par elles et travaillant au quartier général.

3.

Les Cours alliées publieraient dès à présent la déclaration projettée. Pour adoucir cette mesure et ne point diminuer dans la nation le respect qu'elle doit à ses Souverains légitimes, il faudrait dire dans le préambule que cette déclaration se faisait de concert et d'un accord commun avec les principaux Princes de l'Allemagne, consultés à cet égard; et pour cet effet il faudrait réellement la faire communiquer à quelques-uns des Princes, p. e. aux Rois de Bavière et de Würtemberg, mais sans permettre que pour cela son contenu fut changé ou sa publication retardée considérablement. Elle devrait toujours paraître avant le 15 de Mai. Il serait énoncé dans cette déclaration:

a. que les Cours alliées s'occuperaient incessamment de faire avoir à l'Allemagne une Constitution aussi rapprochée que possible de l'ancienne et modifiée seulement selon l'exigeance des rapports politiques du moment actuel et des changemens survenus dans ces dernières années, sur lesquels il serait impossible de revenir;

b. que d'après cette Constitution tous les Princes de l'Allemagne formeront une ligue Germanique (Deutschen Bund) dont ils seront membres Souverains-que les affaires de la Ligue seront réglées par une Diète dont un nombre très rétréci de Princes formera le Directoire-qu'il y aura pour toute l'Allemagne une

Organisation militaire commune et un tribunal suprême — que des États Provinciaux seront ou institués ou rétablis dans chaque État particulier — que par ce moyen et par le Tribunal de la Ligue les droits de chaque Allemand seront assurés et garantis — qu'il sera établi une égalité parfaite entre tous les cultes — que la liberté de la presse sera protégée et assurée — qu'enfin la Constitution aura des égards particuliers pour les Princes et Comtes médiatisés et qu'elle aura soin de concilier leur intérêt particulier avec le bien-être général;

c. qu'un Comité de Ministres de l'Autriche, de la Prusse, de la Bavière et du Hannovre se réunira le 1 er Juillet à .... pour s'occuper de la rédaction de la Constitution future, que son travail sera terminé immanquablement le 1 er Décembre et tout de suite après sanctionné par leurs Cours, muni de la garantie de la Russie et de l'Angleterre et accepté par les autres Princes de l'Allemagne;

d. mais que, pour empêcher que des sujets d'une province Allemande quelconque ne soyent même en attendant lésés dans leurs droits par leur gouvernement qui, se croyant affranchi de toute autorité supérieure par l'abolition de l'ancienne Constitution Germanique et de la Confédération du Rhin, pourrait oublier que cette abolition n'a point pu anéantir ni les droits de chaque Allemand ni la Constitution particulière des différens États, les Cours alliées declarent vouloir maintenir les principes renfermés dans le présent acte qui seraient énoncés ensuite, et réprimer toute tentative d'un gouvernement Allemand quelconque de les enfreindre.

Il est à prévoir que cette déclaration et le projet de la Constitution elle-même trouveront une opposition sourde auprès de plusieurs des Princes Allemands. Mais elle n'osera point éclater, et les Cours alliées ne pourront même jamais faire un usage plus juste et plus bienfaisant des forces que la Providence a réunies entre leurs mains, qu'en les employant pour mettre une Nation qui a acquis de titres indubitables à leur protection, à l'abri d'un despotisme qui depuis les siècles les plus reculés a été étranger à la Constitution Allemande et qui n'a osé lever le masque qu'après que les catastrophes les plus malheureuses ont renversés tous les boulevards de la liberté Germanique.

Conformément aux idées ci-dessus exposées, on a joint au présent mémoire:

1. les bases qui devraient servir de norme au Comité chargé de la rédaction de la Constitution future (A);

2. un exposé des droits qui seraient proclamés dans la déclaration des Cours alliées (B).

On a élevé la question: s'il ne serait pas bon d'inviter la Hollande et la Suisse à entrer dans la ligue Germanique?

La constitution de ces deux pays, entièrement différente de celle des États Allemands, ne semble point leur permettre de faire proprement des parties de la Ligue. Mais il serait possible et extrèmement utile de les lier par des traités d'alliance, conclus à perpétuité, à l'Allemagne d'une manière plus intime et plus particulière que ne le seront les autres Puissances Européennes.

Le point le plus important par rapport à la Hollande serait d'établir un système combiné de défense moyennant les places fortes des Pays-Bas et celles de l'Allemagne, de façon que les premières, en recevant en partie des garnisons Allemandes, servissent en même temps de barrières à l'Empire Germanique.

La Suisse n'abandonnera jamais facilement son système de neutralité, et on pourrait même le sanctionner à perpétuité par le traité à conclure, pourvû que

a. elle s'engageât à garnir, dans le cas de chaque guerre de la Ligue Germanique avec la France, ses frontières d'un nombre stipulé de troupes, de manière à empêcher réellement toute violation de son territoire;

b. qu'elle donnât une fois pour tout un certain nombre de troupes à la solde de l'Allemagne et promît de l'augmenter en cas de guerre; comme la Hollande a eû constamment l'usage de recevoir des troupes étrangères à sa solde et la Suisse d'en donner, la première pourrait payer à l'Allemagne une certaine somme pour les troupes Allemandes qui feraient partie des garnisons des forteresses Hollandaises, et cette même somme pourrait servir à l'Allemagne pour en payer les troupes Suisses;

c. qu'elle renonçât au droit de donner des troupes à la solde d'un autre gouvernement quelconque.

Les questions sur lesquelles les cabinets alliés doivent maintenant se décider, sont les suivantes:

1. s'ils approuvent la marche qu'on a proposé ici de tenir pour la confection de la constitution future?

2. s'ils approuvent ou non les bases proposées pour cette constitution, et si, dans l'un ou l'autre cas, ils croyent nécessaire de les soumettre de nouveau à la révision d'un Comité préparatoire nommé seulement par eux et travaillant au quartier général? Dans ce cas il faudrait tout de suite nommer ce Comité;

3. s'ils approuvent qu'il soit publiée au nom de leurs Cours une déclaration dans le sens de celle proposée ici? Dans ce cas il faudrait incessamment charger quelqu'un de la rédaction de cette pièce, qui devait être écrite et publiée en Allemand.

XLIII. Bases qui pourraient servir de norme au Comité qui sera chargé de la rédaction de la Constitution Germanique.

1.

Tous les Etats de l'Allemagne formeront un corps politique fédératif qui portera le nom de Ligue Germanique, Deutscher Bund.

2.

Tous les membres de la Ligue jouiront du droit d'une Souveraineté, limitée par la Constitution.

3.

Les membres de la Ligue qui doivent en signer l'acte fondamental, seront:

a) l'Autriche, la Prusse, le Hannovre, le Dannemarck pour la Poméranie Suédoise et le Holstein, qu'il faudrait revendiquer à l'Allemagne;

b) tous les Princes auxquels les Cours alliées ont garanti leur existence et leur souveraineté par des traités; auxquels il faut ajouter les Maisons de Brunsvic et d'Oldenbourg, auxquelles une telle garantie n'a pas encore été donnée; et la Maison de Hesse-Hombourg à laquelle les Cours alliées ont promis de la rendre immédiate.

c) les trois villes Anséatiques.

NB. Pour faciliter l'examen de cet article, ainsi que de l'Art. 4 et 13 on a ajouté à cette pièce une liste de tous les Princes et Comtes de l'Empire, ainsi qu'ils existaient à l'époque de la dissolution de l'Empire Germanique, avec l'indication de la population

de leurs possessions d'après l'ouvrage statistique de Hassel publié en 1805.

4.

Tous les autres Princes et Comtes qui, ayant dependû autrefois immédiatement de l'Empire Germanique, ont été mediatisés par la Conféderation du Rhin, continueront d'appartenir aux territoires auxquels ils ont été incorporés, mais tiendront le premier rang parmi les Etats Provinciaux de ces païs, et jouiront de privilèges particuliers, fixés par la Constitution.

5.

Le but de la Ligue est non seulement la défense de la patrie commune contre toute attaque extérieure, mais aussi la garantie de tous les droits des différentes Classes et Individus de la Nation dans chaque Etât en particulier.

6.

La Ligue sera mise sous la garantie de la Russie et de l'Angleterre.

7.

La ligue ne pourra être dissoute que d'un accord commun. Jusques là aucun membre n'a le droit de s'en séparer, et toute tentative de le faire, sera traitée de félonie.

8.

Aucun membre ne peut contracter une alliance, ou faire un traité quelconque qui soit contraire aux obligations que lui impose la Constitution Germanique.

9.

Tous les membres, à l'exception de l'Autriche, de la Prusse et du Dannemarck qui seules sont en même tems des Puissances Européennes, renoncent expressément au droit de former des Alliances avec des Cours étrangères, de prendre part à d'autres guerres que celles décrétées par la ligue elle-même, de permettre l'entrée dans leurs Etâts à des trouppes étrangères, ou de mettre leurs sujets à la Solde d'une Puissance quelconque.

10.

Tous les membres, sans exception, renoncent au droit de guider les armes à la main les disputes qui pourraient s'élever

entr'eux, mais promettent de les terminer à l'amiable, ou de se soumettre à la décision de la ligue.

11.

Les intérêts communs de la Ligue seront réglés par une diète (Bundesversammlung) présidée par un Directoire (Bundesausschuss).

12.

Le Directoire sera formé par les Députés des quatre maisons qui sont les seules qui restent de l'ancien Corps Electoral avant 1792 époque à laquelle les Cours alliées se sont référées dans la plupart de leurs transactions, savoir par les Députés de l'Autriche, de la Prusse, de la Bavière et du Hannovre. L'Autriche et la Prusse auront chacune deux voix; la Bavière et le Hannovre alterneront entr'eux dans le droit d'en avoir deux, pour qu'il puisse se trouver une majorité absolue de voix dans les délibérations: Cette manière de voter n'aura lieu que là, où le Directoire votera pour lui seul.

13.

La Diète sera composée du Directoire et des Députés de tous les autres Membres de la Ligue, dont les possessions renferment une population de 100000 âmes, ou au delà, réunis dans une même chambre. La population des possessions des différentes branches d'une maison sera compté ensemblée, mais ces branches ne pourront exercer que collectivement leur droit de voter, et le même cas sera des trois villes Anséatiques. Il y aurait par là, le Directoire y compris, 17 votens dans la Diète.

14.

Les membres de la Ligue qui ne siègent pas dans le Directoire, auront également un différent nombre de voix, pour qu'il règne une juste proportion entre l'étendue de leurs possessions et leur influence sur les déliberations communes. Mais pour maintenir aussi un équilibre convenable entr'eux et le Directoire, ce dernier aura dans les délibérations de la Diète un nombre de voix qui excédera d'une, le nombre de celles de tous les autres membres prises ensemble. La somme des voix du Directoire sera réparti entre ses membres d'après la même proportion et avec le même mode d'alterner que dans ses délibérations particulières.

15.

Le Directoire de la Diète sera le pouvoir exécutif de la Ligue, et décidera à lui seul et sans consulter la Diète, de la question de la guerre et de la paix, et de tout ce qui appartient aux relations extérieures, à l'organisation militaire et aux moyens de défense de la Ligue. Il concluera et ratifiera seul les traités avec les Puissances étrangères, et les Cours qui le forment, auront seules le droit d'envoyer des Agens aux Cours Etrangères et d'en recevoir, à l'exception des Consuls pour les villes Anséatiques.

16.

Toutes les autres questions qui regardent les intérêts communs de la Ligue, et dont la décision ne découle pas immédiatement de l'acte constitutionnel lui-même, devront ètre portées à la délibération de la Diète.

17.

La Diète ne se rassemblera qu'une fois par an pour un terme qui sera fixé; le Directoire sera permanent.

18.

Il sera crée un Tribunal de la Ligue Germanique (Deutsches Bundesgericht). Il résidera dans un autre endroit que la Diète; jouira d'une indépendance entière tant des Princes en particulier, que du Directoire, et ne sera soumis qu'à la Diète entière. La nomination des juges dépendra de tous les membres de la ligue d'après des modifications qui seront fixées dans la Constitution.

19.

Ce Tribunal sera particulièrement destiné à décider des griefs que les sujets, ou les Etâts d'un des Membres de la ligue portent contre leur Gouvernement.

20.

Quant aux contestations des Membres de la Ligue entr'eux, il dépendra des parties intéressés d'en remettre la décision d'un commun accord au Tribunal, ou au Directoire. S'ils ne peuvent point convenir là dessus entr'eux, le Directoire renverra l'affaire au Tribunal, ou la jugera lui-même, selon qu'elle est plus de nature juridique ou politique. Il devra néantmoins s'il la décide lui même, toujours s'associer des juges du Tribunal, desquels les parties pourront recuser un certain nombre.

21.

L'Allemagne sera distribuée en quatre cercles à chacun desquels présidera un des Princes qui forment le Directoire. Cette distribution des cercles a le triple but:

a) de l'exécution des décrets de la Diète, ou du Directoire;

b) de l'organisation militaire;

c) de l'organisation judiciaire.

22.

Chaque membre de la Ligue s'engage par l'acte constitutionnel même à tenir sur pied en tems de paix et de guerre un certain nombre de trouppes régulières, et de Landwehr. Il s'oblige également à l'organisation du Landsturm.

23.

Tous les membres de la Ligue qui ne siègent point au Directoire, seront soumis pour leur organisation militaire aux Décrets du Directoire de la Ligue, et à l'inspection de celui des Princes qui préside à leur Cercle, pour l'éxécution des mesures ordonnées par le Directoire. Mais ceux qui fournissent en tems de guerre en trouppes régulières et en Landwehr 25000 hommes, ou au delà, auront le droit de former un Corps d'armée séparé, commandé par un chef choisi par eux. Les trouppes des autres se réuniront dans un Corps d'armée du Cercle, dont le Chef sera nommé par le Directoire.

24.

Les Etâts Allemands qui ont une population de 100000 hommes, et au delà, seront les seuls qui jouiront du droit de non appellando. Tous les autres seront soumis relativement à l'exercice de la justice à celui qui préside à leur Cercle, en autant qu'ils devront

a) renvoyer les procès de leurs sujets, en 3. instance au tribunal suprême de cet Etât;

b) soumettre les sentences criminelles dès qu'elles portent la peine d'emprisonnement de 10 ans, ou une majeure, à la révision des tribunaux du même;

c) reconnoitre cette même revision pour toutes les Ordonnances par lesquelles ils voudraient changer la législation, ou l'ordre judiciaire en matières civiles, ou criminelles.

25.

Chaque Membre de la Ligue Germanique s'engage à instituer ou à rétablir des États Provinciaux dans ses États. Si ces États Provinciaux n'ont été abolis qu'à l'époque où l'Empire Germanique était dissous, ils pourront prétendre de rentrer dans les mêmes droits qu'ils avaient alors, et les contestations sur la fixation de ces droits seront du ressort du Tribunal de la Ligue. Le Minimum des droits des États Provinciaux sera:

a) que les impôts, tant directs qu'indirects, ne pourront être augmentés sans leur consentement;
b) qu'aucune dette contractée par le Gouvernement ne sera valide sans leur approbation;
c) que le Gouvernement leur devra rendre compte annuellement de l'emploi qui aura été fait des deniers publics;
d) qu'ils auront le droit de faire des représentations au Gouvernement sur tous les abus qu'ils croiront découvrir dans la législation, ou l'administration du pays.

26.

Si leurs griefs, touchant le maniement des deniers publics, ou la manière d'exercer la justice ne sont point entendus, ils pourront les porter à la diète qui pourra dans le premier cas aller jusqu'à mettre le pays sous séquestre, dans le second ordonner une révision générale de ses tribunaux.

27.

Les Princes et Comtes médiatisés tiennent le premier rang parmi les États Provinciaux du pays auquel ils appartiennent qui sont de la même classe qu'eux. Leurs droits et leurs charges seront fixés d'une manière détaillée par la Constitution, et toutes les Ordonnances particulières des Etats, relatives à eux, seront abolies dès que la Constitution sera promulgée. Les principes d'après lesquels leur sort sera réglé, sont les suivans:

a) qu'il n'existe point de subjection personelle ni pour eux, ni pour les membres de leur famille, et qu'on ne leur peut par conséquent imposer aucune restriction, ou service personnel;
b) qu'on ne peut intenter aucune action personnelle contr'eux auprès des tribunaux du pays auquel on les a incorporés, mais seulement dans les premières instances auprès des

tribunaux de l'état qui préside au Cercle, ou s'ils sont de cet étàt même, du plus grand étàt voisin et en dernière instance auprès du tribunal suprème de la ligue;

c) qu'ils ne jouissent pas du droit de l'autonomie, ni d'aucun de ceux qu'en découlent, mais qu'on leur conserve du reste tous ceux de la supériorité territoriale qui sont compatibles avec l'administration générale;

d) qu'ils continuent à percevoir les dixmes, rentes etc. de leurs sujets sous les modifications fixées par les loix générales du pays, mais que ces dixmes et rentes ne peuvent être échangées contre une somme d'argent par le Prince Souverain sans leur consentement;

e) que leurs personnes, celle de leur famille et leurs biens ne peuvent être gravés d'impôts qu'en autant que la personne et les biens du Prince Souverain lui-même portent les mêmes charges.

XLIV. Exposé des droits de tout sujet Allemand en général et des Princes et Comtes médiatisés en particulier.

1.

La Constitution particulière des différens Etàts de l'Allemagne n'a point été abolie ni par la dissolution de l'Empire Germanique, ni par celle de la Confédération du Rhin, et elle ne peut par conséquent point être changée par la seule autorité des Princes.

2.

Aucun Allemand ne peut être privé ni de sa liberté, ni de ses propriétés sans une sentence prononcée par le tribunal compétent d'après les loix existantes. Toute arrestation d'un Allemand faite par mesure de Police, ou par ordre supérieur, doit être suivie dans les 24 heures d'une procédure formelle intentée par le juge compétent.

3.

Le cours de la justice ne peut être interverti par l'ordre d'une autorité quelconque, et comme le Souverain devient partie dans les causes où son intérêt pourrait être concerné, les tribunaux n'osent suivre aucun ordre qui leur parviendrait ou de sa part, ou de celle de son Ministère dans une pareille cause.

4.

La liberté de la presse ne sera limitée que par une Censure juste et raisonnable. Il est permis à chaque Allemand d'imprimer ses ouvrages dans quel pays Allemand il le juge à propos, et aucun Auteur ne peut être poursuivi, ni puni que pour avoir enfreint les loix existantes pour la Censure.

5.

Il est généralement permis d'étudier à une Université Allemande quelconque, sans qu'aucun Gouvernement ne puisse y mettre obstacle.

6.

Chaque Allemand peut entrer au service civil ou militaire de chaque autre Etât Allemand, et même de chaque Puissance étrangère qui n'est point en guerre avec l'Allemagne.

7.

Il est libre à tout Allemand d'émigrer d'un pays de l'Allemagne dans un autre, sans que le Gouvernement puisse l'assujettir à autre condition de son émigration qu'au paîment de l'impôt, nommé Abzugsgeld, là où cet impôt n'est point encore aboli.

8.

Les Princes et Comtes mediatisés ne se trouvent dans aucun rapport de subjection personelle envers le Prince Souverain au territoire duquel ils appartiennent, et toute restriction, ou obligation personelle qui pourrait leur avoir été imposée à eux ou aux membres de leurs familles, cesse dès à présent.

9.

Comme les conventions par lesquelles quelques Princes Souverains ont acheté les dixmes, rentes et autres revenûs que les Princes et Comtes médiatisés percevaient de leurs sujets, et le système d'après le quel ces Etâts médiatisés ont été imposés, doit être soumis à une révision générale, dès que la Constitution Germanique sera promulgée, aucun Prince ne pourra faire un changement quelconque à l'une ou l'autre de ces objets que moyennant un accord commun avec la partie intéressée.

10.

Les pactes de famille, conventions et stipulations quelconques qui ont existé entre les différentes branches de maisons princières

de l'Allemagne à l'époque de la dissolution de l'Empire Germanique, n'ont point pû être annullés ou altérés depuis par des actes unilatéraux des branches règnantes de ces maisons, et rentrent dès àprésent dans leur ancienne validité.

XLV. An Hardenberg. 26. Juni 1814.

(Reinschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Mon Prince.

Je prends la liberté de présenter à Votre Altesse quelques réflexions que la résolution qui vient d'être prise, de remettre le Congrès de Vienne à une époque assez éloignée, m'a fait naitre.

Ce Congrès a deux objets très différens; il doit fixer le sort du Duché de Varsovie, de l'Italie et des Provinces conquises sur la France; il doit donner en même tems une nouvelle Constitution à l'Allemagne. Il est naturel que des intérêts qui tiennent immédiatement à la politique de l'Europe, ne peuvent être règlés qu'en présence des Souverains et par leurs Cabinets réunis; mais un ouvrage tel qu'un acte constitutionel, peut être fait avant l'ouverture du Congrès d'après des Bases dont les Cabinets peuvent facilement encore convenir entre eux; il gagnera même, si l'on s'en occupe isolément, et je n'hésiterai point de dire qu'il serait nuisible de le remettre également à une époque éloignée, où des arrangemens d'une toute autre nature doivent être pris, et où la présence des Souverains limitera nécessairement le tems qu'on pourra lui vouer.

Je crois donc devoir proposer à Votre Altesse de tâcher de faire que des Ministres nommés pour cet effet s'assemblent dès le 1er Août, ou même dès le 15. Juillet à Vienne pour rédiger l'acte constitutionnel de la Ligue Germanique de manière qu'il puisse être approuvé et sanctionné au moment même de l'ouverture du Congrès.

Sans vouloir préjuger, quels seront les Princes qui entreront dans le Directoire de la Ligue, je serais d'avis de n'admettre à ce Comité préparatoire de la Constitution Allemande (car c'est ainsi que je le nommerais) que les Ministres de l'Autriche, de la Prusse, du Hannovre, de la Bavière et du Würtemberg. Ce sont là les seuls Princes Allemands qui, soit par la grandeur de leurs possessions, soit par les efforts qu'ils ont faits pour la

bonne cause, ont droit d'intervenir à la fixation du sort de leur patrie, et nul autre ne saurait être blessé d'être exclù d'un Comité qui ne doit que préparer et qui par sa nature ne peut être composé que d'un petit nombre de personnes.

Ce Comité travaillerait sur des Bases dont les Cabinets Alliés conviendraient et pour abréger le travail, je joins à cette lettre une rédaction de ces Bases qui pourrait encore être prise en considération avant notre départ de Londres.

Les avantages de la mesure que je viens de Vous proposer, Mon Prince, me semblent évidens. La Bavière et surtont le Würtemberg seront satisfaits d'être appellés à concourir à l'oeuvre de la Constitution, les Princes médiatisés et la nation Allemande verront qu'enfin le tems s'approche où leurs droits seront fixés et assurés; les Princes dont les mesures arbitraires ont donné lieu à des plaintes, deviendront plus modérés en s'appercevant qu'on s'occupe à les rappeler à une juste mesure. Si au contraire on laisse subsister l'etât actuel des choses jusqu'à la fin du Congrès, l'incertitude et l'inquiétude générales peuvent avoir les suites les plus fâcheuses, et tous les Cabinets Alliés doivent sentir qu'il est urgent de rétablir en Allemagne un étât de choses qui, en fixant tous les droits respectifs, assure le repos et le bien-être publics.

Je prie Votre Altesse d'agréer l'assurance de ma haute considération.

à Londres, ce 26 Juin, 1814.

Humboldt.

A Son Altesse Monsieur le Prince
de Hardenberg, Chancelier d'Etât de S. M.
le Roi de Prusse etc. etc.

XLVI. An Hardenberg. 31. August 1814.

(Eigenhändiger Entwurf und dechiffrierte Abschrift im Geh. Staatsarchiv: teilweise gedruckt bei Schmidt a. a. O. S. 188ff.)

Au Prince de Hardenberg.

A Vienne, ce 31 août 1814.

Mon Prince,

V. A. aura daigné voir par mes précédentes dépêches que j'attendois uniquement le plan de la Constitution Allemande qu'Elle avoit promis de communiquer au Prince de Metternich, pour

entrer en conférences avec ce Ministre sur cette affaire. Ne l'ayant point reçu encore et manquant par conséquent d'instructions sur cet objet, je n'ai rien pu faire jusqu'ici. Dans ce moment le Comte de Solms-Laubach,*) qui vient d'arriver à Vienne, m'a dit que V. A. l'avoit addressé à moi, et m'a communiqué le plan qu'Elle lui a envoyé de Leipsick en date du 23 du mois passé, en y ajoutant des corrections dans une lettre datée de Berlin du 26 du même mois.

V. A. concevra aisément avec quelle impatience j'ai parcouru, lu et relu un travail aussi intéressant par lui-même et que j'attendois depuis plusieurs semaines. J'ai fait réflexion ensuite si je devois le mettre entre les mains du Prince de Metternich et conférer avec lui sur ces bases; j'ai été très-tenté de le faire, puisqu'en effet l'époque du Congrès, avant laquelle le plan de la Constitution Allemande devoit être discuté entre la Prusse, l'Autriche et le Hannovre et même encore ensuite avec la Bavière et le Würtemberg, approche de plus en plus et que le tems presse infiniment. Mais, après avoir pesé toutes les circonstances, j'ai vu que je ne pouvois pas le faire, et je n'en parlerai point au Prince de Metternich, avant que de n'avoir pas reçu des ordres positifs à cet égard de la part de V. A.

Car puisque ce plan étoit déjà terminé le 23 de juillet, V. A. l'auroit sans doute d'autant plus envoyé ici, ou au Prince de Metternich ou à moi, que je l'en avois priée depuis Schaffhausen, si son idée avoit été qu'il devoit être présenté ainsi à ce Ministre. Son intention n'a certainement pas été non plus que je dusse le recevoir par le Comte de Solms pour cet effet. Car Elle ne charge point le Comte dans ses lettres qu'il m'a fait lire, de me le donner, et Elle ne m'a point averti de l'arrivée du Comte. Elle a donc voulu probablement encore faire des changemens à ce plan, avant que d'en faire un usage officiel, et je ferois très-mal de le communiquer au Prince de Metternich dans une autre façon que celle dans laquelle Elle veut qu'il le voye. Ce qui me confirme dans cette opinion, c'est que le Prince de Metternich m'a raconté qu'Elle a dit au Comte de Zichy qu'Elle expédieroit incessamment un Courier pour m'envoyer son travail.

*) *Friedrich Graf zu Solms-Laubach, der spätere Oberpräsident in Köln, war der Vertrauensmann Steins in der deutschen Verfassungsfrage und hatte auch dessen Konferenzen mit Hardenberg in Frankfurt beigewohnt.*

En communiquant d'ailleurs ce plan au Prince de Metternich, je devrois nécessairement lui dire de quelle manière je l'avois reçu. Or le Prince feroit les mêmes réflexions que moi, il ne croiroit voir dans ce travail que des idées que V. A. s'étoit proposée de changer encore, déclineroit d'entrer en discussions sérieuses sur cette pièce, et la véritable qui viendroit après, manqueroit son effet, puisque les idées y renfermées ne le frapperoient plus par leur nouveauté. De la manière que je connois le Prince de Metternich, il faut, pour être sûr qu'il accède à nos idées, les lui présenter avec le plus d'assurance et le moins de doute possible. L'autorité de V. A. aura, d'après la confiance qu'il met dans Ses connoissances intimes de tout ce qui regarde l'Allemagne,*) et dans Sa manière de voir juste et lumineuse, beaucoup plus de poids auprès de lui que tous les raisonnemens par lesquelles nous pourrions appuyer nos propositions.

J'attendrai en conséquence des ordres ultérieurs de V. A., mais je La conjure de me les faire parvenir le plutôt possible.

Quant au plan lui-même, je n'ai pas besoin de dire à V. A. quel jugement j'en porte. J'y ai retrouvé toutes les idées qu'Elle avoit déjà eu la bonté de m'exposer quelquefois de bouche, et dont je Lui ai témoigné souvent combien je les trouve justes, sages, adaptées aux circonstances et propres à assurer à l'Allemagne l'indépendance politique au dehors et le maintien de tous les droits individuels au dedans.

Il n'y a qu'un seul point, en parlant de ceux qui sont vraiment essentiels, sur lequel je La supplie de me permettre de Lui faire déjà aujourd'hui quelques représentations.

V. A. propose de séparer et d'exclure, pour ainsi dire, de la ligue Allemande les provinces Prussiennes en deçà de l'Elbe et l'Archiduché d'Autriche proprement dit, ainsi que la Bohême et la Silésie. J'avoue que je ne saurois approuver cette idée. Il y a quelque chose de pénible et de douloureux et pour ces Provinces et pour l'Allemagne elle-même dans le projet de les en séparer; je Vous avoue sincèrement, Mon Prince, et je n'hésite pas de Vous le dire, sachant que Vous êtes fait pour apprécier des argumens de cette nature, que je ne sais point si l'on en auroit le droit devant la nation Allemande. La ville qui depuis des siècles a été la résidence des Empereurs de l'Allemagne, n'y appartiendroit plus,

---

*) *Hier folgen die Worte et de ses rapports.*

du moins pas politiquement, mais seroit simplement une ville Autrichienne? La capitale qui a plus contribué qu'aucune autre à répandre les lumières et les connoissances, seroit d'orénavant une ville Prussienne et deviendroit étrangère à l'Allemagne? J'ose dire que cette idée choqueroit la partie du public la plus estimable dans toute l'Allemagne et surtout chez nous-mêmes. La ligue entière perdroit de sa dignité, et l'on ne la regarderoit que comme une ligue partielle. D'un autre côté, je ne vois pas la nécessité de cet arrangement. Il vaut mieux, ce me semble, de s'imposer la tâche de vaincre quelques difficultés de plus. Je n'ai jamais cru que la Prusse et l'Autriche pourroient se soumettre entièrement aux restrictions qu'on devra prescrire aux Princes entièrement Allemands, beaucoup moins puissans, et par là, puisque l'étendue du pouvoir même apporte des correctifs à la tendance d'en vouloir abuser, plus enclins à outrepasser les limites de leurs droits. Mais si le Gouvernement Prussien se soumettoit à ces restrictions dans ses Provinces très-étendues au delà de l'Elbe, pourquoi s'y opposeroit-il dans les Marches, la Poméranie et la Silésie?

J'ai cru devoir dire à V. A. mon opinion sur ce point avec toute la franchise à laquelle Ses bontés m'ont accoutumé. Je puis me tromper, mais je La supplie de bien peser encore une fois cet objet qui, en ayant aussi seulement égard à l'opinion publique, n'est certainement point indifférent.

J'ose encore prier V. A. de vouloir bien, en me faisant parvenir le plan qui me servira d'instruction, aussi me renvoyer les différens mémoires que j'ai eu l'honneur de Lui communiquer à Dijon et à Londres sur cet objet, dont je n'ai point gardé copie.

Je La prie d'agréer cet. cet.

XLVII. Denkschrift über das Bundesgericht. Sept. 1814.

ad § 27 *) des Entwurfs des Herrn Fürsten v. Hardenberg.

(Eigenhändiger Entwurf ohne Datum und Unterschrift.)

Da das Bundesgericht nur für die Gesamtangelegenheiten des Bundes, nicht aber für Streitigkeiten einzelner Unterthanen

---

*) *§ 27 des Hardenbergschen Entwurfs lautet: „Es wird ein eignes Bundesgericht in Frankfurt a. M. angeordnet, dessen Mitglieder von den Bundesständen nach einer zu bestimmenden Norm zu präsentiren sind, und welches einen Senat*

der Bundesstaaten bestimmt ist, so gehören zu dem Wirkungskreis desselben nur diejenigen Streitigkeiten

1. zu deren Entscheidung der Inhalt der Bundesacte die Grundlagen abgeben muss, oder

2. diejenigen, für welche verfassungsmässig kein anderer Richter vorhanden sein würde.

Zu der ersten Gattung müssen gerechnet werden:

a) alle Fälle, in welchen die Stände eines Bundesstaats gegen ihren Landesherrn Beschwerde zu führen veranlasst sind.

Das Grundgesetz des Bundes setzt das Minimum der ständischen Rechte fest, und bestätigt ausserdem diejenigen, welche in jedem Lande ohnehin verfassungsmässig bestehen. Mit jeder Kränkung dieser Rechte ist daher jenes Grundgesetz verletzt.

Das Bundesgericht nimmt in diesen Fällen die Klage an, bestimmt die Thatsachen, und urtheilt darüber nach der allgemeinen Bundes- und der besondern Landesverfassung dergestalt ab, dass dem Rath der Kreisobersten nur die Vollstreckung des gefällten Urthel übrig bleibt.

b) alle Fälle, wo ein einzelner Unterthan eines Bundesstaats in Rechtshändeln gegen seinen Landesherrn über Verweigerung der Gerechtigkeit, der Hemmung, oder Unregelmässigkeit im Rechtsgange Beschwerde zu führen hat.

In diesen Fällen müsste das Bundesgericht bloss über die Form erkennen, nicht über das Materiale des Prozesses. Wäre die Form richtig, so würde der in dem einzelnen Bundesstaat ergangene Spruch bestätigt; wäre sie verletzt worden, so würde das Verfahren für nichtig erklärt, und ein neues angeordnet.

Es könnte angemessen scheinen, dass in diesen Fällen das Bundesgericht selbst einen neuen Spruch fällte; allein ich halte es deswegen nicht für gut, weil sonst zwischen diesen, bloss dem bürgerlichen Recht angehörenden Geschäften und den übrigen mehr staatsrechtlichen des Bundesgerichts eine zu grosse Verschiedenheit obwalten würde. Wollte man daher den Rechtsstreit nicht wieder denselben Gerichten anvertrauen, so würde ich mehr

---

zur Instruktion und einen zum Spruch in erster Instanz, einen dritten zum Spruch in letzter Instanz in Streitsachen der Fürsten und Stände unter sich enthalten soll. Mediatisirte können nur in persönlichen Sachen oder in solchen, die aus Verletzung des Bundesvertrags entstehen, vor diesem Bundesgerichte Recht nehmen. Uebrigens gehören ihre Prozesse vor die Landesgerichte. Der Rechtsgang ist näher zu bestimmen.“

dafür seyn, dass die Macht, ihn zu entscheiden, dem Gerichte eines anderen Kreisobersten durch das Bundesgericht übertragen würde.

Jeder Fall dieser Art ist eine Kränkung eines der wichtigsten Bürgerrechte, und mithin eine Verletzung der Bundesverfassung. Derselbe bildet daher natürlich eine Beschwerde der Stände, es scheint aber zweckmässiger, um die Stände nicht zu oft in Händel mit dem Landesherrn zu verwickeln, diese Fälle geradezu an das Bundesgericht zu verweisen.

Die zweite Gattung der vor das Bundesgericht gehörenden Gegenstände fasst die Streitigkeiten der regierenden Fürsten untereinander, die auf das Recht der Selbsthilfe Verzicht geleistet haben, in sich, und ist von der Art, dass dieselben mehr, oder weniger einer rein staatsrechtlichen Beurtheilung bedürfen, und eine grössere oder geringere politische Wichtigkeit haben. Es scheint mir daher nothwendig für diese eine eigene Art von Gerichten zu bilden.

Hierzu nun würde ich ein gemischtes von Gesandten der Kreisobersten und Mitgliedern des Bundesgerichts vorschlagen. Von beiden müsste die Anzahl gleich seyn. Entscheiden diese durch Mehrheit der Stimmen, so wäre der Spruch sogleich rechtskräftig. Wären dagegen die Stimmen in diesem Gerichte gleich, so würde die Sache an die übrigen Mitglieder des Raths der Kreisobersten gebracht, und dort nach Mehrheit der Stimmen abgemacht.

Da diesem Gericht immer die Austrägal-Instanz vorherginge, so scheint es nicht nothwendig noch andere Instanzen zur Entscheidung dieser Angelegenheit festzusetzen. Wollte man es dennoch, so dass das gemischte Gericht nur die letzte wäre, so müssten es die beiden untern des Bundesgerichts seyn.

Ob nun eine Streitigkeit zwischen zwei unabhängigen Bundesstaaten durch das Bundesgericht, oder ein auf oben gesagte Weise aus diesem und dem Rath der Kreisobersten zusammengesetztes entschieden werden solle? Darüber müsste zunächst die Uebereinkunft der Partheien entscheiden. Könnten sich diese nicht hierüber mit einander verstehen, so müsste diese Vorfrage durch den Rath der Kreisobersten entschieden werden.

Der vollständige Gang in dieser Angelegenheit wäre demnach folgender:

1) Austrägalinstanz.
2) (Wenn man wollte: Entscheidung durch die beiden untern Instanzen des Bundesgerichts.)
3) Uebereinkunft der Partheien

oder

Entscheidung durch den Rath der Kreisobersten, ob in letzter Instanz das Bundesgericht, nemlich dessen höchster Senat, oder das zusammengesetzte Gericht entscheiden solle?
4) Spruch durch das Bundesgericht im ersten oder durch das zusammengesetzte im letzten Falle.
5) Definitive Entscheidung durch den Rath der Kreisobersten bei Stimmengleichheit im zusammengesetzten Gericht.

Die obigen aus ganz allgemeinen Grundsätzen herfliessenden Bestimmungen müssten meines Erachtens in Absicht der Mediatisirten Stände nur folgende geringe Abänderungen erhalten:

1) Rechtshändel der Mediatisirten unter einander würden ganz und gar wie Streitigkeiten anderer der Landeshoheit unterworfenen Bürger behandelt, nur dass die Mediatisirten des am meisten privilegirten Gerichtshofes genössen.
2) Rechtshändel der Mediatisirten gegen ihre Regierungen, wenn sie keine Beeinträchtigung ihrer verfassungsmässigen Rechte beträfen, und mithin keine Verletzung der Bundesakte enthielten, würden gleichfalls wie die jedes andern Bürgers behandelt und der Recurs an das Bundesgericht wäre nur dann verstattet, wenn die Gerechtigkeitspflege verweigert, gehemmt oder verzögert würde.
3) Rechtshändel der Mediatisirten aber gegen ihre Regierungen, die sich auf eine Klage über Verletzung der ihnen durch die Verfassung zugesicherten Rechte gründeten, könnten, wenn sie auch nur einen einzelnen Stand beträfen, gleich der Beschwerde der Stände, unmittelbar an das Bundesgericht gebracht werden, und würden auf eben diese Weise entschieden.

Peinliche Fälle könnten bei dem Bundesgericht nie vorkommen, da, wenn sie bei Mediatisirten Ständen sich zutragen sollten, ein judicium parium über dieselben entscheiden würde.

XLVIII. Ueber das Recht der Kriegführung und der Bündnisse einzelner Deutscher Staaten.

25. Oktober 1814.

(Abschrift mit eigenhändiger Korrektur im Geh. Staatsarchiv.)

Der Königlich baierische Bevollmächtigte hat in der Sitzung vom 24. hujus das Recht der Kreisobersten, für sich Krieg zu führen und Bündnisse zu schliessen, ausdehnen wollen:*)

1) auf den Fall, wo ein einzelner Staat Oesterreich oder Preussen, wenn sie mit einer auswärtigen Macht im Kriege wären, ohne den Bund, für sich, zu Hülfe kommen wollte;

2) auf den, wo ein einzelner Staat in einem Kriege Oesterreichs gegen Preussen ohne den Bund, für sich, einem oder dem andren Theile beizustehen für gut fände;

3) auf den, wo ein einzelner Staat sich mit einer auswärtigen Macht zum Kriege gegen eine andre auswärtige Macht verbinden möchte.

Auf den letzteren Fall hat er jedoch nicht so viel Gewicht als auf die beiden ersten gelegt.

**) Nach dem Sitzungsprotokoll (Klüber, Akten des Wiener Kongresses II 116) erklärte Wrede, daß das Recht der Kriege und Bündnisse seinem Souverän in folgenden Fällen vorbehalten bleiben müsse: „1) wenn Preussen und Oesterreich, in Hinsicht ihrer ausserhalb des Bundes gelegenen Staaten, gegen eine dritte fremde Macht einen Krieg führen wollten; als in welchem Fall es Baiern frei stehen müsse, für sich allein für die beiden Staaten Oesterreich und Preussen wider die dritte Macht erklären zu können; 2) wenn Oesterreich und Preussen wider einander Krieg führen wollten, müsse, wenn auch der Bund seine Theilnahme versagt, es Baiern freistehen, sich mit dem einen oder dem andern Theile zu verbinden, und ihm von dem Kriege abzurathen; 3) wenn Preussen und Oesterreich wider Frankreich einen Krieg führen wollten, woran der Bund keinen Theil nehme, so müsse Baiern das Recht haben, sich frei zu erklären, nicht um sich mit Frankreich zu verbinden, sondern um dadurch Preussen und Oesterreich vom Kriege abzuhalten, oder doch zu verhindern, dass sie nicht ihre Truppen durch die Staaten der Bundesmitglieder marschiren lassen, um die Neutralität zu erhalten; 4) könne es Fälle geben, wo der Bund bei den mit auswärtigen Mächten zu schliessenden Bündnissen, ihrer Entlegenheit halber, nicht gefährdet werden könne, wie dies z. B. bei Spanien der Fall sein würde, und es gleichwohl in der Folge dem Interesse eines einzelnen deutschen Staates gemäss sein könne, sich mit diesem zu verbunden; in diesem Falle müsse Baiern das Recht haben, durch Bündnisse an diesem, nicht gegen den Bund oder dessen einzelne Glieder gerichteten Kriege Theil zu nehmen."*

Alle drei nun sind offenbar insofern schädlich, als dadurch Deutschland der Gefahr ausgesetzt wird, in Kriege verwickelt zu werden, die sein eignes Interesse wenigstens nicht unmittelbar angehen. Alle sind auch eigentlich gegen den allgemeinen Grundsatz, der aus dem Begriffe des Gesellschaftsvertrags herfliesst, dass eine Handlung, die dem Ganzen Gefahr bringt, nur durch das Ganze beschlossen werden kann.

Allein im Einzelnen findet sich zwischen diesen drei Fällen ein mächtiger Unterschied.

Bei dem ersten erhält ein Deutscher Staat Hülfe gegen einen fremden; geht der Krieg glücklich, so wird durch die Kraft und Kühnheit, mit der ein einzelner Staat Oesterreich oder Preussen beispringt, das Unglück des Kriegs von Deutschland entfernt. Könnte man noch weiter gehen und annehmen, dass der ganze Bund eigensüchtig und kleinmüthig handelte, so würde sogar ein solcher Entschluss eines Einzelnen eine wirkliche Rettung im Augenblick der Gefahr.

Bei diesem Fall sind daher augenscheinliche Vortheile, welche vielleicht den Nachtheilen die Wage halten.

Der zweite Fall ist bei weitem nachtheiliger für Deutschland. Ein Krieg zwischen seinen beiden Hauptmächten kann durch den Beitritt eines Einzelnen zu einem beider Theile nur schlimmer und erbitterter werden, da hingegen die Schritte, die der ganze Bund ergriffe, dem Unglück ein Ende machen könnten. Allein ein solcher Krieg hebt ohnehin die Verfassung auf und ist schon für sich eine Verletzung derselben. Was also auf diesen Fall verordnet wird, hat schon für sich eine geringere constitutionelle Wichtigkeit und kann eher eingeräumt werden.

Der dritte Fall dagegen ist nachtheilig, ohne allen nur denkbaren Vortheil für den Bund; die darin gegebene Freiheit löst offenbar die Glieder vom Ganzen ab, und der Bund kann, wenn derselbe eingeräumt wird, nur noch dem Namen nach bestehen.

Obgleich die nachtheiligen Folgen davon von selbst in die Augen springen, so ist es dennoch nicht unnütz, folgende ausdrücklich namhaft zu machen.

1. Jede auswärtige Macht, die auf diese Weise einen deutschen Staat zum Widersacher erhält, bekommt dadurch das volle Recht, Deutschland von ihrer Seite anzugreifen. Die nicht zum Rath der

Kreisobersten*) gehörenden Fürsten, welche schon der Verfassung grosse Opfer bringen müssen, erhalten also jetzt nicht einmal dafür eine irgend gesicherte Aussicht auf dauernden Frieden, sondern müssen eines einzigen Staats wegen, der für sich Krieg zu führen Lust hat, denselben nun als von fünf verschiedenen Seiten möglich ansehen.

Es lässt sich auch nicht sagen, dass sie derselben Gefahr doch immer von Oesterreich und Preussen her unterliegen. Denn sie ist von ihnen aus offenbar weniger gross, da beide, als mächtigere Staaten, den Feind eher ferne halten können, und da der Krieg in ihren ausserdeutschen Provinzen geraume Zeit geführt werden kann, ohne Deutschland zu bedrohen; wozu ausserdem noch kommt, dass beide, ihrem System nach, den Frieden wünschen müssen, da hingegen Baiern leicht den Gedanken hegen kann, die durch die letzten Kriege gewonnenen Vortheile durch neue zu vermehren.

2. Jeder solche Krieg entzieht Deutschland auf eine völlig unnütze Weise kostbare Streitkräfte, und eine solche eingeräumte Freiheit führt wieder das durch ganz Deutschland gehässige Verhältniss zurück, dass deutsches Blut für ganz fremdes Interesse, bloss durch den Ehrgeiz eines Fürsten, in der Fremde verspritzt wird. Dies unmöglich zu machen, ist gerade einer der Hauptzwecke des Bundes selbst, der, wenigstens in Absicht der bloss deutschen Staaten, erreicht werden muss.

3. Wird diese Freiheit eingeräumt, so kann sogar der Staat, der davon Gebrauch macht, leicht in die Nothwendigkeit gesetzt werden, gegen den Bund zu fechten. Denn der Bund kann sich gegen den Alliirten dieses Staats, wenn dieser schon im Krieg ist, erklären, und alsdann ist es nicht immer möglich, sich und seine Truppen wieder aus einer solchen Allianz herauszuziehen.

4. Wenn auch bloss deutsche Fürsten ganz frei und ohne Zustimmung des Bundes an europäischen Kriegen Theil nehmen dürfen, so werden sie in das ganze Spiel und alle Intriguen der äusseren Politik gezogen; den fremden Mächten werden Mittel in die Hände gegeben, Deutschland zu entzweien und zu schwächen, und so wie man daher dies zugesteht, giebt man mehr als zur Hälfte die Idee auf, gerade durch den Deutschen Bund in der

*) *Zu diesem Rat sollte nach § 5 Österreich, Preußen, Bayern, Hannover, Württemberg gehören.*

Mitte Europas eine ruhige, die Dauer des Friedens sichernde, mit geringer Thätigkeit, aber mit grosser Kraft der Trägheit begabte Ländermasse zu bilden.

5. Wenn bloss deutsche Staaten diese unbeschränkte Freiheit fordern, so fordern sie nicht bloss Gleichheit mit Oesterreich und Preussen, sondern einen Vorzug vor denselben. Denn Oesterreich und Preussen dies Recht einzuräumen, dafür spricht der natürliche Grund, dass beide Mächte Staaten besitzen, für deren Schutz sie allein sorgen müssen, weil der Bund sie nicht garantirt, und dass, wie ad 1 gezeigt ist, ihre Kriege Deutschland mit geringerer Gefahr bedrohen. Jene Staaten aber fordern die ganz gleiche Begünstigung, ohne in derselben, die Forderung rechtfertigenden Lage zu sein. Sie wollen sich überdies nicht einmal in Kriegen mit Auswärtigen gegen Auswärtige an die Zustimmung des Bundes binden, obgleich vorauszusehen ist, dass der Bund diese nicht versagen wird, wenn er den Krieg für sich unschädlich hält. Durch Beides beweist daher diese Forderung eine dem Zweck und der Natur des Bundes entgegenlaufende Gesinnung, die ihn immer, früher oder später, doch untergraben würde.

Aus allen diesen Gründen glaube ich, dass man auf diesen dritten Punkt nie nachgeben dürfe. Fragt man, was daraus werden solle, wenn Baiern auf der Forderung besteht, so weiss ich darauf keine andre Antwort, als dass nicht der, welcher Recht, sondern der, welcher Unrecht hat, nachgeben muss, und dass schon sehr viel politisches Unheil aus der Befolgung des entgegengesetzten Princips entstanden ist.

Wien, den 25. October 1814.

Humboldt.

XLIX. Ein Zeitungsaufsatz.

Ende November oder Anfang Dezember 1814.

(Eigenhändiger Entwurf im Geh. Staatsarchiv; gedruckt Spenersche Zeitung Nr. 148, den 10. Dezember 1814.)

Wenn von dem Gange des Wiener Congresses weniger im Publikum verlautet, als sich die allgemeine Erwartung vielleicht schon jetzt versprach, so ist dies hauptsächlich der Ursache zuzuschreiben, dass die Geschäfte einzeln und zunächst immer nur

von den Gesandten der geradezu dabei interessirten Mächte verhandelt werden. Warum aber gerade dieser Gang der zweckmässigste war, hat bereits vor einiger Zeit ein angeblich aus der Prager Zeitung genommener Artikel des Oesterreichischen Beobachters sehr gut entwickelt. Die Frucht der im Innern der Cabinette mit ununterbrochener Thätigkeit fortgesetzten Arbeit kann erst alsdann zur allgemeinen Kenntniss kommen, wenn sie zur Reife gediehen ist. Bis dahin gewährt nur die Widerlegung der unter verschiedenen Gestalten herumgehenden falschen Gerüchte eine Beschäftigung, welche durch die Natur dieser Gerüchte selbst, auch den Uneingeweihten, wenn er nur ein irgend unbefangenes Urtheil hat, nicht schwer fallen kann. So hörte man schon mehr als Einmal behaupten, dass die Ansichten über die polnischen Angelegenheiten so weit gehen, dass sich schwer eine Vereinigung über dieselben erwarten lasse; und seit einigen Tagen heisst es plötzlich im Gegentheil, dass diese Vereinigung so gut als bewirkt sey. Vorsichtige Beurtheiler werden sich hüten, hierin einen so schnellen Wechsel zu sehen,*) sie werden es natürlich finden, dass Mächte, welche gemeinschaftlich ein Werk vollbrachten, das, ohne vollkommenste Eintracht, nothwendig hätte scheitern müssen, sich auch über schwierige Angelegenheiten unter einander auszugleichen wissen, und gerade der ruhige und überlegte Gang, dem auch diese Angelegenheiten folgen, wird ihnen als ein Beweis gelten, dass eben diese Mächte alle ihre Unterhandlungen dem allgemeinen Bestreben unterordnen, die Dauer der Ruhe Europas auf ein wohlberechnetes Gleichgewicht zu gründen.

Die Arbeiten des Comités über die künftige deutsche Verfassung schreiten in dem Masse vor, wie ein so schwieriges, und vielfache Ueberlegung forderndes Werk es erlaubt. Oesterreich und Preussen sind darin die vorschlagenden Theile und die Absicht, ihre Vorberathungen zu Ende zu führen, hat eine augenblickliche Unterbrechung der allgemeinen Sitzungen veranlasst. Obgleich die Bruchstücke, welche hier und da im Publikum von diesen Vorschlägen herumgehen, nur einen sehr unvollständigen Massstab zu einer richtigen Beurtheilung an die Hand geben; so ist nur Eine Stimme darüber, dass beide Mächte von dem echt vaterländischen Sinne beseelt sind, die Unabhängigkeit Deutschlands gegen das Ausland zu sichern, und jeden Deutschen gegen Ver-

*) *„an einen so schnellen Wechsel zu glauben, und vielmehr finden . . .“*

letzung seiner verfassungsmässigen Rechte im Innern zu schützen. Auch gehen beide Mächte mit dem Beispiel voran, sich jeder allgemeinen Einrichtung unterzuordnen. Bei beiden sollen die ehemaligen, durch fremde Uebermacht mittelbar gewordenen Reichsstände eine grosse Gunst geniessen, und es soll schon ernsthaft von einer modificirten Herstellung ihrer alten Rechte die Rede seyn. Ob dies wirklich der Fall ist, wird sich wenigstens bei Preussen, das schon in seinen wiedereroberten Provinzen mehrere mediatisirte Besitzungen zählt, ausweisen. Denn wo, wie in diesem Falle, die einzelne Gesetzgebung die Lücken ausfüllen kann, welche die allgemeine lässt, wird es dem Geist einer einzelnen Regierung möglich, sich deutlicher auszusprechen.

Da das Comité der deutschen Angelegenheiten, wie das, welches den gesammten Congress leitet, nach einem historischen Princip, ausschliesslich aus denjenigen deutschen Fürsten gebildet worden ist, welche sich früher, als die übrigen, im letzten Kriege verbündet hatten, so haben die Gesandten der übrigen auch von ihrer Seite Versammlungen gehalten. In diesen ist eine, an das Oesterreichische und Preussische Cabinet, vielleicht auch an die andern Höfe übersandte Note*) entstanden, von der man hie und da Abschriften sieht, in welchen sie die Rechte ihrer Fürsten gegen die Ausschliessung des Comités verwahren, auf eine sehr liberale Weise die Bereitwilligkeit derselben zu allen für die äussere und innere Sicherheit Deutschlands nöthigen Massregeln mitzuwirken erklären, sich ausführlicher über die allgemeine Bildung landständischer Verfassungen auslassen, ihre Rechte bestimmen, und mit der Ueberzeugung schliessen, dass die deutsche Verfassung ihren festesten Bestand nur dann würde behaupten können, wenn sie ein gemeinsames Oberhaupt besässe. Diese Note hat bei den Höfen, an die sie gerichtet war, die Aufnahme gefunden, welche schon der darin so lebhaft ausgedrückte Vorsatz verdient, eine kräftige und dauernde Verfassung in Deutschland, selbst durch bedeutende Aufopferung bisher ausgeübter Rechte gründen zu wollen.

Was darin von den Landständen gesagt ist, musste namentlich bei der Preussischen Regierung Eingang finden, die schon vor einigen Jahren aus ganz freier Bewegung Ständeversammlungen aufs Neue gebildet, ihnen Rechte eingeräumt, und dadurch den Grund zu einer erneuten festen Verfassung denselben gelegt hat.

*) *Note der bevollmächtigten Abgeordneten 29 deutscher souveräner Fürsten und Städte, Wien, den 16. November 1814 bei Klüber a. a. O. I. 1. 72ff.*

Wenn über die künftigen Territorialverhältnisse in Deutschland die Verhandlungen zu einer gewissen Reife gediehen seyn sollten; so sind sie in den Schleier eines tiefen Geheimnisses gehüllt. Die provisorische Besetzung Sachsens durch Preussische Truppen hat das künftige Loos dieses Landes aufs Neue häufig zum Gegenstand politischer Vermuthungen gemacht. Je mehr die einen die provisorische Besitznahme schon jetzt als eine definitive darstellten, desto lebhafter wurde ihnen von den andern widersprochen. Daher die schwankenden Gerüchte über diesen Punkt. Allein wenn auch die Meinungen über denselben verschieden sind, so vereinigen sich die vernünftigen und gemässigten darin, dass eine Zerstückelung für Sachsen selbst die bedeutendsten Nachtheile haben würde, und dass die Herstellung der Preussischen Macht in gehörig verbundenen Staaten eine nothwendige Bedingung in jedem haltbaren System des Europäischen Gleichgewichts ist. Da Preussen allein in dem Fall ist, von demjenigen, was es erhalten wird, bis jetzt nur einen Theil seiner alten Provinzen zu besitzen, und daher mehrere jetzt herrenlose Länder die Erwartung haben können, mit ihm verbunden zu werden, so ist Preussen mehr als eine andere Macht gegenwärtig ein Gegenstand des Gesprächs. Allein wie sich auch alsdann die Ansicht jedes einzelnen ausspricht, so ist immer das Urtheil allgemein, dass das Loos, Preussen anzugehören, nur ein günstiges genannt werden kann, und wenn man auf den Namen, den sich Preussen im letzten Kriege erworben hat, die Gerechtigkeit und Milde der Regierung, die feste Beschützung der Pressfreiheit, die strenge Ordnung in den Finanzen, das fortwährende Steigen aller Staatspapiere sieht, so wird ein solches Urtheil begreiflich.

Das Comité für die Schweitzer Angelegenheiten besteht aus den Gesandten Oesterreichs, Englands, Frankreichs, Russlands und Preussens. Er beschäftigt sich vorzüglich jetzt mit Anhörung der Eröffnungen der hier anwesenden Schweitzer Gesandten. Die des Helvetischen Gesammtbundes haben dem Comité den dringlichen Wunsch zu erkennen gegeben, dass die Höfe den neuen Bundesvertrag in ihre Garantie nehmen, die Neutralität der Schweitz auf ewige Zeit sichern, und der Schweitz die ihr durch Frankreich entrissenen und nun wiedereroberten Stücke wiedergeben möchten. Ueber die gegenseitigen Ansprüche der Cantone sollen sie sich nicht officiell erklärt haben.

L. Zeitungsartikel. Anfang Dezember 1814.

(Eigenhändiger Entwurf im Geh. Staatsarchiv; gedruckt Spenersche Zeitung Nr. 149 den 13. Dezember 1814.)

Zu den glücklichen Veränderungen, deren sich Deutschland bald zu erfreuen haben wird, gehört auch die allgemeine Herstellung der ständischen Verfassungen in allen deutschen Staaten. In Baiern und Würtemberg wird schon seit einiger Zeit daran gearbeitet. In dem letzteren Lande soll, wie man vernimmt, bloss der Besitz eines Eigenthums von gewisser Grösse zur Theilnahme an den Ständen berechtigen. Baden hat jetzt gleichfalls seinen Entschluss, Stände einzuführen, zu erkennen gegeben,*) und sich dadurch nunmehr ganz nahe an die gemeinschaftliche auf denselben Punkt gerichtete Erklärung der übrigen Fürsten angeschlossen.

LI. Entwürfe zur Bundesverfassung mit und ohne Kreiseintheilung. November 1814.

(Eigenhändige Entwürfe und korrigierte Abschriften im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Klüber, Akten des Wiener Kongresses II, 5, S. 18ff.)

Entwurf einer Deutschen Bundesverfassung, mit Eintheilung Deutschlands in Kreise.

Vorbemerkung.**)

Man hat in dem folgenden Entwurfe zugleich eine systematischere Ordnung als in den bisherigen Arbeiten herrschte, zu befolgen gesucht. Um jedoch diejenigen §§ kenntlich zu machen, welche schon in Berathung genommen

Entwurf einer Deutschen Bundesverfassung, ohne Eintheilung Deutschlands in Kreise.

Uebersicht der befolgten Ordnung.

Allgemeiner Begriff des Bundes § 1. 2.
Bundesversammlung § 3.
Erster Rath derselben § 4—17.

*) *Durch eine an Hardenberg gerichtete Note vom 1. Dezember 1814 hatte Großherzog Karl von Baden diese Absicht kundgetan.*

**) *Vorbemerkung gleichlautend mit der obigen.*

worden sind, hat man neben der Zahl der §§ diejenige Zahl bemerkt, welche sie in dem aus den Conferenz-Protocollen gemachten Auszuge führen.

Uebersicht der befolgten Ordnung.

Allgemeiner Begriff des Bundes, § 1. 2.
Bundesversammlung, § 3.
Erster Rath derselben, § 4—17.
Zweiter Rath derselben, § 18—24.
Unterpersonal beider Räthe, § 25.
Kreisvorsteher, § 26—44.
Verhältnisse derselben, als Beauftragte des Bundes, § 27—39.
Allgemein, § 27—30.
insbesondere,
1) in Absicht auf Vollstreckung der Bundesbeschlüsse, § 31—32.
2) in der Absicht auf das Kriegswesen, 33.
3) in der Absicht auf die Rechtspflege, 34—39.
Verhältniss der Kreisvorsteher, als Directoren der Kreisversammlung, 40—44.
Verhältniss der einzelnen Staaten zum Bunde, 45—54.
Allgemein, 45.
insbesondere, und zwar
1) in Absicht auf das Verhältniss zum Auslande, 46.
2) in Absicht auf die Erfüllung des Bundesvertrags und der Bundesbeschlüsse, 47—49.

Zweiter Rath derselben § 18—24.
Unterpersonal beider Räthe § 25.
Verhältniss der einzelnen Staaten zum Bunde § 26—40.
Allgemein § 26,
insbesondere und
1) in Absicht auf das Verhältniss zum Ausland § 27.
2) in Absicht auf die Erfüllung des Bundesvertrags und der Bundesschlüsse § 28—31.
3) in Absicht auf das Kriegswesen § 32.
4) in Absicht auf die Rechtspflege § 33—37.
5) in Absicht auf die Beiträge zu den Bundeskosten § 38—40.
Verhältniss der mittelbar gewordenen ehemaligen Reichsstände insbesondere § 41—64.
Verhältniss der einzelnen Staaten gegen einander § 65—66.
Verhältniss derselben gegen ihre Unterthanen § 67—83.
Bundesgericht § 84—106.

Allgemeiner Begriff des Bundes.

§ 1. (Auszug § 1.)*)

Die Staaten Deutschlands, mit Inbegriff Oestreichs und Preussens für ihre Länder N. N., vereinigen sich zu einem Bunde, welcher den Namen des Deutschen führen wird. Jeder Eintretende leistet Verzicht auf das Recht, sich ohne Zustimmung der Uebrigen davon zu trennen.

§ 2. (2)

Der Zweck dieses Bundes ist die Erhaltung der äussern Ruhe und Unabhängigkeit, und die Sicherung der verfassungsmässigen Rechte des Einzelnen, so wie des Ganzen, nach den in den folgenden §§ bestimmten Grundsätzen.

Bundesversammlung.

§ 3. (4)**)

Die gemeinschaftlichen Angelegenheiten des Bundes werden durch eine Bundesversammlung besorgt, in welcher die Bevollmächtigten aller Mitglieder desselben Sitz und Stimme haben, und die aus einem ersten und zweiten Rath besteht.

Zugleich wird Deutschland in folgende Kreise (hier sind die Namen und Grenzen der Kreise einzuschalten) abgetheilt; über welche folgende Fürsten (hier werden die Namen der Kreisvorsteher angegeben) das Kreis-Vorsteheramt führen sollen.***)

*) *Im zweiten Entwurf § 1. 2 = obigen § 1. 2.*

**) *Im zweiten Entwurf § 3 ohne den Schluß: „Zugleich wird Deutschland u.s.w."*

***) *Fehlt im eigenhändigen Entwurf.*

Erster Rath.

§ 4. (5)*)

In dem ersten Rath treten die Bevollmächtigten folgender Staaten zusammen: —

Die Bevollmächtigten von Oestreich und Preussen führen jeder zwei Stimmen, die der übrigen eine Stimme. Wie es, um ein beständiges Uebergewicht der vier ersten Stimmen zu verhindern, in dem Falle gehalten werden solle, wenn denselben die drei andern entgegenstehen würden bestimmt § 8.

§ 5. (6)

Der erste Rath ist ununterbrochen in der Stadt N. N. versammelt.

§ 6. (7)

Die von den Mitgliedern des ersten Raths Abgeordneten sind als Gesandte zu betrachten, und werden mit Vollmachten und Instructionen versehen.

§ 7.

Der vorsitzende Bevollmächtigte ist befugt, von den an den Rath eingehenden Sachen Kenntniss zu nehmen; er ist aber verbunden, sie den übrigen Mitgliedern vor der Berathung ohne Unterschied mitzutheilen, und sie ohne Aufschub in Berathung zu bringen. Dasselbe findet in Ansehung derjenigen Vorschläge statt, welche jedes der übrigen Mitglieder des Rathes in Antrag zu bringen für gut findet.

§ 8. (9)

In allen vor den ersten Rath gehörenden Geschäften entscheidet die Mehrheit der Stimmen. Falls jedoch Oestreich und Preussen zusammengenommen, einer andern Meinung als die drei übrigen Mitglieder wären, so entscheidet die Mehrheit der ersten nicht, sondern es wird die Sache so angesehen, als ob Gleichheit der Stimmen vorhanden wäre. In diesem Falle werden die Häuser der Fürsten N. N. durch ihre Bevollmächtigten zu der in ihrer Gegenwart anzustellenden abermaligen Berathung und zu Ablegung ihrer Stimmen zugezogen.

---

*) *Im zweiten Entwurf § 4—8 = obigen § 4—8.*

§ 9. (10)*)

Die Rechte des ersten Raths sind theils solche, die ihm allein zustehen, theils solche, die er mit Zuziehung eines Ausschusses des zweiten Raths, theils endlich solche, die er gemeinschaftlich mit dem ganzen zweiten Rath ausübt.

Allein kommen ihm zu:

1) die Leitung und ausübende Gewalt des Bundes;
2) die Vertretung desselben da, wo er als ein Ganzes gegen auswärtige Mächte erscheinen muss.

Mit Zuziehung eines Ausschusses des zweiten Raths, (§ 14) berathschlagt und entscheidet er über Krieg und Frieden.

Gemeinschaftlich mit dem ganzen zweiten Rath, übt er diejenigen Rechte aus, welche zu dem Wirkungskreise dieses letzteren gehören.

In wiefern der erste Rath zugleich Theil an der richterlichen Gewalt haben solle, bestimmt § 105—107.**)

§ 10. (11)

Kraft der dem ersten Rathe zustehenden Leitung und ausübenden Gewalt des Bundes liegt ihm ob:

1) die abgefassten Bundesschlüsse***) zur öffentlichen Kenntniss zu bringen;
2) vermittelst der Kreisvorsteher die Vollziehung der Bundesschlüsse, so wie die der Erkenntnisse des Bundesgerichts zu bewirken, und zu dem Ende die nöthigen Weisungen an die Kreisvorsteher ergehen zu lassen.

§ 11. (17)†)

Bei der Vertretung des Bundes gegen auswärtige Mächte, lässt der erste Rath, der Regel nach, keine auswärtigen Gesandten bei

---

*) *Im zweiten Entwurf § 9 = obigen § 9.*

**) *Am Schluß heißt es: bestimmt § 91—93.*

***) *Im zweiten Entwurf:*

1) die abgefassten Bundesbeschlüsse zur öffentlichen Kenntniss zu bringen, und die Sprüche des Bundesgerichts den Partheien mitzutheilen;

2) darauf zu sehen, ob die einen und die andern gehörig vollzogen werden, und im entgegengesetzten Falle die Vollziehung durch die weiter unten angegebenen Mittel zu bewirken.

†) *Im zweiten Entwurf § 11—25 = obigen § 11—25.*

seiner Versammlung zu. Jedoch hat derselbe das Recht, ausserordentliche Gesandtschaften von Auswärtigen anzunehmen. Diese überreichen ihre Beglaubigungen dem genannten Rath durch den Vorsitzenden.

Der Vorsitzende ist befugt, ihre Vorträge anzuhören, und verpflichtet, sie sogleich dem Bunde mitzutheilen. Zu Unterhandlungen mit ihnen ordnet der Rath, insofern er nicht für gut findet, in der Gesammtheit daran Theil zu nehmen, dem Vorsitzenden wenigstens zwei seiner Mitglieder zu.

§ 12.

Obgleich der Deutsche Bund keine Gesandschaften bei auswärtigen Staaten unterhält, so ist der erste Rath gleichwohl befugt, zu einzelnen Unterhandlungen Bevollmächtigte an dieselben abzusenden.

§ 13.

Kraft der Verbindlichkeit des Bundes, jedes Mitglied desselben gegen jede widerrechtliche Gewalt einer auswärtigen Macht in Schutz zu nehmen, ist es die Pflicht des ersten Raths, zu untersuchen, ob der Fall, oder die Gefahr einer solchen Gewalt vorhanden sey, und alsdann schleunigst die nöthigen Mittel zu ergreifen, um dem verletzten Bundesgliede diejenige Sicherheit und Genugthuung zu verschaffen, welche die Natur der von ihm erlittenen, oder zu befürchtenden Verletzung seiner Rechte oder seines Gebiets erheischt. Bei einem wirklichen feindlichen Einfall in ein Deutsches Gebiet muss die thätige Hülfe des Bundes sogleich nach der in den weiter unten folgenden §§ festgesetzten Art, wie die Bundestruppen in Bewegung zu setzen sind, geleistet werden.

§ 14. (20)

Ist der erste Rath in dem Falle, über Krieg und Frieden einen Schluss zu fassen, so wird von demselben ein Ausschuss des zweiten zugezogen, welcher bei der Schlussfassung mit zwei Stimmen zu erscheinen hat. N. N. sind, als erste Repräsentanten des zweiten Raths, beständige Mitglieder dieses Ausschusses. Diesen werden drei andere zugetheilt, welche von dem zweiten Rath durch Mehrheit der Stimmen auf die Dauer von einer Sitzung zur andern erwählt werden.

§ 15. (22)

Bei einem abzuschliessenden Frieden, steht dem ersten Rathe nicht zu, über das Gebiet eines Bundesgliedes, oder über einen Theil desselben zu verfügen, ohne Zuziehung des Bethätigten, und ohne dass daraus für den Bund die Verbindlichkeit entspringe, dieses Bundesglied für den ohne dessen Schuld erlittenen Verlust verhältnissmässig möglichst zu entschädigen. Die Bestimmung der Art, wie demselben genügt werden könne, muss mit Zuziehung des Betheiligten geschehen.

§ 16. (23)

Staatsverträge, welche mit Auswärtigen geschlossen werden, sind, sofern sie zu ihrer Vollziehung Gesetze erfordern, der Genehmigung des ersten und zweiten Raths, als gesetzgebenden Körpers des Bundes, zu unterwerfen.

§ 17. (24)

Der Antheil des ersten Raths an der Gesetzgebung, als dem eigentlichen Geschäfte des zweiten Raths, besteht darin, dass er

1) Gesetzentwürfe zur Berathschlagung mittheilt;
2) über die von dem zweiten Rath hierauf, oder von selbst an ihn kommenden Gesetzvorschläge, auch an seinem Theile in Berathung eingeht.

Wie alsdann aus dieser seiner Berathung, und dem vom zweiten Rath gemachten Vorschlag, ein wirkliches Bundesgesetz entstehe, ist § 22 bestimmt.

Zweiter Rath.

§ 18.

Der zweite Rath besteht aus allen Mitgliedern des Bundes, welche mit dem Stimmrechte bei den Berathschlagungen begabt sind. Dieselben üben entweder Viril- oder Curiat-Stimmen aus.

Die Aufzählung der Stimmen, muss bis zur Festsetzung des Besitzstandes aller Deutschen Staaten, vorbehalten bleiben.

§ 19.

Er versammelt sich jährlich in der nemlichen Stadt, wie der erste Rath. Die Dauer der Versammlung hängt von der Natur der vorliegenden Geschäfte ab. Der Rath ist aber befugt, diejenigen Gegenstände, deren Vollendung die Sitzung zu sehr verlängern würde, zu der nächsten aufzuschieben.

§ 20.

Der Wirkungskreis des zweiten Raths dehnt sich auf alle Gegenstände aus, welche den Stoff zu einem allgemeinen, für ganz Deutschland geltenden Gesetze abgeben können.

Das erste Mitglied im Range führt, wie in dem ersten Rath, den Vorsitz, ohne mit demselben besondere Vorrechte zu verbinden.

Die Abstimmung der Bevollmächtigten geschieht im zweiten Bundesrath, wie in dem ersten, nach der Ordnung, welche dieselben in dem ehemaligen Deutschen Reiche unter sich beobachteten. Diese Ordnung begründet jedoch, ausser dem Kreise der deutschen Angelegenheiten, keinerlei Rangverschiedenheit unter den Höfen und Staaten selbst.

§ 21.

Die Gegenstände werden durch den ersten Rath in Vorschlag gebracht; indess steht es jedem Mitgliede des zweiten Raths zu, einen Vorschlag in Berathung zu bringen, in sofern er wirklich auf Bundesangelegenheiten Bezug hat.

§ 22.

Der in Vorschlag gebrachte Gegenstand wird von dem zweiten Rath in Berathung genommen, und darüber nach Mehrheit der Stimmen ein Beschluss gefasst.

Dieser Beschluss wird sodann an den ersten Rath gebracht, und von demselben entweder angenommen, oder verworfen. Im letzteren Falle wird er von dem ersten Rath, nebst Zuziehung des Ausschusses des zweiten Raths, neuerdings in Berathung genommen, und die definitive Entscheidung durch abermalige Abstimmung hervorgebracht.

In Fällen, wo es zweifelhaft ist, ob ein Gegenstand zum Vortrage im zweiten Rath geeignet ist, wird darüber von dem ersten Rath mit Zuziehung des Ausschusses des zweiten Raths entschieden.

§ 23.

In den Fällen, wo der erste Rath über Krieg und Frieden einen Schluss zu fassen hat, wird von demselben ein Ausschuss des zweiten Raths zugezogen, wie solcher § 14 festgesetzt worden.

§ 24.

Der in § 14 bestimmte Ausschuss des zweiten Raths, bleibt an dem Orte der Bundesversammlung beständig beisammen. Er wird von dem zweiten Rath für alle jene Fälle bevollmächtigt, welche eine schleunige Berathung erfordern, oder in welchen derselbe bei den Verhandlungen des ersten Raths zu erscheinen hat.

Unterpersonal beider Räthe.

§ 25.

Beide Räthe haben nur eine Kanzlei und ein Archiv, jedoch in zwei Abtheilungen geschieden. An der Wahl der dabei anzustellenden Personen, nehmen beide Räthe Theil.

Kreisvorsteher.

§ 26.*)

Die Kreisvorsteher haben ein doppeltes Verhältniss:

1) als Fürsten, welche im Namen des Bundes handeln;
2) als Kreisstände, welche als Directoren der Kreisversammlungen mit ihren Mitständen für das Wohl ihrer Kreise thätig sind.

Verhältniss der Kreisvorsteher als Beauftragte des Bundes. Allgemein.

§ 27.

In Absicht des ersten Verhältnisses, sind sie Beauftragte des Bundes, und stehen als solche unter der Aufsicht des ersten Raths, welchem sie für die Gegenstände ihres Amtes untergeordnet und verantwortlich sind. Der Bundesvertrag und die ihnen mitzutheilenden Bundesschlüsse sind die Richtschnur ihres Betragens.

§ 28.

Der Wirkungskreis der Kreisvorsteher beschränkt sich genau auf die ihnen im Bundesvertrag übertragenen Arten von Gegenständen. Beschwerden von Ständen ihrer Kreise, können daher nicht bei ihnen, sondern nur unmittelbar bei dem ersten Rathe, oder bei dem Bundesgerichte angebracht werden.

---

*) *Im zweiten Entwurf fallen obige §§ 26—32 fort.*

§ 29. (13)

Beschwerden gegen die Kreisvorsteher selbst, sie mögen Gegenstände ihrer Amtsführung betreffen, oder nicht, werden, wie die gegen andere Mitglieder des Bundes, bei dem ersten Rathe angebracht, und von demselben untersucht. Wenn sie gegründet befunden werden, so erfolgt die Abhülfe auf eben die Weise, wie § 49 bestimmt ist. nur dass die Vollziehung des desshalb zu ertheilenden Auftrags, einem andern Kreisvorsteher übertragen wird.

§ 30.

Die zu dem Amte der Kreisvorsteher gehörenden Gegenstände, sind folgende:

a) die Aufrechthaltung des Bundesvertrags und die Vollstreckung der einzelnen Bundesschlüsse in ihrem Kreise;
b) die oberste Aufsicht über das Kriegswesen aller Stände desselben;
c) die Bildung eines gemeinschaftlichen Gerichtshofs, für diejenigen Stände des Kreises, welchen, nach weiter unten zu bestimmenden Grundsätzen, das Recht der dritten Instanz nicht zusteht.

Insbesondere,

1) In Absicht auf die Vollstreckung der Bundesschlüsse.

§ 31.

Die Bundesschlüsse werden den Kreisvorstehern vom ersten Bundesrathe zugeschickt. Diese theilen sie den Ständen ihres Kreises mit, fordern sie auf, denselben Genüge zu leisten, und üben die gehörige Aufsicht über die Befolgung aus.

§ 32.

Jedoch steht denselben keineswegs, weder bei dem § 30 a, noch bei dem § 31 erwähnten Falle, die Befugniss zu, wenn diese Befolgung von einem Kreisstande verabsäumt oder verweigert wird, für sich die Vollziehung zu erzwingen. Sie haben vielmehr in einem solchen Falle die Sache vorher dem ersten Bundesrathe anzuzeigen, und seine Entschliessung und Aufträge darüber abzuwarten. Dasselbe findet in demjenigen Falle statt, wo die Kreisvorsteher Verletzung des Bundesvertrages, bei einem der Stände des Kreises wahrnehmen. Nur bei Militär-Angelegenheiten und

16*

auch da nur in dringenden Fällen sind die Kreisvorsteher ermächtigt, ohne Zuziehung des ersten Bundesraths, auf ihre eigene Verantwortlichkeit zu nöthigenden Maasregeln zu schreiten, jedoch alsdann auch verbunden, dem Rathe jedesmal sogleich Kenntniss davon zu geben, und die Gründe ihres Verfahrens ausführlich auseinander zu setzen.

2) In Absicht auf das Kriegswesen.

§ 33.*)

Dieser ganze Abschnitt bleibt der Bearbeitung des Militär-Comité überlassen.

3) In Absicht auf die Rechtspflege.

§ 34.**)

Diejenigen Staaten, welche weniger als 300000 Einwohner zählen, besitzen nicht das Recht der dritten Instanz.

Wenn von mehreren Zweigen desselben Fürstenstammes, einige die Zahl von 300000 erreichen, andere aber nicht, so schliessen sich die letzteren an einen der ersteren in Ansehung der Rechtspflege in dritter Instanz an. Wenn hingegen zwar keiner einzeln, allein alle zusammengenommen, die erwähnte Volkszahl erreichen, so steht es ihnen frei, gemeinschaftlich einen obersten Gerichtshof zu bilden.

**) = § 32 des 2. Entwurfs.*

***) Hierfür im 2. Entwurf: 4) In Absicht auf die Rechtspflege.*

§ 30.

Diejenigen Staaten, welche weniger als 300000 Einwohner zählen, besitzen nicht für sich das Recht der dritten Instanz, sondern müssen solche gemeinschaftlich mit andern, sich im gleichen Falle befindenden bilden. Es werden daher folgende oberste Gesammtgerichte mit folgenden Sprengeln angeordnet.

(Hier ist die genaue Bestimmung derselben einzuschalten.)

§ 34.

Diese Gesammtgerichte stehen gemeinschaftlich unter den Regierungen, für welche sie angeordnet werden. Jede derselben ernennt eine verhältnissmässige Zahl von Mitgliedern derselben, und die Richter sprechen zwar allemal im Namen des Gesammtgerichts, allein jedesmal nach den, in demjenigen Lande, von dessen Gerichte appellirt worden ist, geltenden Gesetzen. Es versteht sich zugleich von selbst, dass übrigens zwischen den Beisitzern der verschiedenen Staaten und

§ 35.

Um den, im vorigen § bezeichneten Staaten eine dritte Instanz zu verschaffen, werden dem obersten Gerichtshofe der Kreisvorsteher Beisitzer von denselben zugeordnet, und er bildet alsdann, in dieser erweiterten Gestalt, ein gemeinschaftliches Kreisgericht. Die Zahl dieser von den Staaten, welche die Bevölkerung von 300000 Seelen nicht erreichen, zu ernennenden Beisitzer, wird nach den Ortsverhältnissen für jeden Kreis besonders,*) und zwar dergestalt bestimmt, dass auf 50000 Seelen ein Beisitzer kommt.

§ 36.

Dies so gebildete Kreisgericht spricht natürlich nur in denjenigen Angelegenheiten, welche aus den Ländern der Kreisstände an dasselbe gelangen; nicht in denjenigen, welche die eigenen Unterthanen des Kreisvorstehers betreffen. In jenen dagegen, nehmen alle Beisitzer gleichen Antheil an allen Arbeiten, ohne Unterschied des Landes, von welchem die Appellationen eingesandt worden sind.

§ 37.**)

Das Kreisgericht spricht in den aus den § 34 erwähnten Kreisländern an es kommenden Sachen, nach den in diesen geltenden Gesetzen.

---

diesen, alle Anhänglichkeit Verbindung aufhört, und die Beisitzer nur dem Gerichte selbst angehören.

§ 35.

Alle sechs Jahre sollen die Gesammtgerichte die zu ihren Gerichtssprengeln gehörenden Gerichte visitiren lassen. Bemerken sie in der Justizverwaltung irgend eine Unregelmässigkeit, so sind sie verpflichtet, zu deren Abstellung die nach der Lage der Sachen erforderlichen Einleitungen zu treffen.

§ 36.

So wie die Gesammtgerichte mit ihren Sprengeln bestimmt sind, wird von Commissarien der zu jedem gehörenden Regierungen, eine Verfassung und ein Reglement für dasselbe, mit besonderer Beziehung auf den nach Ortverhältnissen zu bestimmenden Antheil der verschiedenen Staaten davon entworfen, und der Bundesversammlung zur Bestätigung vorgelegt. Diese nimmt diese vorge-

---

*) *Fehlt im eigenhändigen Entwurf.*

**) *Im eigenhändigen Entwurf heißt der §: „Wenn das Kreisgericht Unregelmässigkeiten in dem Verfahren der Gerichte, von welchen die Appellation in letzter Instanz an dasselbe kommt, bemerkt, so ist es befugt Justizvisitationen bei gedachten Gerichten vornehmen zu lassen; § 38 entspricht dem jetzigen 37. §.*

§ 38.*)

Alle Jahre sollen die Kreisgerichte die zu ihrem Gerichtssprengel gehörigen Gerichte visitiren lassen. Bemerken sie in der Justizverwaltung irgend eine Unregelmässigkeit, so sind sie verpflichtet, zu der Abstellung die nach der Lage der Sache erforderlichen Einleitungen zu treffen.

§ 39.

Die in denjenigen Ländern, deren Regierungen das Recht der dritten Instanz nicht besitzen, abgefassten peinlichen Erkenntnisse, müssen gleichfalls den Kreisgerichten in zweiter Instanz vorgelegt werden. Die alsdann von denselben bestimmten Strafen, kann die Landesregierung zwar lindern, oder erlassen, aber nicht schärfen.

Verhältniss der Kreisvorsteher, als Directoren der Kreisversammlung.

§ 40.

Die Kreisversammlungen bestehen aus allen Kreisständen, unter Vorsitz des Kreisvorstehers. Kreisstände sind alle diejenigen Regierungen, welche Länder in dem Kreise besitzen, und mit einer Viril oder Curiat-Stimme in dem Bundesrathe begabt sind.

Zu denselben gehören namentlich alle mediatisirte Reichsstände, welche ehemals auf dem Reichstage eine Viril- oder Curiat-Stimme führten. Dieselben üben aber auch in den Kreisversammlungen nur Gesammtstimmen aus, deren Zahl in jedem Kreise besonders festgesetzt wird.

---

schlagenen Entwürfe gleich andern Bundesgesetzen in Berathung, und so wie sie in beiden Räthen entweder bestätigt oder modifizirt werden, behalten sie verbindliche Kraft für die Staaten, welche sie vorgeschlagen haben, und können von denselben nicht wieder ohne vorhergängige Zustimmung der Bundesversammlung eine Abänderung erleiden.

§ 37.

Die in denjenigen Ländern, deren Regierungen das Recht der dritten Instanz nicht besitzen, abgefassten peinlichen Erkenntnisse müssen gleichfalls den Gesammtgerichten in zweiter Instanz vorgelegt werden. Die alsdann von denselben bestimmten Strafen kann die Landesregierung zwar lindern, ändern und erlassen, aber nicht schärfen.

---

*) *Im zweiten Entwurf fallen die §§ 38—44 fort.*

§ 41.

Die Kreisversammlungen werden jährlich, zwei Monate vor der Zusammenkunft des zweiten Bundesrathes, in der Hauptstadt des Kreises gehalten. Der Kreisvorsteher kann dieselben auch ausserordentlich zusammenberufen.

§ 42.

Die Folge ihrer Sitzung, und der des Bundesrathes, dient dazu, die in den einzelnen Theilen Deutschlands bemerkten Gesetzbedürfnisse zu einer allgemeinen Berathung vorzubereiten. Ihr Wirkungskreis dehnt sich daher theils auf diejenigen Gegenstände aus, welche, als bloss den einzelnen Kreis betreffend, zur Wohlfahrt desselben festgesetzt, angeordnet und ausgeführt werden sollen, theils auf solche, über die man für gut hält, sich unter einander zu vereinigen, um ihre Ausführung in ganz Deutschland in Vorschlag zu bringen.

§ 43.

Der Kreisvorsteher übt, seines Vorsitzes ungeachtet, kein weiteres Vorrecht in der Kreisversammlung aus. Er hat nur eine Stimme darin, und die Beschlüsse werden nach Mehrheit der Stimmen gefasst. Falls dieselben gleich sind, so entscheidet die des Kreisvorstehers.

§ 44.

Die Vollziehung der Kreisschlüsse gehört zu dem Wirkungskreise des Kreisvorstehers. Er ist jedoch hierbei nicht befugt zu nöthigenden Maassregeln zu schreiten; es müssten denn gleich bei Fassung der Beschlüsse Strafen festgesetzt seyn, welche alsdann als Conventional-Strafen anzusehen sind.

Glaubt er in dringenden Fällen weiter gehen zu müssen, so ist er verpflichtet, die Genehmigung des Bundes einzuholen.

Verhältniss der einzelnen Staaten zu dem Bunde.

Allgemein.

§ 45. (3)*)

Indem die Bundesglieder zur Erreichung des § 2 angegebenen Zweckes zusammentreten, behalten sie alle und jeder den vollen

*) = *§ 26 des zweiten Entwurfs.*

und freien Genuss ihrer Regierungsrechte, in so weit selbige nicht durch den im § 2 bestimmten Zweck eingeschränkt, und diese Einschränkungen in der Bundesurkunde namentlich ausgedrückt sind.

Insbesondere, und zwar

1) in Absicht auf das Verhältniss zum Auslande.

§ 46. (21)*)

Um zu verhindern, dass ein einzelner Bundesstaat die Sicherheit Deutschlands in Gefahr bringe, verpflichten sich die sämmtlichen Mitglieder des Bundes, sie mögen Staaten ausserhalb Deutschland besitzen, oder nicht, keine Verbindungen mit Auswärtigen einzugehen, die gegen den ganzen Bund, oder einzelne Mitglieder desselben gerichtet sind, oder dem ganzen Bunde oder dessen einzelnen Mitgliedern unmittelbar oder mittelbar gefährlich werden könnten; diese Verbindungen mögen auf Krieg oder Frieden, oder Subsidien, oder was immer für eine Hülfeleistung Bezug haben. Uebrigens bleibt die Befugniss der Mitglieder, Verträge zu schliessen, uneingeschränkt; dieselben verpflichten sich jedoch, den Bund von denjenigen in Kenntniss zu setzen, welche auf Krieg, Frieden, Subsidien, oder jede andere Art von Hülfeleistung Bezug haben.

2) In Absicht auf die Erfüllung des Bundesvertrags und der Bundesschlüsse.

§ 47.**)

Jedes Mitglied des Bundes macht sich verbindlich, sowohl den Bundesschlüssen, als den rechtskräftigen Urtheilen der Austrägal-Instanz und des Bundesgerichts, unbedingt Folge zu leisten, so wie ihm dieselben in gesetzlicher Form mitgetheilt werden.

§ 48.***)

Jedem Mitgliede steht es frei, dem ersten Rath Anzeige von denjenigen Fällen zu machen, in welchen es Verletzungen dieser Verbindlichkeit wahrnimmt.

---

*) = *§ 27 des 2. Entwurfs.*

**) = *§ 28 des 2. Entwurfs.*

***) = *§ 29 des 2. Entwurfs. Dann folgen*

§ 30.

Wenn eine solche Uebertretung stattfindet, so ist es die Pflicht des ersten Raths, einem Bundesgliede die Untersuchung derselben aufzutragen, und hierzu

§ 49.

Der erste Rath untersucht alsdann die angebrachten Beschwerden, mit oder ohne Zuziehung des Kreisobersten, *) welchem er, wenn er es nöthig findet, einen zweiten beiordnen kann.*)

3) In Absicht des Kriegswesen.

§ 50.

Hierüber ist schon § 33 das Nöthige verfügt.

4) In Absicht auf die Rechtspflege.

§ 51.

Die hierher gehörenden Bestimmungen sind bereits § 34—39 enthalten.

5) In Absicht auf die Beiträge zu den Bundeskosten.

§ 52.**)

Die Kosten des Bundes, werden gemeinschaftlich von allen Mitgliedern zusammengeschossen. Dieselben tragen in folgenden Verhältnissen dazu bei:

(Hier ist das Verhältniss einzuschalten.)

§ 53.

Ueber die gewöhnlichen Ausgaben des Bundes wird, sobald die Bundesversammlung constituirt ist, von beiden Räthen ein Etat gefertigt. Erhöhungen dieses Etats, oder ausserordentliche

---

dasjenige auszuwählen, von dem sich die parteilose Prüfung der Sache und die sicherste Abhülfe erwarten lässt. Er ertheilt in diesem Falle diesem Mitgliede eine bestimmte Instruction, und schreibt ihm insbesondere genau vor, ob dasselbe nach genommener Rücksprache mit demjenigen, welchem die Uebertretung zur Last fällt, sogleich, wo es nothwendig ist, zu Vollstreckungsmassregeln schreiten oder erst an ihn hinüber berichten soll.

§ 31.

Derjenige, an welchen ein solcher Auftrag ergeht, kann sich nicht weigern ihn zu vollziehen; er handelt aber durchaus nur als Beauftragter des Bundes und in seinem Namen, und ist demselben für jede Ueberschreitung der Grenzen seines Auftrags verantwortlich.

* *Im ersten Entwurf § 48 heißt es statt dessen: „und verfügt die erforderlichen Mittel denselben abzuhelfen, und künftige Uebertretungen zu verhüten. Er bedient sich hierbei der Hülfe des Kreisobersten, welchem er, wenn er es nöthig findet, einen zweiten beiordnen kann."*

** *Im zweiten Entwurf § 38. 39. 40 = obigen § 52. 53. 54.*

Ausgaben, können nur unter Zustimmung beider Räthe gemacht werden. Bloss in dringenden Fällen kann der erste Rath mit Einwilligung des Ausschusses des zweiten Rathes, ohne die Zusammenkunft dieses abzuwarten, damit vorschreiten.

§ 54.

Die Ausgaben selbst werden unter Aufsicht des ersten Raths besorgt, und berechnet, und die Rechnungen alljährlich dem zweiten zur Prüfung vorgelegt. Die Beiträge der Bundesglieder werden unter Autorität des ersten Raths eingezogen, welcher, wo es nöthig, dabei eben so, wie bei Vollstreckung der Bundesschlüsse, verfährt.

Verhältniss der mittelbar gewordenen ehemaligen Reichsstände insbesondere.

§ 55.*)

Die mittelbar gewordenen ehemaligen Reichsstände, welche auf dem Reichstage Sitz und Stimme hatten, sollen jetzt Gesammtstimmen in dem zweiten Bundesrathe und auf den Kreisversammlungen ausüben, allein zugleich in engerem, in nachstehenden §§ näher bestimmten, und unter den Schutz und die Garantie des Bundes gestellten Verhältniss zu grössern Staaten stehen.

§ 56.

Wenn mittelbar gewordene Fürsten oder Grafen Besitzungen, welche auch in dem ehemaligen teutschen Reiche als unmittelbar anerkannt wurden, in mehr als einem Kreise haben, so geniessen sie in jedem der Rechte der Kreisstände, ohne dass dieses jedoch in ihrer Gesammtstimme im zweyten Bundesrath eine Aenderung hervorbringt.

§ 57.

Diejenigen, deren Besitzungen zu noch gegenwärtig bestehenden Regierungen geschlagen worden, und von denselben auch durch die gegenwärtigen Gebietsveränderungen nicht getrennt worden sind, geniessen in dem Staate, zu welchem sie gehören, folgende Rechte.

§ 58.

Sie machen in ihrer Verpflichtung und ihrem Rechte, geborene Vertreter ihrer Angehörigen und Unterthanen zu seyn, als

*) *Im zweiten Entwurf § 41—44 = obigen § 55—59.*

Standesherren, die ersten Landstände der Staaten aus, zu welchen sie gehören.

§ 59.

Als solchen Standesherren sichert ihnen der gegenwärtige Bundesvertrag ferner alle diejenigen, ihre Personen, Familien und Besitzungen betreffenden Rechte zu, welche mit den Regierungsrechten der Staaten, welchen sie angehören, vereinbar sind, es mögen solche bisher in diesen Staaten mittelbaren Unterthanen zugestanden haben, oder nicht.

Namentlich sollen sie

§ 60.*)

1) unbeschränkte Freiheit für sich und ihre Familien geniessen, ihren Aufenthalt, nach Gutdünken, in jedem, mit dem Bunde in Frieden lebenden Staate zu nehmen, und in Kriegs- und Civildienste jeder teutschen Macht zu gehen.

§ 61.**)

2) des Vorzugs, nach den Grundsätzen der frühern deutschen Verfassung, über ihre Güter und Familienverhältnisse selbständig für ihre Nachkommenschaft verbindliche Verfügungen zu treffen, theilhaftig bleiben. Alle Gesetze und Verordnungen, wodurch die auf Verträgen und andern rechtlichen Titeln beruhenden Primogenitur- und Familien-Einrichtungen aufgehoben, die Stammguts-Eigenschaft der Familienbesitzungen vernichtet, und das alte Familien-Gut der Disposition des gemeinen Rechts unterworfen worden ist, sind ausser Wirkung gesetzt.

§ 62.

3) Es wird ihnen das Eigenthum der Fürstenthümer, Graf- und Herrschaften, über welche der pariser Vertrag vom 12. Julius 1806***) in Bezug auf Souverainetät disponirt hat, mit allen daraus herzuleitenden Ausflüssen garantirt.

Keine Regierung, sie müsste denn auf Bestandtheile dieser Besitzungen frühere besondere Ansprüche haben, kann die Beibringung der Erwerbstitel verlangen, und wenn der Fiscus auf einen oder den andern Gegenstand rechtliche Ansprüche vorbringen

*) *Im zweiten Entwurf § 45 = obigen § 60 mit Weglassung der letzten Worte: im Kriegs- und Civildienst etc.*

**) *Im zweiten Entwurf § 46—51 = obigen § 61—66.*

***) *Die Rheinbundsacte.*

zu können vermeint, so soll er solches nur im ordentlichen Weg und vor den competenten Richtern thun können.

§ 63.

4) Die mittelbar gewordenen ehemaligen Reichsstände behalten zwar da, wo ihnen solche im ehemaligen Deutschen Reiche zugestanden hat, die Rechtspflege in zwei Instanzen, jedoch nur alsdann, wenn ihre mit einer derselben Regierung verbundenen Besitzungen eine Bevölkerung von wenigstens 20 bis 25000 Seelen in sich fassen. Wo dies nicht der Fall ist, steht ihnen nur das Recht Einer Instanz zu. Jedoch können mehrere zu demselben Familienstamme gehörende Häuser, wenn zugleich ihre Besitzungen an einander liegen, ihre Unterthanen zur Bildung einer gemeinsamen zweiten Instanz zusammenzählen. Die Rechtspflege in den Besitzungen der ehemaligen Reichsstände ist aber immer den Gesetzen und der Aufsicht der obersten Justiz-Behörde des Landes, zu welchem sie gehören, unterworfen.

§ 64.

5) Die Ausübung der Polizei unter denselben Einschränkungen.

§ 65.

6) Die Steuern betreffend, so stehen zwar

a) alle Steuern, welche verfassungsmässig am 12. Julius 1806 in die Landes- und Contributions-Kassen flossen, den die höhern Regierungsrechte ausübenden Fürsten zu, hingegen verbleiben alle solche, welche zur Kategorie der directen und indirecten Steuern nicht zu zählen sind, den Mediatisirten.

b) die Mediatisirten selbst, sind den ausserordentlichen Landessteuern, gleich den übrigen Unterthanen, unterworfen.

c) Auch geniessen sie keiner Exemtion von den ordentlichen Landessteuern; jedoch ist das Quantum, mit welchem sie zu letzteren beitragen sollen, schon vor der Organisation der Stände, nach einem richtigen Verhältnisse zwischen den Steuern und dem reinen Einkommen, aus dem zu besteuernden Gegenstande auszumitteln.

§ 66.

7) Zu den oben erwähnten, zur Kategorie der directen und

indirecten Steuern nicht gehörigen, und daher den Mediatisirten verbleibenden Renten, werden namentlich gezählt:

a) Die sogenannten Lehen- und Herrenrechte, die Frohnen, Zinsen, Gülten, und andere grundherrlichen Abgaben.

Die über die Abschaffung solcher Gerechtsame etwa erlassenen Gesetze werden, jedoch dergestalt, ausser Kraft gesetzt, dass da, wo die Ablösung wirklich erfolgt ist, es bei dem getroffenen Abkommen sein Bewenden haben soll. Glaubten sich jedoch ehemalige Reichsstände durch geschehene Ablösung in ihren Rechten verletzt, so steht es ihnen frei, binnen sechs Monaten von Unterzeichnung des Bundesvertrags an, rechtliche Hülfe deshalb nachzusuchen.

b) Gleich dem übrigen Eigenthum, wird das der Waldungen, die Forstpolizei und Bestrafung der Waldfrevel, so wie der Aufsicht über die Gemeinde- und Unterthanen-Waldungen, den Mediatisirten zugesichert.

c) Auch bei dem Besitz der Zehnt-Gerechtsame, so wie sie solche bis jetzt besessen haben, werden sie ferner geschützt.

Und der Rott- oder Neubruch-Zehnt in den mediatisirten Distrikten, wird ihnen von der bisher vorgenommenen Ausrottung, und den künftigen, in so lange verbleiben, bis etwa dieses Recht durch die Gesetzgebung ganz aufgehoben werden sollte.

d) Auch die Bergwerke gehören zu dem Eigenthum der ehemaligen Reichsstände. Was sie an solchen in ihren Gebieten besitzen, verbleibt ihnen, und zwar frei von allen Bergzehnten.

Der Bau neuentdeckter, so wie die Ertheilung der Schürfscheine, gehört nicht zu den höheren Regierungsrechten der Landesfürsten, auch können diese nicht neue Bergwerke mit einer andern Abgabe, als der gewöhnlichen Steuer belegen. Jedoch müssen die Mediatisirten nicht nur, bei dem Betrieb ihrer Bergwerke, die allgemeinen Bergwerks-Anordnungen genau befolgen, und sich der Oberaufsicht auf den Betrieb, und den Anordnungen des Staats zum Besten desselben fügen, sondern auch bei allen Erzeugnissen derselben der

Landesregierung das Verkaufsrecht zu den laufenden Preisen einräumen.

e) Wenn ehemaligen Reichsständen durch den Reichsdeputations-Recess Zölle zur Entschädigung angewiesen sind, so sollen ihnen dieselben entweder verbleiben, oder sie eine Schadloshaltung dafür empfangen.

§ 67.

8) Die mittelbar gewordenen ehemaligen Reichsstände behalten das Recht der Besetzung der Pfarr- und Schulstellen, der Aufsicht über ihr Kirchen- und Schulwesen, und die Verwaltung des Vermögens ihrer Kirchen und milden Stiftungen durch eigene Behörden, jedoch immer unter Befolgung der Landesgesetze, und unter der Leitung der obersten Kirchen- und Schulbehörden.

§ 68.

9) Als Ehrenrechte sollen den mediatisirten vormaligen Reichsständen insbesondere zustehen:

a) Der persönliche Gerichtsstand bei der höchsten Gerichtsstelle des Landes, so fern andere von Adel und der Fiskus dieses Vorrechtes geniessen.

b) Der privilegirte Gerichtsstand der den obersten Landesgerichten unmittelbar untergeordneten (schriftsässigen) Vasallen als Real-Forum.

c) Das Recht der Austrägal-Instanz in peinlichen Fällen, welches jedoch nur die Häupter der Familie geniessen.

d) Die Ertheilung des Prädikats: Herr in allen Ausfertigungen der Landes-Collegien.

e) Das Kirchengebet.

f) Das Trauergeläute bei Sterbefällen in der Familie des Mediatisirten.

§ 69.

Diejenigen mittelbar gewordenen vormaligen Reichsstände, deren Besitzungen zu nicht mehr bestehenden Regierungen geschlagen worden, oder von den noch bestehenden, zu welchen sie gehörten, getrennt worden sind, werden in folgendes Verhältniss mit denjenigen Staaten gesetzt, mit welchen sie gegenwärtig vereinigt werden.

§ 70.*)

Sie gehören nicht zu den Landständen, sondern bleiben, als eigene Kreisstände, für sich bestehen.

§ 71.**)

Sie können aber keine eigenen Truppen halten, sondern ihre Unterthanen sind der Militär-Conscription des Staats unterworfen. Jedoch steht ihnen frei, Ehrenwachen zu halten.

§ 72.***)

In Absicht der Rechtspflege treten sie, wenn sie ehemals zwei Instanzen gehabt haben, und ihre Besitzungen eine Volkszahl von 20 bis 25000 Seelen erreichen, in das Verhältniss derjenigen Kreisstände, welchen das Recht der dritten Instanz nicht zusteht, und ernennen Beisitzer zu den Kreisgerichten, †) im Verhältniss der Zahl ihrer Unterthanen.

Die von ihren Gerichten gefällten peinlichen Erkenntnisse, sind gleichfalls der Revision der Kreisgerichte in zweiter Instanz unterworfen; allein die alsdann erkannte Strafe kann von ihnen gelindert, oder erlassen werden.

Haben sie im ehemaligen Reiche nur das Recht einer Instanz gehabt, oder enthalten ihre Besitzungen nicht eine Volkszahl von 20 bis 25000 Seelen, so müssen ihre Unterthanen in der zweiten bei den Gerichten des Staats, mit dem sie verbunden sind, Recht nehmen, und es steht ihnen bei peinlichen Erkenntnissen nicht das Recht der Begnadigung zu.

---

*) *Im zweiten Entwurf statt dieses § 70 — § 55: „Sie sind gleichfalls Standesherren, die ersten Stände der Staaten, mit dem sie verbunden werden.“*

**) *Im zweiten Entwurf § 56 = obigen § 71 ohne das Wort „aber“ im Eingang.*

***) *Im zweiten Entwurf statt dieses § 72 — § 57: In Absicht der Rechtspflege werden sie unter Oberaufsicht des Staats gestellt, und ihre Unterthanen nehmen, je nachdem ihre Besitzungen die Volkszahl von 20—25000 Seelen erreichen oder nicht, in der letzten oder den beiden oberen Instanzen, bei den einschlagenden Gerichtshöfen des Staates Recht. Ebenso müssen auch die peinlichen Erkenntnisse ihrer Gerichte, dem peinlichen Gericht des Staates in zweiter Instanz vorgelegt werden. Jedoch bleibt denjenigen, welche zwei eigene Instanzen besitzen, das Recht, die alsdann bestimmte Strafe zu erlassen, oder zu lindern.*

†) *Im ersten Entwurf heisst es: „im Verhältniss der Sammtstimmen, welche sie in den Kreisversammlungen führen“ und der folgende Absatz bis „erlassen werden“ fehlt.*

§ 73.*)

Alle allgemeine polizeiliche Münz-, Bergwerks- und Handelsverordnungen des Staats, gelten auch für ihre Unterthanen und Besitzungen; sie besorgen aber überall die Ausführung durch ihre Behörden. Eben so nehmen sie dasselbe Gesetzbuch und dasselbe processualische Verfahren mit dem Staate an, so wie gleichfalls dieselben allgemeinen kirchlichen und Schuleinrichtungen.

§ 74.

Ihre Unterthanen werden eben so wie die Unterthanen des Staats besteuert. Die directen Steuern verbleiben den Mediatisirten und werden von ihnen erhoben; die indirecten hingegen zieht der Staat, und lässt sie durch seine Behörden erheben. Von ihren Domanial-Besitzungen erlegen die Mediatisirten keine Steuern, können sich dagegen von der Theilnahme an ausserordentlichen, zum Behufe oder in Folge eines Krieges ausgeschriebenen Steuern nicht ausschliessen.

§ 75.**)

Die in den §§ 71—74 aufgeführten Ausnahmen abgerechnet, steht ihnen aber übrigens der Genuss aller Rechte zu, welche sie ehemals auf ihren Besitzungen ausübten, dieselben mögen zu den Regalien gerechnet werden, oder nicht.

Nur bleibt dem Staat das, § 66 d festgesetzte Vorkaufsrecht der Bergwerkserzeugnisse vorbehalten.

§ 76.***)

Die ehemals unmittelbare Reichsritterschaft tritt, als erster Landstand, in das Recht der Landstandschaft ein.

---

*) *Im zweiten Entwurf § 58. 59 = obigen § 73. 74.*

**) *Im zweiten Entwurf § 60 = obigen § 75; nur statt § 71—74 legatur § 56—59; und statt § 66 d legatur § 51 d. — Statt obigen § 76 folgt § 61: „Die ehemals unmittelbare Reichsritterschaft geniesst gleichfalls das Recht der Landstandschaft, und nimmt unter den Landständen ihre Stelle unmittelbar nach den § 41 erwähnten mittelbar gewordenen ehemals mit dem Stimmrecht auf dem Reichstage begabten Reichsständen ein.“ Außer allen den übrigen etc. gleichlautend, nur sub a statt § 61 legatur § 46.*

***) *§ 76—81 fehlen im eigenhändigen Entwurf.*

Ausser allen den übrigen, dem Adel in denjenigen Ländern, zu welchen sie gehört, zustehenden Rechten, geniesst sie:

a) der Autonomie in ihren Familien-Verhältnissen nach den in § 61 enthaltenen Bestimmungen;
b) des privilegirten Gerichtstandes; und
c) der nach der allgemeinen Landesverfassung modificirten Patrimonial-Gerichtsbarkeit auf ihren Gütern.

Die beiden Rechte ad b und c stehen derselben auch da zu, wo dieselben sonst mittelbaren Unterthanen nicht eingeräumt werden.

§ 77.*)

Sie ist den ausserordentlichen und ordentlichen Steuern unterworfen; jedoch müssen die letztern in ein richtiges Verhältniss mit dem dermaligen Einkommen der Güter gesetzt werden.

§ 78.

Alle Lehnsverbindung, mit welcher ihre Güter beschwert sind, werden in Absicht des dominii directi, und so viel es unbeschadet der Rechte der Agnaten geschehen kann, hierdurch aufgehoben, und das Gleiche findet auch bei den Lehen der ehemals mit Stimmrecht begabten Fürsten und Grafen statt.

§ 79.**)

Es versteht sich übrigens von selbst, dass die Verfügungen der §§ 76—78, in sofern sie die liegenden Gründe betreffen, nicht auf solche Güter ausgedehnt werden können, welche Mitglieder der unmittelbaren Reichsritterschaft nur als mittelbare Güter besitzen.

Verhältniss der einzelnen teutschen Staaten gegen einander.

§ 80. (14)***)

Die Bundesglieder ohne Ausnahme machen sich verbindlich, einander unter keinerlei Vorwand zu bekriegen, oder ihre Streitig-

*) *Im zweiten Entwurf § 62. 63 = §§ 77. 78.*

**) *Im zweiten Entwurf § 64 = obigen § 79; nur statt §§ 76—78 legatur § 61—63.*

***) *Im zweiten Entwurf § 65 u. 66 = obigen §§ 80. 81; nur im ersteren statt 103—108 legatur § 89—94.*

keiten durch Gewalt zu behaupten, den Fall der Nothwehr ausgenommen. Sie wollen vielmehr, wenn Streitigkeiten entstehen, solche auf die Weise entscheiden lassen, welche § 103—108 näher angegeben ist.

§ 81.

Dagegen verpflichten sich sämmtliche Bundesglieder, ebenfalls ohne Ausnahme, einander gegen auswärtige Gewalt mit allen ihren Kräften und Mitteln beizustehen.

Verhältniss der einzelnen teutschen Staaten zu ihren Unterthanen.

§ 82.*)

In allen teutschen Staaten soll entweder die schon vorhandene ständische Verfassung erhalten, oder eine neue eingeführt werden.

§ 83.

Die Art der Einrichtungen derselben steht jedem Staate frei, und richtet sich nach den Local-Verhältnissen und der bisherigen Verfassung jedes Landes.

Es dürfen aber in Absicht der periodischen Versammlungen der Stände, des Rechts der Regierung, sie wieder auseinander gehen zu lassen, und des in Bezug auf die zwischen den Ständen und der Regierung nothwendigen Mittheilungen eingeführten Geschäftsganges, keine Bestimmungen gefasst werden, welche den Endzweck der Einrichtung ganz, oder grösstentheils vereiteln würden.

§ 84.

Die eingerichtete Verfassung wird dem Bunde vorgelegt, und befindet sich, so wie dies geschehen, unter dem Schutze desselben, wird von ihm vertreten, und kann nicht, ohne Zustimmung der Stände und neue Mittheilung an den Bund, abgeändert, oder aufgehoben werden. Dasselbe gilt von allen, nachher zwischen den Landesherren und Ständen geschlossenen Verträgen.

§ 85.

Unabhängig von der Verschiedenheit landständischer Verfassungen in den einzelnen Ländern, besitzen alle teutsche Stände folgende Rechte:

---

*) *Im zweiten Entwurf § 67—74 = obigen § 82—89.*

a) Das der Mitberathung, bei Ertheilung neuer, allgemeiner, die persönlichen und Eigenthumsrechte der Staatsbürger betreffenden Gesetze.

§ 86.

b) Das der Bewilligung bei Einführung neuer Steuern, oder bei Erhöhung der schon vorhandenen.

§ 87.

c) Das der Beschwerdeführung über Missbräuche oder Mängel in der Landesverwaltung, worauf ihnen die Regierung die nöthige Erklärung darüber nicht verweigern darf.

§ 88.

d) Das der Schützung und Vertretung der eingeführten Verfassung, und der durch dieselbe und durch den Bundesvertrag gesicherten Rechte der Einzelnen, bei den Landesherren und bei dem Bunde.

§ 89.

Alle Mitglieder des Bundes machen sich verbindlich, jedem ihrer Unterthanen folgende Rechte, als solche, deren jeder Teutsche geniessen muss, unverbrüchlich einzuräumen:

a) die Freiheit ungehindert und ohne Entrichtung irgend einer Abgabe, in jeden andern zum Bunde gehörenden Staat auszuwandern.

Hiervon wird bloss der Austritt in aufrührerischen Absichten, wie bei Zusammenrottirungen von Handwerkern, der um der Untersuchung eines Verbrechens zu entgehen, und der um sich der Kriegspflicht zu entziehen, ausgenommen. In dieser letztern Rücksicht ist jedoch jeder zum Kriegsdienst, sey es im stehenden Heere, oder in der Landwehr, Verpflichtete, nur von seinem 18. bis 25. Jahre, ohne erhaltenen Abschied, in seinem Vaterlande zu bleiben verbunden. Während eines Krieges, hört alles Auswanderungsrecht für jeden zu irgend einer Art der Vaterlands-Vertheidigung Verpflichteten auf.

§ 90.*)

b) Die Freiheit in Civil- oder Kriegsdienste eines andern Bundesstaates zu treten. Bei diesem § gelten dieselben Einschränkungen, welche bei § 89 bemerkt sind.

*) *Im zweiten Entwurf § 75 = obigen § 90, nur statt § 89 legatur § 74.*

§ 91.*)

Solche, welche Unterthanen mehrerer Staaten zugleich sind, bleiben zwar für ihre Besitzungen und die darauf haftenden Realrechte, Unterthanen jedes der Staaten, in welchen diese Besitzungen liegen. Allein für ihre Person müssen sie sich erklären, wen sie als ihren Landesherren anerkennen wollen, und die Umänderung ihrer Erklärung steht ihnen nachher nur unter denselben Bestimmungen frei, welche nach § 89 das Recht der Auswanderung beschränken.

c) Die Freiheit, sich auf jeder deutschen Lehranstalt zu bilden.

Da das Studieren auf fremden Universitäten, nicht einer Auswanderung gleich zu stellen ist, so finden bei diesem § auch nicht die § 89 bemerkten Einschränkungen statt, sondern auch die zum Kriegsdienst verpflichteten jungen Leute brauchen Erlaubniss auf fremden Universitäten zu studiren, nur in so ferne nachzusuchen, als sie, den in ihren Ländern über den Kriegsdienst bestehenden Gesetzen nach, einer solchen Erlaubniss zu jeder wesentlichen Entfernung von ihrem Wohnort bedürfen.

Uebrigens ist es genug, wenn sie sich auf die an sie ergehenden Aufrufe unverzüglich stellen. In Absicht jener Erlaubniss, machen sich die Mitglieder des Bundes gegen einander verbindlich, dieselbe nicht zu erschweren, und nicht anders als in denjenigen Fällen zu verweigern, wo das Gleiche auch bei der Nachsuchung der Erlaubniss, eine gleich weit entfernte inländische Universität zu beziehen, geschehen würde.

§ 92.**)

d) Die gesetzmässige Freiheit und Sicherheit der Person, so dass keine dieselbe kränkende Verfügung getroffen werden kann, welche nicht genau mit den Landesgesetzen übereinstimmt, und durch den ordentlichen Richter verfügt wird.

§ 93.

e) Die Sicherheit des Eigenthums gegen jede Beeinträchtigung, und mithin auch gegen den Nachdruck.

---

*) *Im zweiten Entwurf § 76 = obigen § 91 erster Abschnitt, nur statt § 89 legatur § 74; und § 77 = obigen § 91 von c an „die Freiheit etc." statt § 89 legatur § 74.*

**) *Im zweiten Entwurf § 78–81 = § 92–95.*

§ 94.

Ueber den letzteren Gegenstand soll zwar ein eigenes organisches Gesetz gegeben werden; indess wird schon hier bestimmt, dass keine mit dem Privilegium eines deutschen Bundesstaats gedruckte Schrift, soll während der Lebenszeit des Verfassers, und während dreissig Jahre nach seinem Tode, innerhalb der Grenzen Deutschlands nachgedruckt werden können.

§ 95.

f) Die Freiheit, Beeinträchtigungen der persönlichen oder Eigenthumsrechte gegen Jedermann nach den Gesetzen vor dem ordentlichen Richter verfolgen, und wegen verweigerter, verzögerter, oder gesetzwidrig geübter Rechtspflege, Beschwerden bei dem Bunde führen zu können.

§ 96.*)

g) Auf die Verantwortlichkeit der Schriftsteller, oder falls diese nicht genannt sind, der Buchhändler oder Drucker gegründete, und mit der nöthigen polizeilichen Aufsicht auf die Herausgeber periodischer Schriften vereinbarte Pressfreiheit.

§ 97.**)

h) Gänzliche Aufhebung der Leibeigenschaft (worunter jedoch nicht blosse, an dem Besitze gewisser Grundstücke haftende Leistungen zu verstehen sind) wo solche noch vorhanden ist, mit allen aus derselben herfliessenden Rechten.

Bundesgericht.

§ 98.***)

Um in denjenigen Fällen, wo die Gerechtigkeit nur von dem Bunde selbst gehandhabt werden kann, dieselbe nach festen und unwandelbaren Grundsätzen auszuüben, und alle Willkühr und

*) *Im zweiten Entwurf § 82 lautet: „g) Auf die Verantwortlichkeit der Schriftsteller gegründete, und mit der nöthigen polizeilichen Aufsicht, auf die Herausgabe periodischer Schriften, vereinbarte Pressfreiheit."*

**) *Im zweiten Entwurf § 83 = obigen § 97.*

***) *Im zweiten Entwurf § 84–89 = obigen § 98–103.*

jeden persönlichen Einfluss davon auszuschliessen, wird ein beständiges Bundesgericht, welches in derselben Stadt, wie der Bundesrath, seinen Sitz hat, errichtet.

§ 99.

Dasselbe besteht aus ... Beisitzern, und alle mit Viril-Stimmen begabten Mitglieder des Bundes nehmen, nach folgender Bestimmung, an der Besetzung der Stellen darin Theil.

(Hier ist die namentliche Bestimmung einzuschalten.)

Das erstemal ernennen die Bundesglieder selbst, können jedoch nur solche Personen erwählen, welche schon Richterstellen in höheren Gerichtshöfen oder in Juristen-Facultäten wirklich bekleidet haben, oder bei angestellten Prüfungen zu denselben tauglich befunden worden sind. In der Folge aber wechselt, bei Erledigung von Beisitzerstellen, die Ernennung durch die Bundesglieder, mit der Wahl des Gerichts, zu welcher jedoch die Bundesmitglieder den Vorschlag machen, ab.

Bei der Ernennung wird der Ernannte dem Gericht angezeigt, und von demselben zur Prüfung zugelassen.

Bei der eigenen Wahl des Gerichts, werden demselben zwei Personen von dem oder den zu dem Vorschlage bei der erledigten Stelle Berechtigten präsentirt.

Dieses entscheidet sich, nach Mehrheit der Stimmen, für eine von beiden, unterwirft den also Gewählten einer Prüfung, und nimmt ihn, wenn derselbe die Prüfung besteht, in die Zahl seiner Mitglieder auf. Fällt die Prüfung ungünstig aus, so tritt der andere der beiden Vorgeschlagenen an die Stelle des untüchtig Befundenen. Besteht auch dieser die Prüfung nicht, so verlangt das Gericht neue Vorschläge von dem, oder den zur Besetzung Berechtigten, muss jedoch die Untauglichkeit der abgewiesenen Personen durch Mittheilung des Prüfungs-Protocolls darthun.

Dasselbe findet statt, wenn die Prüfung gegen einen von einem Bundesgliede wirklich Ernannten ausfällt.

Das untergeordnete Personal nimmt das Gericht selbst ohne Zuziehung des Bundes auf.

Da es noch zweifelhaft scheint, ob es nothwendig seyn wird, das Bundesgericht in verschiedene Senate zu theilen, so wird dieser Punct fürs erste hier übergangen.

§ 100.

Die Mitglieder des Bundesgerichts können ihrer Stellen bloss durch einen Urtheilsspruch des Gerichts selbst verlustig gehen. Doch ist Jeder befugt, Klage gegen sie auch bei dem Bunde zu erheben.

§ 101.

Das Präsidium in dem Bundesgerichte führt der Bundesrichter. Er wird von dem ersten Bundesrathe mit Zuziehung des Ausschusses des zweiten gewählt, und diese Wahl ist nicht an die Mitglieder des Gerichts gebunden.

§ 102.

Zur Befugniss des Bundesgerichts gehören nur zwei Arten von Rechtshändeln, nämlich:

a) die Streitigkeiten der unmittelbaren Bundesglieder unter einander;
b) die Klagen mittelbarer Personen gegen unmittelbare Bundesglieder, wegen Verletzung der innern Landesverfassung, und solcher in denselben gegründeten einzelnen Rechte, welche durch den Bundes- oder einen andern Staatsvertrag ausdrücklich zugesichert sind.

§ 103.

1. Streitigkeiten der unmittelbaren Bundesglieder unter einander.

Für diese Streitigkeiten giebt es zwei Instanzen:

a) die der Austräge;
b) die des ersten Bundesraths und des Bundesgerichts, jedes einzelnen oder beider verbunden.

Es hängt jedoch von der Uebereinkunft beider streitenden Theile ab, auf eine dieser beiden Instanzen Verzicht zu leisten, und sich entweder sogleich an den Bund zu wenden, oder im Voraus übereinzukommen, bei der Entscheidung der Austräge stehen bleiben zu wollen.

§ 104.*)

Bei Ergreifung der Austrägal-Instanz, schlägt der Beklagte dem Kläger drei unmittelbare Bundesglieder vor, aus welchen

*) *Im zweiten Entwurf § 90 = obigen § 104, schließt jedoch mit den Worten: „welche drei Instanzen in ihren Staaten haben" mit Weglassung der Worte: „oder eins der Kreisgerichte, oder einer Juristen-Facultät".*

dieser eines zum Richter auswählt. Der zum Richter gewählte Bundesstand, lässt sodann die Sache durch seinen obersten Gerichtshof entscheiden.

Es können jedoch zu Austrägal-Richtern auch solche Bundesglieder, welche drei Instanzen in ihren Staaten haben, oder eines der Kreisgerichte, oder eine Juristen-Facultät vorgeschlagen werden.

§ 105.*)

Beruhigen sich die streitenden Theile nicht bei dem Erkenntniss der Austrägal-Instanz, so geht die Sache an den ersten Bundesrath, wenn nicht beide Parteien übereinkommen, dieselbe dem Bundesgerichte zu übergeben.

§ 106.

Gelangt die Sache zum ersten Bundesrath, so untersucht derselbe, ob sie einer streng richterlichen Entscheidung fähig ist, oder mehr einer mit Rücksicht auf die Verhältnisse unabhängiger Staaten gegen einander (welche doch ihre Streitigkeiten von einer ihnen gleichen Behörde geschlichtet zu sehen fordern können) abgefasste schiedsrichterliche Entscheidung erheischt, und schlägt hiernach einen der folgenden beiden Wege ein,

a) sie entweder an das Bundesgericht zu verweisen,
b) oder sie mit Zuziehung des Ausschusses des zweiten Raths und einer solchen Anzahl von Beisitzern des Bundgerichts, dass die Bundesräthe die absolute Stimmenmehrheit haben, selbst zu entscheiden.

Verlangen beide Parteien gemeinschaftlich einen dieser Wege, so kann der Rath sich nicht entbrechen, ihrem Wunsche Genüge zu leisten.

§ 107.

Die Beisitzer des Gerichts, welche der erste Bundesrath sich zuordnet, hängen allein von der Bestimmung des Bundesgerichts, nicht von der des Raths ab.

§ 108.

So wie, bei nicht ergriffener Appellation, die Austrägal-Instanz, oder bei eingelegter, der erste Bundesrath oder das Bundesgericht gesprochen haben, ist das Urtheil rechtskräftig, und es findet kein weiteres Rechtsmittel dagegen statt.

---

*) *Im zweiten Entwurf § 91–100 = obigen § 105–114.*

§ 109.

2. Klagen mittelbarer Personen gegen unmittelbare Bundesglieder.

Diese Klagen finden bei dem Bundesgerichte nur dann statt,

1) wenn über die Verletzung der Verfassung, oder solcher in derselben gegründeten einzelnen Rechte, welche durch den Bundes- oder einen andern Staatsvertrag ausdrücklich zugesichert sind, Beschwerde geführt wird, und nachdem
2) vorher die gewöhnlichen Mittel Abhülfe zu erhalten, nach dem Inhalte des § 111*) vergebens angewendet worden sind.

§ 110.

Sie können daher gar nicht angestellt werden, bei blossen Forderungen mittelbarer Personen an ihren eigenen, oder einen fremden Landesherrn.

Diese müssen vielmehr bei dem ordentlichen Landesgerichte angebracht werden, das aber für solche Fälle seines Eides gegen seinen Landesherrn entbunden ist, und bloss auf die Vorschrift der Gesetze zu sehen hat.

Die Ausnahmen von diesem § sind in folgenden ad 3 namentlich bemerkt.

§ 111.

Klagen von der § 109**) beschriebenen Art können erhoben werden:

1) von den Landständen, als verfassungsmässig bestehendem Staatskörper;
2) von den mittelbar gewordenen ehemaligen Reichsständen gemeinschaftlich oder einzeln;
3) von einzelnen Unterthanen.

In allen diesen Fällen aber muss vorher nach § 109***) die Rechtshülfe bei dem Landesherrn selbst vergebens versucht worden seyn, und die Zuflucht zum Bundesgericht findet nur dann statt, wenn in dem einzelnen Staate, gegen welchen geklagt wird, das Recht verweigert, verzögert, oder in seinen gesetzmässigen wesentlichen Formen verletzt worden ist.

---

*) *Im zweiten Entwurf legatur § 97.*
**) *Im zweiten Entwurf legatur § 95.*
***) *Im zweiten Entwurf § 95 f.*

§ 112.

Wenn der Fall eintritt, dass das Bundesgericht ein Verfahren eines Landesgerichts, in Sachen der § 109*) beschriebenen Art, bei einer Klage über verletzte Gerichtsform für nichtig erklärt, und daher der streitige Gegenstand noch einmal entschieden werden muss, so schickt es die Sache zwar an das Gericht zurück, bei welchem die Nullität vorgegangen ist, schreibt ihm aber dabei vor, was es zur Verbesserung derselben thun soll.

§ 113.

Bei allen § 109*) erwähnten Klagen, findet gegen das Erkenntniss des Bundesgerichts kein ferneres Rechtsmittel statt.

Hier tritt die Frage ein, ob eine Eintheilung eines Bundesgerichts in zwei Senate und die Bestellung des zweiten, als Appellations-Senates, für Beschwerden dieser Art rathsam erscheint.

§ 114.

Das Bundesgericht entscheidet nach Mehrheit der Stimmen. Wenn Gleichheit derselben eintritt, entscheidet der Bundesrichter, welcher sonst keine Stimme hat.

§ 115.**)

Das Bundesgericht überschickt seine Erkenntnisse dem ersten Bundesrath zur Vollstreckung, welcher dieselbe nicht zu verweigern noch aufzuschieben befugt ist. Die Vollstreckung dieser Erkenntnisse, so wie der nach § 106 von ihnen selbst gefällten, geschieht durch die Kreisvorsteher nach den Bestimmungen der §§ 31 u. 32.

§ 116.***)

Beschwerden gegen das Bundesgericht selbst, können bei dem ersten Rath, als der ausübenden Macht des Bundes, welchem sein Gericht untergeordnet ist, angestellt werden. Sie können aber

*) *Im zweiten Entwurf legatur § 95.*

**) *Im zweiten Entwurf § 101 statt obigen § 115: „Das Bundesgericht überschickt seine Erkenntnisse dem ersten Bundesrath zur Vollstreckung, welcher dieselbe nicht zu verweigern, noch aufzuschieben befugt ist. Die Vollstreckung dieser Erkenntnisse, sowie der nach § 92 von ihm selbst gefällten, geschieht auf eben die Weise, wie nach § 30 Beschwerden gegen ein Bundesgericht abgeholfen werden soll.“*

***) *Im zweiten Entwurf § 102—105 = obigen § 116—119.*

nur Ueberschreitung der Befugnisse, Verzögerung der Sachen, und Verabsäumung der vorgeschriebenen Formen betreffen.

§ 117.

Bei jeder Berathung über Beschwerden dieser Art, muss der erste Rath den Ausschuss des zweiten mit zuziehen. Wird aber alsdann, nach vorhergegangener Untersuchung, die erhobene Klage für begründet erklärt, so steht dem ersten Rathe das Recht zu, dem entdeckten Missbrauch zu steuern, und dazu diejenigen Mittel anzuwenden, welche die Umstände nöthig machen. Der erste Rath kann in diesem Falle zu einer ausserordentlichen Untersuchung des Bundesgerichts durch Commissarien schreiten. Regelmässige Untersuchungen des Bundesgerichts werden auf die gleiche Weise vom ersten Bundesrath alle sechs Jahre angeordnet.

§ 118.

Die Mitglieder des Bundesgerichts stehen, die Dauer ihres Amtes hindurch, für ihre Person und ihre bei ihnen domicilirende Familie lediglich unter dem Bunde, und geniessen einer vollkommenen Freiheit, sowohl von dem Staate, in welchem der Sitz des Gerichts ist, als von denen, deren Unterthanen sie waren, ehe sie ihre Stelle erhielten. Persönliche Klagen gegen sie, können daher nur bei dem Bundesgerichte selbst angebracht werden, dingliche folgen den Vorschriften des gemeinen Rechts.

Die Bestimmung der Art, wie bei diesen Klagen zwei Instanzen, auch wenn das Gericht nur einen Senat hätte, entweder durch Bestellung eines Ausschusses aus dessen Mitte, oder durch Verschickung der Acten, gebildet werden sollen, wird der Abfassung der Gerichtsordnung vorbehalten. In dieser wird gleichfalls festgesetzt werden, in wiefern auch das Unterpersonal des Gerichts an der Exemtion der Mitglieder Theil nehmen soll.

§ 119.

Sobald das Bundesgericht bestellt ist, muss es sich damit beschäftigen;

1) in einer Bundesgerichtsordnung das Gerichtsverfahren, welches bei derselben beobachtet werden soll, zu bestimmen;
2) diejenigen Grundsätze festzusetzen, nach welchen ausser den Familien- und andern Verträgen, und den allgemeinen

staats- und völkerrechtlichen Grundsätzen, auch noch die ehemaligen Reichsgesetze zur Richtschnur bei Entscheidung der Streitigkeiten der unmittelbaren Bundesglieder dienen sollen.

Beide Entwürfe müssen, als künftige Bundesgesetze, dem Bundesrathe zur Prüfung und Bestätigung vorgelegt werden.

§ 120.*)

Da es aber unumgänglich nothwendig ist, das Bundesgericht sogleich in Thätigkeit zu setzen, so wird gleich jetzt durch ein aus rechtsverständigen Personen zusammengesetztes Comité ein Provisorium über die beiden in vorigem § enthaltenen Puncte entworfen, und den Höfen zur Vollziehung vorgelegt werden. Dies Provisorium wird dem Bundesgerichte, bis zur Vollendung der künftigen Bundesgerichts-Ordnung, zur Norm dienen.

LII. Gutachten zu den beiden Entwürfen mit und ohne Kreiseintheilung. 9. Dezember 1814.

Eigenhändiger Entwurf und Abschrift mit eigenhändigen Korrekturen im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Schmidt a. a. O. 306 ff.)

Wenn man die beiden vorliegenden Verfassungsentwürfe, welche, wie ich mir wenigstens schmeichle, unparteiisch, und ohne Vorliebe für die eine oder die andere der ihnen zu Grunde liegenden Ideen, ausgearbeitet sind, miteinander vergleicht, so kann man sich meiner Meinung nach, nicht des Urteils enthalten, dass der ohne Kreiseinteilung zwar einfacher, kürzer und allgemeiner annehmbar erscheint, dagegen der andere sowohl theoretisch bei weitem konsequenter als auch praktisch zu mehr sicheren und allgemein erspriesslichen Resultaten führend ist.

Die aus dem Mangel einer Kreiseinrichtung unfehlbar entstehenden Nachtheile scheinen mir folgende zu sein:

1) Deutschland soll doch, nach seiner neuen Verfassung, die nicht bloss die politische Selbständigkeit, sondern auch die innere

---

*) *Im zweiten Entwurf § 106 = obigen § 120; addatur aber am Schluß nach den Worten „zur Norm dienen": „dasselbe bestimmt zugleich, auf welche Weise die vor die Gesammtgerichte gehörenden Rechtssachen, bis zur vollständigen Einrichtung derselben, entschieden werden sollen."*

Sicherung der Rechte und die allgemeine Wohlfahrt der Nation zum Zweck hat, ein in allen seinen Theilen verbundenes Ganzes ausmachen. In diesem nun wird die Einwirkung der Centralgewalt immer schwächer sein, wenn sie geradezu, und ohne ein verfassungsmässig dazu bestimmtes Organ geschieht: und selbst die Verbindung der einzelnen untereinander wird lockerer werden, wenn nur die immer losere allgemeine beständig ist, die stärkeren, besondren aber dem Zufall und dem Wechsel unterworfen bleiben. In dieser Hinsicht ist die Kreisverfassung, als eine Mittelstufe der Verbindung schon in hohem Grade empfehlungswürdig.

2) Die Aufrechthaltung der Bundesschlüsse, da wo schon wirklich Uebertretungen vorgefallen sind, kann allerdings ebensowohl durch einzelne Aufträge als durch Kreisvorsteher (welches Wort man vielleicht statt: Kreisobersten wählen könnte) geschehen. Allein man muss immer gestehen, dass die Aufmerksamkeit der Kreisdirectoren auf solche, vielleicht sonst nicht zur Sprache kommenden Uebertretungen fehlt, und dass die Kreisverhältnisse günstige Gelegenheiten darbieten, dass eine gleiche Wachsamkeit auch von den Kreisständen auf den Kreisdirector selbst, gegen welchen ja jede Klage erlaubt ist, und gegenseitig aufeinander ausgeübt werde. Noch viel heilsamer ist es, dass durch die anhaltende gemeinschaftliche Beschäftigung der Kreisstände mit Bundesangelegenheiten manchen Abweichungen auf eine geschickte und sanfte Weise vorgebeugt werden kann.

3) In der Militairverfassung ändert die Verschiedenheit beider Entwürfe nichts ab, weil Bezirksabtheilungen in dieser Absicht immer nothwendig bleiben. Allein in Absicht der Rechtspflege haben die Sammtgerichte bei grossen Sprengeln immer den Nachtheil, dass die zu ihnen gehörenden Staaten zu entfernt, und in ihren Gesetzen und Verfassungen zu verschiedenartig sind, bei kleinen hingegen den, dass eine gehörige Organisation derselben (schon wegen des Aufwandes) kaum zu erreichen ist, auch die Richter den persönlichen Verhältnissen der streitenden Theile zu nahe bleiben.

4) Der Mangel der Kreisversammlungen ist nicht gleichgültig. Denn wenn sich auch allerdings durch Verträge und auf diplomatischem Wege dasjenige erreichen lässt, was nicht mehr auf verfassungsmässigem möglich ist, so kann hier immer ein Einzelner verhindern, was alle um ihn herum liegende Fürsten ihrem Gesammtwohl zuträglich finden, und so sind Verträge dieser Art

immer wandelbar. Bei wirklichen und gemeinschaftlichen Berathschlagungen dagegen wirkt schon, selbst wenn die Stimmenmehrheit nicht verbindend sein sollte, das gegenseitige Erwägen der Gründe, und der sich zugleich aussprechende Wille Vieler sehr stark; und das einmal Beschlossene kann nicht, ohne neue Berathschlagung mit Allen, umgestossen werden.

Es ist auch nicht zu leugnen, dass, wenn mehrere Regierungen sich in regelmässig wiederkehrenden Versammlungen mit der Sorge für das Wohl desselben nahe verbundnen Theiles von Deutschland beschäftigen, sie mehr ein lebendiges und ein solches Interesse daran gewinnen, in welchem die einseitigen und eigensüchtigen Ansichten, die sich sonst bei grossen und kleinen nur zu leicht einfinden, gegen einander abgeschliffen werden; und die Berathschlagungen im zweiten Bundesrath gewinnen sicherlich, wenn mehrere Fürsten schon gemeinschaftlich darüber gefasste Meinungen, als wenn sie jeder seine einzelne dazu mitbringen.

Was man auf der andern Seite der Kreisverfassung entgegensetzt, ist, dass das Verhältniss der Kreisdirectoren eine zu grosse Ungleichheit unter den deutschen Fürsten begründet, dass die Rechte derselben gemissbraucht werden können, dass dadurch ein Zerfallen Deutschlands in fünf grosse Theile vorbereitet wird, dass die Kreiseintheilung bei den Kreisdirectoren selbst grosse Schwierigkeiten finden wird, und dass sie aus allen diesen Gründen diejenigen Fürsten, welche nur beigeordnete Kreisstände, nicht selbst Vorsteher sein können, von der ganzen vorgeschlagenen Verfassung abwendig macht.

Diese Gründe haben unläugbar ein sehr grosses Gewicht.

Kein Mensch kann so sehr gegen eine Theilung Deutschlands in so und so viel Theile sein, als ich. Keiner fühlt so sehr, dass gerade die Vorzüge, welche die Deutschen auszeichnen, in der Vielfachheit der Regierungen und der Verschiedenheit der Verfassungen ihren Ursprung haben, wenn auch Deutschland manchmal sehr schwer dafür durch die Bedrohung und den Verlust seiner Unabhängigkeit büssen musste; keiner ist daher jeder Idee so entgegen, die auf Beherrschung, Unterdrückung oder Verschlingung des kleineren Staates durch die mächtigeren geht.

Ebenso ist Gleichheit der Fürsten jedem wahren Deutschen teuer und heilig; er will die Rechte der Nation vorzüglich in den Rechten ihrer Fürsten ehren. Nur möchte man freilich gern unter den Fürsten alle ehemaligen Reichsstände, auch diejenigen,

welche nicht durch deutsche Acht, nicht weil sie dem Vaterlande in seiner Not nicht beigesprungen waren, darin die Stimme ihrer eignen Unterthanen verkannt, und sich mit dem Feinde verbunden hatten, sondern durch fremde Gewalt aus ihrem Kreise gestossen waren, darunter mitbegriffen wissen.

Allein

1) die Gleichheit der deutschen Fürsten leidet nicht dadurch, dass es Kreise giebt, und dass einige von ihnen ausschliesslich Vorsteher derselben sind. Dies Gefühl war in der ehemaligen deutschen Verfassung gar nicht so bei den Fürsten, und die Gleichheit in einer Bundesverfassung wird nicht dadurch aufgehoben, dass die Ausübung einzelner Rechte auch ausschliesslich gewissen Mitgliedern, als ein Amt, übertragen wird. Es muss dies nothwendig bei allen den Gegenständen der Fall sein, die, ihrer Natur nach, nur wenigen angehören können, und es würde unmöglich werden, darum auf alle solche Einrichtungen Verzicht zu leisten.

2) Die Gefahr, dass Deutschland in einige grosse Theile zerfalle, rührt nicht von der Eintheilung in Kreise her, und dies ist ein so überaus wichtiger Punkt, dass er, wie auch die Angelegenheit der Kreise entschieden werden mag, immer eine eigene Beleuchtung verdient. Diese Gefahr entsteht aus der überwiegenden Macht einiger Staaten, der grossen durch die Säcularisationen und Mediatisationen entstandenen Verringerung der Zahl der übrigen, und der natürlich durch die Zerstörung des Deutschen Reichs herbeigeführten Entwöhnung von aller auch noch so billiger gemeinschaftlicher Verfassung. Gegen alle diese Ursachen, und mithin auch gegen ihre Resultat, ist aber das kräftigste und sicherste Gegenmittel gerade die Wiederherstellung einer Verfassung; und die Kreiseintheilung vermehrt so wenig die oben erwähnte Gefahr, dass man vielmehr zweifelhaft bleiben kann, ob sie dieselbe nicht gerade im Gegentheil vermindert. Da einmal mehr und minder mächtige Staaten in Deutschland neben einander vorhanden sind, so kann es nicht fehlen, dass sie nicht, wenn es keine Kreisverbindung giebt, auf dem Wege diplomatischer Verhandlungen Uebereinkommen miteinander über Gegenstände gegenseitiger Konvenienz schliessen sollten.

Nun aber frage ich, ob, wenn man einmal bei den grösseren Staaten die Absicht voraussetzt, die kleineren in Nachtheil zu bringen, ein Abgeordneter eines kleineren Fürsten[*]) mit einem

[*]) *Im Entwurf zuerst „ein Reussischer Abgeordneter in Berlin".*

mächtigeren Hofe unter dem Geheimniss eines Kabinetts vortheilhafter unterhandeln wird, als in einer offenen Kreisversammlung, wo der Mächtigere sein Begehren vor allen Kreisständen rechtfertigen muss, und diese den Schwächeren schon unterstützen werden? Ich frage weiter, ob, da es viele Arten, einen Nachbar zu belästigen, giebt, die nicht leicht einen Erfolg versprechende Klage erlauben, ein minder Mächtiger*) sich eines Unrechts, das ein grösserer Staat*) einem kleineren zufügt, ebenso annehmen wird, wenn er nicht in diesem Unrecht eine Willkür eines Kreisdirectors erblickt, die schon an sich auch sein eignes Verhältniss beleidigt?

Ich frage endlich, ob, wenn**) ein kleiner Staat**) von einem andern etwas grösseren beeinträchtigt würde, der noch Mächtigere***) ihn ebenso bereitwillig schützen würde, wenn er nicht eine Verbindlichkeit dazu in seiner Eigenschaft als Kreisdirector fände?

Man sagt wohl, dass man der schon beträchtlichen physischen Macht, nicht noch durch die Verfassung ein Gewicht zulegen muss: allein dies ist ganz falsch ausgedrückt. Gerade dadurch, dass man bei Staaten, wo die physische Macht, richtig geleitet, eine Wohlthat für den Schwächeren wird, derselben auch ihren Platz in der Verfassung einräumt und sie zu einer verfassungsmässigen macht, verwandelt man sie in eine moralische, bildet Gesetzmässigkeit und Verantwortlichkeit, und mindert auf diese Weise den Nachtheil des blos physischen Uebergewichts.

3) Dem immer möglichen Missbrauche muss allerdings vorgebeugt werden. Allein ich glaube, dass dies in dem anliegenden Entwurfe mit grosser Sorgfalt geschehen ist, und wäre in dieser Art noch etwas versäumt, so würde man unstreitig immer bereit sein, es nachzuholen.

Endlich darf man einen Gesichtspunkt nicht vergessen. Militairbezirke und Oberhäupter derselben sollen fortdauernd sein, und müssen es nothwendig, wenn nicht der erste Zweck des Bundes verloren gehen soll. Hierbei die Vorbereitungen in der Ruhe zu vernachlässigen, und die grösseste Anstrengung nur im Augenblick der Thätigkeit zusammenzudrängen, welches eigentlich das Bonapartische System war, ging nur damals an, wo die An-

*) *„Weimar sich eines Unrechts, das Preussen Reuss zufügt."*

**) *„Reuss und Gotha."*

***) *„Preussen."*

wendung keines Mittels gescheut wurde, um zum Zweck zu gelangen, und wo der Zustand der Ruhe die Ausnahme und die Anspannung der Kräfte eigentlich fortdauernd war. Gerechte*) und nicht despotische Staaten fordern ein anderes System, und in diesem geht alle Kraft schlechterdings verloren, wenn das deutsche Kriegswesen unmittelbar, und nicht mittelbar durch die mächtigeren Fürsten, unter dem Bunde stehen soll. Giebt es aber einmal Militairbezirke, so weiss ich nicht, ob grade die Eigenthümlichkeit der Kreise die Gefahr des Missbrauchs vermehrt. Die gemeinschaftliche Sorge für andere und friedliche Gegenstände könnte vielmehr sogar den leicht einseitig werdenden, bloss militärischen Gesichtspunkt sanfter und milder machen.

Nach Erwägung dieser Gründe und Gegengründe bin ich der Meinung, dass der Entwurf mit einer Kreisverfassung dem andern vorzuziehen ist.

Eine Einwendung, welche man hiergegen noch erhebt, ist, dass die Zahl der eigentlichen Bundesmitglieder (der noch unabhängig bestehenden Staaten) so zusammengeschmolzen sei, dass sie selbst für sieben und fünf Kreise zu klein, und diese noch so ungleich in Deutschland verteilt sei, dass in den wenigsten Kreisen werde an eine Versammlung gedacht werden können.

Dieser Einwurf fällt nun zwar hinweg, wenn man die mediatisirten Reichsstände jetzt wieder zu Kreisständen erhebt, was die Gerechtigkeit laut fordert, und was auch an sich der neuen Verfassung wohlthätig sein würde. Allein es ist ungewiss, ob dies geschehen wird, und alsdann bleiben freilich, auch jeder Zweig der Gesammthäuser, und jede freie Stadt besonders gezählt, nur 30 Staaten unter die Kreise zu vertheilen übrig, von denen etwa 20 auf die nördliche Hälfte Deutschlands fallen. Allein auch im ehemaligen Deutschen Reiche hatte der Burgundische Kreis gar keine und der Oesterreichische nur sehr wenige und unbedeutende Kreisstände, und sicher ist es, dass, da doch einmal, wenigstens in einem Theile Deutschlands, mehrere minder mächtige Fürsten neben einander vorhanden sind, die Vortheile einer Kreisverbindung dort eintreten würden.

Indess läugne ich nicht, dass dieser Umstand die Entscheidung der Frage weniger erheblich macht, und das Gewicht der für die Beibehaltung der Kreisverfassung streitenden Gründe vermindert.

*) *Dafür stand zuerst: „Deutschland und die jetzige Zeit“*

Die Fürsten des zweiten Raths machen auch noch die Einwendung gegen die Kreisdirectoren, dass etwaige Beschwerden gegen dieselben keine parteilose Beurtheilung beim ersten Rath finden würden, da dieser bloss aus Fürsten derselben Klasse bestände. Wenn daher mit ihnen von dem in einigen Fällen dem ersten Rath beizuordnenden Ausschusse die Rede sein wird, werden sie vermuthlich verlangen, dass alle Beschwerden dieser Art immer mit Zuziehung dieses Ausschusses geprüft werden sollen, und diese Forderung wäre gegründet.

Bei Gelegenheit dieses Ausschusses und des Widerspruchs, in dem diese Fürsten mit den ihnen bekannt gewordenen Ideen des Comités stehen, komme ich auf einen Vorschlag, welcher unstreitig beide Theile viel näher bringen würde.

Die Fürsten fühlen sich vorzüglich durch ihre gänzliche Ausschliessung von dem ersten Rath gekränkt. In einem mir zu Gesicht gekommenen Plane*) geschieht daher der Vorschlag, dass alle Staaten des zweiten Bundesraths mit vier Gesammtstimmen im ersten Rathe Sitz haben sollen.

Diese Gesammtstimmen sollen durch vier Directoren der zu denselben zusammentretenden Häuser ausgeübt werden, das Directorium soll wechseln, alle Theilhaber an einer Gesammtstimme sollen ihre Stimmen zur Instruktion des Gesandten geben, und dazu, wegen der verschiedenen Volkszahl, auf 100000 Seelen Eine Stimme haben.

Diese Einrichtung wäre nun wohl zu verwickelt, zu vielen Zögerungen unterworfen, und zu gefährlich für das, im Vollziehungsrathe oft nothwendige Geheimnis, als dass sie angenommen werden könnte. Von diesem Begriff einer aus mehreren einzelnen Meinungen zusammengesezten Gesammtstimme müsste man daher in jedem Falle abstrahiren.

Allein die Idee der Gleichheit kann unmöglich verlangen, dass alle Rechte in einer Verfassung auch immer von Allen wirklich ausgeübt werden; es ist schon hinlänglich, wenn nur alle deutsche Fürsten nach und nach zur Mitwirkung in den ersten Rath gelangen, oder, wenn die Sache auf Wahl beruhen sollte, wenigstens gelangen können. Dann ist es auch äusserst bedenklich, in einer Versammlung von 5 Mitgliedern, welche, wie im Vollziehungs-

---

*) *Er erhielt ihn vom weimarischen Minister v. Gersdorff am 6. Dezember*

rath, einen sichern und festen Gang halten muss, vier jährlich wechselnde aufzunehmen.

Aus diesen beiden Rücksichten ist die in dem Comité entstandene Idee eines Ausschusses von zwei beständigen und drei wechselnden Mitgliedern bei weitem vorzuziehen.

Wenn man aber erwägt, dass dieser Ausschuss, nach den jetzigen Entwürfen, zugezogen werden soll:

1) bei Berathschlagungen über Krieg und Frieden;

2) wenn die vier Stimmen Oesterreichs und Preussens gegen die drei Bayerns, Hannovers und Württembergs sind;

3) wenn der ganze erste und zweite Rath verschiedene Meinungen über einen Gesetzentwurf hegen;

4) wenn es zweifelhaft ist, ob ein Gegenstand sich zum Vortrag im zweiten Rath eignet;

5) wenn Beschwerden gegen das Bundesgericht geführt werden;

6) wenn der Bundesrichter gewählt wird; wozu allem Anschein nach noch

7) der Fall, wenn Beschwerden gegen einen Kreisdirector untersucht werden,

kommen wird, so fragt man sich allerdings, ob es nicht ein gutes Einigungsmittel zwischen dem Comité und den übrigen Fürsten wäre, und nicht selbst den Ausschuss, der doch einmal eine sehr wichtige Rolle spielt, mehr mit dem Interesse des Raths verbinden, und den gegenseitigen Einfluss beider aufeinander verstärken würde, wenn man diesen Ausschuss ein für allemal in den ersten Rath aufnähme? ihn aber, wie jetzt angenommen ist, fortdauernd aus zwei beständigen Mitgliedern (Kurhessen und Baden) und drei wechselnden bestehen liesse? Die Bestimmung des Grundsatzes des Wechsels könnte man den Fürsten des zweiten Raths überlassen.

*) Der Ausschuss veränderte darum keineswegs die ihm jetzt angewiesene Bestimmung. Er bliebe ursprünglich und wesentlich immer der Repräsentant des zweiten Bundesraths für die Zeit,

---

*) *Statt des Folgenden hieß es zuerst im eigenhändigen Entwurf: „In diesem Fall würde ich aber dem Vorschlage die Bestimmung hinzufügen, dass die bisher ausschliesslich als Mitglieder des Comites betrachteten Höfe jeder zwei Stimmen, die neu hinzukommenden aber nur eine führten. Hierdurch würde der Widerspruch Bayerns gegen die doppelte Stimme Oesterreichs und Preussens gehoben. Die übrigen Fürsten konnten es aber auch nicht unbillig finden, wenn die sonst mächtigsten Mitglieder.“*

wo dieser nicht versammelt wäre; zugleich aber stimmte er im ersten Bundesrathe mit. Er hätte daher eine doppelte Natur:

1) als Vertreter des zweiten Bundesraths in der Zeit der Abwesenheit dieses;

2) als Theilhaber im ersten.

In dem ersteren Verhältniss handelte er ganz eigentlich als Ausschuss, versammelte sich für sich, entschiede nach Mehrheit der Stimmen, und brächte seine auf diese Art gefasste Meinung, als die Stelle eines Schlusses des zweiten Raths ersetzend, in den ersten.

In dem zweiten Verhältniss rathschlagten die ihn bildenden Bevollmächtigten nicht gemeinschaftlich und abgesondert, und gäben nicht eine Gesammtmeinung, sondern, sowie die andern Mitglieder des Raths, jeder die seines einzelnen Hofes ab.*)

Die Zahl der Kreise dürfte nicht vermehrt werden, allein Kurhessen und Baden könnten Mitdirektoren der übrigen sein.

Hiernach würde ich nunmehr vorschlagen:

1) die Kreiseintheilung beizubehalten;

2)**) die jedesmaligen Mitglieder des Ausschusses des zweiten Raths, nach der für denselben in den bisherigen Konferenzprotokollen vorgeschlagenen Organisation, zu beständigen Mitgliedern in den ersten Rath aufzunehmen;

3) Kurhessen und Baden zu Mitdirektoren ihrer Kreise zu bestellen.

Auf diese Weise ist kein Fürst des zweiten Raths von dem Eintritt in den ersten ausgeschlossen; die ehemaligen Kurfürsten geniessen eines vorzüglichen Rechts, und die Kreisverfassung führt, soviel es jetzt noch möglich ist, die vormalige wohlthätige Einrichtung zurück.

Wien, den 9. Dezember 1814.

LIII. Begleitschreiben an Hardenberg.

11. Dezember 1814.

(Eigenhändiger Entwurf und Abschrift im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Schmidt a. a. O. 315 ff.)

„Ew. Durchlaucht habe ich die Ehre, anliegend den doppelten mir aufgetragenen Verfassungsentwurf, dem ich auch gesucht habe,

---

**) *Gestrichen: „Kurhessen, Baden und die wechselnden Mitglieder des zweiten Raths in den ersten aufzunehmen.“*

eine lichtvolle Ordnung zu geben, und mein Gutachten darüber ergebenst zu übersenden. Das letztere ist, wie Ew. Durchlaucht sehen werden, durchaus der Beibehaltung der Kreise günstig.

Ich habe in dem Gutachten natürlich nur der allgemeinen Gründe erwähnt; die besondere Lage Preussens enthält aber noch andere, die ich Ew. D. nicht erst aufzuzählen brauche. Da wir immer das Unglük haben werden, kein abgerundetes Gebiet zu besitzen, so werden wir durch die Vielfachheit um unsere Provinzen herum und zwischen denselben liegender unabhängiger Regierungen mancherlei Verlegenheiten ausgesetzt bleiben. Auf der andern Seite aber scheint es mir auch ungemein wichtig, dass Preussen den kleineren Fürsten nicht als eine Gefahr, sondern als ein Schutz erscheine, und daher, glaube ich, müssen wir nicht zu ängstlich danach trachten, verfassungsmässig dasjenige zu erlangen, was uns durch unseren Einfluss, als mächtigerem Staat, ja doch nicht entgehen kann, und ein wenig mehr Mühe, es zu erwerben und zu erhalten, nicht scheuen. Die Stärke Preussens an sich, und in Deutschland, wird immer zum Theil eine moralische sein müssen, und ist es in unserer Nation gerade jetzt in hohem Grade. Dass sie es auch noch mehr, als schon jetzt, in Deutschland werde, und dass sich diejenigen, die für uns sind, freier aussprechen können, dahin muss unser Bemühen gehen, und wir haben daher jeden Schein zu vermeiden, durch unsere Macht auf fremde Freiheit einwirken zu wollen. Ich weiss zu sehr, dass E. D. selbst diese Ansicht ganz und gar haben, als dass ich mich weiter dabei aufzuhalten brauche.

Die Vorschläge am Schluss meines Gutachtens werden E. D. vielleicht auf den ersten Anblick befremden, ich halte aber in der That ihre Ausführung nicht für bedenklich, und mein eigentlicher Grund dazu war folgender:

Man hat uns, wie E. D. gewiss auch bemerkt haben, nicht ohne Absicht, gern bei den deutschen Verfassungsangelegenheiten vorangestellt, und uns leicht und gern in allem nachgegeben, weil man es wohl mochte, wenn lieber wir, da man auch von uns wusste, dass wir immer eine feste und kräftige Verfassung wollen würden, den Fürsten, denen allen die Fesseln einer Constitution lästig sind, unangenehm würden, oder gefährlich erschienen. Nebenher hernach, oft ohne vorhergängige Berathung, hat man Ausgleichungsmittel für die vermutheten Ansprüche der Fürsten vorgebracht, und vorzüglich ist in der letzten Zeit die Neigung,

ihren Wünschen nachzugeben, sichtbar geworden. Kommen die andern Fürsten selbst zu den Berathschlagungen hinzu, so wird das noch weiter getrieben werden, und so glaube ich voraus-zusehen, dass, was ich jetzt vorschlage, ja vielleicht nicht einmal etwas so Unschädliches, auf eine Weise vorgebracht werden wird, wo wir nur die Wahl haben werden, nachzugeben, oder uns in Widerspruch mit der Mehrzahl der Fürsten zu stellen.

Dagegen können wir jetzt das Verdienst haben, einen Vorschlag zuerst gemacht zu haben, um welchen sich ihre vorzüglichsten Wünsche herumdrehen, und dadurch sie für uns gewinnen. Selbst wenn wir jetzt, im Fall diesen Vorschlägen lebhaft widersprochen werden sollte, nachgäben, würden die Fürsten immer erfahren, dass wir etwas ihnen Angenehmes gewollt hätten, und würden die Hoffnung behalten, dass wir sie darin auch künftig noch unterstützen würden. Wir dürfen es aber gewiss nicht ausser Acht lassen, sie, soviel es ohne Nachtheil der Verfassung des Ganzen geschehen kann, zu gewinnen.

Der Vorschlag, in dem Ausschuss Kurhessen und Baden einen beständigen Platz anzuweisen, wird vermuthlich den übrigen Fürsten missfällig seyn; und für uns selbst hat er die Unbequemlichkeit, dass, wenn, wie, allen Protestationen ungeachtet, doch wohl einmal der Fall sein wird, die Königl. Sächsische Dynastie eine Entschädigung erhält, wir dieselbe schwerlich werden hindern können, gleichfalls einen beständigen Sitz im Ausschuss zu haben. Unser eignes Prinzip, auf die Ordnung der Häuser im alten Reiche zurückzugehen, würde uns da im Wege stehen. Es kann daher angemessen scheinen, den Ausschuss aus lauter wechselnden Häusern bestehen zu lassen. Mir hat es aber wichtiger geschienen, uns Hessen-Kassel, auf das wir schon zählen können, ganz zu versichern, und auch Baden mit uns zu verbinden, was ich wegen der Eifersucht auf Bayern und Würtemberg für möglich halte.

Ob ich das Verhältniss derjenigen Mediatisirten, welche mit Preussen verbunden werden sollen (in dem Entwurf mit Kreiseintheilung § 68—74 und in dem anderen § 54—60), richtig gefasst habe, bitte ich E. D. vorzüglich aufmerksam in Erwägung zu ziehen. Ich glaube, man muss ihre Lage sehr vortheilhaft machen, theils um zu zeigen, dass Preussen sich durch die Sorge für die Herstellung dieses Unrechts vor allen Fürsten auszeichnet, da die Kleinen ihrer nicht einmal erwähnen, und Oesterreich sich ihrer höchst kalt annimmt, theils aber auch, weil sonst sie gerade

dadurch, dass sie nicht zu den Landständen gehören sollen, Nachtheil erfahren würden.

Wenn E. D. mein Gutachten und die Entwürfe genehmigt, oder abgeändert haben werden, müssten wir, dünkt mich, noch ohne das militärische Gutachten abzuwarten, alles Oesterreich und Hannover mittheilen, mit ihnen uns über die in meinem Gutachten aufgestellten Hauptfragen vereinigen, und hernach in Konferenzen schnell diejenigen Punkte durchgehen, die noch nicht gemeinschaftlich angenommen sind.

Alsdann, ohngefähr, wenn wir nicht zögern, in acht Tagen, könnten wir unsere Konferenzen mit Bayern und Würtemberg wieder anfangen.

Wien, den 11. Dezember 1814.

Sr. D. Herrn Staatskanzler
Fürsten von Hardenberg.

Humboldt.

LIV. Entwurf einer von den bisherigen Vorschlägen abweichenden Organisation der Bundesversammlung.

(Abschriften mit eigenhändigen Korrekturen im Geh. Staatsarchiv.)

§ 1.

Die gemeinschaftlichen Angelegenheiten des Bundes werden durch eine Bundesversammlung besorgt, in welcher alle Mitglieder desselben durch Bevollmächtigte Sitz und Stimme haben.

§ 2.

Die Bundesversammlung handelt entweder als engerer Ausschuss, oder als Versammlung des ganzen Bundes. In beiden Fällen aber sind die stimmberechtigten Mitglieder dieselben, und die Verschiedenheit liegt nur in der Vertheilung der Stimmen, und der Art dieselben abzugeben.

§ 3.

Als engerer Ausschuss handelt sie gewöhnlich, und geht, als solcher, nie auseinander. So oft sie als Versammlung des ganzen Bundes auftreten soll, muss es den Mitgliedern angezeigt werden.

§ 4.

Als Versammlung des ganzen Bundes wird nur in folgenden Fällen abgestimmt, aber in diesen, ohne Ausnahme:

1) bei Abänderung des Bundesvertrages, oder eines in der ganzen Versammlung gefassten Bundesschlusses.
2) bei Vorschlägen sich auf ganz Deutschland erstreckender innerer Einrichtungen und die Kraft allgemeiner Gesetze enthaltender Verfügungen.

§ 5.

Die Vertheilung der Stimmen ist folgende:

1) wenn die Bundesversammlung als engerer Ausschuss handelt, treten auf

Oesterreich	1	Stimme
Preussen	1	„
Bayern	1	„
Sachsen	1	„
Hannover	1	„
Württemberg	1	„
Holstein-Glückstadt (wenn der dänische Hof geneigt sein sollte, es wieder mit Deutschland zu verbinden) Oldenburg, und die Hansestädte	1	„
Kurhessen, die Herzoglich Sächsischen Häuser, die Schwarzburgschen und Reussischen Häuser	1	„
Baden, die Hohenzollerschen Häuser, Lichtenstein	1	„
das Grossherzogliche Hessen, die Nassauischen, Lippischen und Waldeck	1	„
die Mecklenburgischen Häuser, Braunschweig und die Anhaltischen Häuser	1	„
zusammen	11	Stimmen

§ 6.

2) Wenn sie als Versammlung des ganzen Bundes erscheint, geben ihre Stimmen einzeln ab

Oesterreich
Preussen
Bayern

Sachsen
Hannover
Württemberg
Baden
Kurhessen
Holstein-Glückstadt (unter der oben bemerkten Voraussetzung)
Sachsen-Weimar
Sachsen-Gotha
Sachsen-Coburg
Sachsen-Meiningen
Sachsen-Hildburghausen
Braunschweig
Oldenburg
Mecklenburg-Schwerin
Mecklenburg-Strelitz
das Grossherzogliche Hessen
die Anhaltischen Häuser
die Hohenzollerschen Häuser
Nassau
die Schwarzburgischen Häuser
Waldeck
die Lippischen Häuser
das Reussische Gesammthaus
Lichtenstein
die freyen Städte

und zwar wird jedem dieser Staaten dergestalt eine verschiedene Anzahl von Stimmen nach Massgabe seiner Bevölkerung beigelegt, dass

auf eine Bevölkerung bis 250 000 Seelen 1 kommt
500 000 2
1 000 000 3
5 000 000 4
über diese Anzahl 5.

§ 7.

Bei der Abstimmung im engern Ausschuss werden die Gesammtstimmen immer nur durch den Bevollmächtigten eines der unter ihnen begriffenen Staaten abgegeben, welcher alsdann das Directorium führt.

§ 8.

Es steht aber den übrigen an dieser Stimme theilnehmenden Staaten frei, gleichfalls Bevollmächtigte an dem Orte der Bundesversammlung zu haben und unter diesen Vorberathungen halten zu lassen, und der Direktor ist alsdann verpflichtet, die Meinung, über welche sich alle vereinigt haben, als Gesammtstimme abzugeben. Findet diese Vereinigung nicht einstimmig statt, so entscheidet die Mehrheit der Stimmen, und zwar übt alsdann jeder zu einer Gesammtstimme gehörende Bevollmächtigte soviel Stimmen aus, als der Staat, welcher ihn abgesendet, 50000 Seelen in sich fasst.

§ 9.

Damit aber das Abgeben der Gesammtstimmen den Berathschlagungen nicht nachtheilig werden könne, so darf der Umstand, erst von allen zu der Gesammtstimme Berechtigten die nöthigen Weisungen einholen zu wollen, die Abgabe der Stimmen nicht verzögern, und so hängt es von der, als Ausschuss, berathschlagenden Versammlung ab, alle Berathung des Directors einer Gesammtstimme mit den in derselben verbundenen Staaten in Fällen, wo es auf Geheimniss ankommt, zu untersagen. Alsdann, so wie wenn es an Zeit mangelt, weitere Instruktionen, als von seinem eigenen Hofe einzuholen, gibt der Directorial-Bevollmächtigte die Meinung dieses als Gesammtstimme ab, ohne dass sein Hof dadurch den übrigen, für deren Gesammtheit er gestimmt hat, verantwortlich werde.

§ 10.

Die Führung des Directorii wechselt bei der ersten der angeführten Curiatstimmen alle zwei Jahre zwischen dem König von Dänemark und dem Herzog von Oldenburg, bei der zweiten zwischen dem Kurfürsten von Hessen und dem Senior der Herzoglich Sächsischen Häuser, bei der vierten zwischen dem Grossherzog von Hessen und den Nassauischen Häusern, bei der fünften zwischen Mecklenburg-Schwerin und Braunschweig-Wolfenbüttel, bei der dritten steht dasselbe Baden allein zu.

§ 11.

Bei der Abstimmung in der ganzen Bundesversammlung fällt zwar mit den Gesammtstimmen auch der Begriff des Directorium

hinweg. Indess steht es jedem Mitglied des Bundes frei, die Abgebung seiner Stimme dem Bevollmächtigten eines andern Mitgliedes, und folglich auch dem Directorialbevollmächtigten zu übertragen.

§ 12.

Der Bevollmächtigte Oesterreichs führt den Vorsitz in der Bundesversammlung, sie mag als engerer Ausschuss, oder als vollständige Versammlung zusammenkommen.

§ 13.

Der Bundesversammlung liegt die Besorgung aller derjenigen Angelegenheiten ob, welche von dem Bund gemeinschaftlich betrieben werden müssen.

Sie hat daher

1) die ganze vollziehende Gewalt des Bundes
   a) sowohl in Absicht auf die innern Angelegenheiten, die Erhaltung eines hinlänglichen Vertheidigungszustands, die allgemeine Wohlfahrt, die Aufrechthaltung des Bundesvertrags und der Bundesbeschlüsse;
   b) als auf die auswärtigen Verhältnisse: die Vertretung des Bundes gegen fremde Mächte, das Recht des Kriegs und Friedens.
2) Die ganze gesetzgebende Gewalt, insofern dieselbe in einem Staatenverein möglich ist;
3) einen in der Folge näher zu bestimmenden Antheil an der richterlichen.

§ 14.

Zur Betreibung aller dieser Angelegenheiten bedient sich die Bundesversammlung aus ihrer Mitte gewählter Commissionen, welche dieselben vorbereiten, der Versammlung vortragen, und sie nachher der Entscheidung derselben gemäss ferner bearbeiten.

§ 15.

Diese Commissionen befinden sich, ohne eigene Gewalt ausüben zu können, in demselben Verhältniss zur Bundesversammlung, in welchem jede andere von einer Versammlung ernannte Commission steht.

Es hängt aber von der Bundesversammlung ab, ihnen nach Beschaffenheit der Umstände, einen ausgedehnteren Wirkungskreis

und wirkliche Vollmacht, im Namen des Bundes zu handeln, zu ertheilen. Hierzu jedoch wird nicht bloss absolute Stimmenmehrheit in der Versammlung, sondern eine solche relative erfordert, dass zwei Drittheile für die zu ertheilende Vollmacht stimmen.

§ 16.

Obgleich es lediglich von der Bundesversammlung abhängt einzelne Angelegenheiten auch einzelnen, nur auf sie beschränkten Commissionen anzuvertrauen; so gibt es doch für die laufenden Geschäfte folgende 4 allgemeine, immer fortdauernde:

eine für das Kriegswesen
eine für die auswärtigen Verhältnisse
eine für die Finanzen
eine für die inneren Angelegenheiten des Bundes.

Jede derselben besteht aus den Bevollmächtigten dreier Mitglieder des Bundes, welche ein Jahr hindurch darin bleiben, und nach Ablauf desselben entweder bestätigt, oder durch neugewählte ersetzt werden.

§ 17.

Der Geschäftsgang ist hiernach folgender. Jede neu einkommende Sache wird von dem vorsitzenden Mitgliede der Versammlung erbrochen, und ohne Aufschub an die einschlagende Commission abgegeben, welche dieselbe wiederum in der möglichst kurzen Frist, mit Hinzufügung ihres Gutachtens, bei der ganzen Versammlung zum Vortrag bringt. Hiernach hängt es von der Natur der Angelegenheit und dem Gange der ferneren Berathung ab, ob sie von der Versammlung selbst betrieben oder der weitern Bearbeitung der Commission überlassen, oder einer neuern ausdrücklich für sie ernannten anvertraut werden soll.

§ 18.

Vorschläge zu allgemeinen Gesetzen oder Einrichtungen können von jedem Mitgliede der Bundesversammlung (auch wenn es im Ausschuss nur zu einer Curiatstimme berechtigt ist und nicht das Directorium führt), gemacht werden.

§ 19.

Sie werden alsdann durch die Directorialbevollmächtigten denjenigen Bundesmitgliedern mitgetheilt, welche keine eigne Bevollmächtigten im Ausschuss haben, und diese eingeladen, sich zu

erklären, ob sie den Vorschlag zur unbedingten Annahme oder zur Verwerfung oder zur weitern Berathung geeignet finden? Wird durch die Mehrheit der Stimmen das letzte entschieden, so werden die im Ausschuss nicht repräsentirten Mitglieder ersucht, entweder eigne Bevollmächtigte an den Ort der Versammlung zu schicken, oder schon im Ausschuss sitzende mit ihren Vollmachten zu versehen. Zur Bequemlichkeit der Mitglieder kann festgesetzt werden, gewisse Monate zu der Berathung über alle in den übrigen Theilen des Jahres eingegangene Vorschläge dieser Art regelmässig zu bestimmen.

§ 20.

Wenn es zweifelhaft erscheint, ob ein gemachter Antrag zur Berathung im engern Ausschuss oder in der ganzen Versammlung geeignet ist; so entscheidet hierüber der Ausschuss.

LV. Note an den Fürsten Metternich.

10. Februar 1815.

(Eigenhändiger Entwurf und Abschriften im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Klüber, Akten des Wiener Kongresses II, 186 ff.)

Die Note wiederholt die Denkschrift „Gutachten zu den beiden Entwürfen mit und ohne Kreiseintheilung, 9. December 1814" (s. o. No. LII) bis zu den Schlussworten „das Gewicht der für die Beibehaltung der Kreisverfassung streitenden Gründe vermindert" und fährt dann fort —

„Indem die Unterzeichneten bei Ausarbeitung der anliegenden Entwürfe die ganze Verfassung in doppelter Rücksicht durchzugehen genöthigt waren, haben sie zugleich über die eigentlichen Grundlagen derselben reiflichere Betrachtungen angestellt, und sie würden Unrecht zu thun glauben, wenn sie, sich zu streng an die Resultate der schon wirklich angestellten Betrachtungen haltend, diese Gelegenheit verabsäumten, ihre Gedanken auch hierüber dem Fürsten von Metternich zu eröffnen.

Was ihnen hierin vorzüglich Stoff zu neuen Vorschlägen gegeben hat, ist die Zusammenfügung des Ganzen, und die eigentliche Central-Gewalt des Bundes.

Diese liegt nach den bisherigen Entwürfen in dem ersten Rath der Bundesversammlung, welcher allein beständig zusammen

bleibt, und die ganze vollziehende Gewalt in sich vereinigt. Gerade aber, weil dies so ist, und weil der erste Rath nur aus wenigen und den mächtigsten Fürsten besteht; so ist es unumgänglich nothwendig, zugleich für ein festes Verbindungsmittel zwischen beiden Räthen Sorge zu tragen, um zu verhüten, dass sich nicht im zweiten ein Geist des Misstrauens und des Widerspruchs gegen den ersten bilde, und die zu diesem nicht gehörenden Fürsten nicht allen, für ihre eigenen und den gemeinsamen Schutz so nothwendigen Einrichtungen, auf denen die Kraft und das Ansehen des Ganzen beruht, darum abgeneigt werden, weil sie von jeder Berathung über Vollziehungsmassregeln ausgeschlossen sind.

Als ein solches Verbindungsmittel ist bereits die Zuziehung eines Ausschusses des zweiten Raths, welcher aus zwei beständigen Mitgliedern und drei, vom zweiten Rath zu wählenden, wechselnden besteht, und mit zwei Stimmen im ersten erscheinen soll, in mehreren Fällen bestimmt worden; allein die Unterzeichneten sind der Meinung, dass man noch nur einen Schritt weiter gehen, und diesen Ausschuss ein für allemal in den ersten Rath aufnehmen müsse.

Wenn dies geschieht, so bleiben die Gegenstände der Vollziehung und Gesetzgebung gehörig gesondert, und jeder einer seiner Natur angemessenen Versammlung anvertraut, und es ist dadurch der Sache vollkommen Genüge geleistet; zugleich aber werden auch die billigen Forderungen der Bundes-Mitglieder durch Erhaltung der Gleichheit befriedigt, die nicht darin bestehen kann, dass jeder in jedem Augenblick alle Rechte wirklich ausübt, sondern nur darin, dass jeder zur Ausübung aller gelangen kann und in der Zeit wirklich gelangt; so ist dem zweiten Rath so viel Antheil an den Arbeiten des ersten gegeben, als ohne Nachtheil an der, bei Gegenständen der Vollziehung nothwendigen Schnelle und Bewahrung des Geheimnisses (woran jedem einzelnen Bundesmitglied für seine eigene Sicherheit gelegen sein muss) möglich ist, und so wird der, jeder vaterländischen Gesinnung so sehr entsprechende Zweck erfüllt, alle Mitglieder des Bundes enger und allgemeiner mit einander zu vereinigen.

Der Ausschuss verändert übrigens darum keineswegs die ihm angewiesene Bestimmung. Er bleibt ursprünglich und wesentlich immer der Stellvertreter des zweiten Bundesraths für die Zeit, wo dieser nicht versammelt ist, zugleich aber stimmt er im ersten Bundesrath mit.

Er hat daher eine doppelte Natur:

1) als Vertreter des zweiten Bundesrathes in der Zeit der Abwesenheit dieses;
2) als Theilhaber im Ersten.

In dem ersten Verhältniss handelt er ganz eigentlich als Ausschuss, versammelt sich für sich, und bringt seine Beschlüsse, als die Stelle eines Schlusses des zweiten Raths ersetzend, in den ersten.

In dem zweiten Verhältniss rathschlagen die ihn bildenden Bevollmächtigten gemeinschaftlich mit denjenigen, welche im ersten Rath ihren Sitz haben.

Die Zahl der Kreise dürfte nicht vermehrt werden; allein die beständigen Mitglieder des Ausschusses würden Mitdirectoren der übrigen.

Die Unterzeichneten ersuchen nunmehr den Herrn Fürsten von Metternich, diese von ihnen hier gemachten Vorschläge einer aufmerksamen Prüfung zu unterwerfen, und sie, sobald es möglich, wissen zu lassen, welches die Meinung des kaiserlich-österreichischen Hofes

über die Einführung einer Kreisverfassung, und über
die der Bundesversammlung zu gebende Einrichtung

ist. Sobald die Hauptfragen entschieden sind, wird es nur einige Stunden erfordern, aus den bisherigen Entwürfen einen neuen zusammenzusetzen, welcher der künftigen Berathung zur Grundlage dienen kann.

Die Unterzeichneten werden die gegenwärtigen Vorschläge auch sogleich dem königlich bairischen, hannöverschen und württembergischen Hofe mittheilen. Sie glauben hierbei die Zustimmung des kaiserlich österreichischen voraussetzen zu dürfen, und es scheint ihnen zweckmässiger, auch die Meinung dieser Höfe erst vorläufig über jene beiden Hauptpunkte zu erforschen.

Es giebt bei der deutschen Verfassung nur drei Punkte, von denen man, nach der innersten Ueberzeugung der Unterzeichneten, nicht abgehen kann, ohne der Erreichung des gemeinschaftlichen Endzwecks den wesentlichsten Nachtheil zuzufügen:

eine kraftvolle Kriegsgewalt,
ein Bundesgericht, und
landständische, durch den Bundesvertrag gesicherte Verfassungen.

Die Unterzeichneten können sich schmeicheln, dass auch der österreichische Hof die Ansicht theilt, dass die Erreichung

einer deutschen Verfassung nicht bloss in Absicht auf die Verhältnisse der Höfe, sondern eben so sehr zur Befriedigung der gerechten Ansprüche der Nation nothwendig sei, die, in der Erinnerung an die alte, nur durch die unglücklichsten Ereignisse untergegangene Reichsverbindung, von dem Gefühle durchdrungen ist, dass ihre Sicherheit und Wohlfahrt, und das Fortblühen ächt vaterländischer Bildung grösstentheils von ihrer Vereinigung in einen festen Staatskörper abhängt; die nicht in einzelne Theile zerfallen will, sondern überzeugt ist, dass die treffliche Mannigfaltigkeit der deutschen Völkerstämme nur dann wohlthätig wirken kann, wenn sich dieselbe in einer allgemeinen Verbindung wieder ausgleicht. Geht man aber von dieser Betrachtung, dem allgemeinen Verlangen nach einer nationalen Verbindung, aus, so erhalten die drei erwähnten Punkte eine verstärkte Wichtigkeit. So ist es z. B. unläugbar, dass wenn es der künftigen Verfassung an einem Bundesgericht fehlt, man nie wird die Ueberzeugung aufheben können, dass dem Rechtsgebäude in Deutschland der letzte und nothwendigste Schlussstein mangle, und die Unterzeichneten theilen selbst vollkommen diese Ueberzeugung.

Die meisten übrigen Punkte der Verfassung lassen verschiedene und zum Theil vielfache Bestimmungen zu, und die Unterzeichneten sind sehr bereit in diesen, und namentlich in der Bildung der Bundesversammlung, sowohl selbst neue Vorschläge zu machen, als auf ihnen zu machende einzugehen, vorzüglich wenn dadurch der wichtige und dem preussischen Hof vorzüglich am Herzen liegende Endzweck einer festen Uebereinstimmung der deutschen Fürsten, und eines engern und vermehrten Eifers in der Theilnahme an der neuen Verfassung erreicht werden kann. Denn jede Verfassung hat ihr Gedeihen und ihr Fortbestehen nur von dem Geiste zu erwarten, der ihre Mitglieder beseelt.

In Ansehung der anliegenden ausführlichen Verfassungs-Entwürfe ist noch zu bemerken, dass die Unterzeichneten sich in der protocollmässigen Fassung der schon in Berathung gekommenen Paragraphen keine, auf den Sinn Einfluss habende, Abänderung erlaubt haben.

Sie haben daher auch § 4 und 46 (des Entwurfs mit einer Kreiseintheilung) unverändert stehen lassen, ob sie gleich in Ansehung des ersten von ihrem Hofe ermächtigt sind, zu erklären, wie sie hiermit thun, dass Preussen auf das Recht einer doppelten Stimme Verzicht leistet, und ob sie gleich dem 46. § noch immer

eine Fassung wünschten, welche die Ruhe Deutschlands mehr und dauerhafter sicher stellt.

Im Uebrigen enthalten diese Entwürfe Abschnitte, welche, wie die über die Mediatisirten, die Ständeverfassung, das Bundesgericht, bei jeder Organisation der Centralgewalt immer, nur mit sehr geringen Verschiedenheiten, dieselben bleiben, und daher eine vollkommen abgesonderte Beurtheilung erlauben.

Wien, den 10. Februar 1815.

Fürst von Hardenberg
Frhr. von Humboldt.

LVI. Ein Zeitungsaufsatz. Februar 1815.

(Eigenhändiges Konzept mit Zusatz Cessat im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Schmidt a. a. O. S. 407 ff.)

Im „Rheinischen Merkur" Nr. 195 Freitag den 17. Februar 1815 ist die Note der 32 vereinigten unabhängigen teutschen Fürsten und freien Städte vom 2. Februar 1815 (Klüber, Acten des Wiener Congresses I, 3, 127 ff.) abgedruckt, in der sie auf die Eröffnung des „teutschen Congresses, unter gehöriger Zuziehung aller Theile des künftigen Ganzen" drängen, und daran folgender Aufsatz geknüpft: „Es ist wohl nicht zu zweifeln, dass dem Begehren der hier Nachsuchenden, welches in Recht und Gerechtigkeit vollkommen gegründet ist, billige Folge wird geleistet werden. Was der Fünferausschuss seither gethan, muss als Vorarbeit und Vorbereitung betrachtet werden; obgleich mit dieser Arbeit nicht viel gefördert worden, wodurch aber eben auch der einzige scheinbare Grund für die Ausschliessung der Andern weggefallen. Der letzte Humboldtische Verfassungsplan hat sich durch Teutschland nur geringeren Beyfalls zu erfreuen; obgleich er manches Gute aus der alten Verfassung aufgenommen und Anderes hineingetragen, geht er doch gerade am Wesentlichsten vorüber, wofür sich der gesunde Weltverstand in der Nation sogleich einstimmig erklärt, und woran trotz alles Sträubens und Ignorirens doch nicht vorbey zu kommen ist, will man anders ein starkes Teutschland wieder auf eigene Füsse stellen. Solyman, der türkische Kaiser, pflegte von den Teutschen zu sagen, sie seyen unter sich eins wie die Finger an seiner Hand: eine solche gespreizte, nicht geballte Sultansfaust wäre statt eines Hauptes in jenem Fünferdirektorium aus dem teutschen Akephalus herausgewachsen, und nun recht konstitutionell festgeschraubt. Alle Teutschen wünschen aus Herzensgrund, Oesterreich und Preussen mögten fortan immer unzertrennlich eins und einig seyn, und gerade die guten Folgen dieser Eintracht haben in jenem Entwurfe vernichtet werden müssen, weil dem Fall begegnet werden sollte, dass Beyde zur Unterdrückung der drey Mitstände sich vereinigten. Darum sollten im Falle der Einigkeit Oesterreichs und Preussens die drey Stimmen, die etwa 6 Millionen vorstellen, so viel gelten als die vier, die für 36 Millionen

reden, und die Appellation soll nach unten hin bey der Kammer der kleinen Fürsten eingelegt werden. Solche Künstlichkeit, die ausser dem Leben eine Maschiene bauen will, die alle Verrichtungen des Lebens übt, muss in sich selbst verstricken, und nach zwey, drey Umläufen wird, wie wir es an Frankreich so oft gesehen, das perpetuum mobile stocken, und nicht mehr weiter können. Nein, auf die Seele sollt ihr rechnen, auf den lebendigen Athem, den Gott über das Volk gehaucht, und die Form dann so einfältig machen und so einfach, als sich's immer schicken will; so lange jener beseelende Geist uns nicht entweicht, wird Alles aufs Beste dann von statten gehen, und das Leibliche wird ihm schon nachwachsen müssen. Hört doch nur aller Orten hin im ganzen Reiche, was Jung und Alt, und Gross und Klein zum Werke sagen; Alle werden auf eure Frage in Einfalt des Herzens erwidern: einen Kaiser sollt ihr uns wieder geben, wie wir seit undenklichen Zeiten ihn gehabt, wie er unser Schützer und Führer gewesen ist, in aller Fährlichkeit und Noth, und uns gehandhabt hat gegen unserer eigenen Fürsten Ueberdrang im Frieden, und gegen des Feindes Wuth im Krieg. Ihr dürft nicht suchen, wo ihr diesen ausfindet, er ist nicht verborgen vor euren Augen, er ist keinem Herzen fremd, Alle rufen nach ihm mit freyer, voller Stimme, ihm dem Bewährten haben Alle längst die Würde zugesprochen. Eure künstlichen Werke begreifen wir nicht, hegen auch billigen Zweifel, dass sie uns frommen werden; wir haben wieder erstritten im Felde mit unserm Blute die alte, teutsche Ehre, so gebt uns denn auch Altteutschland wieder, das ganz aus der Reihe der Staaten verschwunden ist; gebt uns verjüngt und erfrischt das alte Reich und seinen Kaiser, und habt ihr ihm die Krone wieder aufgesetzt und den neuen Purpur ihm angelegt, statt der alten Fezzen, die er weggeworfen, als ihn der Vasallen Uebermuth in Stücken zerrissen; dann huldigt ihm mit uns aus vollem Herzen, wie wir Euch huldigen. Ihr werdet kein Opfer bringen, das Euch nicht zehnfältig vergolten würde; in dem Maasse wie Ihr Euch demüthigt vor der Idee des Reiches, werdet Ihr erhoben seyn vor der Welt, in Kraft und Ehre und Würde und Ansehn, und Ruhe und Sicherheit; drey Jahrhunderte haben uns belehrt, und mit unserm besten Blut und Leben und Vermögen, theuer die Lehre erkauft, wie es um einen Staat beschaffen, wo jeder seines Willens ist, und Alle nach allen Richtungen auseinanderlaufend, Länder, Städt' und Leut', in Brand und Verderben bringen.

Es ist so viel herzlich guter Wille bey denen, die das Schicksal Teutschlands in ihrem Willen tragen; sie achten in so Vielem preisswürdig auf die öffentliche Stimme: darum sollten sie dieselbe hier im wichtigsten Punkte nicht überhören, und vielmehr ehren mit zarter Scheu diesen frommen Gehorsam des Volkes, und seine Anhänglichkeit an die alte Liebe, und bedenken, wie sehr ein unwilliges Widerstreben gegen die Unterordnung unter eine höhere Einheit, die allein erst aus allen teutschen Völkerschaften ein Ganzes machen kann, und das Reich abgränzen als eine besondere Persönlichkeit von dem übrigen europäischen Staatenbund, wie sehr eine so ungesellige Abneigung nothwendig auch im Innern der einzelnen Grundstaaten die Banden der Gewalt auflösen, und die Hingabe der Unterwürfigkeit schwächen muss. Mit ihren Augen haben sie wahrgenommen, wohin solche Bestrebungen geführt, die bloss der Seinen und der eigenen Besonderheit wahrgenommen, und keinen höhern Zug und keine Liebe anerkannt. Demüthigung und Schande ohne Gleichen hat Alle miteinander heimgesucht, und

die Ehre hat sich nach hartem Streite erst wieder eingefunden, als man in der Erniedrigung nach der alten Eintracht sich wieder umgesehen. Und will man, nachdem man gross gestritten, jetzt kleinlicher Unterhandlung pflegen, und nachdem man dürftig eine lockere Halbheit im Verfassungswerke aufgeführt, mit Erkältung im Herzen, und geheimem Groll und Feindschaft auseinandergehen? Nein! lassen wir diese zwey Königs- und Fürstenkammern ohne Haupt und Kaiser, wo die untere der Schiedsrichter der obern werden soll, und wo diese Obern, weil sie sich zur Hälfte zu viel, zur Hälfte zu wenig herausgenommen, den Untern gestatten müssen, was in guter Verfassung nie gestattet werden darf, das Recht nach eigner Willkühr Verträge abzuschliessen: unvergleichlich besser als solche unförmliche Form ist unsere alte Verfassung mit allen ihren Mängeln gewesen. Wird Teutschland ein Staatenbund, dann summiren sich bloss seine einzelnen getrennten Kräfte, und es ist dem Auslande leicht dem Aggregate jede beliebige Zahl von Gliedern abzuziehen; in Teutschland als Staatenstaat sind alle diese Kräfte Faktoren, mit sich selbst in ein Produkt multiplizirt, und keine europäische Macht wird vermögen, mit des Schwerdtes Schärfe diesen Fels zu theilen. Oesterreich um seiner Macht und Gewalt und früherer Verdienste willen, gebührt die Kaiserwürde; Oesterreich hat seines Vortheils wahrgenommen, wie Alle dem Ihrigen nachgegangen; es hat sich getrennt vom Reich, und irrig geglaubt, es dürfe nicht seiner achten, und selbständig abgeschlossen für sich bestehen. Gott hat es dafür wie die andern heimgesucht; das Reich, wo es nicht mit Oesterreich ist, ist gegen Oesterreich. Darum wird es fortan ihm ein treuer Hort und Mehrer seyn; und das Beschützte dem Schutzherren wieder eine starke Schutzwehr werden. Den nächsten Rang nach ihm sagt einstimmig das gesammte teutsche Volk Preussen zu; und weil dieses Haus von Ursprung an den Waffen sich ergeben, und am Kriegsspiel sich erfreut, darum werde sein König zum Kron-Feldherren des Reichs erkoren; und weil seine Macht aus der Reformation hervorgewachsen, darum sey das Direktorium sämmtlicher evangelischen Stände im Reich dem jedesmaligen Kronprinzen, wenn der König nicht selbst zugegen ist, übergeben, während der erste kaiserliche Prinz, zugleich Reichs-Schatzmeister, die Leitung der Katholischen übernimmt. Nicht soll nach jenem unseligen Gedanken, einem hängen gebliebenen Gallizism, der Mayn Gränze des ersten und zweyten Teutschlands seyn; es ist alles dagegen, und kein vernünftiger weder natürlicher noch historischer Grund dafür; wohl aber ist der Gegensatz der Religion in einem natürlich menschlichen Verhältniss begründet, und soll festgehalten werden. Württemberg und Anderes den Rhein hinunter würde also zum preussischen System gehören, Münster und Belgien und was sonst katholisch ist, wenigstens in der Mehrheit, zum Andern, und gerade das verwirrte Durcheinanderliegen und Uebergreifen, wird recht fest die beyden durchwachsenen Theile zusammenhalten. Wollte Oesterreich dann auch die gegenwärtige Weltlage, die einzig in ihrer Art so nicht mehr wiederkehrt, benutzen, und Italien in einen Bundesstaat unter Leitung eines seiner Prinzen als Inhaber der eisernen Krone versammeln, dann würden jene drey Fürsten als die ersten Würdenträger des Reichs, und die ursprünglichsten Ausflüsse der kaiserlichen Macht den Thron umgeben, und um sie her alsdann die übrige Reichsstandschaft sich in voller **Gleichheit der Rechte in weitem Doppelkreise sammeln.**

So urtheilen viele Wohlgesinnte in allen Theilen des Reichs über die mögliche

Anordnung der teutschen Angelegenheiten in schlichter und einfachster Weise, die immer die beste ist, weil dann die wenigsten Verwicklungen nöthig sind. Sie wissen wohl, dass damit noch kein goldnes Jahrhundert unmittelbar gegeben wäre; dass auch da mancherlei Irrungen möglich sind, und dass, wenn der Geist und die Verständigung nicht das Beste thun, diese Form ebenso unnütz seyn würde, als jede Andre; aber sie können nicht glauben, dass ihre Ansichten der Dinge, welche die bessere Geschichte Teutschlands für sich haben, unausführbarer seyn sollten, als die engherzigen Rathschläge der eigensüchtigen Natur, die zweymal aufs härteste gedehmütiget von dieser Zeit, einmal als der ausgelassene Hochmuth zu Fall gekommen, und dann als die Verzagtheit wider Willen durch die Gewalt der Ereignisse zum Sieg gedrungen worden, doch nicht zum Verständniss gekommen ist. Sie können sich nicht überzeugen, dass jene, im Laufe eines Jahrhunderts eingewurzelte Abneigung zweyer verwandten Stämme desselben Volkes, etwas Natürliches, Nothwendiges und Bleibendes sey; sie glauben vielmehr, dass alle Sorge der nächsten Zukunft darauf gehen müsse, sie gänzlich bis auf die letzte Spur auszurotten, und dass hiezu der feste Grund in der Verfassung gelegt werden muss. Oesterreich stark durch die neue Ordnung, stark durch die Liebe und die Einigung des teutschen Volkes, dürfte dann nicht kleinlich mit Preussen um Seelen und Quadratmeilen handeln; reichlich und kaiserlich vielmehr könnte es den Genossen ausstatten, und als muthig gewonnenen und wohl verdienten Kampfpreis ihm frey entgegentragen, was es als Entschädigung und Recht gefordert, nicht gestatten wollte. Preussen gekräftigt und zur innerlichen Fülle gelangt, würde mit dem Nachlass der bisherigen gewaltsamen Spannung in sich selber ruhig werden, und gesichert gegen den furchtbaren Nachbar durch den Reichsverband, ohne Sorge und Störung seiner innerlichen Entwicklung obliegen. Die übrigen Stämme des Reichs, geschützt durch ein Vertheidigungssystem, das dem Uebermuth des Angreifenden wenig Hoffnung einigen Erfolges lässt, würden fröhlich wachsen und gedeihen, und so wäre die grosse starke, teutsche Völkerburg zum Heile des ganzen Welttheils in seiner Mitte wieder aufgerichtet. Teutschland wird dann aus dem grossen Kampf geläutert und wiedergeboren herausgehen, ein junger Phönix, der aus den Flammen steigt, und ein neues tausendjähriges Leben beginnt; es wird die alten Formen und Züge wieder an sich haben, nur mit jugendlicher Kraft erfüllt und entfaltet, wie es der Fortschritt der Zeit mit sich bringt; es wird die vorige Gestalt seyn, aber wie das Ganze an Umfang zugenommen, so werden auch die einzelnen Glieder und Gliedesglieder in grössern Massen ausgewirkt und verbunden seyn, und gerade hier wird der Gang des Weltgeistes am offenbarsten werden, der, wie er durch die Zeitalter sich entwickelt, die Höhe seiner Abstraktion immer weiter treibt, und ferner um sich greifende Gedanken denkt, und eine immer stärkere Begriffesmasse zu bemeistern weiss. In anderer Weise will nichts Dauerhaftes, Bleibendes zu Stande kommen, und es kann nicht geschehen, dass ein wehrloses, innerlich lose gebundnes und darum uneiniges Volk, die Mitte eines Welttheils halte; es wird in Knechtschaft genommen, oder an die Ränder und auf die fernen unzugänglichen Gebürge hingetrieben. Darum mögen die Fürsten zweyten Ranges in ihrem Beginnen sich nicht stören lassen, und die Einheit für Teutschland verlangen und den Kaiser ausrufen, sie sind hierin die Vertreter der Volksmeynung, und weit der grösste Theil der Nation ist auf ihrer Seite, und wird mit freudigem Zuruf

bekräftigen, was sie beschlossen haben. Mögte nur noch einmal in die Herzen der Monarchen die religiöse Stimmung wiederkehren, die sie ergriffen, als sie auf dem Schlachtfelde von Leipzig gekniet, und Teutschland wäre als das heilige Reich von neuem geweiht auf Jahrhunderte."

Gegen diesen Artikel wendet sich Humboldt im folgenden Aufsatz:

„Ein Zeitungsblatt ist eine so vorübergehende Erscheinung und aus so zufälligen Ursachen entstanden, oder auf so augenblickliche Wirkung berechnet, dass man am besten thut, abwartend, dass die Welle die Welle verdrängt, es der Vergessenheit zu übergeben. Wenn aber, wie vor kurzem geschehen ist, ein deutsches Zeitungsblatt, zwar ohne Nennung des Namens, aber auf eine noch hinterlistigere Weise mit unverkennbarer Hindeutung, Preussen eine „eigensüchtige Natur nennt, die zweimal aufs härteste gedemüthigt in (von) dieser Zeit, einmal als der ausgelassene Hochmuth zu Falle gekommen, und dann als die Verzagtheit wider Willen durch die Gewalt der Ereignisse zum Sieg gedrungen (eine Nöthigung eigener Natur) worden, doch nicht zum Verständniss gekommen ist": so ist es Pflicht, allen Deutschen zu sagen, dass einer ihrer angeblichen Mitbürger dies im Jahre 1815, als es schon mehr als jährig war, seit Deutschland in Deutschland zuerst durch Preussens Anstoss, und nach einem von allen deutschen Mächten über drei Monate, trotz jener blutigen Schlachten, zweifelhaft gelassenen Kampfe, befreit worden ist, zu behaupten gewagt hat. Darauf zu antworten, wäre, es mag nun damit der in ganz Europa verehrte König, oder die von niemand bis jetzt im Ernst angefochtene Regierung, oder die, nicht am wenigsten durch die stille Anerkennung ihres Feindes geehrte Nation gemeynt sein, unter der Würde jedes Deutschen. Bemerken muss man nur, dass, wenn Preussen nicht zum Verständniss gekommen wäre, es wenigstens niemanden hindert, es zum Verständniss zu bringen, da derselbe Zeitungsschreiber, der dies ausspricht, von Preussens Freiheit vertheidigendem Schutze entblösst, längst hätte verstummen müssen.

Ueber den übrigen Theil des Artikels, aus welchem die oben erwähnte Stelle genommen ist, würden wir, als ein Zeitungsblatt, das sich begnügt, das Erfahrene schlicht zu erzählen, nicht aber halbbeendigte Congressangelegenheiten zu beurtheilen, keine Silbe verlieren. Doch müssen wir bemerken, dass wir, die wir wirklich schlicht und einfältig sind, nicht begreifen, wie die Kaiserwürde, die nicht durch äussere Ereignisse, sondern weil sie längst in sich

erstorben war, unterging, jetzt wieder aufleben, die Seele seyn soll, auf die man rechnen kann, der lebendige Athem, den Gott über das Volk gehaucht hat. Es ist empörend, über eine so sehr Ehrfurcht gebietende Sache, als die deutsche Kaiserwürde ist, in einem von überspannter Empfindung, die immer die wirkliche ausschliesst, und offenbarem Partheigeist zusammengesetzten Tone reden: gegen Oesterreich, mitten unter dadurch selbst wieder vernichteten Lobsprüchen, sagen zu hören, dass es seiner früheren Verdienste wegen an der Spitze Deutschlands zu stehen würdig ist, dass es dem allgemeinen Beispiel folgend, trotz der Pflichten seiner Kaiserwürde, seinen Vortheil wahrgenommen, und sich vom Reiche getrennt hat, aber dafür von Gott heimgesucht worden ist, und darum von jetzt an des Reiches treuer Hort und Mehrer seyn wird: man weiss nicht, was man denken soll, wenn man Entwürfe liest, wie die, dass der erste kaiserliche Prinz des Reichs Schatzmeister seyn; dass Italien in einem Bundesstaat unter Leitung eines österreichischen Prinzen versammelt werden soll; dass das verwirrte Durcheinanderliegen und Uebergreifen gerade recht fest durchwachsene Theile zusammenhält. Auf so unergründliche luftige Art, welcher weder Thatsachen, noch Vernunftgründe das Wort reden, Pläne zu schmieden, war nicht deutsche Sitte in der guten Zeit, als die Schlözer, Schlosser, Iselin und andere, auch für das Volkswohl, und auch oft stark gegen die Fürsten schrieben; es ist Gottlob! noch jetzt nicht Weise der Mehrzahl der Deutschen, von denen nur Wenige auftreten, weil freilich das Schreiben mit jedem Tage mehr durch das Lesen verleidet werden muss; was aber keiner unbemerkt lassen kann, ist, dass die österreichische Regierung selbst, die Europa ebenso wohlthätig durch ihre Mässigung, als durch ihre oft und noch im letzten Kriege bewiesene Kraft geworden ist, nicht nach einer Würde strebt, die jetzt nie mehr sein könnte, was sie ehemals war; dass sie fühlt, dass, was sonst die Idee und die Meynung wirkte, jetzt nur die physische Kraft vermöchte, und dass das Kaiserthum dadurch mit seinem mildesten, auch seinen schönsten Glanz verlöre; dass sie daher, in der tiefen Ueberzeugung, dass sich das Todte nicht in's Leben zurückrufen lässt, mit Wärme, Treue und Eifer gemeinschaftlich an einer Verfassung arbeitet, die keine Ansprüche macht, mehr zu seyn als erleichternde und schützende Form. Deutschlands Sicherheit hängt nicht gerade von einer Kaiserwürde ab, nicht von dieser, oder jener alten, oder neuen Form; sie beruht

auf den deutschen Fürsten, unter deren ersten, wie an Macht so an Gesinnung, der österreichische Kaiser steht, die ihr und Europa's Wohl an Deutschland geknüpft haben; auf der Nation, deren Art es nicht ist, sich in politische Spekulationen zu verlieren, sondern mit Emsigkeit und Treue den einzig wahrhaft belohnenden Weg des einzelnen Lebens zu verfolgen; die eben jetzt mehr als je, bereit ist, wie deutscher Boden bedroht wird, jedes einzelne Gut und jedes einzelne Glück der Vertheidigung des Ganzen zu opfern; die innere Verfassung der deutschen Staaten wird Fertigkeit und Sicherheit finden, weil Fürsten und Völker von dieser Nothwendigkeit überzeugt sind, und der Zustand der Gesetzlosigkeit der letztverflossenen Jahre jedes rechtliche Gemüth mit Abscheu erfüllt hat; den Staatsmännern wird dabei nichts übrig bleiben, als dieser doppelten, dem Aeussern und Innern Schutz versprechenden Kraft und Gesinnung, welche da ist und nicht erst geschaffen zu werden braucht, die Gleise zu bahnen, in welchen sie sich ohne Reibung bewegen kann."

LVII. Gegen Steins Denkschrift über die deutsche Kaiserwürde. 18.—23. Februar 1815.

Eigenhändiger Entwurf und Abschrift mit eigenhändigen Korrekturen ohne Unterschrift und Datum im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Schmidt a. a. O. S. 414ff.

Il est si naturel d'accuser un directoire de plusieurs Princes de foiblesse et de manque d'unité, et si spécieux qu'on remédie à l'un et à l'autre de ces défauts en donnant un chef unique à la ligue, que l'idée de rétablir la dignité Impériale doit se présenter à tous ceux qui réfléchissent sur la Constitution future de l'Allemagne. Mais j'ai toujours été convaincu qu'en examinant avec calme et impartialité la véritable situation des choses, on trouvera aisément que la reconstruction de l'Allemagne, comme Empire subordonné à un seul Chef, est impossible et que, dès qu'on ne veut point se contenter de mots, il faut s'en tenir à une simple association d'états indépendans.

On veut suppléer par un Empereur au manque de force qu'on reproche à une fédération. Il faut donc que l'Empereur possède cette force; mais il faut en même tems qu'il ait aussi celle de

vaincre la jalousie et l'opposition qui naîtront de l'existence même de sa dignité.

Car personne ne voudra soutenir que les grands états en Allemagne s'y soumettront toujours et dans toutes les circonstances sans difficulté.

Et comment lui donnera-t-on cette force? Est-ce qu'on formera une armée de l'Empire d'au moins 100000 hommes qu'on mettra à sa disposition pour s'en servir, dès que les loix de l'Empire seront violées selon son interprétation? Je doute qu'un seul état de l'Allemagne veuille souscrire à cette condition.

Mais dès qu'une pareille armée n'est point toujours prête, dès qu'elle n'est point à la disposition absolue de l'Empereur, dès, enfin, que l'Empereur n'est pas seul juge et interprète des loix, la même foiblesse et le même manque d'unité qu'on reproche avec raison à la fédération, se trouvera dans les délibérations dont le résultat devra premièrement guider les démarches de l'Empereur et les rendre légales. Le plan qu'on nous présente, en donne déjà la preuve; les droits qu'on y accorde à l'Empereur, sont tellement circonscrits qu'ils montrent déjà la défiance qu'on a qu'il ne veuille abuser de son pouvoir.

En voulant faire revivre d'anciennes dénominations, il faut penser bien mûrement aux circonstances sans lesquelles ces dénominations perdent leur véritable sens.

La dignité Impériale n'a été forte et n'a vraiment servi à protéger l'Empire que dans le tems où les autres Princes Allemands se croyoient bonnement et sérieusement vassaux et même sujets de l'Empereur, où le rapport dans lequel ils étoient avec lui, ressembloit exactement à celui qui existe dans un pays entre le Souverain et les États. Depuis que ce sentiment s'est perdu insensiblement, la dignité Impériale a perdu d'autorité et n'a plus été en état ni de défendre l'Allemagne vigoureusement contre l'étranger ni d'empêcher des actes arbitraires des Princes dans l'Intérieur.

Mais où est le moyen de faire renaître ce sentiment àprésent, où les prétentions d'indépendance et de souveraineté sont descendues jusqu'aux plus petits Princes?

Je ne nie point qu'encore dans les cinquante ans qui précédèrent la dissolution de l'Empire, sa constitution, même dans sa foiblesse, n'ait eu des effets fort salutaires. Mais il seroit entièrement faux de s'imaginer que, si alors un Empereur, même foible,

étoit utile, il le seroit aussi àprésent. Dans une institution qui tombe insensiblement en décadence, le souvenir même de la force qui n'existe plus, continue encore d'agir; dans une nouvelle la force réelle même qu'on lui donne, est moins puissante pour qu'elle n'influe point encore sur l'opinion et qu'on doute encore, pour ainsi dire, de son existence.

Une autre considération extrêmement importante et qu'on paroit oublier, est celle que, quelle que soit la puissance qui prenne aujourd'hui la dignité Impériale, elle conservera toujours des intérêts politiques particuliers et différens de ses rapports avec l'Empire. Le Souverain qui acceptera la Couronne Impériale, devra, même pour rester fidèle aux devoirs envers ses propres sujets, faire lui même cette distinction, et le cas peut arriver que, sans qu'on puisse lui en faire un reproche fondé, il sacrifie ses rapports avec l'Allemagne à ses intérêts particuliers. Moins il pourra regarder l'Allemagne comme son domaine, plus la constitution lui liera les mains*) pour s'en servir arbitrairement, plus cette séparation, dont naîtront les collisions, deviendra sensible.

C'est ainsi qu'on se trouvera dans une contradiction complette, puisqu'on voudra à la fois renforcer le pouvoir de l'Empereur pour le lier d'avantage à l'Empire et lui poser des bornes pour empêcher qu'il n'en abuse.

En un mot, quoi qu'on fasse, on ne sortira jamais de l'alternative vicieuse ou d'accorder à la dignité Impériale des droits dangereux pour l'indépendance des autres Princes et même pour la sûreté de l'Allemagne, ou de circonscrire tellement son pouvoir qu'elle reste un vain nom chargé encore du poids des jalousies et de l'envie qu'elle ne laissera pas que (?) de susciter.

Les droits qu'on lui assigne dans le travail que nous avons sous les yeux, sont d'un côté trop étendus et de l'autre beaucoup trop rétrécis.

Si la sanction Impériale est nécessaire à une déclaration de guerre, l'intérêt particulier ou la pusillanimité d'un Cabinet Impérial pourroit donc arrêter un mouvement national et général. Et qu'en arriveroit-il nécessairement? Evidemment rupture et scission. Les grands états de l'Allemagne feroient la guerre à eux seuls et entraîneroient les petits avec eux.

---

*) *So steht im eigenhändigen Entwurf; im Druck heißt es lui livra les moyens.*

Si, d'un autre côté, l'Empereur ne pourra exécuter, même en tems de paix, les règlemens militaires de l'Empire que du consentement d'un conseil de trois Princes, et que ce même conseil doit aussi prendre part à la direction de la force armée dans le cas d'une guerre, ce directoire de quatre Cabinets (moins unis naturellement, puisque l'un devient par sa prééminence même un objet de jalousie et de défiance) qu'on nomme fautif dans le système fédératif, est appliqué à la partie de la Constitution qui précisément a le plus besoin d'unité, de force et de promptitude.

Ce ne sont néanmoins point là de simples fautes de plan qu'il seroit facile d'éviter; on y retombera nécessairement aussi souvent qu'on voudra fixer les droits d'un Empereur qu'on désideroit bien de rendre fort, mais qu'on craint toujours de trouver dangereux.

On dit encore dans le plan que, comme le chef, quel qu'il soit, aura seulement une action influente sur quelques membres de la Ligue, ou de l'Empire, et une action impérative sur d'autres, un Chef unique sera toujours plus fort qu'un Directoire composé de plusieurs. Mais je crois que cette assertion n'est rien moins que prouvée. Car si celui sur lequel l'action du chef pourroit être impérative, se place sous la protection de celui sur lequel elle ne peut être qu'influente, il est évident qu'il s'y soustrait.

Or ces protections seront, pour ainsi dire, organisées par la Constitution même, dès que la création d'une dignité Impériale excitera à la fois l'envie, la jalousie et la crainte. Dans un directoire composé de plusieurs la prépondérance sera variable d'après les combinaisons politiques et même d'après les objets dont il sera question; l'opinion publique même à laquelle un Cabinet seul refuse facilement l'accès, se fait écouter plus aisément par plusieurs; il sera donc beaucoup moins facile de se soustraire par des protections à l'action du Chef à laquelle aussi un grand état, tel que la Prusse, sera plus disposé à se soumettre, s'il voit plusieurs autres réunis contre lui, que s'il doit simplement reconnoître un décret d'un Empereur; il existera même sans doute par rapport à des violations de l'ordre intérieur des cas où quiconque se les seroit permises, invoqueroit envain la protection d'un des grands États.

Une certaine pudeur publique qu'aucun gouvernement ne viole impunément, et l'équité reconnue par plusieurs états impartiaux exerceront une plus grande force morale que ne pourroit être celle, matérielle et physique, qu'on accorderoit à un Empereur.

En examinant avec calme la situation présente et en consultant l'expérience de l'histoire, on trouvera certainement que la dignité Impériale de l'Allemagne est du nombre de ces institutions grandes, belles et bienfaisantes qui reçurent leur force et leur éclat des évènemens, du tems et des habitudes et de l'esprit des siècles qui les virent naitre, mais qu'il seroit envain de vouloir créer par une Constitution faite exprès et à loisir.

Aussi faut-il avouer que ce n'est ni Buonaparte ni la renonciation de la Maison Autrichienne qui ont mis fin à l'Empire Germanique. Ce corps auquel le suc nourricier et l'esprit vivifiant manquèrent depuis longtems, étoit mort et dépéri bien avant qu'on osa prononcer qu'il avoit cessé d'exister.

Si les argumens exposés jusqu'ici ont une certaine force, ils en gagnent beaucoup plus dans l'application à l'Autriche qui évidemment est la seule puissance en Allemagne capable de porter la couronne Impériale.

Le plan dont il est question, prononce d'une manière très sévère que cette Cour est en quelque façon étrangère à l'Allemagne et qu'il y a même un certain éloignement entre les deux nations. Mais, poursuit-il, puisque cela est ainsi, il faut, si l'on croit l'union de l'Autriche à l'Allemagne indispensable, l'y attacher par une prépondérance qui établisse leurs rapports mutuels sur l'intérêt et sur le devoir.

Sans observer que la nécessité d'avoir une dignité Impériale est subordonnée ici à celle d'unir l'Autriche à l'Allemagne, de façon que cette dignité ne paroitroit plus nécessaire, si l'on renonçait à cette union, toute la conclusion semble un peu paradoxale. Il paroitrait plus naturel de retourner l'argument et de dire: puisque l'Autriche seule peut avoir la dignité Impériale et que l'Autriche ne tient pas assez étroitement à l'Allemagne, il faut renoncer à cette dignité.

Je suis loin de partager entièrement l'opinion énoncée sur l'Autriche dans le plan en question, qui, au contraire, me semble exagérée.

Mais deux choses restent néanmoins vraies et immuables, la première que l'intéret politique de l'Autriche (surtout depuis qu'elle renonce au Brisgau et ne recouvrera guères une grande partie des provinces-limitrophes de la Bavière) est beaucoup plus étroitement lié au sort de l'Est de l'Europe et de l'Italie qu'à celui de plusieurs

parties de l'Allemagne qui néanmoins sont tout-à-fait essentielles à celle-ci, et la seconde que la composition intérieure de la Monarchie Autrichienne est telle que plusieurs institutions vraiment allemandes ne pourront jamais prendre également racine en elle.

Les deux grands points qu'il faut mettre sous la sauvegarde de la Constitution Germanique, la sûreté extérieure et l'inviolabilité de l'ordre politique intérieur, seront donc, selon ma conviction intime, bien mieux assurés par le Directoire proposé par le Comité Allemand que par l'Autriche revêtue de la dignité Impériale.

Le seul côté duquel l'Allemagne ait encore peut-être des conquêtes étrangères à redouter, est celui de l'Ouest. La France, même la Hollande pourroient empiéter sur elle. La Russie, quelque grande que puisse être son influence, ne pensera guères à posséder elle-même des Provinces en Allemagne.

Or quel mal, quel danger pressant en résulteroit-il pour l'Autriche, si la France ou la Hollande s'emparoient d'une partie de la rive gauche du Rhin? Évidemment aucun. Il peut même arriver des combinaisons politiques où un Ministre Autrichien trahiroit les intérêts de son Souverain, s'il ne consentait pas plutôt à ce mal qu'à une perte plus sensible ailleurs ou à la continuation d'une lutte difficile? Or est-ce bien là un motif de sécurité pour le reste de l'Allemagne? et ne vaudra-t-il pas beaucoup mieux que la question de la guerre et de la paix soit discutée par ceux qui sont vraiment intéressés à l'intégrité de l'Allemagne en pleine liberté et sans dépendre d'une sanction ou prépondérance Impériale? Si l'on croit que l'Autriche ne se décidera pas à des transactions nuisibles à l'Allemagne, précisément à cause de la dignité Impériale, on oublie qu'une puissance doit toujours agir ainsi que son intérêt réel l'exige impérieusement.

Or la dignité Impériale de l'Allemagne restera constamment une attribution accessoire pour l'Autriche qu'elle pourra voir diminuée et qu'elle pourra même perdre, sans que cela affecte proprement ce qui constitue l'essence de sa puissance.

Quant à l'ordre politique intérieur des États Allemands, l'Autriche est également dans une situation moins favorable pour veiller à son maintien. Car n'ayant point et ne pouvant avoir des États tels que la Constitution les demande, elle doit soutenir des institutions dont elle ne donne point l'exemple, et comment peut-on par cela même s'imaginer qu'elle voudroit facilement se brou-

iller avec la Prusse, la Bavière, le Würtemberg pour des questions auxquelles, il faut l'avouer, elle ne prend et ne peut prendre qu'un intérêt foible et général? Si l'on voulait objecter qu'elle le ferait pour maintenir et étendre son autorité, on prouveroit trop. Car il seroit à craindre pour lors qu'elle n'allât au delà des bornes prescrites par la Constitution.

Rien de ce qui vient d'être dit ici à l'égard de l'Autriche, ne part de maximes, de vues politiques, de préjugés, en un mot de dispositions passagères qu'on lui suppose, mais tout découle de sa situation extérieure et intérieure; existera par cette raison autant que dure cette même situation; peut être avancé, sans blesser en rien un Gouvernement qui a si éminemment servi la cause de l'Europe, et devra être avoué par tout Ministre Autrichien même qui connoitra les intérêts véritables de sa monarchie et ne voudra pas se faire de vaines illusions.

L'Autriche, comme État cofédéré, sera d'une utilité extrême pour l'Allemagne et un de ses appuis les plus solides; mais il seroit dangereux pour l'Allemagne et pour elle, si, revêtue de la dignité Impériale, elle devoit porter tout le poids de la responsabilité et avoir un pouvoir capable d'arrêter ou de changer entièrement l'impulsion venant des États dont tous les intérêts particuliers sont amalgamés avec ceux de la commune patrie.

En me déclarant ainsi contre le rétablissement de la dignité Impériale, je suis bien éloigné de faire absolument l'apologie du système fédératif et d'un directoire composé de plusieurs Princes.

Mais je suis persuadé que c'est le seul lien commun que l'Allemagne puisse supporter, et une institution qui au moins ne crée pas de nouvelles difficultés dans la Constitution qu'il faut prévenir par de nouveaux moyens, ainsi que c'est le cas du système unitaire. Car je n'ai point vu jusqu'ici de plan renfermant la dignité Impériale, qui ne propose pas en même tems un contrepoids à cette même dignité. Aussi le projet dont nous parlons, y a pensé, puisqu'il assure à la Prusse une place fixe dans le Conseil qui doit entourer l'Empereur dans la partie la plus essentielle de son pouvoir exécutif.

Un second avantage très essentiel du système fédératif est celui dont j'ai déjà parlé ci-dessus qu'il est propre à se laisser influencer par l'opinion publique, par la volonté nationale et par

l'esprit du tems qui ne demande plus que des institutions qui lui répondent, pour s'améliorer lui-même de jour en jour.

La force de la fédération ne doit pas précisément être cherchée dans le lien fédératif seulement, elle réside dans la puissance de chacun des grands États qui la composent, dans la circonstance qu'établie sur des bases d'égalité et d'indépendance, elle n'excite point de jalousie et ne réveille point mal à propos les passions, et qu'elle offre néanmoins partout là où la sûreté extérieure ou intérieure pourroit être en danger, des voyes constitutionnelles dans lesquelles la Ligue, forte des moyens de ceux qui la composent, peut exercer l'influence nécessaire. Si les opinions sont divergentes, et elles le seront certainement, il y en aura pourtant plusieurs qui se réuniront, et il sera plus facile d'obtenir parmi elles une majorité favorable au bien-être de l'ensemble que de forcer un chef unique à donner sa sanction même à la volonté réunie là où elle seroit contraire à son intérêt ou à sa conviction.

LVIII. Gegen Steins Denkschrift über die deutsche Kaiserwürde. 3. März 1815.

Abschrift ohne Unterschrift und Datum im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Pertz, Das Leben des Ministers Freiherrn von Stein IV S. 752 ff. mit obigem Datum.)

On propose de rétablir la dignité Impériale en Allemagne, parcequ'un Conseil de Princes manqueroit de force et d'unité, et qu'il conviendroit d'attacher par cette mesure l'Autriche à l'Allemagne et de lui donner un intérêt à défendre celle-ci et à ne pas s'en séparer.

Il n'est pas difficile de prouver que ce double but ne peut être atteint par l'exécution de cette idée, spécieuse en théorie, mais à laquelle les considérations les plus importantes s'opposent.

1. Il est impossible de donner à un Empereur d'Allemagne le pouvoir étendu qu'il lui faudroit. La Prusse ne peut s'y soumettre, la Bavière, les autres Princes prépondérans ne le voudront pas.

2. Sans ce pouvoir la dignité Impériale ne donneroit pas au chef de l'Empire cet intérêt qu'on a en vue, ou n'empêcheroit pas qu'il ne préférât toujours à celui de l'Allemagne celui de ses

propres États; il n'exerceroit son influence que pour ce dernier, sans être utile à l'Empire; il lui deviendroit dangereux, il le deviendroit pour les puissances étrangères.

3. Tous ces argumens sont beaucoup plus forts encore, lorsqu'on les applique à l'Autriche, que s'il s'agissoit de tout autre Prince allemand. Elle n'a plus comme autrefois et la Belgique et des posssessions sur le Rhin et en Souabe; elle n'a plus cette influence décisive sur des États ecclésiastiques, qui confondoient ses intérets avec ceux de l'Allemagne; ses possessions en Italie, en Hongrie, en Pologne constituent la grande masse de sa puissance; celles qu'elle a conservées en Allemagne, sont dans un même arrondissement avec ces premières; de tout tems la maison d'Autriche a su les soustraire aux obligations qu'avoient les autres membres du Corps germanique, et maintenant l'intérêt de l'Autriche est plus séparé que jamais de celui de l'Allemagne. Or, il ne peut pas paroitre douteux que ce dernier ne soit sacrifié au premier, lorsqu'on considère que même sous les circonstances qu'on vient d'indiquer, l'Autriche jugea de son intérêt d'abandonner Mayence et la rive gauche du Rhin contre l'État Vénitien et d'autres avantages. Aujourd'hui que tous ses intérêts politiques sont tournés vers l'Est de l'Europe et vers l'Italie, sa situation est bien moins favorable à l'Allemagne, et si l'Autriche acceptoit la couronne impériale, elle seroit portée par la nature des choses même à la regarder ou comme une prérogative accessoire qui en cas de besoin devroit être sacrifiée à des intérêts majeurs, ce qui seroit dangereux pour l'Allemagne, ou comme un moyen d'augmenter sa force individuelle comme Puissance isolée, ce qui seroit dangereux à la fois pour l'Allemagne et l'Europe. La dépendance des petits États allemands seroit en général une suite nécessaire et immédiate de toute scission que des combinaisons funestes pourroient faire naître entre l'Autriche et la Prusse; l'Autriche se trouveroit pour lors vis-à-vis de ces États à peu près dans les mêmes rapports dans lesquels la France étoit avec la Confédération du Rhin. Les Puissances étrangères ont un intérêt évident de maintenir la disposition du Traité de Paris, qui veut que l'Allemagne soit une ligue d'États indépendans. Car quoique cette phrase n'exclue pas littéralement le rétablissement de la dignité Impériale, nous savons tous que cette exclusion étoit dans l'intention des parties contractantes.

4. Quelques soient les défauts d'une fédération manquant de

chef, elle présente toujours les plus grands avantages que les circonstances permettent d'atteindre; elle seule écarte les inconvéniens, elle seule est possible. Développons encore plus ce que nous venons d'avancer.

5. L'autorité Impériale devroit toujours être contre-balancée par d'autres institutions. Aussi tous les plans faits jusqu'ici pour le rétablissement de la dignité Impériale renferment-ils de pareilles institutions en attribuant tantôt à la Prusse, tantôt à elle et à la Bavière, tantôt à deux Princes électifs des prérogatives capables de mettre un frein au pouvoir Impérial. Par là et par la jalousie et les méfiances qui ne laisseroient pas de s'élever contre le nouvel Empereur, on crééroit des difficultés étrangères au système fédératif et se verroit obligé de donner à la dignité Impériale outre la force nécessaire pour la défense de l'Allemagne encore celle qu'il faudroit pour vaincre les obstacles qui naîtroient de son existence même.

6. Les questions de la guerre et de la paix, dépendront-elles uniquement de l'Empereur? — Dans ce cas il disposeroit à son gré de l'Allemagne; — sa sanction au moins, y sera-t-elle necessaire? Alors il pourroit arrèter le mouvement national le plus juste et le plus généreux; — son avis equivaudra-t-il simplement à un certain nombre de voix? — Le même manque de force et d'unité qu'on reproche aux plans d'une fédération sans chef, paralysera aussi la nouvelle constitution.

7. Il ne faut point oublier que la proportion qui existoit autrefois entre la maison Impériale et la plupart des nombreux États Allemands, est tellement changée depuis les sécularisations et les médiatisations que là où l'Empereur n'avoit besoin autrefois que de prononcer sa volonté, il devroit maintenant envoyer des armées.

8. En liant l'Allemagne par la dignité Impériale aux destinées d'une des Puissances Européennes, on l'entraineroit dans toutes les chances que cette puissance éprouveroit; danger évidemment moins grand dans le système fédératif, qui offre à ses membres la possibilité de se réunir autour des autres puissances et de rester neutres. Quelles que seroient les précautions qu'on prendroit pour distinguer l'Autriche, chef de l'Allemagne, de l'Autriche, puissance Européenne, ces distinctions n'existeroient jamais que sur le papier, on compliqueroit la machine et entraveroit sa marche dans les

tems ordinaires de formes constitutionnelles qui, au moment de la crise, deviendroient toutes inutiles et nuisibles.

9. Le même cas existeroit pour les affaires intérieures. La puissance revêtue du pouvoir Impérial devant prendre sur elle la responsabilité entière et tout l'odieux des démarches que des violations de constitution nécessiteroient, consulteroit ses propres intérêts et se garderoit bien de se brouiller avec un des États puissans de l'Allemagne; au lieu que dans le système fédératif elle fera bien moins de difficulté de se ranger de l'avis de la pluralité.

10. C'est ainsi que pour l'extérieur et pour l'intérieur les maximes de la Cour Impériale et même celles de son Ministère prévaudroient constamment et souvent d'une manière peu adaptée à l'esprit national, tandis que dans le système fédératif, qui offre des combinaisons beaucoup plus variées et où l'opinion publique aura plus d'influence, une tendance nuisible pourra être beaucoup plus facilement écartée et remplacée par des déterminations salutaires. Et voilà ce qui convient à l'esprit de la nation allemande, qui n'est ni inquiet ni remuant, mais qui tend à se porter en avant et à profiter du progrès des lumières, qui s'oppose à cette immobilité pour laquelle l'expérience n'est rien et les siècles s'écoulent en vain.

11. La tranquillité et la sûreté de l'Allemagne et l'influence que celles-ci exerceront sur l'équilibre de l'Europe, dépendront toujours de l'union de la Prusse et de l'Autriche, et le véritable danger pour l'Allemagne sera toujours une lutte entre ces deux puissances. Par conséquent un des principaux points de vue, en travaillant à une constitution allemande, doit être d'éviter autant que possible dans les rapports constitutionnels de ces deux puissances tout motif de désunion et de rendre, dans le malheureux cas d'une guerre entr'elles, le choc qui en résulteroit, pour l'Allemagne et pour l'Europe moins sensible. Or il est évident que sous ces deux rapports le système d'une fédération égale est préférable au rétablissement de la dignité Impériale. Cette dernière crée par son existence même un système d'opposition entre l'Autriche et la Prusse et force l'Allemagne, dans le cas d'une guerre, ou de se ranger du côté de la première ou d'enfreindre la constitution.

Le système fédératif au contraire rend tous les points de contact entre ces deux Puissances plus doux et moins dangereux, et si néanmoins une lutte s'engageoit entr'elles, l'Allemagne pourroit

encore conserver sa neutralité dans des voies constitutionnelles sous la protection de la Bavière, du Hanovre et d'autres Etats prépondérans germaniques et des autres Puissances étrangères.

Quand même enfin elle seroit entrainée, ses Princes se partageroient probablement entre les deux combattans, et le poids de ceux-ci deviendroit par là même moins redoutable pour l'Europe.

LIX. Ueber die Mediatisirten. 12. Mai 1815.

Eigenhändiger Entwurf und Abschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Da es bei mehreren noch nicht ganz beendigten Unterhandlungen von grosser Wichtigkeit ist, die Gesichtspunkte richtig aufzufassen, von welchen aus die Verhältnisse der ehemaligen, durch den Rheinbund oder seit seiner Stiftung mittelbar gewordenen Reichsstände angesehen werden müssen, so nehme ich mir die Freiheit, E. Durchlaucht meine Meynung über diesen Gegenstand ausführlich darzulegen.

E. Durchlaucht kennen meine Gesinnungen, von denen ich Gelegenheit gehabt habe, auch genug öffentliche Beweise zu geben, hinlänglich, um überzeugt zu seyn, dass ich die durch Französische Uebermacht vorgenommene Mediatisirung für eine schreiende Ungerechtigkeit halte, und dass ich den durch dieselbe zwischen ehemals gleichen Fürsten begründeten Unterschied von Souverainen und Vasallen für eine Quelle mannigfaltigen Unglücks ansehe. Allein ich habe mich nie überzeugen können, dass dies Gefühl so lebhaft werden dürfe, dass man darum bei Beurtheilung und Behandlung der wirklichen Staatsverhältnisse den nicht immer zu ändernden Zustand der Wirklichkeit mit dem, den man erst hervorzubringen wünschte, das innere Recht mit dem äussern vermischen und die Rücksicht auf geschlossene oder anerkannte Verträge bei Seite setzen müsse. So gewiss es ist, dass die Folgezeit immer streben muss, die Ungerechtigkeiten der vergangenen gut zu machen, eben so wahr und gewiss ist es auch, dass, wenn Ungerechtigkeiten einmal eine Reihe von Jahren hindurch bestanden und sich in mannigfaltige Verhältnisse fest verwebt haben, es bei weitem nicht immer möglich ist, den alten reinen Zustand unmittelbar zurückzuführen, und dass ein nicht von gehöriger Vorsicht geleitetes Bemühen danach wohl ein Unrecht einem andern

entgegen-, nicht leicht aber das Recht an die Stelle des Unrechts setzen kann.

Um die Verhältnisse der Mediatisirten rein zu beurtheilen, muss man zuförderst untersuchen, in welchem rechtlichen Verhältnisse sie jetzt stehen, und zweitens, wie dies Verhältniss den gerechten Absichten der verbündeten Mächte nach geändert werden kann und soll.

Es ist seit einiger Zeit angefangen worden, zu behaupten,

> dass die Mediatisirten durch die Aufhebung des Rheinbunds unmittelbar und ipso jure in ihren alten Zustand rechtlich zurückgekehrt wären,

und

> dass es von ihnen abhänge, an welchen grösseren Staaat sie sich anschliessen wollten.*)

Beide Sätze kann ich keinesweges für richtig anerkennen; es ist auch leicht darzuthun, dass die verbündeten Mächte seit dem Herbst 1813 nicht in Gemässheit derselben gehandelt haben.

Der Rheinbund ist allerdings aufgehoben worden (dissolu, wie sich die darüber vorhandenen französischen Acten ausdrücken). Bei einem bestehenden und, sei es erzwungener Weise oder freiwillig, von mehreren Mächten in allen üblichen staatsrechtlichen Formen anerkannten Staatenbunde ist unstreitig eine doppelte Wirkung seiner Aufhebung zu unterscheiden, nemlich die, dass die aus demselben entspringenden Verhältnisse nicht fortbestehen sollen, und die, dass auch retroactif Alles, auch Rechte eines Dritten mit eingeschlossen, für vernichtet angesehen werden soll, was durch denselben seit seiner Entstehung geschehen ist. Dass die Aufhebung nicht n o t h w e n d i g beide Wirkungen in sich schliesst, ist wohl ebenso sehr in die Augen fallend, als es auf der andern Seite bei weitem nicht ebenso erwiesen ist, dass die andere, retroactive Wirkung nun überall und vorzüglich in Rücksicht auf den Dritten, Statt finden könne. Im bürgerlichen Recht leidet es keinen Zweifel, dass diese letztere nicht unbedingt zugegeben werden würde.

---

*) *Diese Behauptungen finden sich in den fast gleichlautenden Noten des Fürsten Wilhelm von Sayn-Wittgenstein vom 27. April 1815, des Fürsten August zu Wied-Neuwied vom 30. April 1815, des Geh. Rates von Gärtner als Bevollmächtigten des Grafen von Bentheim vom 5. Mai 1815 und der Mitglieder des fürstlichen und gräflichen Hauses Solms vom 7. Mai 1815, in denen sie ihren freiwilligen Anschluß an Preußen erklären (bei Klüber, Akten des Wiener Kongresses II 6, S. 237ff.).*

In dem gegenwärtigen Fall aber bedarf es dieser Ausführung nicht. Denn dieselben Mächte, welche die Auflösung des Rheinbundes bewirkten und aussprachen, schlossen in demselben Augenblick neue Verträge, die nicht ohne die erheblichsten Folgen für die Mediatisirten sein konnten. Hätten sie in der That der von ihnen selbst ausgesprochenen Auflösung des Rheinbunds, von der daher auch sie die einzig rechtmässigen Ausleger sind, diese Ausdehnung gegeben, so hätten sie nicht bloss mit den sogenannten Rheinbundsfürsten, sondern ebensowohl mit den Mediatisirten Verträge abschliessen müssen. Denn kamen diese letzteren durch die Auflösung des Rheinbundes in ihren alten Zustand zurück, so waren sie selbstständige und bis das ehemalige deutsche Reich durch eine neue Obergewalt ersetzt wurde, durch den Mangel einer solchen souverain gewordene Fürsten und Herren; wie es denn in dem heutigen Zustand Europas überhaupt kein Mittelding zwischen einem (beschränkt oder unbeschränkt) Regierenden und einem (mehr oder minder privilegirten) Unterthanen giebt, und mit dem ersteren keine Verbindung als durch Verträge möglich ist.

Auf diese Weise sahen eben die verbündeten Mächte die Mediatisirten nach der Schlacht von Leipzig nicht an.

Mit keinem einzigen, selbst nicht denen, welche damals unter keiner anderen Landeshoheit standen und wo also gar keine Rücksichten auf einen Dritten statt fanden, wurde ein Vertrag abgeschlossen. E. Durchlaucht erinnern Sich vielleicht noch, dass ich in Freiburg der Meinung war, dies mit dem Bentheimischen Hause, in Verbindung mit einigen andern zu thun. Sie selbst aber, zugleich mit dem Oesterreichischen Cabinet, dies nicht angemessen fanden.

Dagegen wurde der Besitzstand derjenigen Fürsten, welche Mediatisirte hatten, nur mit Einschränkungen, von welchen ich gleich weiter reden werde, von den verbündeten Mächten garantirt: und die Besitzungen derjenigen ehmaligen Reichsstände in Norddeutschland, welche Napoleon von Rheinbundsfürsten zu Unterthanen gemacht hatte, wurden ohne weitere Erklärung unter die provisorischen Gouvernements gestellt, und sobald die Regierung nicht Verträge mit ihnen, wie mit Fürsten, abgeschlossen hatte, konnten die Gouverneure, mit wie viel Schonung sie auch verfahren mochten, ihre Besitzungen doch nur als gänzlich der Landeshoheit unterworfen behandeln. Jeder Mittelzustand hätte

durch Verträge oder Proclamationen oder Edicte bestimmt werden müssen, deren es keine dieser Art gab.

Die Frankfurter Verträge garantirten den Besitzstand nun allerdings, nur mit der Einschränkung, dass die Fürsten sich in Absicht desselben Veränderungen müssten im Voraus gefallen lassen. Bei Baden, Hessen-Darmstadt und Nassau wurde dies in geheimen Artikeln noch bestimmter, allein dagegen auch mit einem allgemeinen Versprechen der Entschädigungen, welche die Umstände erlauben möchten, ausgedrückt. Wollte man behaupten, der Besitzstand dieser Fürsten sei nun mit Ausschluss der mediatisirten Districte garantirt worden, so wäre dies eine ganz willkührliche und, wie alle nachherige Facta bewiesen haben, irrige Auslegung. Man behielt sich durch diese Fassung bloss die Möglichkeit vor, auch solche Districte künftig abzureissen. Dass man jedoch bei diesen Clauseln nicht einmal vorzüglich an die Mediatisirten dachte, beweist der doppelte Umstand, dass man sie allen Verträgen, auch mit Fürsten, die nie Mediatisirte gehabt hatten, beifügte, und dass man die bestimmter verbindende geheime z. B. bei Hohenzollern-Sigmaringen nicht hinzusetzte, obgleich nirgends die Vergrösserung durch Mediatisation so auffallend und widersinnig ist als da.

Seit den Frankfurter Verträgen bis zum Congress wurden die Mediatisirten zwar immer von den verbündeten Mächten in Schutz genommen, allein man sahe doch immer die mit Baiern, Würtemberg u. s. f. verbundenen als Vasallen dieser Staaten, und die Norddeutschen als den provisorischen Gouvernements unterworfen an. Auf diese Weise nun liess man Veränderungen für die ersteren eintreten, und das abschriftlich anliegende, noch in Frankfurt erlassene Circular*) an alle unsere Gesandtschaften bei denjenigen Höfen, die Mediatisirte erhalten hatten, spricht die damals unter den Höfen geltenden Grundsätze sehr klar und bestimmt aus und

---

* *In dieser von Humboldt verfaßten Zirkularnote an die am badischen Hofe accreditierten preußischen Gesandten, Frankfurt, Dezember 1813 (Konzept im Geh. Staatsarchiv) heißt es: „Sie werden vorzüglich darauf aufmerksam machen, dass die Aufrechthaltung der gegenseitigen Rechte auch im Innern der deutschen Staaten ein besonderer Gegenstand der Sorgfalt der verbündeten Mächte ist, dass sie es sich zur Pflicht machen werden, dieselben bei dem künftigen Friedensschluss und den alsdann in Deutschland allgemein zu treffenden Einrichtungen . . . möglichst zu sichern, und dass die Grundsätze, nach welchen die souveränen Fürsten gegenwärtig ihre ehemaligen Mitstände behandeln, auch auf die Schranken Einfluß haben werden, die man wird ihrer eigenen Machtvollkommenheit setzen müssen.“*

verdient um so mehr hier beachtet zu werden, als sich die Mediatisirten selbst oft darauf für sich bezogen haben.

Auf dem Congresse selbst hat man ebenso immer den Grundsatz befolgt, dass die Mediatisirten erst in einen mehr selbstständigen Zustand kommen müssen, und sie sind weder von den verbündeten Mächten noch von den andern deutschen Fürsten je zur wirklichen Mitberathung über die deutsche Verfassung zugelassen worden.

Nach allen diesen Voraussetzungen kann man daher, glaube ich, mit Sicherheit behaupten, dass der Satz, dass die Mediatisirten unmittelbar durch die Auflösung des Rheinbundes wieder in ihren alten Zustand zurückgekehrt wären, weder in der Natur der Sache liegt noch von den verbündeten Mächten bisher als die Richtschnur ihres Betragens gegen dieselben angenommen ist.

Mit dem Satze der von selbst und ipso jure erfolgten Wiedereinsetzung der Mediatisirten in ihren vorigen Stand fällt nun auch von selbst der zweite, dass es ihnen freistehe, sich, an welchen grösseren Staat sie wollten, anzuschliessen, über den Haufen. Dieser letztere hat mir, wie ich gern gestehe, immer noch weniger eingeleuchtet. Denn wenn die Mediatisirten das Recht wieder erlangt haben, über sich selbst politisch zu entscheiden, so begreift man nicht, warum sie nicht auch sich an niemand anschliessen konnten. Dass die Fürstenberge, Oettingen, Leiningen u. s. f. ganz anders selbstständig seyn könnten als Liechtenstein, Hohenzollern und selbst Waldeck und Lippe, leuchtet wohl jedem ein.

Bei den Congressverhandlungen ist dieser Grundsatz der Freiheit des Beschliessens so wenig angenommen worden, dass man bei den Territorialbestimmungen Hannovers (im Protokoll der Sitzung vom 21. Februar) Meppen und einen Theil der Bestimmungen von Looz-Coswaren mit Hannover verbunden, auch eine künftige Gränzbestimmung über diese letzteren zwischen Hannover und Preussen vorbehalten hat, ohne dass von einer Einwilligung der Besitzer dabei nur irgend die Rede ist.

Nach Allem diesem kann ich mir das Verhältniss der Mediatisirten nicht anders denken, als dass sie bis jetzt sich in dem Zustande befinden, in welchen die Mediatisirung sie versetzt hat, dieser Zustand aber durch den Deutschen Bund oder durch gemeinschaftliche Massregeln der verbündeten Mächte sowohl verbessert als gesichert werden soll. Diese Voraussetzung ist auch die einzige, welche sich mit einer gesunden, auf Ruhe und allge-

meines Wohl ausgehenden Politik verträgt. Jedem Mediatisirten zu erlauben, sich als in den Zustand von 1805 zurückversetzt anzusehen und eigenmächtig sich einen Schutzherrn, und allenfalls auch keinen zu wählen und dadurch bestehende und anerkannte Regierungen in ihren Besitzungen zu zerreissen, kann nur Verwirrung, Unruhen und zuletzt selbst, vorzüglich im gegenwärtigen Augenblick, höchst schädliche Eifersucht, sogar unter den grossen Mächten, hervorbringen. Diese selbst würden dabei auch sehr wenig gewinnen. Denn wenn sich z. B. an Preussen einige Mediatisirte an der Lahn anschliessen, könnten, nach dem gleichen Princip, und dies wird nicht fehlen, andere in Westphalen sich von ihm lossreissen und seine Besitzungen trennen oder nachtheilige Enclaven darin hervorbringen. Die Vielfachheit, zwar nicht souverainer, aber doch selbstständiger Regierungen konnte bei dem Aufhören des Deutschen Reichs nicht fortbestehen, und kann jetzt nicht wieder in gleicher Art aufleben. Dass die grössern Massen im Jahre 1806 durch Zufall und Ungerechtigkeit gebildet worden sind, ist ein bedauernswürdiges Unglück. Die Abhülfe nachher war aber nur auf einem doppelten Wege möglich, entweder indem man, ohne Rücksicht auf die vorgenommenen Veränderungen die Grade der Selbstständigkeit der Fürsten in Deutschland allgemein bestimmte und dann die Anwendung, ohne allen Unterschied, auf Mediatisirte oder nicht Mediatisirte machte, oder indem man die Reformen mit der möglichsten Schonung der in der Zwischenzeit entstandenen Verhältnisse versuchte. Das Erste hätte im Jahre 1813 vor allen Verträgen geschehen müssen, ist nicht geschehen und hatte auch so bedeutende Schwierigkeiten, dass, wer sie zu würdigen versteht, seinen Tadel wenigstens gewiss mässigen wird. Eine Hauptschwierigkeit lag darin, dass gerade diejenigen Mediatisirten, welche, wenn man einem Principe folgte, allein auf eigentliche Selbstständigkeit, ihrer Grösse nach, Anspruch machen könnten, die Hohenlohe, Fürstenberge, Oettingen, Leiningen, leider zerstückt und unter Regierungen vertheilt waren, von denen die Absonderung viele Hindernisse fand. Da dies nicht geschehen ist, bleibt nur der zweite Weg übrig. Auch gleich nach der Auflösung des Reichs hätte die politische Existenz der Vielfachheit der auf einmal isolirten Reichsstände nur durch einen gemeinschaftlichen Beschluss und nur mit der Zustimmung der grossen Mächte organisirt werden können, und selbst wenn man annimmt, dass man jetzt in diesen Zustand zurückversetzt sei, muss wiederum

dasselbe geschehen. Damit aber ist die Freiheit jedes Einzelnen, sich willkührlich anzuschliessen, durchaus unverträglich.

Wenn hierbei vorzüglich die äussern politischen Rücksichten beachtet worden sind, so verdienen die innern darum nicht geringere Aufmerksamkeit. Es kann unmöglich die Absicht der Mächte seyn, bei Bestimmung des Schicksals der Mediatisirten nur auf diese Familien zu sehen, und es muss gewiss gleich grosse Rücksicht auf ihre Unterthanen genommen werden. Solange das Deutsche Reich bestand, hatten diese eine politische Existenz als Deutsche, neben der die als Unterthanen dieses oder jenen kleinen Reichsstandes gleichsam verschwand. Jetzt, auch wenn ein Bund wirklich geschlossen wird, kann das nicht wieder in gleichem Grade möglich seyn. Soll nun eine so wichtige Sache, als die, welchem grössern Staat ein mediatisirter sich anschliesst, bloss der Entscheidung des Herrn überlassen seyn? Sollen die Unterthanen eines Mediatisirten über einen so wichtigen Gegenstand nicht mitreden dürfen, indess den Unterthanen der Souverainen (um sie kurz entgegenzusetzen) nicht die geringste Steuer soll ohne ihre Einwilligung aufgedrungen werden können? Also auch von dieser Seite ist die unbedingte Freiheit des Anschliessens mit richtigen Grundsätzen nicht zu vereinigen.

Nach der jetzigen Lage der Dinge ist demnach rechtlich und politisch kein anderer als folgender Weg einzuschlagen.

1. Man kann es nicht ändern, die Mediatisirten, bis der Deutsche Bund oder ein anderes Einverständniss derjenigen Mächte, welchen die Entscheidung zusteht, etwas Anderes bestimmt hat, als mediat, einer Landeshoheit unterworfen anzusehen, weil die Mächte, als sie Deutschland befreiten, sie als Mediate gefunden haben, und das Zurückgehen aus diesem Zustande, wenn nicht Verwirrung entstehen soll, nur in einen gehörig und durch allgemeines Einverständniss organisirten neuen Zustand möglich ist.

2. Man muss den Mediatisirten in der Deutschen Verfassung einen Rechtszustand sichern, d. h. einen solchen, der durch den Bund selbst vertreten wird. Bei Bestimmung desselben muss man einerseits auf die Rechte der Herren, andererseits aber auch ganz vorzüglich auf die ihrer Unterthanen sehen, damit dieselben nicht des Antheils an der Landstandschaft, den Gesetzen und allen den Instituten beraubt werden, welche nur ein grösserer Staat in gehöriger Vollkommenheit besitzen kann. Man muss endlich auch auf Deutschland überhaupt Rücksicht nehmen, damit in Krieg

und Frieden die Lasten mit Gleichheit vertheilt sind und nicht ungerechte und dadurch die Andern drückende Befreiungen davon existiren.

3. Man kann auch da, wo die Umstände es rathsam machen, Mediatisirte von den Regierungen, zu welchen sie gehören, trennen und an andere anschliessen. Allein diese Trennung kann immer nur in Gemässheit der bestehenden Verträge geschehen, und die Anschliessung muss sich nach dem politischen Grundsatz richten, dass die Mediatisirten sich an diejenigen grösseren Staaten anschliessen müssen, in deren Gebiet oder Nachbarschaft sie liegen. In dem hier und da geäusserten Princip, dass nur Königlichen Höfen Mediatisirte angeschlossen seyn könnten, gestehe ich gern, nie Consequenz gefunden zu haben.

Ich glaube hier E. Durchlaucht meine Ansichten über die Behandlung der Mediatisirten hinlänglich auseinandergesetzt zu haben, und fürchte nicht, der Undeutschheit und der Ungerechtigkeit beschuldigt zu werden, wenn ich, ursprünglich allerdings auf ungerechtem Wege entstandene, aber hernach wiederholt anerkannte Verhältnisse mit Gewalt und auf eine mir ganz eigenmächtig scheinende Weise umzustossen abrathe. Der Deutschheit müsste anders geholfen werden als dadurch, dass man bis zum Jahre 1805 zurückginge, und zwar nur zurückginge mit den Mediatisirten, nicht mit den Reichsstädten, denen Deutschland viel mehr verdankt, nicht mit der Reichsritterschaft, dem Deutschen Orden, der beraubten und beinah umgestürzten Kirche; und bei Herstellung auch der schreiendsten Ungerechtigkeiten werde ich immer die Wege vorziehen, welche Verletzungen selbst nur des förmlichen Rechts vermeiden. Von dieser Seite muss ich E. Durchlaucht bitten, meine Bemerkungen anzusehen.

In näherer Beziehung auf Preussen glaube ich E. Durchlaucht vorschlagen zu können:

1. bei den Berathungen über die Deutsche Verfassung die Mediatisirten, soviel es nur möglich ist, zu berücksichtigen;

2. für die mit Preussen verbundenen eine mit Hannover zu verabredende Bestimmung ihrer Verhältnisse und Rechte nach den bereits vorgeschlagenen billigen Grundsäzen herauszugeben, um den Klagen gegen unsere Gouvernements auf einmal ein Ende zu machen;

3. den Weg zu verfolgen, die mit Nassau und Hessen-Darmstadt verbundenen Mediatisirten von ihnen zu trennen, welches

zwar vermuthlich nicht jetzt, aber nach dem Kriege wohl gewiss möglich ist;

4. in dem Endvertrag des Congresses die Anschliessung der bereits mit uns verbundenen Mediatisirten von den Mächten ausdrücklich anerkennen zu lassen.

Wien, den 12ten Mai 1815.

Humboldt.

An des Königlichen Staatskanzlers
Fürsten v. Hardenberg Durchlaucht.

LX. Note an den Fürsten Metternich.

(Eigenhändiger Entwurf und Abschrift im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Schmidt a. a. O. S. 472ff.)

Wien, den 27. Mai 1815.

Die in der gestrigen Sitzung über den Entwurf eines Deutschen Bundesvertrages gemachten Aeusserungen, zusammengenommen mit der Kürze der Zeit, welche noch zur Erledigung aller Kongressgeschäfte übrig bleibt, veranlassen die Unterzeichneten, dem Herrn Fürsten von Metternich, Fürstliche Gnaden, folgende vertrauliche Eröffnungen zu machen.

Es ist von dringender und absoluter Nothwendigkeit, die Angelegenheit des Bundesvertrages vor dem Abgange der Cabinetter von Wien zu beendigen. Ohne zu gedenken, dass es nachher den Unterhandlungen an allem Nachdruck gebrechen, und daher Zögerungen jeder Art eintreffen würden, lässt sich auch jetzt übersehen, dass die Schlussakte des Kongresses unmittelbar nach der Entfernung der Cabinetter, wenn nicht vielleicht noch vor derselben beendigt sein wird. Allein unstreitig werden dann nicht alle Kongressgesandten hier bleiben wollen, bis der Deutsche Bund geschlossen ist, und dieser und seine Hauptgrundgesetze werden also nicht in die Schlussakte eingetragen werden können. Alsdann aber verliert man gänzlich die Vortheile, die man sich mit Recht von der schnellen Schliessung des Bundes verspricht, und welchen die Vorschlagenden so viele und wichtige Punkte aufgeopfert haben. Es würde alsdann wenig Unterschied zwischen der Unterhandlung hier und der in Frankfurt sein, und wenn man es wollte dahin kommen lassen, wäre es besser, alles bis Frankfurt aufzuschieben.

Es ist ferner keineswegs rathsam, über die gestern zu unserm Entwurfe gemachten Bemerkungen eine förmliche Diskussion zu eröffnen. Da die verschiedenen Meinungen so weit voneinander abweichen, dass Bayern einigemal geäussert hat, dass der Bundesvertrag kein inneres Verhältniss der Staaten betreffen dürfe, und die vereinigten Fürsten dagegen ausdrücklich auf Bestimmung der Rechte der Landstände gedrungen haben, und da wir von der nächsten Sitzung an mit den Abgeordneten aller Fürsten und Städte, also mit einer grossen Anzahl, uns zu berathen haben (was, da einmal Baden und Darmstadt in unserer Versammlung einzeln auftraten, zu verweigern weder möglich noch gerecht war), so ist von einer Diskussion schwerlich eine Uebereinkunft und am wenigsten eine schnelle zu erwarten. Bei dieser Diskussion würden aber auch Preussen, Oesterreich und Hannover in einem ganz falschen Lichte und einer durchaus unrichtigen Stellung erscheinen. Denn, um die allgemeine Uebereinkunft zu erleichtern, und nicht gegen ihren eignen Entwurf zu reden, würden sie diejenigen Meinungen nicht unterstützen können, welche einen bestimmten, kräftigen und den gerechten Erwartungen Deutschlands entsprechenden Bund wünschen; und gerade die Höfe, die seit dem Anfang der Unterhandlung alles, was von ihnen abhing, gethan haben, um wieder einen allgemeinen Rechtszustand in Deutschland zu begründen, würden hier das Ansehen haben, alle dahin abzweckenden Einrichtungen zu schwächen, zweifelhaft zu machen oder wenigstens in die Ferne zu stellen.

Die Unterzeichneten sind bei allen Vorberathungen durchaus der Meinung Sr. Fürstlichen Gnaden des Herrn Fürsten Metternich beigepflichtet, dass dasjenige, was die früheren Entwürfe hierüber enthielten, nur der Nothwendigkeit, jetzt und schnell den Bund wirklich zu schliessen, aufgeopfert werden könne; und sie gestehen frei, dass sie, einzig und allein aus diesem Grunde, um nicht jede allgemeine Vereinigung der Fürsten Deutschlands zu hindern oder aufzuschieben, aber übrigens mit sehr schmerzlichen Gefühlen, einen Entwurf mit vorgelegt haben, von dem sie nur zu sehr empfinden, wie wenig er dem wichtigen Zwecke entspricht, den man sich unmittelbar nach der Befreiung Deutschlands von der fremden Oberherrschaft und noch bei dem Anfang des Kongresses vorgesetzt hatte und wie ungünstig dies auch auf die allgemeine Stimmung einwirken wird. Sollte dieser Entwurf durch eine Diskussion, für welche der jetzige Augenblick, in dem die schnelle

allgemeine Uebereinkunft der vorherrschende Gesichtspunkt ist, immer ungünstig bleibt, noch mehr geschwächt werden, so ist kaum der mindeste günstigere Erfolg der Verhandlungen in Frankfurt abzusehen.

Unter diesen Umständen scheint die Vorlegung eines Ultimatums das einzige zum Zweck führende Mittel. Im gegenwärtigen Augenblick ist der Widerspruch noch mit vieler Mässigung und von einigen Seiten nur halb geäussert worden; jetzt ist dafür die Zustimmung zu einem schon ganz auf allgemeine Annahme berechneten Entwurf noch möglich; auch ist das Gefühl allgemein, dass auf jeden Fall etwas zustande kommen müsse, und wird, sowie bestimmt und entschieden erklärt wird, dass weitere Unterhandlungen unmöglich sind, zur Annahme wirken.

Der Vorschlag, welchen die Unterzeichneten der Prüfung des Herrn Fürsten Metternich, Fürstl. Gnaden, vorlegen zu müssen glauben, geht demnach dahin:

1. Dass die Bevollmächtigten der drei Höfe die gestern gemachten Bemerkungen auf das Genaueste prüfen und so viel davon in ihren Plan aufnehmen sollten, als möglich ist, und als sich durch die Mehrheit derer, welche dafür stimmen, empfiehlt.

2. Dass Oesterreich und Preussen alsdann in der Montagssitzung den so abgeänderten Vorschlag mit der Eröffnung vorlegten, dass sie die Bemerkungen, soweit als sie es für möglich hielten, benutzt hätten, allein nunmehr in ihrem Entwurf keine weiteren irgend wesentlichen Abänderungen annehmen, noch in Diskussion von Vorschlägen dazu eingehen könnten, da sie überzeugt wären, dass er nichts weder für das Ganze noch irgend einen Einzelnen Bedenkliches enthalte, dasjenige hingegen, was ihm fehle, in Frankfurt nachgeholt werden könne.

3. Dass sie bereit wären, mit jedem der Fürsten, welcher diesem Entwurf beitreten wolle, den Bund wirklich abzuschliessen.

Eine solche Erklärung würde höchstwahrscheinlich die Annahme von Seiten der meisten Mitglieder der Versammlung sogleich zur Folge haben, und sollten sich noch einige für jetzt ausschliessen, dürften sie wohl unfehlbar später, wenn sie sehen, dass der Bund wirklich zustande gekommen wäre, den Beitritt nachsuchen.

Die Unterzeichneten haben die gegenwärtige Note zugleich der königlich Hannoverschen Kongressgesandtschaft mitgetheilt.

Sie benutzen diese Gelegenheit, Sr. Fürstlichen Gnaden dem Herrn Fürsten Metternich die Versicherung ihrer vollkommsten Hochachtung zu erneuern.

Hardenberg. Humboldt.

LXI. Über freie Schiffahrt auf dem Rhein.

3. Februar 1815.

(Eigenhändiger Entwurf im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Klüber, Akten des Wiener Kongresses 3, S. 24ff.)

Artikel V des Pariser Friedens hatte die freie Schiffahrt auf dem Rhein verheißen und die nähere Bestimmung der dafür maßgebenden Grundsätze den Beratungen des Kongresses überlassen; im 3. Geheimartikel war die gleiche Bestimmung für die Schelde getroffen. Das Komitee der acht Mächte hatte am 14. Dezember 1814 eine besondere Kommission dafür eingesetzt, der Humboldt als Vertreter Preußens angehörte. Sie trat am 2. Februar 1815 zum erstenmal zusammen. Humboldt legte ihr die folgende Denkschrift als Leitfaden für die Beratung vor. Der erste eigenhändige Entwurf trägt das Datum 30. Dezember 1814 und weicht bedeutend von der endgültigen Redaktion, wie sie bei Klüber gedruckt ist, ab.

Mémoire préparatoire sur le travail de la Commission de navigation.

L'article 5 du traité de Paris doit faire la Base du travail de la Commission établie pour se concerter sur les mesures propres à la mettre en exécution.

Il pose en principe que la navigation sur les rivières sera libre, et que les droits que les États riverains en perçoivent, seront réglés de la manière la plus égale et la plus favorable au commerce de toutes les nations. Le traité applique ce principe nommément et d'une manière positive à la navigation sur le Rhin et, d'après l'article 3 secret, à celle sur l'Escaut; il veut ensuite que le Congrès examine et décide, de quelle manière les mêmes dispositions pourront être étendues à la navigation sur tous les fleuves qui, dans leurs Cours navigables, séparent ou traversent plusieurs États.

Pour rendre d'après ces bases le travail de la Commission à la fois méthodique et complet, il convient

1) d'examiner quels sont les principes que l'intérêt général du commerce rendrait désirable de fixer, et qui pourraient être établis

sans entrer dans des détails*) qu'il est impossible de suivre, sans avoir égard à la différence des localités;

2) d'appliquer ces principes à la navigation du Rhin et de l'Escaut, et d'y ajouter les déterminations plus particulières que les connaissances locales que la Commission réunit déja dans son sein, ou quelle pourra se procurer facilement, permettent, et que les rapports des Etàts riverains entr'eux exigent, pour remplir pleinement les stipulations du traité;

3) de convenir, comment on pourra effectuer que les mêmes principes soient appliqués en tems et lieu, et autant que les circonstances le permettront dans un objet aussi vaste, aussi à d'autres rivières, et successivement à toutes celles qui peuvent intéresser le commerce dans quelque partie de l'Europe que ce soit.

I.

Examen des principes en général.

Pour concilier l'intérèt du commerce avec celui des Etàts riverains, il est nécessaire que d'un còté, tout ce qui est indispensable à la liberté de la navigation, du point où une rivière devient navigable jusqu'à son embouchure, soit fixé d'un commun accord par une convention à laquelle rien ne puisse ètre changé sans le consentement de tous ceux qui y ont pris part; mais que, de l'autre, aucun Etàt riverain ne soit gèné dans l'exercice de ses droits de souveraineté, par rapport au commerce et à la navigation au-delà des engagemens renfermés dans cette convention, et qu'en mème tems il jouisse de sa part des droits levés sur la navigation en proportion de l'étendue de la rive qui lui appartient.**) Il sera nécessaire d'établir sur ces bases des principes tellement généraux que la différence des localités ne pourra affecter que les modifications de leur application. On se borne ici, pour ne pas préjuger le travail de la Commission, à indiquer seulement les points qui devront ètre réglés par ces principes, sans les énoncer eux-mèmes. Ces points semblent ètre les suivans.

---

* *Gestrichen: dont l'examen exige indispensablement une connaissance exacte des différens rapports que la modification de leur application.*

**) *An Stelle dessen steht im eigenhändigen Entwurf: De là découlent les principes suivans, tellement généraux que la différence des localités on peut affecter.*

1.

La liberté de la navigation.

2.*)

Les droits d'étape là où ils existent déjà, puisqu'il ne saurait être douteux qu'au moins personne ne voudra en établir de nouveaux.

---

*) *Im eigenhändigen Entwurf lauten die §§ folgendermaßen:*

2.

Elle ne sera genée par aucun droit d'étape, ou de relâche à établir dans la suite, et il sera examiné et décidé si ceux qui existeraient déjà, devront etre maintenus, ou abolis.

3.

Les droits à lever sur la navigation seront réglés dans leur totalité . . .

. . . .

La base de cette fixation sera uniquement le poids de la cargaison et la distance que les navires parcourent sans qu'on ait égard à la qualité et au prix variable des marchandises.

Il sera neantmoins fixé des droits inférieurs au taux ordinaire pour les matieres dont la valeur n'est point assez considérable et le besoin (comme c'est le cas des objets necessaires à l'agriculture, tels que l'engrais est) trop grand pour les soumettre aux droits établis généralement.

4.

Le nombre des bureaux destines à la perception de ces droits sera déterminé, soit qu'on la fixe directement, soit qu'on enonce celui qu'il ne devra point excéder.

5.

Les douanes des Etats riverains partout où il en existe resteront entierement separees des bureaux de la perception des droits sur la navigation. Les premieres ne peuvent pas que sur l'importation des marchandises dans les pais riverains; et il sera rigoureusement defendû aux Douaniers d'excercer une fonction quelconque de leur emploi sur la riviere, fût ce meme la poursuite d'un individu compris en fraude manifeste.

6.

La recette provenant des droits levee sur la navigation sera partagee entre les Etats riverains a raison de leur etendu sur la rive, deduction faite:

1) des fraix d'administration

2) des fraix d'entretien nécessaires à la navigation elle même.

On ne comptera neantmoins parmi ces derniers fraix que ceux de l'entretien des chemins de hallage et du nettoyement de la riviere; tous les autres travaux destines a garantir le pais des inondations restant à la charge de l'administration de chaque état riverain.

7.

La police tant sur la navigation que sur l'entretien de la riviere en etat

3.

Le tarif des droits à lever. Il est indispensable de régler ces droits dans leur totalité, du point où la rivière devient navigable jusqu'à son embouchure, d'une manière fixe, uniforme et invariable, sauf à convenir, si l'on le juge nécessaire, d'une révision périodique du tarif faite par tous les états riverains après un nombre déterminé d'années.

Il est également nécessaire, que la fixation des droits soit assez indépendante de la qualité particulière des marchandises, pour que la navigation ne soit pas arrêtée par un examen détaillé de la cargaison des bâtimens à la perception du péage. Quant à la qualité du péage, il faudra voir, s'il sera possible d'établir un principe assez général, pour être facilement appliqué partout, pour en déterminer au moins le maximum.

4.

Le nombre des bureaux destinés à la perception de ces droits. Comme rien n'est si nuisible à la navigation que l'obligation de s'arrêter souvent pour payer les droits, la plus grande diminution du nombre des bureaux doit surtout fixer l'attention de la Commission.

5.

Une séparation absolue de la perception des douanes et de celle des droits de navigation, et les précautions nécessaires, pour empêcher que le droit des états riverains d'établir des douanes, ne puisse point entraver la navigation.

6.

L'emploi de la recette provenant des droits levés sur la navigation, et la distribution du résidu entre les états riverains, à raison de leur étendue sur la rive.

La séparation des travaux nécessaires à la navigation, et de

---

navigable sera excercée d'une manière entièrement uniforme soit qu'on crée une autorité centrale pour cet effet soit qu'on y pourvoye par d'autres moyens.

8.

Si la guerre venait à avoir lieu entre quelques uns des Etâts riverains la perception des droits de la navigation continuera librement, et l'on tâchera de prendre toutes les mesures nécessaires pour que même alors la navigation soit aussi peu gênée que possible.

ceux, qui ont pour but de garantir les pays d'inondations, les précautions nécessaires pour que ces doubles travaux soient entrepris d'après un même système, et ne puissent point se nuire mutuellement.

7.

Le réglement de la police à établir sur la navigation. Cette police doit être uniforme, et fixée d'un accord commun, sans pouvoir être changée par un seul des états riverains; mais elle ne doit point entraver celle que ces états, en vertu de leur droit de souveraineté, sont appelés à exercer sur les rivières, sans néanmoins porter le moindre préjudice à la liberté de la navigation.

8.

Engagemens mutuels à prendre pour assurer, autant que cela sera possible, la liberté de la navigation même dans le cas malheureux d'une guerre entre les états riverains.

II.

Application des principes généraux au Rhin et à l'Escaut.

A) Au Rhin.

Les principes mentionnés ci-dessus étant tirés pour la plupart de la convention sur l'octroi de navigation du Rhin, conclue en 1804, rien n'est plus facile que de les appliquer à cette rivière. La convention en contient également toutes les modifications qu'il pourra être utile d'y ajouter; elle est, d'après le jugement de tous ceux qui s'entendent en ces matières, un fort bon ouvrage, et a prouvé son utilité par l'expérience; la Commission fera bien en conséquence de recourir à elle, et de voir quelles sont celles de ses dispositions qu'il conviendra de remettre en vigueur.*) Mais en l'examinant, il sera nécessaire d'avoir égard,

1) aux changemens territoriaux survenus depuis 1804;

2) aux points qui, ainsi que par exemple celui des rentes assignées sur le revenu de l'octroi et autres, sont des affaires domestiques de l'Allemagne destinée, d'après la paix de Paris, à former un état confédéré;

3) aux modifications tellement détaillées et tellement dépendantes des localités, qu'il conviendra de les renvoyer à une commission spéciale.*)

*) *Statt dessen findet sich im eigenhändigen Entwurf das Folgende:*
Mais en l'examinant d'article en article il sera nécessaire d'avoir égard aux

B) A l'Escaut.

N'ayant point des connaissances locales assez étendues sur cette rivière, je passe sous silence ce qui devra être dit sur l'application particulière des principes à sa navigation.

III.

Mode d'étendre les mêmes dispositions à toutes les rivières en général.

Il serait inutile de prouver l'impossibilité de conclure des conventions semblables à celle sur la navigation du Rhin, sur toutes les rivières de l'Europe pendant le tems du congrès. Mais

---

circonstances suivantes qui rendent nécessaire de les modifier dans un grand nombre de points.

1) Les païs bas n'avoient point pris part à la Convention dans son origine; ils y avoient été associés ensuite, mais d'une manière fort imparfaite; et dans la guerre cela même a été aboli, le peuple confondant cette institution avec celle des douanes. Néantmoins le système de la liberté de la navigation du Rhin resterait incomplet, si la Hollande ne se conformait point aux arrangemens des autres Etâts riverains. La première soin de la Commission devra être en conséquence de tâcher de l'y faire accéder.

2) La France possédait du tems de la Convention la rive gauche du Rhin dans toute la longueur de son cours, elle n'a àprésent qu'un seul bureau de perception, et la plus grande partie des deux rives appartient à l'Allemagne. Par là plusieurs articles qui se fondoient sur cette circonstance deviennent inutiles maintenant.

3) Comme les différens Etâts de l'Allemagne formeront une ligne dont l'autorité centrale ne pourra se dispenser de s'occuper également de l'objet de la navigation du Rhin, la Commission devra regarder toute la partie Allemande des deux rives comme appartenant à un seul et même Etât. Il découle de là que tout ce qui, sans porter préjudice à la liberté et à la sureté de la navigation, regarde les intérêts des différens Etâts Allemands riverains entr'eux, comme p. e. la répartition et la destination de la rente, n'est point de son ressort, et reste aussi étranger à son travail qu'un pareil arrangement intérieur et domestique dans la France ou dans la Hollande.

4) La Convention exclue à l'article 23 de ses dispositions toutes les rivières qui se jettent dans le Rhin et on ne fait quelqu'exception à cet égard que pour le Main. Comme il est juste et conforme aux intentions des puissances de donner maintenant plus d'étendue à la liberté de la navigation; la Commission devra examiner et décider, si et comment on pourrait comprendre les rivières dans le même système au moins en tant qu'on ne pût point augmenter les droits de navigation qu'on y lève à présent et que ces droits ne fussent point au détriment de la navigation de la rivière principale, plus forts à proportion que ceux levés sur le Rhin même.

on pourra néanmoins faire un grand pas vers la liberté générale de la navigation des rivières. On pourra inviter les puissances qui signeront l'acte général et final du congrès, à s'engager mutuellement à convenir le plutôt possible, tant entr'elles qu'avec d'autres, d'arrangemens sur la liberté de la navigation de celles de rivières de leurs états qui leur sont communes avec d'autres, ainsi qu'on a coutume de prendre, dans des traités de paix, l'engagement de conclure des traités de commerce. Pour oter ensuite à cet engagement le vague qui pourrait le rendre illusoire, on devra de plus inviter les puissances à déclarer d'une manière positive et obligatoire, que les principes qui seront établis comme entièrement généraux, et qui sont ceux mentionnés ad I, formeront les bases de tous ces arrangemens, à mesure qu'on parviendra à les conclure.

Voilà à quoi, selon moi, la commission devra se borner. Vouloir aller plus loin à cet égard, et vouloir ajouter plus de modifications aux principes, serait s'exposer infailliblement à ne rien faire du tout.

à Vienne, le 3 février 1815.

Humboldt.

LXII. Instruktion für den Herrn General-Lieutenant von Zastrow Excellenz.

31. März 1815.

(Eigenhändiger Entwurf im Geh. Staatsarchiv.)

Wien, den 31. März, 1815.

In dem Augenblicke, als des Herrn General-Lieutenant von Zastrow Excellenz den Befehl erhielt, sich an den Kurfürstlichen Hessischen und andere deutsche Höfe zu begeben, um mit denselben die nöthigen militärischen Verabredungen in dem gegenwärtigen Kriege zu rechnen, schien es nicht, als würde hier eine allgemeine Uebereinkunft über diese Angelegenheit zu Stande kommen. Seitdem aber hat die Mehrzahl der nicht Königlichen deutschen Staaten, wie die Anlage*) ausführlicher besagt, seine

*) *Die erwähnten Aktenstücke sind bei Angeberg, Le congrès de Vienne 1805 S. 971, 993 gedruckt.*

Hülfe zu diesem Kampfe angeboten, und sie sind hierauf förmlich eingeladen worden, dem zwischen Preussen, Oesterreich, England und Russland geschlossenen Allianztractat beizutreten. Die deshalb erlassene Note*) sowie der tractat*) selbst werden der gegenwärtigen Instruction beigefügt. Da nun also mit diesen Fürsten, unter welchen sich namentlich der Kurfürst von Hessen befindet, hier unterhandelt werden wird, so kommt es vorzüglich darauf an, nicht nur jeden Uebelstand zu vermeiden, welcher aus einer doppelten Unterhandlung entstehen könnte, sondern auch die hiesigen Unterhandlungen dort zu unterstützen und ihnen, da sie hier nur allgemein und in Rücksicht auf alle Alliirte und die ganze Kriegführung betrachtet werden können, eine so günstige Wendung, als möglich, für Preussen insbesondere zu geben.

Der Gesichtspunkt Preussens muss immer dahin gerichtet seyn, die Fürsten Norddeutschlands nicht bloss so eng, sondern auch so ausschliesslich, als möglich, an sich zu knüpfen, dies aber nur durch Mittel, wodurch ihr freier Wille gewonnen wird, und zu Zwecken, die Deutschland und ihnen selbst nützlich sind, zu bewirken. Beides Letztere ist um so nothwendiger, als noch bis auf diesen Augenblick kein Bund in Deutschland vorhanden ist, das Recht der Fürsten, sobald sie nur den gemeinschaftlichen Endzweck verfolgen, unabhängig zu handeln, nicht angefochten werden kann, oder wenigstens, wenn man mit Erfolg handeln will, nicht zur Sprache gebracht werden muss, und als selbst bey dem künftigen Bunde, doch nur ein Theil, wenn gleich der bedeutendste, der Norddeutschen Fürsten in militärischer Hinsicht an Preussen angeschlossen werden würde. Dies wird hinreichen, um den General-Major (?) von Zastrow immer die richtige Sprache gegen die Fürsten führen zu lassen, und es dahin zu bringen, dass sie den Einfluss des Preussischen Hofes nicht als eine sich ihnen aufdrängende Herrschaft, sondern als einen Schutz ansehn, an den sie sich vertrauensvoll anschliessen können. Das Verhältniss, das im letzten Kriege zwischen Preussen und den Norddeutschen Fürsten bestanden hat, und für die Truppen eines Theils derselben noch besteht, wird leicht den Weg bahnen, die jetzt gewünschten Verhältnisse nur als eine Fortsetzung der vorigen zu betrachten.

Hessen-Cassel ist unter allen Norddeutschen Staaten derjenige, an welchem Preussen am meisten gelegen seyn muss, und des

---

*) S. vorige Seite.

Herrn General-Lieutenant von Zastrow Excellenz werden daher auch Cassel nicht eher verlassen dürfen, bis Ihr Geschäft dort gänzlich beendigt ist.

Da der Kurfürst unstreitig schon von den hiesigen Verhandlungen unterrichtet seyn wird, so wird es angemessen seyn, die ersten Eröfnungen damit zu machen, dass der König ihn deswegen an Se. Kurfürstliche Durchlaucht gesandt habe, weil Sr. Majestät daran gelegen sey, noch unmittelbarere Verhältnisse mit Hessen anzuknüpfen, dass Se. Majestät nichts verabreden, noch festsetzen wolle, was nicht in Uebereinstimmung mit den allgemeinen Verabredungen stehe, dass aber sowohl auf den Fall, dass diese nur unvollständig gelingen sollten, als über einzelne, nur Preussen und Hessen angehende Punkte, besondere gemeinschaftliche Verfügungen nützlich seyn könnten.

Hiernach wären vorzüglich die Gesinnungen des Kurfürsten über die Art der Kriegführung, die Zahl und Anordnung seiner stehenden Truppen und der Landwehr, seine Ideen über ihr Commando u. s. f. zu erfahren, und in Allem diesem auf das gemeinschaftliche und auf das besondere Preussische Interesse hinzuarbeiten. Sollte, wie wohl zu erwarten steht, der Kurfürst nicht geneigt seyn, über diese Gegenstände in Cassel abzuschliessen, so würde es nur Verdacht erregen und unnütz beunruhigen, wenn man darauf dringen wollte. Zeigte er aber günstiger Weise die entgegengesetzte Stimmung, böte er an, seine Truppen auf jeden Fall nur mit den unsrigen agiren zu lassen (und das müsste man durch jedes schickliche Mittel zu befördern suchen) so könnte auch dort eine Convention abgeschlossen werden, bei welcher doch immer die Aenderungen vorbehalten bleiben müssten, welche die allgemeinen Verabredungen hier nothwendig machen könnten. Dabei könnten die beiden dem Francfurter Tractat beigefügten Piecen,*) von welchen hier Abschrift erfolgt, zur Grundlage dienen, der Abänderungen unbeschadet, welche die Umstände nothwendig machen. Zu diesen Abänderungen gehört vorzüglich die, womit gleich die ersten Eröfnungen anfangen müssten, dass man fühle, dass der Kurfürst nicht wieder ein so starkes Contingent, als das erstemal, stellen könne.

Der wichtigste Punkt bleibt das Anschliessen der Kurfürstlichen Truppen an die Preussischen, und ihre Unterordnung unter einen

*) *Sie fehlen bei Angeberg.*

Preussischen General; und hierzu ist vor Allen der Grund in Betrachtung zu bringen, dass die von Frankreich her drohende Gefahr über alle Massen dringend ist, dass sie nächst Preussen, am meisten Hessen selbst bedroht, dass auch hierin das Interesse beider Höfe auf das engste verbunden ist, und dass der Kurfürst nur, wenn seine Truppen mit den Preussischen verbunden werden, die Sicherheit hat, dass sie nie da gebraucht werden, wo sie nicht auch unmittelbar zur Vertheidigung Hessens selbst dienen. Dieser Gesichtspunkt muss bei dem Kurfürsten, wenn er sein wichtigstes Interesse nicht vernachlässigen will, der vorherrschende seyn.

Bei dieser Gelegenheit ist ein Umstand zu berühren, welcher jedoch zur grössesten Behutsamkeit und Verschwiegenheit empfohlen werden muss. Der additionelle und separirte Artikel des tractats, welcher, als ein geheimer, schlechterdings nicht zur Kenntniss des Kurfürsten kommen muss, selbst wenn man die Sache im Allgemeinen von hier aus erfahren hätte, stipulirt, dass England, um die von ihm zu stellende Truppenzahl zu vervollständigen, fremde Truppen in Sold nehmen will, und den schon gemachten Aeusserungen zufolge, ist es nicht unwahrscheinlich, dass England hierbei vorzüglich auf Deutsche, und namentlich auf die Kurfürstlich Hessischen zählt. Dies wäre nun auf eine geschickte Weise, wenn es irgend geschehen kann, zu hintertreiben, da es unserm Interesse entgegen ist; doch müsste es mit Behutsamkeit gemacht werden, um nicht bei England, dessen Geneigtheit uns aus andern Gründen so wichtig ist, Misfallen zu erregen.

Das Erste wäre nun, zu erforschen, ob der Kurfürst hiervon bereits Kenntniss hat, ob er darauf ausgeht, eine solche Gelegenheit, Subsidien zu erhalten, zu benutzen, und ob er vielleicht schon Schritte, und welche? deshalb gethan? Sollte er wirklich diesen Weg verfolgen, so würde ihm zuerst zu sagen seyn, dass England sich schon anheischig gemacht habe, nicht einzeln, sondern nur mit gemeinsamen Einverständniss über diese Hülfstruppen zu unterhandeln, und der Kurfürst auch von seiner Seite nicht werde von den hier zu treffenden allgemeinen Bestimmungen abgehen können. Dann aber ist ihm die oben gemachte Betrachtung von der Gefahr seines Landes ans Herz zu legen, und ihm zu überlegen zu geben, wie es ihn schmerzen würde, wenn seine Unterthanen entfernt in Belgien oder Holland, wo die Engländer operiren werden, in einem Augenblick fechten müssten, in dem vielleicht ihre Heimath bedroht wäre. Endlich wäre der Wunsch

des Königs anzuführen, und das Versprechen zu machen, dass, wenn der Kurfürst seine Truppen bei den Preussischen liesse, auch der König die möglichste Sorgfalt anwenden werde, ihm Subsidien zu verschaffen.

Es muss jedoch noch einmal wiederholt werden, dass dieser ganze Punkt Englands und der Subsidien schlechterdings nur dann zu berühren ist, wenn der Kurfürst schon davon unterrichtet seyn, und sich darauf Rechnung machen sollte.

Dies wird hinreichend seyn, des Herrn General-Lieutenant von Zastrow Excellenz vorläufig bei Ihren ersten Schritten zu leiten. Bei der dargestellten Lage der Sache lässt sich voraussehen, dass Sie schwerlich dahin gelangen werden, ehe hier die Sachen mehr entschieden sind, bestimmte Aeusserungen des Kurfürsten zu erhalten; allein die Sendung wird schon einen sehr grossen Nutzen gewähren, wenn dadurch das gute und freundschaftliche Einverständniss beider Höfe recht befestigt wird. Dies muss daher das Hauptaugenmerk seyn, da es im höchsten Grade compromittirend für das Preussische Cabinet seyn würde, wenn es schiene, als wolle es, indess man hier allgemeine Unterhandlungen anknüpft, die Fürsten einzeln gewissermassen nöthigen, seinen besondern Absichten zu folgen.

Der hiesigen Hessischen Gesandtschaft wird von der Sendung des Herrn General-Lieutenant von Zastrow Excellenz gelegentlich Nachricht gegeben, und dieser in genauer Kenntniss aller Fortschritte der hiesigen Unterhandlungen erhalten werden.

LXIII. Über die mit den deutschen Fürsten über die Führung des gegenwärtigen Krieges zu treffende Übereinkunft.

April 1815.

(Eigenhändiger Entwurf o. D. im Geh. Staatsarchiv.)

Es ist beschlossen worden, die deutschen Fürsten der Allianz der vier grossen Mächte beitreten zu lassen, und zur Grundlage dieses Beitritts die in militärischer Hinsicht gemachten Bestim-

mungen der Frankfurter Verträge*) zu nehmen. Dadurch ist mithin zugleich ausgesprochen, dass die für diesen Krieg aufzustellende Kriegsverfassung von derjenigen unabhängig seyn soll, welche der Bund für immer aufstellen könnte. Auch wird dies von selbst nicht anders möglich seyn. Denn obgleich wahrscheinlich noch ein Bund wenigstens durch die Feststellung seiner Grundsätze zu Stande kommt; so dürfte es alle Schwierigkeiten verdoppeln, wenn man, was jezt eingerichtet werden muss, auch zugleich zur Fortdauer für die Zukunft bestimmen wollte.

Es wird daher ausser dem Bundesvertrag, ein Allianztractat der deutschen Fürsten auf der einen, und der vier grossen Mächte auf der andern Seite geschlossen, und letzterer wieder von einer Convention begleitet seyn müssen, welche alle einzelnen Dinge feststellt, die zur Kriegführung gehören, ohne jedoch die einzelnen Kriegsoperationen anzugehen.

In diesem tractat, oder in der ihm angehängten Convention werden folgende Punkte festgesetzt werden müssen.

1.

Die Bestimmung des Contingents jedes Fürsten.

Wenn man sich hier an die Frankfurter Verträge hält, so würde das Doppelte wie beim Rheinbunde gestellt.

2.

Vertheilung der nicht so starken Truppen, dass sie ein eignes Arméecorps bilden können, in Arméecorps.

Könnte man bei der Vertheilung der Frankfurter Verträge bleiben.

3.

Bestimmung des Orts, wo? und des Oberbefehls, unter wem? die Arméecorps dienen sollen.

Hierüber könnte in dem tractat bloss stehen, dass es den Beschlüssen der Militairconseils anheim gestellt bleibe. Diese drei Punkte nebst einigen andern zur Organisation der Arméecorps gehörigen waren in den Frankfurter Verträgen in der dem in-

*) *Es sind die im Dezember 1813 zwischen den Alliierten einerseits und den einzelnen deutschen Staaten anderseits geschlossenen Accessionsverträge.*

liegenden Badischen tractat beigefügten Pièce, welche mit den Worten pour assurer l'indépendance anfängt, und in der gleichfalls beigefügten Arméeeintheilung regulirt, und es müsste also durch Militärs bestimmt werden, was von diesen Pièces noch jetzt verwendbar ist?

4.

Organisation der jetzt schon zu Bundesfestungen bestimmten Plätze.

Die Klugheit erfordert allerdings, in diesen Punkt nicht tiefer einzugehen, als unumgänglich nothwendig ist. Allein die Punkte, über welche man bei der Kriegführung Streit zu befürchten hätte, erforderten doch nothwendig eine Festsetzung.

5.

Durchmärsche, Subsistenz und Haltung der Truppen-Magazine. Lazarethe.

Hierüber enthielten die Frankfurter Verträge eine Beilage, die gleichfalls jetzt aufs Neue untersucht werden müsste. Sie ist dem Badenschen Vertrage angeschlossen und fängt mit den Worten an: in Ansehung der Concurrenz.

6.

Festsetzung, wie jedes mit Oberbefehl versehene Arméecorps in seinem Bezirke die zur Vertheidigung nöthigen Anstalten (Approvisionement, Befestigungen u. s. f.) soll treffen können, und Bestimmung der Bezirke.

Der Zweck des Krieges erfordert hier schlechterdings, dass nur Requisitionen an die Behörden nothwendig sey, und jede Weitläufigkeit ausgeschlossen bleibe. Bei Bestimmung der Bezirke könnte die des provisorischen Besitzes nach der zu Paris getroffenen Uebereinkunft wenigstens zur Anleitung dienen.

7.

Aufstellung des allgemeinen, und weiter noch nicht specificirten Grundsatzes, dass jede von einem einzelnen Lande für den gemeinschaftlichen Zweck für fremde Truppen oder zu einer gemeinsamen Anstalt getragene Last durch das Ganze ausgeglichen werden soll.

8.

Bestellung einer Behörde, welche die Dispositionen dieser Convention theils in den einzelnen näher zu bestimmenden Fällen anwendet, theils als vermittlende, schlichtende und entscheidende aufrecht erhält.

Eine solche Behörde, welche an die Stelle der Centralverwaltung träte, die im vorigen Kriege bestand, ist unumgänglich nothwendig. Wenn man ihr jetzt eine, den Fürsten gefällige und doch der Kriegführung unschädliche Gestalt giebt, so thut man, was Billigkeit und Politik zugleich erfordern.

Diese Behörde müsste den doppelten Zweck haben:

1) Das ganze Ausgleichungsgeschäft nach § 7 zu leiten und zu führen, also erstlich den Grundsatz, so wie es seyn muss, zu specificiren und das Verhältniss jedes Staats zu den Beiträgen festzusetzen.

2) Streitigkeiten, die über die Vollziehung dieser Kriegsconvention sowohl zwischen den Fürsten entgegenstehen könnten, als zwischen ihnen und dem Oberkommando der Arméen zu untersuchen, und nach Befinden der Umstände zu vermitteln, oder entscheiden; ohne dass jedoch durch diese letzte Attribution (ive) jemals der Ausführung einer nothwendig geachteten Kriegsmassregel eine Schwierigkeit gelegt, oder durch sie ein Aufschub bewirkt werden könne.

Käme man, wie ich nicht glaube, in der Schliessung des Bundesantrags so weit, dass man die Bundesversammlung und ihren Ausschuss selbst festsetzte, so würde der letztere diese Behörde seyn. Im entgegengesetzten Falle würde ich vorschlagen unter dem Namen des: Deutschen Bundesraths fünf Personen in Cassel (als dem schicklichsten Orte) zusammenzusetzen, an deren Ernennung sämmtliche Fürsten dergestalt Theil nähmen, dass immer einige sich zur Ernennung eines Mitglieds vereinigten. Es könnten sich z. B. vereinigen

1) Preussen mit Sachsen,
2) Oesterreich mit Baiern,
3) Hannover mit Mecklenburg, Braunschweig und Oldenburg,
4) Württemberg mit Baden, Darmstadt, Nassau, Hohenzollern und Lichtenstein,
5) Hessen-Cassel mit allen übrigen.

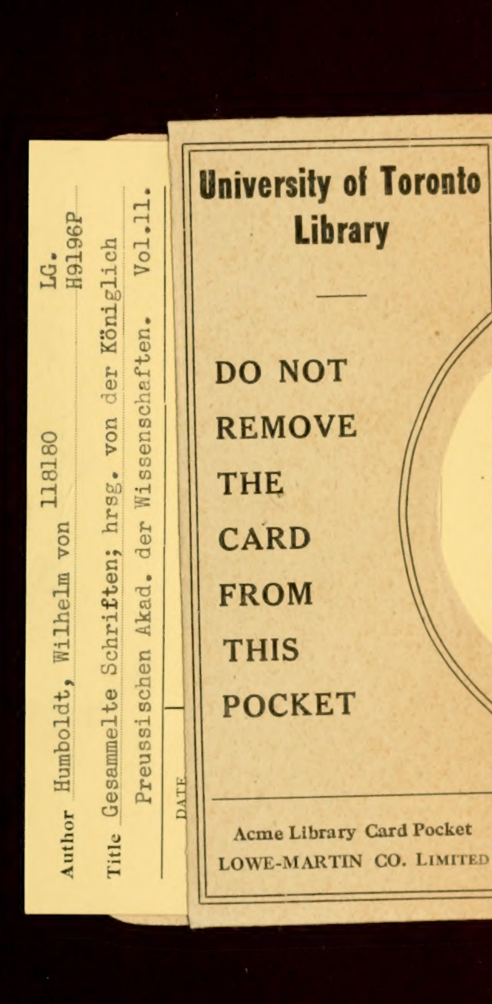
Diese Verbindungen könnten aber ohne Nachtheil auch auf vielerlei andere Weise gemacht werden.

Diese Punkte enthalten, meines Erachtens, alle durch den Tractat festzusetzende Gegenstände, und nach dem, was über jeden einzelnen bestimmt würde, müsste der ausführliche Entwurf des Tractats abgefasst werden.

Lippert & Co. (G. Pätz'sche Buchdruckerei), Naumburg a. S.






University of Toronto
Library
DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET
Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED
LG.
H9196P
118180
Author Humboldt, Wilhelm von
Title Gesammelte Schriften; hrsg. von der Königlich
Preussischen Akad. der Wissenschaften. Vol.11.
DATE

